

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13181 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 16 JUIN 1987

Les adieux de M. Willy Brandt

De toutes les formations politiques européennes, le Parti social-démocrate ouest-allemand est l'une de celles qui font le plus de place aux émotions. Ses leaders successifs, depuis cent vingt-quatre ans qu'il existe, ont bien souvent dû leur aura à la dimension humaine qu'ils introduisaient dans le débat politique.

M. Willy Brandt, qui faisait, dimanche, ses adieux officiels au SPD, s'inscrit dans la lignée de son fondateur Ferdinand Lassalle, d'Otto Wels, tué par les nazis, et de Kurt Schumacher, qui, au retour des camps de déportation, a reconstruit le parti : ces monstres sacrés de la politique allemande avaient su, eux aussi, mobiliser chez leurs concitoyens le cœur tout autant que la raison.

On avait déjà oublié, dans la Beethovenhalle de Bonn, où était réuni le congrès extraordinaire du SPD, les circonstances pour le moins rocambolesques de sa démission, le 23 mars dernier, de la présidence du parti : l'engagement d'une brillante jeune femme grecque, mais étrangère à la vieille maison, pour la fonction de porte-parole du SPD. Oubliés aussi les faux pas qui avaient marqué la carrière du patriarche : l'affaire Guillaume, la sourde querelle avec Helmut Schmidt...

Le « testament politique » de M. Willy Brandt, un discours de près de deux heures prononcé devant des congressistes au cœur serré, était marqué du sceau de cet humanisme aux larges vues, de cette ouverture aux idées nouvelles dont son action fut inspirée lorsqu'il était aux affaires. « Dans le doute, pour la liberté ! », a-t-il lancé à des militants aujourd'hui désorientés par la série d'échecs électoraux subis depuis l'accession de M. Helmut Kohl à la chancellerie. Un appel qui renvoie aussi bien aux valeurs fondamentales de la vieille social-démocratie — qui eut à combattre les totalitarismes de droite et de gauche — qu'aux principes adoptés en 1959, lors du fameux congrès de Bad-Godesberg qui marqua la rupture du SPD avec le marxisme.

Le nouveau leader, M. Hans-Jochen Vogel, est loin d'avoir le même charisme que son prédécesseur. D'aspect austère, travailleur infatigable et moraliste quelque peu sévère, il est plus respecté qu'aimé dans le parti. Mais celui-ci, en le portant à la présidence avec une confortable majorité (404 voix sur 423), est bien conscient qu'il est l'homme de la situation dans la phase difficile qu'il traverse.

Le temps est en effet venu pour le SPD, s'il veut un jour reconquérir le pouvoir, de resserrer les boulons. Il lui faut tout à la fois reconquérir la confiance de jeunes qui l'ont abandonné pour les Verts et rester attractif pour ces électeurs du centre qui se réfugient actuellement dans le FDP de M. Genscher, effrayés par les positions extrêmes du SPD en matière de désarmement et de développement industriel.

Les deux adjoints de M. Vogel incarnent chacun l'une des deux sensibilités du parti et de la société allemande qui doivent cohabiter coûte que coûte au sein du SPD : M. Oskar Lafontaine, le jeune ministre-président de Sarre, est le plus à même de ramener dans le giron social-démocrate les brebis égarées écolo-pacifistes, alors que M. Johannes Rau reste la garantie que le SPD est d'abord le parti des salariés, de cette solide et laborieuse classe ouvrière allemande touchée de plein fouet par la crise.

S'il veut, comme il le souhaite, redevenir le « parti de l'espoir », le SPD devra également s'attacher à remonter le courant dans cette « Allemagne qui marche », ces régions du sud dynamiques comme la Bavière et le Bade-Wurtenberg, bastions traditionnels des chrétiens-démocrates. Au prix, sans doute, d'un nécessaire recentrage, à l'image de celui en cours dans d'autres partis socialistes européens.

La limitation du droit de grève des fonctionnaires

M. Chirac compte sur la division et la faiblesse des syndicats

Arrêts de travail d'une heure dans la fonction publique, dès le lundi 15 juin, à l'appel de la CFDT, de la FEN et des autonomes ; grèves et manifestations, jeudi, à l'appel de la seule CGT : MM. Maire et Krasucki se sont placés, chacun de son côté, à la pointe du combat contre la limitation des conditions d'exercice du droit de grève par les fonctionnaires. Face à ces protestations, M. Chirac, qui compte sur la division et la faiblesse des syndicats, a rassemblé sa majorité.

Tout va bien...

Tout va bien pour M. Chirac. Sa Fête de la nation, massacrée par les intempéries, s'est dissoute dans les flaques de la Foire du trône. Mais cette démobilisation a au moins un avantage. On n'a pas entendu, pendant le week-end, le moindre « couac » qui rappelle les mauvaises heures des divisions de la majorité. Le gouvernement a d'autres chats à fouetter. Comme dirait M. Maire, l'abrogation d'une partie de la loi de 1982 sur l'exercice du droit de grève par les fonctionnaires a rassemblé la majorité, lui a rendu, au moins momentanément, une cohésion perdue, sur le dos des fonctionnaires.

M. Chirac comptait sur la division syndicale. Il a gagné. La CFDT et la FEN ont organisé des arrêts de travail d'une heure et des manifestations dès lundi. La CGT, elle, lance une série de grèves et de manifestations pour jeudi. Bien qu'elles condamnent la décision du gouvernement, FO, la CGC et la CFTC ne se joignent pas, pour l'instant, au mouvement.

Le premier ministre misait aussi sur l'impopularité, en période de crise, d'une catégorie sociale qui dispose de la garantie de l'emploi. Il ne craint guère d'être démenti. L'affrontement s'organise enfin selon un schéma dont chacun fait ses délices : bloc contre bloc, droite contre gauche.

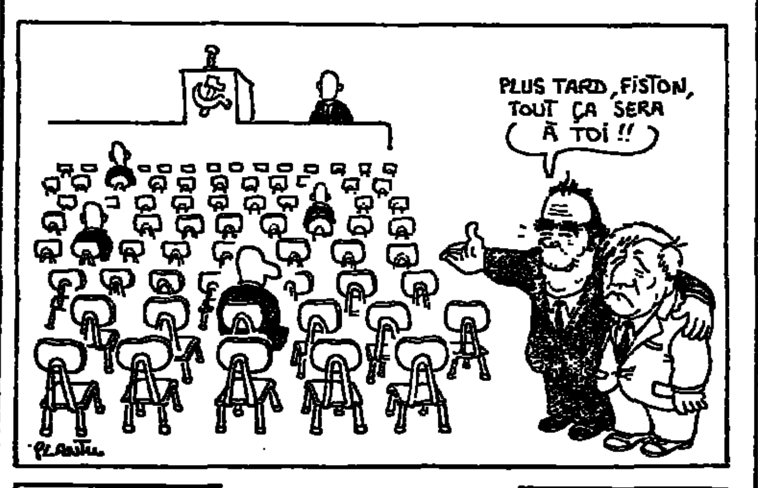
JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10 et nos informations page 48.)

Un entretien avec M. André Lajoinie

Le PC veut « disputer à M. Le Pen les couches populaires »

Le Parti communiste, qui a réuni sa conférence nationale, le vendredi 12 et le samedi 13 juin à Nanterre (Hauts-de-Seine), a désigné, à l'unanimité, M. André Lajoinie comme « candidat de tous les communistes » à l'élection présidentielle. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale affirme que le PCF est le mieux placé pour « disputer les couches populaires à M. Le Pen » et qu'il mènera cette bataille.



Lire page 8

Les déclarations au « Monde » du candidat communiste à l'élection présidentielle

Le bilan de la visite du pape en Pologne

Pari gagné pour Jean-Paul II

Jean-Paul II a regagné le Vatican, le dimanche soir 14 juin, au terme de sa troisième visite en Pologne. Avant son départ de Varsovie, il avait eu un nouvel entretien avec le général Jaruzelski, qui a laissé paraître son mécontentement devant le tour qu'avait pris le séjour du pape.

VARSOVIE
de notre correspondant

L'épreuve était redoutable. En se rendant pour la troisième fois en Pologne à un moment où le pouvoir avait la situation bien en mains, où les espoirs d'antan étaient fanés, Jean-Paul II risquait la récupération aussi bien que la banalisation. Au terme de ce voyage de sept très longues journées, voyage qui connut des hauts et des bas, il semble bien que le pape, contre toute attente, ait largement gagné son pari.

Le désappointement, l'irritation manifestés par les autorités dans les derniers jours de la visite, et plus particulièrement par le général Jaruzelski lors des adieux à l'aéroport, prouvent suffisamment que l'opération de récupération a échoué. Aussitôt après les deux discours de Gdynia et de Gdansk au cours desquels Jean-Paul II avait exprimé un appui exceptionnellement chaleureux à Solidarité, l'un des membres les plus importants du bureau politique, M. Kazimierz Barcikowski, s'est rendu à Czestochowa, où le pape venait d'arriver, pour exprimer le mécontentement des autorités. Il n'est pas établi qu'il ait été reçu par le pape lui-même — ou alors très brièvement — mais il a eu un long entretien à ce sujet avec le primat. Cela n'a certes pas empêché le général Jaruzelski d'avoir dimanche une seconde rencontre avec le pape juste avant son départ. Une telle conversation est trop valorisante pour le premier secrétaire du parti pour qu'il y renonce. Mais le ton de son allocution d'adieu fut sec et pincé.

« *Votre Sainteté emmenera avec elle l'image de sa patrie dans son cœur mais ne peut emmener nos problèmes réels. La nation reste ici entre le Bug et l'Oder.* ». Le pape, veut faire comprendre le général Jaruzelski, peut bien se préoccuper du sort de son pays, mais c'est nous ici qui gouvernons et agissons. Ensuite, le général concède, sarcastique, que « *la Pologne, comme tous les autres pays du monde, n'est pas le paradis sur terre* », mais c'est pour ajouter que, « *pour la première fois dans son histoire* », elle est « *un Etat indépendant en sécurité dans ses justes frontières* ». A l'intention de ce pape qui parle tant de vérité, il déclare : « *La vérité est nécessaire à la Pologne. Mais la vérité sur la Pologne l'est tout autant.* » Et il dénonce « *les manipulations étrangères* » dont elle a été victime « *ces derniers jours* ». C'est-à-dire pendant la visite du pape. Déjà les premiers commentaires de la presse lundi matin reprochent aux journalistes étrangers de n'avoir vu que ce qu'ils voulaient voir.

Restait à lancer une tentative de contre-attaque qui commence comme un pastiche du pape lui-même : « *Que parte de notre terre polonaise le mot de solidarité, de solidarité avec tous les hommes qui continuent à souffrir à cause du racisme et du néocolonialisme, de l'exploitation et du chômage, des persécutions et de l'intolérance.* » A ce discours à la limite de la correction dans ces circonstances, le pape repondra de manière beaucoup plus conciliante, modifiant même légèrement, pour y introduire une phrase sur les progrès accomplis en Pologne, le texte qui avait été diffusé à l'avance.

L'irritation du chef du parti est compréhensible. Non seulement le pape a dit nettement à Gdynia et à Gdansk ce qu'il n'aurait pas dû dire, mais il n'a pas dit ce que le pouvoir espérait l'entendre dire.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 6.)

Les vœux des lycéens d'Ile-de-France

Les classes préparatoires, les IUT... et le droit

L'université n'a pas la cote chez les bacheliers d'Ile-de-France. Sur dix élèves de terminale, six seulement envisagent de poursuivre des études dans l'une des treize universités de la région parisienne. Les autres préférant les classes préparatoires aux grandes écoles, les sections de techniciens supérieurs et les instituts universitaires de technologie, où la sélection est de règle. Cette faible attractivité des universités constitue l'un des enseignements majeurs du premier recensement des vœux des lycéens effectué par les rectorats de Paris, Créteil et Versailles sous le nom de « Ravel » (recensement automatisé des vœux des élèves) (*le Monde* du 21 mai).

L'opération, destinée à aider l'administration à ajuster les capacités d'accueil à l'ampleur des demandes pour chaque filière et chaque université, proposait à tous les élèves de terminale de faire connaître dix souhaits pour leur inscription dans l'enseignement supérieur.

Mais elle reste indépendante des procédures d'inscription organisées par chaque établissement. Sur les 85 000 candidats au bac d'Ile-de-France, 76 000 étaient susceptibles de se connecter (les autres se présentent en candidats libres),mais, finalement, 52 000 seulement ont pu le faire. Le recensement ne porte donc que sur 70 % du total des élèves. L'analyse de ses résultats doit donc être prudente.

Sur les 31 656 lycéens ayant cité au moins une fois l'université, 16 % ont choisi le droit, 14 % les sciences économiques et 12,5 % les sciences et structures de la matière (maths et physique).

Ils sont 7 % à rêver d'études médicales et presque 4 % à choisir la psychologie, mais les études littéraires figurent plutôt au bas du tableau : si l'histoire (3,5 %) et les lettres et civilisations étrangères (3 %) surnagent, les lettres (2,3 %) et surtout la philosophie (0,7 %) et la musique (0,5 %) ne sont guère demandées. La sociologie (1,4 %) est moins souvent choisie que les sciences et techniques des activités physiques et sportives, et semble avoir été détrônée par les études de culture et communication (3,6 %).

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 20.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

BARBIE

Semaine après semaine s'est allongée à Lyon la liste des forfaits imprescriptibles, mais pour Pierre Vidal-Naquet les « crimes contre l'humanité » dépassent le cadre des nazis. Des Français, hélas, en ont commis aussi. Pierre Bourgeade n'oublie pas d'autres Français, ceux qui ont facilité la tâche des bourreaux. Le docteur Russak non plus, mais pour lui la Résistance a réhabilité l'honneur de la France, et il n'y a pas de honte à assumer notre passé.

Le métier de nazi et nous

Les ombres de nos concitoyens qui ont aidé les entreprises de l'occupant emplissent la salle d'audience

par PIERRE BOURGEADE (*)

LA France comparaît devant Barbie et, à travers Barbie, devant sa propre figure historique. Car, s'il n'y avait eu Touvier (et s'il n'y avait eu les milliers de Touvier, connus ou inconnus, qui prirent le parti de l'occupant), que serait Barbie ? Un étranger... Un Allemand ayant porté les armes dans la France vaincue des années 40, et y ayant fait son métier de soldat (ce que nul ne lui reproche), mais aussi son métier de nazi (ce que nul ne peut lui pardonner).

Ce métier de nazi, hélas ! Barbie ne l'accomplit pas seul. Des Français *lui prêtèrent main-forte. Il fallait* à la Gestapo des indicateurs, des dénonciateurs, des gens susceptibles de procéder à des arrestations, à des transferts, à pis peut-être. Il s'en trouva.

Il fallait qu'au-dessus de cette tourbe fonctionnât un Etat dont certains services collaboreraient au grand jour avec les services allemands, et dont la pratique et les lois, en tout état de cause, permettraient que la machine nazie tournât en France. Il existait.

Il fallait enfin que des Français, en masse, traumatisés par l'écroulement de la France, adoptassent une attitude de retrait à l'endroit des événements qui ensanglantaient l'Europe. Ces Français, une majorité peut-être, ne dénoncèrent pas les juifs, mais ils ne les protégèrent pas. Ils n'aidèrent pas la Gestapo, mais ils ignorèrent la Résistance. Sans force, et sans foi, ils *attendirent de voir de quel côté* le vent tournerait afin de rallier, le moment venu, le camp du vainqueur.

Les ombres de ces Français emplissent aujourd'hui la salle d'audience.

En novembre 1971, Georges Pompidou, président de la *République*, gracia secrètement Touvier. L'affaire, révélée le printemps suivant par Jacques Derogy dans *l'Express*, provoqua une extrême émotion. Ecrivain débutant, je publiai une douzaine d'articles d'un ton vif dans *Combat*, cherchant, naïvement, à faire dire à M. Pompidou pourquoi il avait pris une décision aussi exceptionnelle : jamais jusque-là, dans l'histoire de la République, un président n'avait pris de mesures de grâce en faveur d'un contumax (Touvier, on le sait, ne s'était, et ne s'est pas, présenté à la justice).

La réponse vint... sous la forme de poursuites correctionnelles pour outrage au chef de l'Etat. Vladimir Yankélévitch (ami de M. et Mme Victor Basch, arrêtés et livrés par Touvier, sinon tués par lui) fut mon premier témoin. Georges Kiejman me défendit. Nous fûmes condamnés, M. Smadja, directeur du journal, et moi, à une peine de principe, bientôt amnistiée à la suite du décès de Georges Pompidou.

J'ai eu la curiosité, ces jours-ci, de rouvrir ce dossier, pour voir qui, à l'époque, avait protesté contre la grâce, et qui s'était tu.

Avaient protesté : la presse (*l'Express, le Monde, le Nouvel Observateur, le Figaro, l'Humanité, Combat*) ; les milieux juifs et antiracistes ; et, parmi les hommes politiques, les communistes et les gaullistes.

S'étaient tus : les intellectuels (la droite, après le reflux du mouvement de 68, semblait au pouvoir pour longtemps...) ; les milieux catholiques (dont certains, au contraire, protégeaient Touvier) ; la classe politique dans son ensemble, à l'exception des deux groupes que j'ai cités.

En particulier, à l'époque, les deux hommes qui se trouvent aujourd'hui à la tête de l'Etat ne dirent mot : M. Chirac devait être premier ministre... Quant à l'actuel chef de l'Etat, alors, et depuis 1958, l'un des plus virulents leaders de l'opposition, il ne jugea pas bon de mettre à profit ces circonstances pour tenter d'affaiblir un pouvoir contre qui, d'ordinaire, il faisait flèche de tout bois.

La classe politique, il est vrai, *reflète la nation*. Le silence qu'elle observe, parfois, crie une vérité à réveiller les morts.

Les intellectuels aussi sont ce reflet. Sartre, le plus grand écrivain vivant à l'époque, s'est tu en 1972, comme il s'était tu (du point de vue de la Résistance) pendant la guerre. Vergès va plaider l'histoire, il pourrait plaider la littérature : d'Aragon à Sartre, de Rebatet à Jouhandeau (pour ne s'en tenir qu'à ces noms), elle offre, dans la description des événements qui l'enchaînèrent de 1938 à 1944, tous les chatoiements de l'hésitation.

Cela dit, un nazi est un nazi. Les faiblesses du vaincu n'excusent pas l'inhumanité du vainqueur. Je suis de ceux qui regrettent que la peine de mort ne figure plus dans l'arsenal de nos lois (quitte, si l'on veut, à ne pas être exécutée), car le sang des innocents (mis à mort pour raison raciale, par exemple) exigerait, de la justice, ce symbole.

(*) Ecrivain.

L'attitude des Français

Le comportement des « collaborateurs » n'allège pas la culpabilité de Barbie

par HENRI RUSSAK (*)

AYANT perdu toute ma *famille en Pologne, ayant* été moi-même interné en France pendant seize mois, puis déporté de septembre 1942 à *mai* 1945 à Auschwitz et autres camps du même acabit, je me sens le droit de parler.

Je dis le droit, je devrais dire plutôt le devoir, car tel était *le* serment que nous, rares survivants des camps, avons tacitement fait le jour de notre libération : témoigner, clamer jusqu'à *la* fin de nos jours l'horrible tragédie de millions de victimes des nazis, dénoncer les bourreaux et leurs auxiliaires.

On s'est inquiété du risque de voir Barbie mettre en cause des collaborateurs notoires et des résistants traîtres dans le dessein de se disculper. Je ne considère pas cette menace comme sérieuse.

Certes, Barbie agissait sur un terrain *préparé* ; la collaboration officielle du gouvernement de Vichy lui facilitait la besogne, l'administration française avait été mise à la disposition de l'occupant dans la chasse aux résistants et aux juifs et devançait même dès 1941 la volonté antijuive des nazis. Il serait donc malséant que la France, *sur laquelle tous* les regards du monde sont braqués, adopte une attitude frileuse face à son passé. Il est plus digne et plus *conforme à la vérité historique* d'admettre sa part de responsabilité dans cette monstrueuse entreprise, de l'expliquer, sans chercher à la *justifier* par les *circonstances malheureuses* de l'époque : contraintes venant de l'occupant, démoralisation après la défaite.

De très nombreux Français, au péril de leur sécurité et parfois de leur vie, ont manifesté leur solidarité sous *différentes formes aux persécutés* et réussi à diminuer le nombre des victimes ou à soulager leur peine. Hommage leur soit rendu pour cette sauvegarde de la dignité humaine.

La Résistance a réhabilité l'honneur de la France au prix de sacrifices innombrables, et ce ne sont pas les rares cas de défaillance, de soumission ou même de trahison qui *sauraient entacher son œuvre*. Il n'existe donc aucun danger, aucune honte, à assumer ce passé.

En tout cas, l'attitude des Français n'allège pas la culpabilité de Barbie, qui reste le principal acteur et seul maître à ce niveau, contrairement à sa tentative de se présenter comme un simple exécutant de second plan.

La leçon de l'histoire doit rester constamment dans nos esprits. Ce devrait être le bénéfice essentiel de ces procès (Barbie, Demjanuk et peut-être d'autres encore) que de *tenir notre mémoire en éveil*. Tous les appels à la haine, à l'exclusion, aux discriminations, doivent rencontrer notre opposition résolue. Nous sommes prévenus des malheurs qu'ils préparent au bout du chemin pour les autres, mais aussi pour nous-mêmes et nos enfants.

(*) Docteur en médecine.

Les degrés dans le crime

La noblesse de la justice, c'est d'être cohérente

par PIERRE VIDAL-NAQUET (*)

L'AFFRONTEMENT qui a opposé, le lundi 25 mai à Lyon, au procès Barbie, André Frossard à Me Jacques Vergès a enfin posé, quoique d'une façon à mon avis biaisée, la vraie question que soulève ce procès. André Frossard avait, dans *l'Aurore*, dénoncé les tortures infligées à *Djamila Bouhired*, dont le défenseur était Jacques Vergès. L'avocat de Barbie a rappelé l'existence de ces crimes. André Frossard, de son côté, a expliqué : *« J'ai toujours fait la distinction entre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Toutes les nations du monde ont commis, un jour ou l'autre, des crimes de guerre. Aucune n'est sans tache* (1) ».

Mais qu'appelle-t-on crimes contre l'humanité ? On admet généralement que la torture est un crime de guerre, et ce genre de crime est prescrit. C'est bien pourquoi la mort de Jean Moulin ne peut être évoquée à *ce procès. Mais l'arrêt de la chambre* criminelle de la Cour de cassation en date du 20 décembre 1985 a mis à la charge de Klaus Barbie un certain nombre de crimes commis contre des civils résistants, essentiellement la déportation vers les camps de *l'Allemagne hitlérienne*. L'arrêt avait une apparence logique : un même train a emporté des juifs qui allaient à Auschwitz et des résistant(e)s qui allaient à Ravensbrück ou dans d'autres camps. Comment accuser Barbie pour les uns et non pour les autres ? *Me Vergès s'était* bruyamment réjoui de cet arrêt, et, de son point de vue, il a parfaitement raison. André Frossard l'a explicitement condamné, et, sur le fond, c'est lui qui a raison. Mais doit-on se contenter d'opposer les tortures, dont je lis dans *le Monde* du 27 mai qu'elles *« purent être infligées par certains éléments de l'armée française durant la guerre d'Algérie »* aux crimes contre l'humanité ?

Crime *contre* l'humanité ? Si le massacre d'Oradour-sur-Glane, par exemple, en 1944, est un crime contre l'humanité, il est évident que nous autres *Français avons commis* de nombreux crimes contre l'humanité en Algérie, bien sûr, mais auparavant en Indochine et à Madagascar. Car des villages détruits, des populations massacrées, il y en eut beaucoup.

Pendant *la guerre d'Algérie, nous* fûmes quelques-uns à le dire, notamment dans ce journal. Je me permettrai de rappeler que, membre du comité Maurice Audin (du nom d'un assistant à la faculté des sciences d'Alger « disparu » le 21 juin 1957), depuis sa fondation, avec d'autres universitaires qui s'appelaient par exemple Albert Châtelet, Michel Crouzet, Pierre Deyon, Luc Montagnier, Jacques Panigel, Madeleine Rebérioux, Laurent Schwartz, je suis bien placé pour savoir que nous avions accu*mulé*, à *côté* du dossier concernant la torture, de multiples témoignages et documents sur ce qu'il faut bien appeler des massacres.

En deçà du génocide

Faut-il rappeler, par exemple, les rapports de Jean Mairey, directeur général de la sûreté nationale, sur les massacres de Médéa, le 15 septembre 1956, où des chiens policiers furent *« lâchés sur les blessés qui n'avaient pas été totalement écrasés par les automitrailleuses » ?* Faut-il *rappeler* le massacre du 17 octobre 1961, à Paris, avec ces Algériens, froidement jetés à la Seine ou pendus dans les bois ? Incontestablement, ce sont là des crimes contre l'humanité.

Ils ne sont, hélas, pas inconnus ailleurs. Pendant la seconde guerre mondiale, le bombardement de Dresde ou ceux de Hiroshima ou de Nagasaki ont été, au même titre que bien des crimes allemands, des crimes contre l'humanité. Plus près de nous, on pourrait mentionner, en septembre 1982, les massacres de Sabra et de Chatila, accomplis par les phalangistes libanais, sous la protection de l'armée israélienne. Mais *aucun des camps qui se partagent* notre planète n'est indemne de ces crimes. Le massacre de Mélouza, à la fin de mai 1957, est imputable au FLN algérien, quoi qu'en ait pu dire, à l'époque, Me Vergès, et quelques autres depuis lors.

Si l'on adopte ces critères, il est évident que les responsables de ces crimes, par exemple MM. Lacoste, Lejeune et Papon, ou les généraux Bigeard et Massu, devraient être jugés au même titre que Klaus Barbie. La justice française serait ainsi cohérente avec elle-même, et les amnisties qui se sont succédé depuis le 22 mars 1962 et dont la dernière en date a été imposée au Parlement par le gouvernement de M. Pierre Mauroy devraient être déclarées nulles de plein droit. Je n'y verrais, pour ma part, aucun inconvénient, ayant été de ceux qui ont toujours protesté contre ces amnisties.

Il faut pourtant l'admettre, si affreux que cela puisse paraître, il y a des degrés dans le crime.

Il est clair que si la France a commis en Algérie des crimes contre l'humanité, elle n'a pas commis le plus grave de ces crimes, le crime de génocide. Personne n'a voulu faire disparaître le peuple algérien, comme Hitler et Himmler ont voulu *faire disparaître les juifs* et les Tziganes, comme les Jeunes Turcs avaient voulu faire disparaître, en 1915, le peuple arménien. On pourrait, bien sûr, en donner quelques autres exemples, même si l'on peut ergoter à propos de certains massacres plus récents, comme ceux du Cambodge ou de Timor, mais le sens du mot génocide reste clair : il s'agit de la volonté de faire disparaître de la surface de la terre un groupement humain : national, religieux ou social. Indiscutablement, sur ce terrain, Klaus Barbie peut être légitimement accusé et jugé. La petite bande abjecte qui s'acharne encore aujourd'hui à nier la réalité du *crime de génocide, en s'en prenant* à ce qui en fut, pendant la seconde guerre mondiale, son instrument privilégié : la chambre à gaz, a bien choisi son objectif, car ce fut effectivement un instrument de l'extermination.

Aux juges et aux pouvoirs publics de choisir. Les crimes de guerre étant amnistiés, si l'on donne une définition large des crimes contre l'humanité, il faut juger non seulement Klaus Barbie, mais beaucoup d'autres, des chefs et de simples complices. Si, au contraire, on le juge pour sa complicité dans le grand massacre et dans lui seul, alors Me Vergès aura perdu la partie, mais il faudra songer aussi, à nouveau, aux complices français de ce crime et dont plusieurs ne sont pas encore jugés. Entreprise difficile, mais la noblesse de la justice, répétons-le, c'est d'être cohérente.

(*) Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

(1) *Le Monde* du 27 mai 1987.

Les pleurs de mon fils

IL y a une chose qui m'a un peu rincé l'âme, c'est la réaction de mon propre fils, Nicolas, huit ans, qui me demandait au moment où on allait voir apparaître Barbie pour l'ouverture de son procès, juste avant qu'il ne se fasse remplacer au pied levé par une chaise : *« Mais qui c'est Barbie ? »* Il devait croire que c'était une poupée. Alors à toute vitesse et en faisant un peu gros, je lui ai raconté l'histoire des enfants d'Izieu. Et Nicolas a tout à coup éclaté en sanglots, et je dois dire que les larmes de ce petit garçon français d'un autre temps pleurant sur les enfants juifs assassinés par les nazis, cela rafraîchissait un peu l'atmosphère.

GUY BEDOS.

Propos recueillis par le service « télématique » du Monde.

COURRIER DES LECTEURS

Un curieux sondage

Dans *le Monde* daté du samedi 2 mai, vous avez publié les résultats d'un sondage concernant le prochain procès de Klaus Barbie. J'y relève qu'à la question : *« D'après ce que vous savez, pourquoi Klaus Barbie sera-t-il jugé à Lyon à partir du mois de mai 1987 ? »*, la plus grande partie des réponses (spontanées) évoquent les crimes imputés à Barbie (crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, tortures, etc.), mais une proportion non négligeable de l'échantillon (16 %) répond : *« parce qu'il était à Lyon pendant la seconde guerre mondiale. »*

Il me paraît clair que ces deux types de réponse s'expliquent par l'ambiguïté de la question. Les premières ont *été* données par ceux qui pensaient qu'on les interrogeait sur les *chefs d'accusation* du procès intenté à Barbie ; les secondes, par ceux qui pensaient qu'on les interrogeait sur les raisons pour lesquelles le procès va se dérouler *à Lyon*. (...)

Je suis surpris que les techniciens des sondages (qui doivent rencontrer très souvent ce type de problème) ne se soient pas aperçus de l'ambiguïté de leur question au moment où ils l'ont rédigée, et plus surpris encore qu'ils n'en aient pas pris conscience en comparant les réponses obtenues. Les chiffres qu'ils vous ont transmis n'ont aucune signification, et l'ensemble du tableau relatif à cette question aurait dû prendre le chemin de la *corbeille à papier*.

JACQUES BRUNSCHWIG
(Antony).

STO : au nom de la loi française

Sous la rubrique *« A la Cour de cassation »* et le titre « Une définition du titre de « déporté », vous écrivez, dans *le Monde* du 19 mai : *« (...) les anciens travailleurs du service du travail obligatoire (STO) requis par les Allemands en 1943 et en 1944 (...) »*.

Pas du tout ! C'est au nom de la loi française que... la réquisition des travailleurs français est organisée systématiquement par l'intermédiaires des employeurs français et que s'exercent les poursuites et la répression contre les réfractaires. La police française de l'époque et les gendarmes allemands se chargent de faire respecter cette loi et les nombreux décrets d'application : loi du *4 septembre 1942 (J.O.* du 13 septembre 1942) ; loi du 16 février 1943.

Bien sûr, le législateur de ces années-là agissait sous la pression des autorités d'occupation et la police obéissait aux ordres reçus (...).

GEORGES DEMAY
(Yerres, Essonne).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

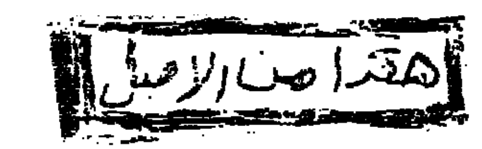
Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 – Tapez *LEMONDE*



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.



Etranger

ITALIE : le scrutin des 14 et 15 juin

Aucun des grands problèmes qui se posent au pays n'a été abordé pendant la campagne électorale

ROME
de notre correspondant

Quarante-six millions d'électeurs italiens ont commencé à voter dimanche 14 juin et avaient jusqu'à ce lundi 14 heures pour le faire.

Cette particularité est un des éléments qui contribuent ici à un faible taux d'abstention. En 1983, ce taux était monté à 12%, le record des quatre décennies de république. Cette fois, les états-majors des partis craignent une nouvelle poussée sans savoir qui en sera le plus pénalisé. Ce serait la preuve que la désaffection de la société envers le « palais », comme on dit ici, s'accentue. Ce n'est pas en tout cas la campagne électorale qui a le plus réveillé le pays.

Vu l'âpreté de la crise de mars-avril, il aurait été légitime d'avoir des explications de fond. Or aucun des thèmes mis en avant pour justifier cette crise – le nucléaire et la justice en particulier – n'ont été évoqués, sinon par de petites formations, et notamment les Verts, nouveaux venus dans le débat national.

N'ont pas davantage été abordés les plus graves maux qui assaillent le pays : chômage croissant, déficit abyssal du budget de l'Etat, augmentation du fossé entre le Nord et le Sud, état lamentable des services publics, viabilité chaque jour décroissante de grandes villes, telles que Rome et Naples (1).

D'aucuns avaient pronostiqué que l'évidence du blocage du système politique contribuerait à mettre en avant le thème de la nécessaire réforme institutionnelle. Ce fut effectivement le cas. Mais de la pire façon qui soit, sous une forme d'idées lancées comme des ballons-sondes, sans qu'aient été spécifiées les implications des propositions formulées : élection du président de la République au suffrage universel par les socialistes et « prime à l'alliance majoritaire » suggérée par la Démocratie chrétienne. Ces idées n'ont d'ailleurs pas tenu la distance : elles avaient disparu en fin de campagne.

Fausses clameurs

Les seuls traits saillants ont donc été des demi-avertissements et de fausses clameurs. Le président de l'Internationale démocrate-chrétienne, M. Flaminio Piccoli, a d'abord entrepris de relancer l'« affaire Moro » (2), mais d'une façon si artificielle que le message n'a été compris que d'un petit cercle d'initiés (*le Monde* du 19 mai). Les socialistes, quant à eux, ont vitupéré la hiérarchie catholique, pour son appel à ses ouailles à ne pas disperser leurs votes – entendu comme un sérieux coup de pouce à la DC.

Durant la dernière semaine de la campagne, il a été beaucoup question d'une affaire d'apparence peu reluisante. Le secrétaire particulier du ministre des transports, le socialiste M. Claudio Signorile, a été arrêté dans le cadre d'une enquête sur des pots-de-vin. M. Rocco Trane aurait extorqué à un entrepreneur des sommes importantes, pour accélérer la conclusion d'un dossier relatif à l'aéroport de Venise. Les intéressés ont contre-attaqué en accusant les juges de parti pris politique. Le relatif malaise avec lequel les plus hautes instances du PS sont intervenues dans ce débat a cependant conduit plus d'un observateur à imaginer davantage un règlement de comptes entre socialistes (M. Signorile est le leader de « l'aile gauche » du parti) qu'un coup bas parti de la DC.

Non seulement les Italiens ont ainsi été tenus à l'écart de thèmes susceptibles d'influer sérieusement sur leur avenir, mais ils ont été priés d'aller voter en ignorant ce qu'il adviendrait de leur choix, à la différence des précédentes consultations.

En effet, le Parti socialiste, formation charnière, a refusé d'expliquer clairement avec qui il ferait alliance. Simplement croit-on pouvoir déduire des propos de son état-major que la coalition dite « alternative », c'est-à-dire avec le Parti communiste, n'est pas à l'ordre du jour.

Le plus probable est dès lors une reprise du « *pentaparti* » sortant (la DC, le PS et trois petits partis laïcs) après éventuellement un « *cabinet de décantation* » destiné à faire oublier les propos peu amènes échangés entre les anciens alliés.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) A Naples, les électeurs ont été également appelés ces 14 et 15 juin à désigner un nouveau conseil municipal après dissolution du précédent à la fin 1986, en raison de crises à répétition.

(2) M. Piccoli laissait prévoir de nouvelles révélations sur l'enlèvement et l'assassinat au printemps 1978 de l'ancien président du conseil et homme-clé de la DC, Aldo Moro.

GRANDE-BRETAGNE : après les élections du 11 juin

Mme Thatcher apporte des retouches à son gouvernement et rappelle auprès d'elle M. Cecil Parkinson

LONDRES
de notre correspondant

Au moment de la proclamation des résultats du scrutin du 11 juin, Mme Thatcher avait parlé d'un « *léger* » remaniement ministériel, cela afin de souligner l'impression de continuité qu'elle a toujours voulu donner. Mais la formation du nouveau cabinet, annoncée dans la soirée du samedi 13 juin, comporte des retouches plus importantes que prévu. Il est vrai que Mme Thatcher, avec la très confortable majorité dont elle dispose de nouveau, peut estimer être en mesure de presque tout se permettre. Notamment de rappeler auprès d'elle M. Cecil Parkinson.

C'est en effet la fin d'un « purgatoire » de près de quatre ans pour celui que certains journaux ont baptisé « *le chéri de ces dames* », confident de la « dame de fer », qui dut démissionner après la scandaleuse révélation d'une liaison avec sa secrétaire. Ancien ministre de l'industrie et du commerce, ancien président du parti conservateur, M. Parkinson vient d'être nommé ministre de l'énergie, une affectation relativement modeste, mais chacun sait qu'une fois de plus son influence ne tardera pas à dépasser le cadre de ses attributions officielles. A plusieurs reprises, ces deux dernières années, Mme Thatcher n'avait pu s'empêcher de souhaiter son retour ; des ministres et des députés s'y étaient opposés, peut-être par jalousie ou plus certainement par crainte des réactions puritaines qui avaient provoqué sa chute.

Les principaux postes gouvernementaux (Foreign Office, Trésor, défense, intérieur, éducation et Irlande du Nord) conservent leurs titulaires, même le secrétariat d'Etat pour l'Ecosse, malgré la cuisante défaite des conservateurs « *au nord de la frontière* ».

Parmi les promotions, on relève celles de deux thatchériens bon teint, M. Norman Fowler à l'emploi et M. John Moore, qui abandonne les transports pour les affaires sociales. Sont écartés M. Michael Jopling, qui doit quitter le ministère de l'agriculture, victime de l'actuel mécontentement des fermiers britanniques, et surtout M. John Biffen, qui était le leader du groupe conservateur à la chambre et qui paie le prix de ses sarcasmes envers Mme Thatcher (*le Monde* du 6 juin).

Autre sanction, celle visant M. Peter Walker, souvent appelé « *le dernier des modérés* » ; il cède l'énergie à M. Parkinson, pour devenir secrétaire d'Etat pour le Pays de Galles, ce qui ne saurait être une sinécure pour un Anglais quand les Gallois viennent d'attribuer aux travaillistes les deux tiers des sièges de leur région.

Dans sa coloration ultra-chrétienne, le cabinet est donc plus homogène que jamais, d'autant que M. Michael Heseltine reste sur la touche en dépit de la généreuse campagne menée par l'ancien ministre de la défense, dont la popularité ne se dément pas quels que soient ses désaccords avec Mme Thatcher.

Le départ de M. Norman Tebbit, qui – s'il ne siège plus au cabinet – reste président du parti, ne saurait être considéré comme une disgrâce, bien qu'on lui ait reproché, avant le succès final, d'avoir été en-dessous de sa réputation de « battant » durant la campagne et bien que l'an dernier il ait pris ses distances à l'égard de Mme Thatcher, notamment au moment de la pénible affaire Westland et de l'appui controversé apporté par le gouvernement britannique au raid américain contre la Libye. M. Tebbit a invoqué des raisons particulières, dont personne ne doute. Il doit ménager sa santé après avoir été gravement blessé il y a deux ans et demi lors de l'attentat de Brighton, et il souhaite être davantage auprès de sa femme, qui demeure totalement paralysée depuis ce drame.

FRANÇIS CORNU.

La nouvelle équipe

Premier ministre : Mme Margaret Thatcher.

Leader de la Chambre des lords : M. William Whitelaw. **Lord Chancellor (justice)** : M. Michael Havers (1). **Secrétaire au Foreign Office** : Sir Geoffrey Howe. **Ministre de l'intérieur** : M. Douglas Hurd. **Chancelier de l'Echiquier (ministre des finances)** : M. Nigel Lawson. **Ministre de l'éducation et des sciences** : M. Kenneth Baker. **Ministre à l'Irlande du Nord** : M. Tom King. **Ministre de l'énergie** : M. Cecil Parkinson (1). **Ministre de la défense** : M. George Younger. **Ministre à l'Ecosse** : M. Malcolm Rifkind. **Ministre au Pays de Galles** : M. Peter Walker (2). **Ministre de l'environnement** : M. Nicholas Ridley. **Leader de la Chambre des Communes** : M. John Wakeham. **Ministre de la Sécurité sociale** : M. John Moore (2). **Ministre de l'emploi** : M. Norman Fowler (2). **Ministre du commerce et de l'industrie** : lord Young (2). **Chancelier du duché de Lancaster** : M. Kenneth Clarke. **Ministre des transports** : M. Paul Channon. **Secrétaire d'Etat à l'agriculture, aux pêches et à l'alimentation** : M. George MacGregor. **Secrétaire en chef au Trésor** : M. John Major.

(1) Nouveaux ministres.

(2) Ministres ayant changé de portefeuille.

La fin du purgatoire

LONDRES
de notre correspondant

Quand on est l'une des personnalités d'un parti plus que jamais voué, par son leader, à la défense des « valeurs victoriennes », on ne peut survivre politiquement au scandale d'un adultère. La « *trahison* » sera jugée d'autant plus grave que l'on a été promis aux plus hautes fonctions. Telle est la double faute de M. Cecil Parkinson. En octobre 1983, au congrès conservateur, il devait confesser une « *aventure* » avec sa secrétaire, Mlle Sara Keays, qui avait eu l'inconvenance de préciser qu'elle était enceinte. Constamation. Démission.

C'était irréparable, même si M. Parkinson se pliait avec ostentation à la comédie de la réconciliation avec son épouse. Mme Parkinson retrouvait un mari et Mme Thatcher perdait son plus proche conseiller, d'autant plus sûrement que Mlle Keays racontait à la presse que M. Parkinson lui confiait dans l'intimité des « *secrets d'Etat* », notamment au sujet des délibérations du cabinet de guerre durant le conflit des Malouines.

Une enquête officielle devait blanchir M. Parkinson sur ce point, mais il n'en restait pas moins condamné à l'exil dans les affaires – le buisiness s'entend – qui furent prospères.

Pourtant Mme Thatcher ne pouvait se séparer longtemps d'un pareil collaborateur. M. Parkinson a tout pour plaire à une fille d'épicier devenue premier ministre. Fils de cheminot, il a, lui aussi, mérité son ascension. Il a aussi en commun avec Mme Thatcher d'avoir su s'imposer au sein d'un parti encore dominé par une bourgeoisie et une aristocratie qui méprisent et redoutent les parvenus, surtout si ceux-ci se permettent de bouleverser les confortables traditions d'un conservatisme assez prudent.

M. Parkinson, le regard bleu et la voix rassurante, a déjà prouvé, notamment durant la campagne de 1983, qu'il savait séduire l'opinion publique en plaidant sur un ton mesuré un thatchérisme qui ne l'est pas toujours. « *Elle a réellement besoin de lui,* déclare un ami de M. Parkinson, cité par le *Sunday Times*. *Sans lui elle est comme un bateau à la dérive. Il a toujours su la calmer, l'obliger à peser ses décisions d'un point de vue politique et à oublier sa ferveur idéologique.* » Voilà pourquoi ceux qui, parmi les conservateurs, craignent les excès de Mme Thatcher ne se sont finalement pas opposés au retour de M. Parkinson. D'autant moins que cet homme avisé n'a pas hésité parfois à faire entendre ses divergences avec le premier ministre ; mais, disent les mauvaises langues, c'était pour se défaire de son image de « *fidèle caniche* » nuisible à ses ambitions.

A cinquante-cinq ans, M. Parkinson peut-il de nouveau prétendre à la succession ? Beaucoup le croient après sa partielle rédemption, avec cette réserve que dans la prude Angleterre, une enfant de trois ans nommée Flora Keays représente un vivant reproche très difficile à oublier.

F. C.

Afrique

ALGÉRIE : artisan de la coopération avec la France

M. Khediri remplace M. Hadj Yala au ministère de l'intérieur

ALGER
de notre correspondant

Le président Bendjedid Chadli a procédé, samedi 13 juin, à un remaniement ministériel partiel. M. El Hadi Khediri, membre du comité central du FLN, directeur général de la sûreté nationale, est nommé ministre de l'intérieur en remplacement de M. M'Hammed Hadj Yala, membre du bureau politique, « *appelé à d'autres fonctions* », précise le communiqué officiel. M. Khediri est remplacé à la tête de la police par son adjoint, M. Abdelmadjid Bouzbid.

Comme M. Hadj Yala – présent dans les instances algériennes depuis vingt-cinq ans, – M. Khediri est un proche du président Chadli. Sa nomination s'inscrit logiquement dans la continuité des derniers grands événements politiques que l'Algérie ait connus : le débat sur l'enrichissement de la Charte nationale et le référendum par lequel le nouveau texte a été adopté en janvier 1986.

Mais en Algérie les choses bougent lentement... Il est impératif de préserver le consensus indispensable au bon fonctionnement des institutions. Homme d'ouverture et de dialogue, M. Khediri est un pilier sur lequel le président Chadli peut s'appuyer pour mener sa politique de libéralisation.

Généralement considéré comme plus politique que policier, M. Khediri est l'un des artisans de la coopération franco-algérienne en matière de sécurité. Ses contacts sont permanents et directs avec les ministres français de l'intérieur et de la sécurité, MM. Pasqua et Pandraud.

Agé de cinquante-trois ans, il est né à Tebessa, dans l'est du pays d'où sont originaires la plupart des responsables algériens actuellement au pouvoir. Il a fait des études secondaires au lycée d'Aumale à Constantine, où il a eu son baccalauréat, avant d'entreprendre à Alger des études de mathématiques. Après la grève des étudiants de 1956, il reprend ses études à Marseille. Il les interrompt de nouveau après un appel du FLN et rejoint les rangs de l'ALN (Armée de libération nationale) à la frontière algéro-tunisienne au début de 1960.

Après l'indépendance, il fait un bref séjour aux PTT, puis devient chef de cabinet aux affaires étrangères. Il est arrêté en juillet 1964 en même temps que l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, sur ordre du président Ben Bella. Libéré quelque temps avant le coup d'Etat du colonel Boumediène, le 19 juin 1965, il entre peu après à la direction générale de la sûreté nationale. Simple collaborateur du directeur de l'époque, M. Drafa, il devient son adjoint en 1970 et le remplace en novembre 1977.

Jusqu'à présent, la police jouissait d'une autonomie totale. Ministre de l'intérieur, M. Khediri garde la haute main sur l'appareil policier. Il a également sous sa responsabilité, comme son prédécesseur, les collectivités locales et le corps préfectoral, fort de quarante-huit wallis auxquels la décentralisation effective de ces dernières années confère un large pouvoir régional.

Nominations à la tête de l'armée

Le président Chadli a également procédé à plusieurs nominations à la tête de l'armée. Après l'éviction du chef d'état-major, le général Benloucif, au mois de novembre dernier, son successeur, le général Abdallah Belhouchet, est implicitement confirmé à son poste. Il était auparavant inspecteur général de l'armée. Cette fonction est confiée au général El Hachemi Hadjeres, qui passe pour avoir été très proche de Boumediène. Trois adjoints au chef d'état-major commandent les trois corps de l'armée : les généraux Khaled Nezzar (forces terrestres), Abdelmalek Guenaizia (forces aériennes), Kamel Abderrahim (forces navales). Le général Benabbes Gheziel, qui était responsable de la sécurité à la présidence, prend le commandement de la gendarmerie nationale, en remplacement du général Hachichi appelé à d'autres fonctons.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

● **Ouverture d'un procès d'intégristes.** – L'agence Algérie presse service (APS) a annoncé l'ouverture, lundi 15 juin, du procès de deux cent huit activistes intégristes devant la Cour de sûreté de l'Etat à Médéa. La plupart de ces hommes avaient été arrêtés après un accrochage avec les forces de l'ordre en octobre 1985. – (*AFP*.)

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les membres de l'ethnie de Bokassa n'ont pas réagi à sa condamnation à mort

BANGUI
de notre envoyé spécial

« *Si on y touche, on bougera.* » Mais, pour le moment, les habitants du quartier Fatima, dans les faubourgs de la capitale, n'ont pas jugé utile de réagir à la condamnation à mort de Jean-Bedel Bokassa. En majorité d'ethnie M'Baka, comme l'ex-empereur centrafricain, ils avaient fait leur mauvaise tête en novembre dernier en votant « non » au référendum constitutionnel. Aujourd'hui, le verdict de la cour criminelle de Bangui, prononcé contre un membre éminent de leur clan, ne les a pas émus outre mesure. Ils sont en effet convaincus que M. André Kolingba, le chef de l'Etat, n'osera pas refuser sa grâce après un éventuel rejet du pourvoi en cassation.

En tout cas, les avocats de la défense ont fait du « *très bon boulot* », se félicitent les habitants du quartier Fatima, qui reprennent à leur compte et répètent, presque mot pour mot, les passages de leurs plaidoiries pour disculper l'ex-empereur. « *Les excès, c'est la faute de son entourage*, assurent-ils. *Lui, il a beaucoup travaillé pour son pays.* » Pas question, à leur avis, de le renvoyer en exil s'il sauve sa tête : il doit finir ses jours ici, en simple citoyen. Aurait-il encore le goût du pouvoir ? « *Ridicule*, disent ses partisans. *David Dacko, qui l'a détrôné, est rentré à Bangui à bord d'un Transall de l'armée française, et lui a débarqué les mains vides d'un avoin régulier d'Air Afrique...* »

Son de cloche bien différent dans les « *quartiers rouges* » de Boy-Rabé et de Fou qui, lors des événements de 1979, furent à la pointe du combat contre le régime impérial, alors à bout de souffle, et que, dans sa fureur, M. Bokassa menaça même d'incendie. « *Il faut le tuer car il a dévalisé notre pays*, calme un lycéen en colère. *A cause de lui, l'Etat n'a plus les moyens, aujourd'hui, d'accorder des bourses aux élèves du secondaire* ».

A ces Banguissois-là, « *le procès n'a rien appris de nouveau* », mais ils auraient aimé en savoir davantage sur les circonstances du retour au pays de M. Bokassa. « *Qui l'a encouragé à rentrer ? Par qui a-t-il été manipulé et dans quel but ?* » Si, en définitive, l'idée d'une grâce présidentielle ne leur paraît pas choquante, ils souhaiteraient en revanche que les principaux complices de l'ex-empereur répondent de leurs actes devant la justice, que ce soit David Dacko, son conseiller politique, Henri Maidou, son premier ministre, ou Alphonse Koyamba, son ministre des finances. « *Le chien est parti, restent les chiots* », criait la foule en septembre 1979 à la chute du dictateur.

Jurés sous bonne garde

« *C'est comme en France au temps de Dreyfus*, commente avec exagération un habitant du quartier Fatima. Le *pays est divisé entre bokassistes et anti-bokassistes* ». Mais, au prononcé du verdict, personne n'en est venu aux mains. A l'écoute des fausses rumeurs – couvre-feu, quadrillage de quartiers, etc., – les autochtones ont pris peur et sont restés chez eux. Panique aussi – et provisoirement dans la communauté française de Bangui, forte de trois mille personnes. « *Les gens se sont affolés pour rien*, remarque un responsable local. *Nous avons la situation bien en main pour faire face à tout débordement. Le pire aurait pu arriver lors du retour surprise de l'ex-empereur.* »

C'est aujourd'hui le retour à la normale sur les rives de l'Oubangui. Mission accomplie, les six jurés sont retournés dans leurs villages sous bonne garde car un acte de vengeance n'est jamais à exclure. « *Ca a été un peu dur de rédiger les attendus du verdic* », confie l'un deux. Quant à Bokassa, dans sa cellule du camp Deroux, il s'est plongé, paraît-il avec beaucoup d'intérêt, dans la lecture de la Bible...

JACQUES DE BARRIN.

Proche-Orient

Des otages américains en Iran ?

Washington adresse une sévère mise en garde à Téhéran

Un porte-parole du département d'Etat, M. Peter Martinez, a adressé, samedi 13 juin, une mise en garde à l'Iran au sujet des otages détenus au Liban. Se référant à un article de l'hebdomadaire beyrouthin *Al Chiraa qui affirmait que plusieurs des otages américains avaient été transférés en Iran, il a souligné que Washington ne disposait d'aucune information susceptible de confirmer que les otages enlevés au Liban soient effectivement détenus en Iran. Mais, a-t-il ajouté, « si ces informations sont exactes, nous considérerions qu'il s'agit d'une affaire d'une gravité extrême et nous tiendrions le gouvernement iranien pour responsable de la sécurité et du bien-être des otages ».*

L'hebdomadaire *Al Chiraa*, qui avait gagné en septembre dernier une certaine notoriété en révélant les contacts entre Téhéran et Washington, avait annoncé samedi que des otages américains avaient été conduits en Iran, où une organisation pro-iranienne souhaiterait les « *traduire en justice* ». Selon cet hebdomadaire, qui affirme tenir ses informations d'une source proche du bureau de l'ayatollah Montazeri, les otages sont interrogés par les services du ministre iranien de l'information (renseignements) l'hodjatoleslam Reychahri. Le joural d'Abou-Dhabi *Al Ittihad* avait rapporté de son côté que l'émissaire de l'Eglise anglicane Terry Waite, qui a disparu au Liban depuis le 20 janvier dernier, avait été amené à deux reprises à Téhéran pour des discussions avec des responsables iraniens. A Londres, l'Eglise anglicane a déclaré qu'elle ignorait « *s'il y avait une part de vrai* » dans les « *révélations* » de ce journal.

● **M. Vorontsov en visite officielle à Téhéran.** — Arrivé vendredi à Téhéran, à la tête d'une importante délégation, le premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, a été reçu, dimanche 14 juin, par le président du Parlement islamique, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, et par le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati.

M. Vorontsov a fait part au président du Majlis des *« inquiétudes des dirigeants soviétiques au sujet des provocations et des menées politico-militaires des Etats-Unis dans le Golfe »*, et souligné que Moscou *« ne désire pas que des étrangers et des forces qui n'appartiennent pas aux pays riverains interviennent dans cette région »*, estimant que *« leur présence constitue une menace pour les intérêts de ces pays »*.

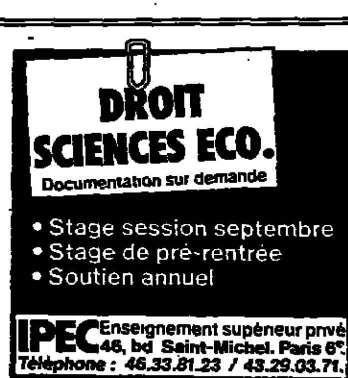
Le responsable soviétique a également transmis à M. Rafsandjani *« les salutations chaleureuses des dirigeants de son pays ainsi que leur invitation à se rendre en visite à Moscou »*, ajoutant que les membres du Soviet suprême *« sont désireux de nouer des relations renforcées avec les députés iraniens et d'accueillir une délégation parlementaire iranienne »*. — *(AFP.)*

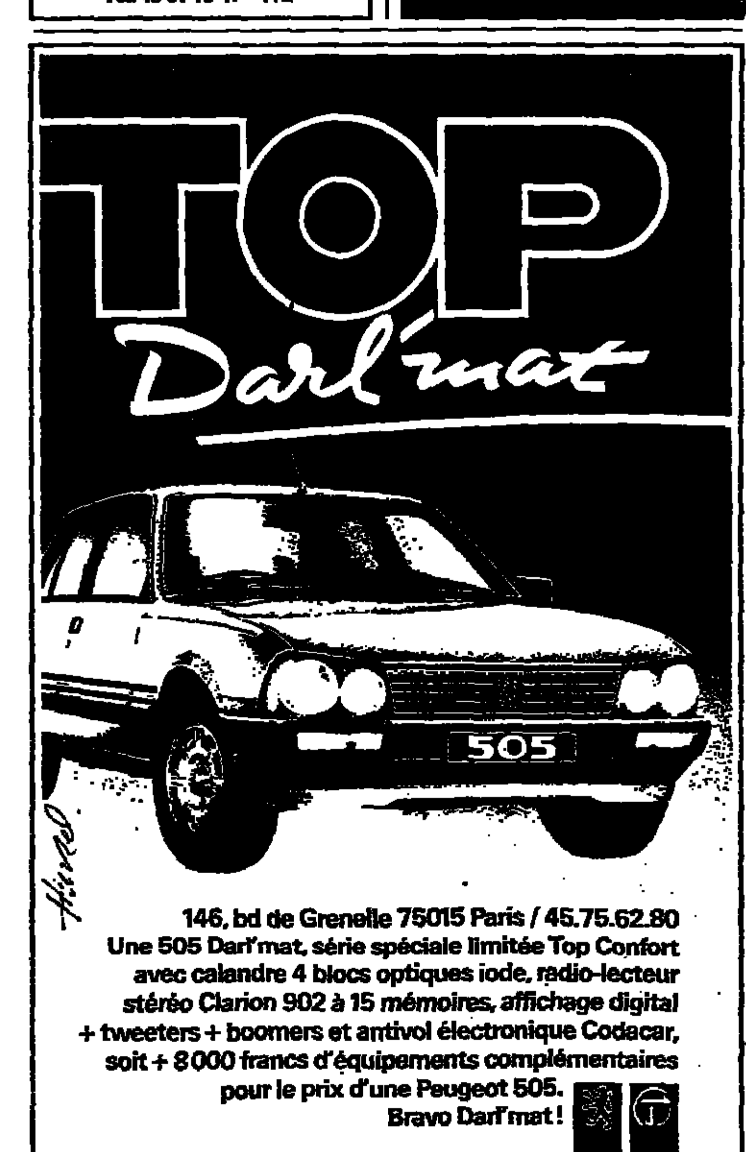
● **LIBAN : deux soldats de l'ALS tués et douze blessés.** — Deux soldats de l'Armée du Liban-Sud (ALS, milice créée et armée par Israël) ont été tués, samedi 13 juin, près du village de Yata, dans la région centrale de la « zone de sécurité », à la suite d'une attaque lancée par des éléments armés non identifiés. Douze autres soldats de l'ALS ont été blessés au cours de cet accrochage. — *(AFP.)*

● **ISRAËL : le député Charly Bitton convoqué par la police.** — Numéro un d'une délégation israélienne qui avait rencontré à Budapest des hauts représentants de l'OLP, M. Bitton (liste communiste) a reçu, dimanche 14 juin, une convocation de la police dès son retour en Israël. M. Charly Bitton a reconnu avoir rencontré *« face à face »* les représentants de l'OLP. Il a indiqué ne pas avoir l'intention de répondre à cette convocation, comme son immunité parlementaire lui en donne droit. — *(AFP.)*

● **Manifestation anti-israélienne à Jérusalem-Est.** — La première manifestation anti-israélienne autorisée par le gouvernement s'est déroulée, dimanche 14 juin, à Jérusalem-Est. Elle a rassemblé plusieurs centaines de Palestiniens et une cinquantaine d'Israéliens qui ont défilé dans les rues de la ville en brandissant des drapeaux noirs et en scandant *« A bas l'occupation ! », « Fermeté jusqu'à la victoire ! »*.

L'un des organisateurs de la manifestation, destinée à dénoncer les vingt ans d'occupation israélienne, a déclaré : *« Nous avons brandi des drapeaux noirs pour deux raisons : parce que le drapeau de l'OLP est interdit par Israël et parce que le noir est le signe de notre tristesse devant l'occupation. »* — *(AP.)*





Asie

INDE : la capitale en état de choc

Quatorze personnes massacrées par des terroristes sikhs à New-Delhi

NEW-DELHI
de notre correspondant

Pour la première fois depuis deux ans, le terrorisme sikh a frappé samedi 13 juin au cœur de la capitale, et les forces de l'ordre ont été placées en état d'alerte générale. Surveillance renforcée autour des bâtiments publics et des gares, interdiction de s'approcher des deux aéroports, sauf pour les passagers, multiplication des patrouilles motorisées et des barrages sur toutes les routes qui mènent à Delhi. Les autorités ont offert 100000 roupies (environ 50000 F) de prime pour la capture des tueurs. L'opposition hindouiste de droite a réclamé, une fois de plus, la démission du premier ministre et lancé un mot d'ordre de grève générale à New-Delhi. Le lundi matin, la plupart des commerces et des marchés avaient gardé leurs rideaux tirés.

New-Delhi s'est réveillée, dimanche, en état de choc. La veille au soir, vers 23 heures, deux jeunes Sikhs, pistolet mitrailleur au poing, avaient fait un carnage dans les quartiers sud, ceux qui abritent non seulement les Européens, mais aussi les Indiens les plus prospères de la région. C'est évidemment à ces derniers que les terroristes en voulaient. Quatorze personnes ont été tuées et dix blessées au cours d'une folle et meurtrière équipée qui a duré moins d'une heure et qui s'est terminée par *la volatilisation des tueurs*.

D'une fête de famille hindoue où ils firent irruption en jetant une grenade qui, heureusement, n'explosa pas, les terroristes s'en allèrent ensuite mitrailler des passants tardifs dans quatre quartiers différents. La police a retrouvé, peu après, leur véhicule, volé, à bord duquel, outre une paire de sandales et quelques munitions, on découvrit une lettre de menaces rédigée en hindi approximatif. *« Les tueries continueront tant qu'on n'arrêtera pas les meurtres d'innocents par les forces paramilitaires au Pendjab. Signé général Swaranjit Singh. »* L'en-tête imprimé de la lettre portait le signé de *« la Force khalistanaise des Tigres de Bhindranwale »*. Khalistan est le nom de l'Etat sikh indépendant revendiqué par les séparatistes au Pendjab et Bhindranwale était le « grand prêtre » de l'extrémisme tué en juin 1984 au Temple d'or d'Amritsar par l'armée indienne.

Créé il y a quelques mois par un ancien compagnon d'armes du « grand prêtre » lui-même, le groupe des Tigres fait ainsi une entrée sanglante sur une scène déjà encombrée par trois autres factions terroristes indentifiées. Selon la police, c'est un autre groupe, *« la Force des commandos du Khalistan »*, qui est à l'origine de la seconde hécatombe du week-end dans le district d'Amritsar. A l'heure où les Tigres commettaient leur forfait à New-Delhi, les « commandos » assassinaient froidement treize personnes à portée de fusil du Temple d'Or du sikhisme. Huit des victimes appartenaient, d'ailleurs, à une même famille sikh modérée et un autre tué, Jhabal, venait de quitter la présidence d'une organisation politique de jeunes Sikhs tout aussi opposée au Khalistan. Pour faire bon poids, un hindou, qui dirigeait un comité local du parti de M. Rajiv Gandhi, a également été abattu. L'apparente synchronisation des attaques peut laisser penser qu'une certaine forme de coopération se serait établie entre différents groupuscules terroristes. Ce n'est pas prouvé. Il est certain en revanche que les Tigres, comme les « commandos », ont les mêmes visées tactiques et politiques.

Des élections cruciales

Ils démontrent d'abord par leurs actions que la destitution du gouvernement sikh modéré du Pendjab et la reprise en main de l'Etat par New-Delhi, il y a un mois, ne constituent pas la panacée. Il y a maintenant plus de 60 000 policiers et hommes de troupes paramilitaires au Pendjab. Plus de 2 000 jeunes Sikhs sont sous les verrous, dont 400 sont détenus depuis trois ans sans procès et, chaque jour ou presque, les forces de sécurité annoncent la mort ou l'arrestation de quelques « *terroristes* ». Mais la cause du Khalistan semble se nourrir de la répression. Qui sait combien de jeunes Sikhs arrêtés ou bousculés ce week-end, à New-Delhi, par une police frustrée et humiliée, s'en iront bientôt rejoindre le terrorisme ?

Les meurtres du week-end ne pouvaient pas tomber plus mal pour M. Rajiv Gandhi. Les élections de l'Haryana, Etat tampon dominé par les hindous, entre la capitale fédérale et le Pendjab, auront lieu mercredi 17 juin. C'est, entre autres, pour remporter cette consultation cruciale pour son avenir que le premier ministre, accusé par l'opposition de faiblesse à l'égard des Sikhs, aurait décidé, le 11 mai, la destitution du gouvernement régional...

Enfin, la tuerie du samedi soir intervient à la veille de la première conférence, à New-Delhi, des ministre des affaires étrangères de la SAARC prévue pour jeudi. Plusieurs dignitaires des pays membres de cette association de coopération régionale du S d-asiatique sont déjà dans la capitale. Parmi eux, le représentant de Sri-Lanka, à qui l'on prête l'intention de soulever la question de la violation de l'intégrité territoriale de l'île, il y a deux semaines, par l'aviation indienne. Accusé de se mêler des affaires intérieures d'un pays voisin alors qu'il ne parvient pas à régler son propre problème sikh, le premier ministre indien avait rétorqué que les questions de la minorité tamoule à Sri-Lanka et de la minorité sikh en Inde n'étaient pas de même nature. Le représentant de Colombo aura beau jeu, cependant, de rappeler que la crise sikh a déjà fait, elle aussi, près de 10 000 morts depuis cinq ans...

PATRICE CLAUDE.

● **Le ministre des affaires étrangères à Pékin.** — M. Narain Duti Tiwari a déclaré, dimanche 14 juin, à son arrivée à Pékin, que la Chine et l'Inde avaient *« beaucoup à se dire »* pendant les deux jours de sa visite, alors que la tension le long de leur frontière commune est montée ces derniers mois. M. Tiwari est le plus haut responsable indien à se rendre en Chine depuis 1979. La Chine et l'Inde se sont livré une guerre de frontière brève mais sanglante en 1962. Pékin revendique 90 000 kilomètres carrés de territoire occupé par l'Inde. L'Inde affirme que la Chine occupe 38 000 kilomètres carrés de son propre territoire. — *(AFP.)*

● **Le Congrès (I) a désigné son candidat à la présidence.** — Le parti du premier ministre, M. Rajiv Gandhi, le Congrès (I), a annoncé, dimanche 14 juin, que son candidat pour l'élection présidentielle du 13 juillet serait l'actuel vice-président, M. Ramaswamy Venkataraman. Le groupe parlementaire du Congrès (I) a rendu public sa décision peu après une rencontre avec M. Gandhi, qui avait échoué dans une tentative de trouver un candidat issu d'un consensus avec l'opposition. S'il remporte l'élection — ce qui est presque certain, le Congrès (I) disposant de la majorité au sein du collège électoral, — M. Venkataraman, âgé de soixante-dix-sept ans, succèdera au président Zail Singh. Le président est élu par un collège de 4 695 électeurs composé des membres des deux chambres du Parlement fédéral et de ceux des Assemblées des vingt-cinq Etats indiens. — *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

Un projet de règlement soumis par l'ONU à l'ASEAN

Singapour *(AFP)*. — Les six Etats non communistes de l'ASEAN vont étudier un nouveau plan de règlement du conflit cambodgien que doit leur présenter le secrétariat général de l'ONU, a annoncé, dimanche 14 juin à Singapour, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawetasila. M. Siddhi, arrivé à Singapour pour y assister lundi à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, Brunei, les Philippines, la Thaïlande et Singapour, a précisé que ce plan doit être présenté officiellement mardi aux ministres de l'ASEAN par M. Rafiuddeen Ahmed, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Ce plan, en quatre points, serait une version raccourcie du plan en huit points proposé l'année dernière par le gouvernement de coalition tripartite du prince Sihanouk, reconnu par les Nations unies. Selon le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja, ce plan comprendrait un retrait partiel des troupes vietnamiennes du Cambodge suivi d'une conférence réunissant toutes les parties cambodgiennes, puis un retrait total des quelque cent quarante mille soldats vietnamiens accompagné d'un vote populaire pour la formation d'un nouveau gouvernement à Phnom-Penh.

D'autre part, l'ASEAN a lancé un appel pressant, dimanche, à Hanoï pour que soit mis fin à l'exode des réfugiés de la mer vietnamiens. Il y a deux semaines, M. Suppiah Dhanabalan, ministre des affaires étrangères de Singapour, avait accusé Hanoï d'*« exporter sa misère humaine »* et de se débarrasser de ses dissidents *« en les mettant dans des bateaux »* et en leur permettant de fuir illégalement le pays. La question des réfugiés indochinois est l'un des principaux sujets de la conférence.

Philippines

Violents combats à Mindanao

Trente et un rebelles communistes ont été tués lors d'une attaque contre un camp de guérilleros dirigé par un prêtre, a annoncé dimanche 14 juin l'armée. Deux mille soldats ont pris d'assaut le camp dans la province de Surigao-del-Sur (Mindanao), faisant également des dizaines de blessés parmi les rebelles de la Nouvelle Armée du peuple. Dix soldats ont aussi été grièvement blessés au cours des combats. D'autre part, selon l'agence officielle de presse PNA, la violence politique a fait vingt-trois morts à Mindanao entre les 7 et 12 juin. Toujours selon PNA, la police a capturé, vendredi à Iloilo, une dirigeante du PC philippin, Mme Araneta Bocala, qui avait rencontré la présidente Aquino en octobre, pendant la trêve des combats.

Enfin, arrivé à Manille samedi, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, y sera reçu mardi par Mme Aquino. M. Shultz doit ensuite se rendre à Singapour et en Australie. — *(Reuter.)*

Sri-Lanka

Mille suspects tamouls libérés

Colombo *(Reuter)*. — Le gouvernement a déclaré, dimanche 14 juin, qu'il avait libéré plus de mille personnes soupçonnées d'appartenir aux mouvements rebelles tamouls et arrêtées pendant l'offensive récente de l'armée dans la péninsule septentrionale de Jaffna. Les personnes arrêtées, qui n'ont pas été reconnues coupables d'appartenance à des organisations séparatistes, ont été transportées samedi par avion de Colombo à un aéroport militaire de la péninsule de Jaffna, où ils ont pu rentrer chez eux, a précisé le porte-parole du gouvernement.

Colombo avait libéré 450 jeunes Tamouls sur les 2 677 personnes arrêtées au cours de l'offensive « Opération libération », lancée il y a deux semaines à Jaffna. Les autres personnes arrêtées étaient détenues dans une prison de Galle, dans le sud. La police a, par ailleurs, annoncé que le bilan d'une attaque, vendredi soir, de séparatistes tamouls contre un village du district oriental de Polonnaruwa s'est élevé à 9 morts.

Le ministre sri-lankais des affaires étrangères a annoncé, enfin, que son pays participerait à la réunion des pays d'Asie du Sud à New-Delhi, prévue le 18 juin. L'Inde avait déclaré que si le Sri-Lanka ne participait pas à cette réunion, elle serait obligée de l'annuler.

Tunisie

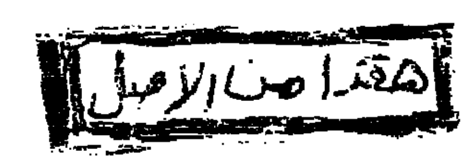
Arrestations de « terroristes » islamistes

Tunis. — Les autorités ont annoncé, samedi 13 juin, l'arrestation de deux « bandes de terroristes » islamistes — l'une dans la banlieue sud de Tunis, l'autre dans le Sahel — qui projetaient *« des actes de sabotage »*.

Aucune précision n'a été fournie sur le nombre des arrestations qui feraient suite à la récente découverte dans la capitale du *« quartier général du réseau khomeinyste clandestin »* (*le Monde* du 28 mai). Des explosifs volés dans une carrière, des fusils de chasse, des munitions, des cocktails Molotov, des billes de plomb, des talkies-walkies, des jumelles, dont la presse locale a publié les photos, ont été saisis.

Parallèlement aux enquêtes de police qui se poursuivent dans les milieux islamiques, les tribunaux continuent à juger les personnes — des étudiants et des lycéens pour la plupart — arrêtées lors des manifestations de solidarité avec le Mouvement de la tendance islamique (MTI) ces dernières semaines. C'est ainsi que, pour la seule ville de Tunis, une trentaine de peines de deux à quatre ans de prison ont été prononcées durant la semaine écoulée.

M. D.



Asie

CHINE : reprise en main dans les universités

Les étudiants à nouveau « rouges et experts »

CHANGSHA
de notre envoyé spécial

Dans les universités de la capitale du Hunan, les étudiants viennent d'ajouter à leur emploi du temps déjà chargé des cours intensifs de politique destinés à les prémunir contre le fléau du *« libéralisme bourgeois »*. Le président de l'université de Jishou, petit campus réservé aux minorités ethniques dans l'ouest de la province, reconnaît que *« la lutte contre le libéralisme bourgeois fait désormais partie du programme d'études. Les cours politiques* (deux ou trois fois par semaine, plus le week-end) *doivent promouvoir l'idée que la Chine se développe bien »*.

Pour plus de sûreté, un poste de garde est en construction devant le dortoir des étudiants... En effet, dans la lutte actuelle contre le « droitisme », les étudiants, qui avaient fait irruption, en décembre 1986, dans les rues de Shanghai, de Pékin et d'autres villes — dont Changsha, — sont devenus l'une des principales cibles de la reprise en main.

Fin avril, de nouvelles règles ont été adoptées concernant l'admission dans les universités. Le travail manuel a été rétabli dans les lycées et sur les campus. Aboli au lendemain de la révolution culturelle, ce système avait jadis conduit à l'envoi dans les campagnes de millions de jeunes. Il est réapparu timidement pendant les vacances d'hiver qui ont suivi les manifestations et va être généralisé.

Il s'agit, *« pour longtemps »*, de remettre les étudiants au contact de la réalité dans les campagnes, les usines et même les unités militaires. Ceux qui ne s'y montreront pas assez zélés risquent de ne pas retourner à l'université.

Le nouveau règlement d'admission à l'université redonne une place de choix à la politique parmi les critères de sélection. Les conditions de candidature à l'université de Changsha sont les suivantes : *« Soutenir les quatre principes fondamentaux* [du régime], *aimer la patrie, observer la discipline et les lois, faire preuve de détermination à travailler dur pour le développement de la modernisation socialiste. »* Retour donc, en quelque sorte, au classique *« rouge et expert »*.

Ministre de l'éducation, mais aussi l'un des dirigeants conservateurs qui « montent », M. Li Peng a, de son côté, exhorté les enseignants à se préoccuper non seulement du bagage académique de leurs élèves, mais aussi de leur *« intégrité politique »*. Le critère de succès d'un établissement est de *« former des personnes utiles pour la construction du socialisme (...). Les enseignants doivent être familiarisés avec la théorie marxiste, la ligne du parti et les réalistés sociales du pays »*. Le système d'attribution des bourses d'études à l'étranger vient, lui aussi, d'être resserré.

PATRICE DE BEER.

● **Grève d'étudiants.** — Quelque mille trois cents étudiants de l'Institut des finances et de la Banque de Pékin font la grève des cours depuis cinq jours pour protester contre la présence sur leur campus d'une usine de cigarettes qui, disent-ils, dérange leur travail et menace leur santé. Les étudiants, qui voulaient manifester dans les rues, en ont démandé l'autorisation auprès de la police, respectant ainsi les nouveaux règlements adoptés en décembre dernier à Pékin. *« Cette autorisation nous a été refusée et nous resterons donc sur notre campus »*, a déclaré l'un d'eux. Plusieurs étudiants ont déclaré que leur mouvement n'avait aucun caractère politique et n'était en rien lié aux manifestations de l'hiver dernier. — *(AFP.)*

Des classiques occidentaux mis en cause

Alexandre Dumas, un des écrivains français les plus populaires en Chine, est pratiquement accusé de corrompre la jeunesse. Même pendant la révolution culturelle, *les Trois Mousquetaires* n'avaient pas été interdits. Sartre et Nietzsche, après une courte période de popularité, sont à nouveau montrés du doigt par les idéologues conservateurs. Recevant récemment la presse, le nouveau chef du bureau des médias et publications, M. Du Daozheng, a démenti que leurs œuvres aient été interdites. Seule la multiplication des traductions et leur mauvaise qualité, a-t-il dit, ont contraint le bureau, qui exerce les fonctions de censeur, à conseiller *« une amélioration de la planification, de la sélection et de la qualité... »*.

En revanche, *l'Amant de Lady Chatterley* a été bel et bien interdit, car c'est un *« échec »* littéraire. De même que *Bonjour les amis*, un livre sur la sexualité d'un lycéen écrit par un auteur controversé, Zhang Xianliang, retiré de la vente *« à la demande de nombreux parents »*.

Il y a deux ans, le directeur de l'Institut du marxisme-léninisme et de la pensé de Mao Zedong, de l'Académie des sciences sociales, nous avait cité l'ouvrage de Lawrence comme exemple de la sexualité mise au service de la littérature et le contraire de la pornographie. Les temps ont changé. Il faut désormais que les étudiants prennent conscience des dangers venus de l'Occident.

P. de B.

AFGHANISTAN

Le régime de Kaboul propose aux monarchistes de participer à un gouvernement de coalition

Le numéro un afghan, M. Najibullah, a tendu la main aux partisans de l'ancien roi d'Afghanistan Zaher Shah en leur proposant de faire partie d'un gouvernement de coalition, a rapporté, dimanche 14 juin, l'agence Tass. Dans une allocution prononcée le 10 juin, à Kaboul, lors de la réunion du plénum du comité central du PC, M. Najibullah a admis qu'il était *« nécessaire de prendre en considération »* le point de vue des rebelles afghans qui ont accru leurs activités militaires depuis que Kaboul a décrété, le 15 janvier, un cessez-le-feu unilatéral. M. Najibullah a précisé que le PC conserverait la majorité des portefeuilles d'un gouvernement de coalition mais que cette coalition ne serait pas purement symbolique, avec seulement *« deux ou trois »* ministères pour l'opposition. *« Nous aurons à partager le pouvoir »*, a-t-il dit.

Ces propositions font suite aux orientations données par le secrétaire général du PC d'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, dans une récente interview à *l'Unita* (organe du PC italien). Le numéro un soviétique avait alors indiqué que l'URSS *« n'interférerait pas »* dans la recherche, par les dirigeants afghans, de partenaires *« émigrés à l'étranger ou encore... en Italie »*. L'ancien roi Zaher Shah, détrôné en 1973, vit depuis en exil en Italie. Dans un entretien accordé au général Copel et publié, le week-end dernier, par le mensuel *Défense active*, l'ancien souverain affirme pour sa part : *« Actuellement, avec Mikhaïl Gorbatchev, le meilleur atout des Soviétiques serait de chercher une solution politique acceptable par le peuple afghan. Nous pensons que cette solution existe avec Mikhaïl Gorbatchev. »*

Le 9 juin, nous signale notre correspondant à Rome, l'ancien monarque a rencontré M. Jean-François Denian, chargé d'une *« mission d'évaluation »* par M. Jacques Chirac. M. Denian, qui a déjà visité la plupart des capitales jouant un rôle dans le conflit, doit remettre son rapport cet été.

Les nouvelles « ouvertures » de M. Najibullah interviennent au moment où, d'une part, les négociations de Genève entre le Pakistan et l'Afghanistan stagnent et, d'autre part, la résistance afghane accroît sa pression militaire depuis qu'elle est équipée notamment de missiles sol-air américains Stinger. Un de ces missiles a abattu jeudi un Antonov-26, tuant ses cinquante-trois passagers. En outre, les forces soviéto-afghanes se sont retirées samedi soir de la région de Jaji (est du pays), où des combats sévères, qui ont coûté la vie à soixante moudjahidins se déroulaient depuis le 24 mai dernier, ont affirmé dimanche des sources de la guérilla.

Dressant un bilan de ces combats que les moudjahidins estiment avoir gagnés, ces mêmes sources reconnaissent soixante *« martyrs »*, cent cinquante blessés, mais parlent de plus de deux cents morts dans les rangs gouvernementaux et d'une quarantaine chez les Soviétiques.

Enfin, M. Andreï Sakharov a appelé l'URSS à retirer *« immédiatement »* ses troupes d'Afghanistan, dans un message diffusé dimanche par la télévision américaine CNN. Dans son message, adressé aux diplômés du collège new-yorkais de Staten-Island, le physicien soviétique a demandé que ce retrait se fasse *« sous le contrôle de troupes des Nations unies, pour éviter un bain de sang et le chaos »*.

● **PAKISTAN : Washington a accepté de livrer des AWACS, selon *Time*.** — Les Etats-Unis ont accepté de livrer des avions-radars AWACS au Pakistan, pour la défense de son espace aérien contre les raids venant d'Afghanistan, affirme dans son édition du dimanche 14 juin, l'hebdomadaire américain *Time*, qui ajoute que les discussions sur le type d'appareils et sur leur usage futur ont retardé l'accord sur leur livraison.

Amériques

CANADA : à l'occasion de son dixième congrès national

Le Parti québécois s'est efforcé de refaire son unité

MONTRÉAL
de notre correspondante

A l'issue de son dixième congrès national organisé à Québec, le Parti québécois s'est donné, dimanche 14 juin, un visage un peu plus social-démocrate et un peu moins « souverainiste », en dépit de l'opposition des derniers indépendantistes purs et durs, qui ont épargné *in extremis* une nouvelle crise à leur formation.

La plupart des « orthodoxes », qui représentaient près du tiers des membres du parti, avaient déjà quitté ses rangs à la fin de 1984 et au début de l'année suivante, lorsque M. René-Levesque avait opéré sa volte-face et fait entériner son choix de ne plus faire de la souveraineté — la raison d'être du parti qu'il avait fondé en 1968 — l'enjeu des élections. Depuis, le paysage politique de la province a bien changé : M. Levesque a démissionné en juin 1985, M. Pierre-Marc Johnson lui a succédé à la tête du parti, battu aux élections de décembre 1985 par les libéraux de M. Robert Bourassa.

Le même leitmotiv a pourtant continué de miner les débats entre « idéalistes » et « pragmatiques » au sein du Parti québécois. Les premiers, menés par les anciens ministres Bernard Landry et Jean Garon, souhaitaient que le parti continue de faire à tout le moins la promotion de l'idée de souveraineté, même si le concept avait lassé l'opinion publique. Les seconds aspiraient à ce que les leçons de l'échec du référendum de 1980 soient enfin tirées. Ils voulaient que le parti se contente de militer en faveur d'un accroissement des pouvoirs du Québec au sein de la Confédération dans les domaines économiques, culturels et linguistiques, afin d'affirmer et de consolider la « différence » québécoise. C'est la thèse de l'« affirmation nationale », élaborée par M. Johnson, qui avait promis de démissionner si elle ne s'imposait pas à ce congrès.

Elle a bien recueilli la majorité des suffrages, mais, à l'issue du vote, près du quart des mille cent délégués du congrès, conduits par l'avocat Guy Bertrand, quittaient samedi l'assemblée en signe de protestation. Peu enclins à se fondre dans la « marginalité » du Parti indépendantiste et du Rassemblement démocratique pour l'indépendance — les deux formations comptent tout au plus deux mille membres, — les « promotionnistes » se sont finalement ralliés dimanche.

La souveraineté reste toutefois *« l'objectif fondamental »* du parti, et M. Johnson, proclamant que le Québec demeurait *« un pays inachevé »*, a réaffirmé ses convictions, à long terme. *« Je ne prétends pas que l'affirmation nationale mènera inévitablement à la souveraineté, mais je crois qu'il n'y a pas de souveraineté possible sans cette démarche »*, a-t-il déclaré.

Le chef de ce parti québécois a réitéré son opposition à l'accord récemment conclu entre les gouvernements fédéral et provinciaux pour permettre au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, après cinq années d'isolement. Toute entente restera à ses yeux inacceptable tant que le Québec n'aura pas obtenu des pouvoirs supplémentaires et explicites, en matière linguistiques notamment.

Le congrès a adopté une résolution en faveur de l'élaboration d'une Constitution propre au Québec, prévoyant en particulier la tenue de référendums sur les enjeux nationaux et l'élection au suffrage universel du premier ministre québécois, pour rompre avec le système d'inspiration britannique qui fait que le chef du parti ayant remporté le plus de sièges de députés devient automatiquement chef du gouvernement.

MARTINE JACOT.

Les conflits en Amérique centrale

Washington serait à l'origine de l'échec du plan de paix du président du Costa-Rica

SAN-SALVADOR
de notre correspondant en Amérique centrale

Les présidents des cinq pays d'Amérique centrale ont tenté, au cours du week-end, de minimiser leur différend par des explications peu convaincantes qu'ils ont données à propos de l'annulation d'une importante réunion prévue au Guatemala les 25 et 26 juin. Les chefs d'Etat ont invoqué leur *« manque de préparation »* pour reporter, *sine die*, une rencontre prévue depuis plus de trois mois, qui devait permettre d'étudier le plan de paix régional proposé, au début de l'année, par le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias.

Le « plan Arias » semble avoir été victime d'un travail de sape organisé par les Etats-Unis par l'intermédiaire de ses deux plus fidèles alliés dans la région, le Honduras et surtout le Salvador. Les propos tenus la semaine dernière par le ministre de l'intérieur salvadorien des relations extérieures, M. Ricardo Acevedo Peralta, sont très éclairants à ce sujet.

Après avoir reproché au président du Costa-Rica d'avoir été chercher l'appui des pays européens — qu'il a d'ailleurs obtenu lors d'un long séjour sur le Vieux Continent, — M. Acevedo Peralta a demandé aux Etats-Unis d'intervenir plus activement pour protéger les *« quatre démocraties de la région contre la menace du régime totalitaire sandiniste »*.

« Nous devons chercher l'appui de Washington avant de nous intéresser à la Communauté économique européenne, a-t-il ajouté, *car l'Amérique centrale est liée aux Etats-Unis sur le plan économique, géographique et historique. »* Le ministre a tenu ces propos dans les heures qui ont suivi le passage à San-Salvador de l'envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, M. Philip Habib.

Dès l'origine, le « plan Arias » avait été accueilli avec froideur à Washington, sauf par le Congrès, qui avait voté une résolution en sa faveur. Sans le dire ouvertement, les Etats-Unis reprochent à ce nouveau plan de paix de chercher à les écarter de la région et de faire la part trop belle au gouvernement sandiniste du Nicaragua.

Le « plan Arias » prévoit, en effet, la suspension de l'aide militaire étrangère à la fois aux gouvernements et aux organisations de guérillas de la région. Cette disposition s'applique à l'assistance apportée par les pays du bloc soviétique au Nicaragua et à la guérilla du Salvador. Mais elle touche aussi l'aide des Etats-Unis au gouvernement salvadorien et à la guérilla antisandiniste, la Contra.

De plus, le plan de paix invite le gouvernement nicaraguayen à entamer un processus de démocratisation sans exiger pour autant la participation immédiate des « contras » au débat politique après la négociation d'un cessez-le-feu. Les Etats-Unis, qui financent la guérilla antisandiniste depuis six ans, sont tout à fait hostiles à cette proposition. Ils estiment que cela reviendrait à donner la victoire aux sandinistes sur un plateau d'argent, sans rien exiger en contrepartie.

BERTRAND DE LA GRANGE.

PANAMA

Les manifestations de l'opposition se poursuivent

Panama. — Les manifestations de protestation se sont poursuivies samedi 13 et dimanche 14 juin, à Panama, où l'opposition a durci ses consignes pour la campagne de « désobéissance civile ». Près de quatre mille personnes ont assisté, samedi, à une « messe pour la paix », un office célébré à la demande de l'opposition, les cérémonies religieuses restant les seuls rassemblements autorisés dans le pays aux termes de l'état d'urgence décrété jeudi. Le colonel rebelle Roberto Diaz Herrera, qui est à l'origine des troubles, a, pour sa part, indiqué dimanche qu'il partirait pour l'Espagne — qui vient de lui accorder l'asile politique — si l'état d'urgence était levé. Le colonel, ses assistants et sa famille sont toujours barricadés à l'intérieur d'une villa puissamment gardée.

L'homme fort du régime, le général Manuel Antonio Noriega, dont l'opposition demande la destitution, a renouvelé, samedi, dans une conférence de presse, ses attaques contre les Etats-Unis, qu'il a accusés de jouer un jeu dangereux en *« organisant »* avec la complicité des milieux possédants panaméens *« la déstabilisation du pays »*. L'Eglise catholique de Panama dénonce, de son côté, *« les abus »* commis par l'armée. L'archevêque de Panama, Mgr Marcos McGratt, a ainsi affirmé, dimanche, que des militaires avaient frappé *« des civils qui n'avaient fait aucune provocation, procédé à des arrestations sans s'être identifiés et employé des méthodes humiliantes contre les détenus »*.

La crise politique, qui entre dans sa deuxième semaine, commence, d'autre part, à provoquer des difficultés de ravitaillement. Les cuves de certaines stations-service sont vides et les aliments, qui viennent principalement de l'ouest du pays, commencent à être rationnés.

Les syndicats patronaux, tout en recommandant à leurs adhérents de payer leur personnel, ont, eux, maintenu leurs consignes de grève, et la chambre de commerce a adressé à la communauté juive, propriétaire de nombreuses entreprises, une lettre lui demandant de se joindre au mouvement.

Dans la capitale, plusieurs heurts se sont produits entre manifestants progouvernementaux et opposants. Les premiers, tirant en l'air et lançant des grenades lacrymogènes, ont contraint leurs adversaires à se réfugier dans un hôtel proche. Aucune victime n'a été signalée, mais les manifestations se poursuivaient lundi. — *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

Le bilan du voyage de Jean-Paul II en Pologne

Le pape justifie l'existence d'un syndicat libre au nom de la doctrine sociale de l'Eglise

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

La prière du pape sur la tombe du prêtre assassiné Jerzy Popieluszko, la béatification de Michal Kozal, évêque de Wloclawek, mort à Dachau en 1943, ont été, le dimanche 14 juin, les deux derniers actes religieux de la visite du pape. Jean-Paul II n'en finit pas de bénir la résistance polonaise et de lui donner des modèles.

Des modèles de prêtres-martyrs, dont regorge l'histoire de l'Eglise de ce pays, ils sont vos exemples *« pour le vingt et unième siècle »*, avait-il dit à Lublin en ordonnant cinquante jeunes prêtres. A Varsovie, déclarant bienheureux Mgr Kozal, il a évoqué *« la puissance de l'amour contre la folie de l'arrogance, de la destruction, du mépris et de la haine »*.

Le pape a surtout tenté de faire partager au catholicisme polonais sa conviction que le présent, comme le passé, d'épreuves de la Pologne justifie un radicalisme de l'expérience évangélique. C'est une leçon sans doute donnée à un clergé polonais majoritairement réputé modéré, traditionnel, plus attentif aux tâches sacramentelles qu'à l'engagement social.

Outre des modèles, le pape est venu donner à la résistance polonaise un cadre de références : c'est la doctrine sociale de l'Eglise, solennellement réhabilitée dans un pays où elle est ignorée par le pouvoir et, jusqu'à récemment encore, peu enseignée dans les séminaires. Refus de la lutte des classes, respect de procédures de concertation, rémunération juste du travail, conditions de vie décentes : dans toutes les villes de tradition rurale ou ouvrière où il est passé, le pape a justifié au nom de la doctrine sociale de l'Eglise, l'existence d'un syndicat libre, autonome et responsable (Solidarité) — dont il a confié à la foule de Gdansk qu'il priait pour lui *« tous les jours »* — et l'engagement pour la même cause de prêtres et de militants catholiques.

Comme en Amérique latine

Mais il n'ignore aucune des autres grandes aspirations de la société polonaise, dont l'Eglise catholique entend être le porte-parole privilégié, sinon exclusif : il plaide pour la reconnaissance d'associations actuellement illégales : à Lublin pour l'autonomie de la seule université catholique du pays, à Tarnow pour le droit à la propriété des paysans et leur accès à la culture, à Lodz pour l'aménagement du travail des femmes et un meilleur équilibre des tâches sociales et familiales.

Le pape a posé la main sur la tombe de Jerzy Popieluszko, comme il l'avait fait en 1983 sur celle d'Oscar Romero, assassiné lui aussi, au Salvador. Il a parlé à Cracovie de *« théologie de la libération »* et d'*« option préférentielle pour les pauvres »*. Comme il y a quelques semaines au Chili... Ces signes s'adressent cette fois aux autorités polonaises, qui, au nom de l'entente nationale, veulent réduire l'Eglise à la simple administration des besoins du culte. La réconciliation en Pologne n'est possible, dit le pape, qu'à condition que soient respectés les droits de l'homme et les valeurs éthiques.

Le troisième voyage du pape à de nouveau montré les signes de puissance de l'Eglise polonaise : ferveur des fidèles, édification de nouvelles églises, explosion des vocations sacerdotales, adhésion d'intellectuels et d'artistes revenus du marxisme.

En rapprochant la Pologne de l'Amérique latine, le pape banalise en quelque sorte le fameux « modèle » de son Eglise d'origine. Il est venu lui apporter un message qu'il n'aurait jamais tenu sans l'expérience de ses huit premières années de pontificat et ses trente-quatre précédents voyages à l'étranger. Il n'a même pas exclu la Pologne des pays guettés par la sécularisation des mœurs et a tenu le langage de la *« deuxième évangélisation »* qu'il emploie régulièrement dans les sociétés occidentales repues. *« Allez en mission en terre polonaise »*, a-t-il en effet conclu son homélie de dimanche à Varsovie.

HENRI TINCQ.

Pari gagné

(Suite de la première page.)

A Szczecin, à l'extrême ouest du pays, il n'a pas parlé de ces « territoires recouvrés », fierté du régime, qui veut en tirer une partie de sa légitimité. Et à Westerplatte, il n'a pas parlé de paix, alors que toute la machine de la propagande était déjà en branle pour tirer le maximum de cette étape de la visite.

Il reste que la presse et la télévision ont été utilisées avec intelligence par les autorités, qui ont ainsi pu sérieusement limiter les dégâts. La visite du pape a été largement couverte, mais ses aspects essentiels soigneusement voilés. Résultat : un grand nombre de Polonais ignorent encore ce que le pape a dit sur la côte de la Baltique et ne connaissent de ses homélies que celles qu'ils ont pu entendre directement et les discours qu'a retransmis la télévision nationale. Par une sorte d'accord tacite respecté par le pape, c'étaient ceux où Jean-Paul II restait sur la réserve ou se limitait pour l'essentiel à des thèmes religieux ou moraux. Certes, ses autres textes finiront par être connus, ils feront leur lent travail de pénétration. Mais on aurait tort de croire que toute la Pologne a tressailli d'émotion comme la population de Gdansk vendredi quand le pape lui a fait comprendre qu'il ne l'abandonnerait pas, ni perçu l'atmosphère exceptionnelle de cette cérémonie-là.

La puissance de l'Eglise

D'autres messes furent nettement moins exaltantes, à commencer par celle qui fut célébrée dimanche matin dans la capitale, en un endroit fort peu aimé des Varsoviens : la place des défilés officiels où s'élève l'immense Palais de la culture, ex-palais Staline et marque écrasante du régime sur la ville. Pas la moindre décoration pour égayer cette façade sinistre, rien non plus ou presque rien sur les bâtiments avoisinants, grands magasins ou immeubles officiels. Un autel médiocre, une messe de béatification qui déroule lentement ses pompes devant des centaines de milliers de personnes soumises à une chaleur éprouvante, et le pape qui s'en va sans même leur dire au revoir, sans rien improviser, la liturgie ne s'y prêtant pas puisque la messe se poursuivait par une procession du Saint Sacrement. Une certaine frustration était perceptible mais pas de récriminations, car on ne doit pas oublier que, si les gens viennent en masse, c'est sans doute pour se réchauffer le cœur, constater avec plaisir qu'ils sont infiniment nombreux et pour certains manifester par banderoles interposées leur attachement à Solidarité ou à divers mouvement combattus par le régime comme « Liberté et Paix », particulièrement actif. Mais les gens viennent aussi, surtout, pour voir le pape et participer à une cérémonie religieuse.

S'il y a quelques satisfactions supplémentaires, tant mieux, sinon on se fait une raison.

Tant pis donc si, pour cette dernière messe, d'ailleurs consacrée aux missions, l'Eglise semblait en terre étrangère (l'épiscopat aurait voulu qu'une immense croix de tissu s'étale sur le Palais de la culture, mais le parti s'est raidi à l'idée d'un crime de lèse-idéologie aussi voyant). Tant mieux, en revanche, si on réussit à se saisir de l'un des journaux clandestins ou des tracts lancés dans la foule, ou, chance supplémentaire, à le faire signer par Zbigniew Bujak lui-même. L'ex-hors-la-loi, après avoir rapidement appelé à la dispersion d'une brève manifestaton, a été assailli de gens qui lui demandaient des autographes, au besoin sur des billets d'accès à la cérémonie...

Les exigences de l'ordre éthique

Comme prévu, les foules réunies par le pape ont partout été considérables, même à Varsovie et à Cracovie où il venait pour la troisième fois. Les Polonais sont peut-être fatigués de tout mais pas de leur pape. Ces millions de fidèles, cette colossale organisation, ont rappelé la puissance de l'Eglise. Mais l'Etat a répondu présent. Non seulement en déployant, sous prétexte de sécurité, des quantités ahurissantes de policiers, mais aussi en faisant en sorte que l'intendance — services médicaux, approvisionnement, voirie — suive. C'est là, incontestablement, un point à son actif.

Mais le passif est lourd. Tout au long de ce voyage, savamment construit comme le précédent, le pape s'est attaché à contrecarrer deux évolutions recherchées par le pouvoir : la démoralisation de l'opposition, qui semblait peu à peu ganée par un sentiment d'impuissance et qu'éprouve à présent la masse de la population et, de la part de l'Eglise, la tentation d'une coopérative un peu trop douillette avec le parti.

Tous ceux qui, dans les milieux catholiques indépendants comme dans l'opposition plus militante, s'inquiétaient à la veille de la visite sont à présent pleinement rassurés. L'hommage rendu par le pape aux hommes qui, répondant à son appel de 1979, ont tenté de *« rénover le visage de cette terre »*, la reconnaissance explicite de la dette que l'Eglise tout entière doit à Solidarité, l'appel *« à ne pas déserter »*, c'est presque plus qu'ils n'en attendaient, et cela peut les aider à durer, à éviter l'effritement et en tout cas la résignation. Même s'ils doivent aussi s'attendre à des mesures de rétorsion. Depuis la visite du pape, la Pologne a à nouveau des prisonniers politiques. Deux ouvriers et trois étudiants de Cracovie ont écopé de trois mois de prison pour port de banderole. C'est la première fois depuis septembre dernier que le pouvoir renonce à sa tactique des amendes, et c'est sûrement un avertissement.

L'autre message du pape, complémentaire, est un rappel à l'ordre à cette partie de l'épiscopat qui avait déjà passé Solidarité par pertes et profits et se préoccupait surtout de faire construire des églises. Samedi soir, à l'église de la Sainte-Croix de Varsovie, où se trouvait réunie une bonne part de l'élite intellectuelle du pays, y compris nombre de personnalités qui il y a dix ans encore se situaient parmi les adversaires de l'Église, le pape a déclaré : *« Je me réjouis que les intellectuels, les artistes, les hommes de culture trouvent dans l'Église un espace de liberté qui parfois leur manque ailleurs (...). Je suis aussi convaincu que l'Église polonaise saura répondre pleinement à la confiance que ces gens, venus parfois de loin, ont mise en elle. »* A l'intérieur même du sanctuaire, on vit apparaître une banderole : *« Solidarité avec toi dans la vérité et dans l'espoir : les éditeurs varsoviens. »* Les éditeurs illégaux, cela va sans dire, qui impriment ces livres dont un exemplaire fut offert, parmi d'autres cadeaux, au pape.

Dans sa dernière intervention devant les évêques, Jean-Paul II a été tout aussi clair. L'Église, a-t-il expliqué, ne peut pas cesser de se mettre au service de la société et du respect des droits de l'homme. *« La souveraineté de l'État ne répond aux exigences de l'ordre éthique que si elle exprime la souveraineté de la nation. »* Et cela, a poursuivi le pape, *« ne peut échapper à l'attention de l'Église. Il en est ainsi dans différents pays d'Amérique latine. Il ne peut en être autrement en Pologne. »* C'est un non sans appel à l'alliance du sabre et du goupillon que semble rêver le général Jaruzelski.

Le chef de l'Eglise a aussi évoqué la perspective de l'établissement de relations diplomatiques entre le Vatican et Varsovie. Il a déclaré que ce serait à divers égards souhaitable et naturel, mais, a-t-il ajouté, il ne faut pas seulement s'attacher à *« réaliser ce projet »*, il faut aussi, *« surtout peut-être, le rendre crédible à l'égard de la nation et de l'Eglise »*. Là encore donc, pas question de concessions unilatérales.

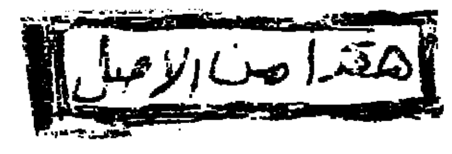
Ceux qui pensaient que Jean-Paul II adopterait en Pologne un profil bas dans l'espoir de faciliter un éventuel déplacement en Union soviétique en seront pour leurs frais. Le pape a souvent évoqué les Églises de Lituanie, d'Ukraine, de Russie — suscitant chaque fois de vifs applaudissements de l'assistance — mais dans un esprit tout différent. Pour dire essentiellement qu'il ne les oubliait pas, même s'il ne pouvait s'y rendre. Tout cela ne suffit peut-être pas à faire un voyage triomphal. C'était dans le contexte actuel impossible. Mais, avec ce mélange de fermeté, de douceur et de calcul subtil qui lui est propre, l'ancien archevêque de Cracovie a une fois de plus fait la preuve de ses exceptionnelles qualités et montré par la même occasion qu'un chef de parti, pour assuré et général qu'il soit, courait un bien grand risque en essayant de jouer au plus fin avec lui.

JAN KRAUZE.

Le dernier sommet de Venise ?

Le sommet des sept pays les plus industrialisés, qui s'est réuni la semaine dernière à Venise, *« a compromis dix années de patients travaux de restauration »* du palais des Doges, a indiqué, samedi 13 juin au cours d'une conférence de presse, le responsable des travaux de restauration, M. Paolo Peruzza. Il a montré des fragments de pierre précieuse blanche et de marbre rose de Vérone tombés de la façade du palais des Doges. Pour M. Peruzza, c'est la vibration due à la constante surveillance par hélicoptère de la cité lacustre qui a occasionné la chute des fragments de pierre.

Les restaurateurs du palais ont demandé au président Cossiga des compensations financières. M. Cossiga avait, contre l'avis des restaurateurs, tenu à organiser un dîner pour ses hôtes européens au palais ducal. Pour sa part, le maire de Venise a indiqué qu'il n'autoriserait plus la tenue d'aucun sommet dans sa ville. — *(AP.)*



6e ANNIVERSAIRE DE L'AGFUND

Pour la paix demain pensons aux enfants d'aujourd'hui.



Le Programme du Golfe Arabe pour les Organisations de Développement des Nations Unies (AGFUND) a été créé en 1981 par les 7 États Arabes du Golfe, sur l'initiative de S.A.R. le Prince Talal Bin Abdul Aziz Al Saud, Président de l'AGFUND.

L'AGFUND a pour vocation de venir en aide aux enfants les plus défavorisés du monde entier. Il finance des programmes humanitaires répondant aux besoins essentiels de ces enfants et de leurs mères, mettant l'accent sur la lutte contre la misère, la faim et la maladie, ainsi que sur l'éducation et le développement des ressources humaines.

Au cours de ses 6 années d'existence, l'AGFUND a contribué à la réalisation de 246 projets bénéficiant à plus de 200 millions de personnes dans 115 pays.

Ces projets sont préparés et exécutés par 14 agences spécialisées ou programmes des Nations Unies : UNICEF, OMS, UNESCO, FAO, PNUE, PNUD, BIT, UNRWA, FVPH (Personnes Handicapées), UNU, UNDRO, FNUAP, FIDA et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

L'AGFUND soutient l'Organisation des Nations Unies pour son rôle sans égal de Forum pour la Paix sur Terre. L'AGFUND souhaite voir une amélioration constante du rendement et de l'efficacité de ces agences spécialisées, voies irremplaçables pour l'acheminement de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement.

L'AGFUND contribue aussi directement aux efforts déployés par d'importantes institutions publiques ou privées contre les maladies ou la pauvreté, tel l'Institut Pasteur qui a reçu des dons pour ses recherches, et notamment pour ses travaux sur le SIDA.

Par ailleurs, la création, sous l'impulsion de l'AGFUND, du Conseil Arabe pour l'Enfant et le Développement (ABCD), en avril 1987, représente un pas important pour subvenir aux besoins spécifiques des enfants dans le monde arabe.

A l'occasion du 6e anniversaire de l'AGFUND, les États membres tiennent à réaffirmer leur engagement dans la lutte menée pour un monde meilleur, sans distinction de race, de religion ou d'opinion politique.
Ils remercient tous ceux qui, par leur action ou leur soutien, transforment cette aide financière en une inlassable quête d'espoir et de dignité vers un avenir plus radieux pour l'humanité.

États membres de l'AGFUND
Royaume d'Arabie Saoudite - Koweït - Émirats Arabes Unis
Qatar - Bahreïn - Sultanat d'Oman - République d'Irak



Prince Talal
Bin Abdul Aziz Al Saud
Président de l'AGFUND.



Pour toutes informations, veuillez écrire à : AGFUND, P.O. Box 18371, Riyad, 11415 Royaume d'Arabie Saoudite. Tél. : (966-1) 441 6240. Télex : 404071 AFGFUND SJ.

Politique

Le PCF et l'élection présidentielle

Après le vote unanime
de la conférence nationale

Les honneurs pour le candidat officiel, les orties pour M. Juquin

M. André Lajoinie est le candidat officiel du PCF pour l'élection *présidentielle de 1988. Le président du groupe communiste de* l'Assemblée nationale a été élu à l'unanimité (1) par les *« mille cent soixante-douze délégués »* présents à la conférence nationale qui *s'est déroulée le vendredi 12 et le samedi 13 juin* à Nanterre (Hauts-de-Seine). En présentant, de son propre chef, la candidature de M. Pierre Juquin – elle n'a obtenu aucune voix – le secrétaire général, M. Georges Marchais a *fait avaliser par avance* l'auto-exclusion du chef de file des « rénovateurs » et de ceux qui le suivraient au cas où l'ancien porte-parole du PCF serait tout de même *candidat*.

Les honneurs pour André, les orties pour Pierre. Ainsi qu'il était prévu depuis le choix émis par les membres du comité central en mai, M. Lajoinie a été intronisé troisième candidat à la présidence de la République de l'histoire du PCF, après Jacques Duclos en 1965 et M. Marchais en 1981. Le député de l'Allier, dont la désignation a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements et au son de son nom scandé, sera, comme il l'a dit dans son discours de clôture de la conférence, *« la voix de tous les sans-voix »*.

Cette désignation de M. Lajoinie est intervenue sans possibilité pour les délégués de s'abstenir, la présentation d'un candidat étant *« une décision de congrès, on se prononce pour ou contre »*, comme a dit le président de séance, après que M. Juquin eut été renvoyé, de façon inédite, à son isolement.

La candidature de l'ancien porte-parole du PCF n'ayant été proposée par aucun membre du parti et même pas par lui-même, M. Marchais, au nom du bureau politique, a pris la décision de pallier cette défaillance. *« Avant de procéder au vote désignant notre candidat, il semble nécessaire au bureau politique de clarifier une question concernant Pierre Juquin »*, a déclaré à la tribune, en fin de session le dirigeant communiste. Reprochant aux *« moyens d'information au service de la droite et du Parti socialiste »* de faire *« campagne comme si Pierre Juquin allait être candidat »* et à *« un journal du soir (2) sans aucun scrupule »* d'avoir effectué *« un sondage concernant sa candidature »*, il a demandé à *« la conférence nationale, qui est souveraine pour décider qui va être candidat »*, d'exprimer *« par un vote la volonté du parti »* en se prononçant *« sur la candidature de Pierre Juquin »*.

« Clarté » et « honnêteté »

Ce souci de *« clarté »* et d'*« honnêteté »* a été immédiatement compris par le millier de délégués présents dont aucun n'a accordé sa voix à celui qui, au cours de cette conférence, a été successivement traité, par des délégués dans la salle, de *« vendu »*, *« traître »*, *« salope »*, *« vieille pute »*, ou plus étrangement, compte tenu de la connotation, de *« hyène puante »*. M. François Duteil, secrétaire de la fédération de l'énergie CGT, qui présidait la séance, a donc remarqué à juste titre : *« Aucun délégué ne se prononce pour la candidature de Pierre Juquin. »*

Il ne restait à ce moment sur le siège vide du paria qu'une branche d'ortie complaisamment déposée par un délégué. Il ne restait plus, non plus, aux délégués qu'à voter, à l'unanimité, le rapport présenté la veille par M. Marchais.

O. B.

(1) L'entourage de MM. Félix Damette et Claude Llabrès, membres du comité central qui s'étaient abstenus lors de la désignation de M. Lajoinie par cette instance, fait savoir qu'ils renouvellent officiellement cette prise de position à la conférence nationale.

(2) Il s'agit du *Monde* du samedi 13 juin.

« Nous sommes les mieux placés pour disputer à Le Pen les couches populaires »

nous déclare M. André Lajoinie

« Que pensez-vous du sondage SOFRES-*le Monde* ? (*le Monde* du 13 juin).

– Je n'y accorde pas une grande signification.

– Même au faible niveau d'intentions de vote que vous obtenez (4 %) ?

– Ceux qui y croient se réservent de cruelles désillusions. Il y a une possibilité de rassemblement large autour du candidat communiste. La mobilisation du parti et de ses sympathisants fera des petits.

– De quelle marge de manœuvre disposez-vous ? L'homme qui contrôle aujourd'hui la situation, c'est Georges Marchais. Quel sera votre degré de personnalisation et d'autonomie par rapport à lui ?

– Le candidat communiste n'est pas en dehors de la politique du parti. Si je l'étais, je ne serais pas efficace. Je ne suis pas un candidat comme les autres. Mais si je ne défendais pas la politique du parti, je serais un mauvais candidat. Il n'est pas question pour moi de me dissocier du programme qui va être élaboré par les communistes. Je serai leur porte-parole. Ce programme, d'ailleurs, à l'inverse de celui des autres candidats, ne sera pas rangé dans un tiroir au lendemain du scrutin. Il vaudra pour les prochaines années. Quant à Georges Marchais, il dirige bien le parti. Est-ce à dire que je n'aurai pas une marque personnelle ? Si. Car je suis un homme libre, comme je l'ai toujours été et comme le sont mes camarades.

– Quelle est, précisément, cette marque personnelle ?

– C'est mon style.

– Plus précisément, j'ai assisté récemment à un déjeuner donné par la direction, et il m'a semblé qu'à chaque question importante c'est *toujours Georges Marchais* qui apportait une réponse et non vous.

– Je vais prendre en main la campagne puisque je suis le candidat. Mais il est évident que, dans cette campagne, l'effort que je ferai sera insuffisant. La tâche essentielle sera celle de tous les communistes qui iront à la rencontre des gens.

– Vous insistez sur le fait que vous serez le candidat de tous les communistes. Incluez-vous les « rénovateurs » dans cette volonté de rassemblement ?

– La démocratie a parlé. Ma candidature a été approuvée à l'unanimité. Il y a aujourd'hui une amélioration de l'unité du parti. Et cette unité concerne non seulement ma candidature, mais aussi l'orientation politique du parti.

– Que dites-vous à ceux qui avaient envisagé la candidature d'un ancien ministre ?

– C'est une opinion. Il y a eu un débat sur cette question au comité central. J'ai été proposé pour des raisons d'expérience. L'expérience des anciens ministres n'est pas de la même nature. Dans les conditions actuelles, compte tenu du fait que nous jugeons négativement l'expérience du gouvernement socialiste, des camarades ont considéré qu'il n'était pas opportun de mettre en avant un ancien ministre.

– Le fait d'avoir participé aux gouvernements d'union de la gauche était un obstacle ?

– Non. Pas en soi. Mais ça n'apportait pas un plus.

– Il est difficile de voir clair dans vos attitudes politiques aujourd'hui, puisque, d'un côté, vous établissez une ligne de démarcation entre vous-mêmes et tous les autres, et que, d'un autre côté, vous expliquez que le Parti socialiste ce n'est pas, ou pas encore, la droite. Est-ce que la logique de ce discours n'est pas une attitude d'abstention au deuxième tour ?

– *Le mécontentement est vaste*, plus vaste qu'on ne l'admet généralement. Est-ce que le scrutin peut répondre à ce mécontentement par un changement de politique ? Tous les autres se polarisent sur une question : qui sera le prochain président ? Nous, nous ne sommes pas indifférents à la réponse. Mais lorsqu'on dit : il faut un président de gauche, je réponds : il y en a *déjà* un ! Avec un gouvernement de droite ! Et aucun problème n'est résolu ! Si l'on reconduit la cohabitation en 1988, les problèmes seront-ils résolus ? Il serait désespérant de voter en 1988 pour rééditer la situation actuelle.

– Pour vous, la réélection de François Mitterrand signifierait donc la reconduction de la situation actuelle ?

– C'est une hypothèse. Nous voulons que la situation ne soit pas la même. C'est pour cela que nous insistons sur le premier tour. Au premier tour, c'est aux gens de dire ce qu'il faut faire, la suite sera différente selon qu'il y aura un rassemblement large ou faible autour du candidat communiste. Lorsque Georges Marchais dit que, même si les électeurs socialistes et communistes se retrouvent sur une candidature commune au deuxième tour, leur vote de premier tour sera opposé, il a raison. Parce que voter socialiste, c'est encourager l'orientation actuelle d'un parti qui n'a pas une ligne de gauche. Voter communiste, c'est voter pour une voie opposée à celle des socialistes. D'où notre discours sur la démarcation.

Démarcation et ghetto

– En disant cela aujourd'hui, vous ne pourrez plus demander demain à vos électeurs de se désister pour un candidat opposé à ce que vous voulez.

– Nous déciderons pour le deuxième tour en fonction de nos propositions, de notre résultat, et, en temps voulu. Mais il est vrai qu'aujourd'hui la démarcation passe, sur toutes les grandes questions, entre nous et tous les autres.

– Tous les autres, c'est-à-dire la droite, le PS et Le Pen ?

– Bien sûr, nous combattons Le Pen sur le double plan de sa campagne raciste et de sa politique économique et sociale ultra réactionnaire.

– Le mot même de démarcation ne symbolise-t-il pas votre retour dans un ghetto ?

– Pas du tout. La frontière n'a pas toujours été celle-là, et elle n'est pas définitive. Il y aura toujours, bien sûr, une frontière entre nous et les sociaux-démocrates. Mais, aujourd'hui, cette fracture est beaucoup plus ouverte et on ne peut la faire évoluer en rapprochant le Parti communiste des options social démocrates.

– Est-ce que le Front national n'a pas pris le relais du PC dans l'exercice de ce que l'on a appelé une fonction tribunicienne ? Est-ce qu'il n'a pas récupéré une part de votre électorat populaire et protestataire ?

– Il n'assume pas cette fonction, même s'il peut feindre de le faire. Il en est incapable car il camoufle sa politique par des attitudes racistes et xénophobes. Sa politique, c'est d'aggraver la situation des couches populaires. Toutes les prises de position du Front national sont en faveur des plus riches. Il croit pouvoir tromper les gens. Notre tâche est de les détromper. D'ailleurs, il n'aurait jamais dû obtenir 10 % du corps électoral. Il doit ce succès à la conjonction de la crise, des campagnes racistes de la droite et surtout de l'immense déception qui a suivi le tournant de 1982. Nous sommes les mieux placés pour disputer à Le Pen les couches populaires. Nous allons mener cette bataille.

– Dans le discours de Georges Marchais, il y avait des références nombreuses et appuyées au phénomène Le Pen, qui montrent bien qu'il vous inquiète.

– Il ne faut pas sous-estimer Le Pen. C'est pourquoi je suis prêt à l'affronter. Lionel Jospin, lui, ne pourra pas reprocher à Le Pen l'austérité ou le *surarmement*. Il n'y a que moi qui puisse le faire.

– Nous revoilà dans les questions électorales. Imaginez que vous parveniez à détourner l'électorat populaire d'un vote Le Pen. A quoi servirait-il de le geler ?

– Geler, c'est une vue politicienne. Le rassemblement au premier tour autour du candidat communiste sera utile pour infléchir la politique qui sera suivie après le scrutin.

« Nous ne rallierons aucun programme »

– Le délai que vous fixez à votre programme au-delà du scrutin n'est-il pas en lui-même l'aveu que votre politique de fermeture ou de mise à l'écart volontaire durera quatre ou cinq ans et que, d'ici là, il n'y a pas grand chose à faire ni à espérer ?

– Ce délai veut dire simplement que nous ne nous rallierons à aucun autre programme. Cela n'exclut pas des accords ponctuels ici et là. Mais nous ne referons pas 1981. Nous ne nous rallieronSpas.

– Cela veut dire que vous ne participerez pas à un gouvernement à l'initiative d'un président de gauche ?

– S'il s'agit d'y aller pour l'austérité et la course aux armements, surement pas. Si ce n'est pas de cela qu'il s'agit, nous aviserons.

– Quel est votre objectif ? Est-ce de faire mieux que les quatre millions et demi de voix obtenus par Georges Marchais en 1981 ?

– Je ne fixe pas d'objectif. 1981, c'était un beau résultat. Je crois que des conditions réapparaissent d'un grand rassemblement autour de notre candidat.

– Vous voilà complètement ralliés à *Gorbatchev*, c'est-à-dire à un homme qui incarne une certaine ouverture et un changement de direction. Est-ce que l'efficacité, ce n'est pas le couple homme neuf-ouverture ?

– Nous n'avons pas les mêmes problèmes et le changement de personne n'est pas nécessairement une condition du changement. Nous ne sommes pas tenus d'en faire autant. Mais, naturellement, nous soutenons les réformes que Gorbatchev a lancées.

– Quand vous voyez ces jeunes Allemands de l'Est s'opposer à leur police au nom de Gorbatchev, comment réagissez-vous ?

– Je vois essentiellement dans cet événement l'aspiration à une détente, à des relations fraternelles entre les peuples et surtout entre les peuples qui relèvent d'une même nation.

– *Ces relations fraternelles* doivent-elles conduire à la réunification et, pour prix de celle-ci, à la neutralisation de l'Allemagne ?

– La réunification pose le problème des systèmes sociaux. Avec quel régime celle-ci s'opérerait-elle. Il est clair que la réunification poserait des problèmes si elle était organisée autour d'un Etat militariste. Mais, dans l'hypothèse d'un désarmement général, il peut s'établir des relations plus étroites entre les deux Etats allemands.

– La militarisation que vous dénoncez est-elle contenue dans le projet de défense européenne ?

– La défense européenne aurait, à mon sens, pour résultat de pérenniser la division de l'Allemagne et de contribuer à la course aux armements. Elle irait à l'encontre de l'aspiration des jeunes Allemands.

– Pour vous, la Communauté européenne reste-t-elle un carcan ?

– Oui. Il n'y a pas de véritable coopération, mais simplement une domination politique, militaire et économique des Etats-Unis.

– Est-ce que, au contraire, nous n'assistons pas aujourd'hui à un fléchissement américain et, parallèlement, à la prise de conscience des Européens qu'ils ne peuvent s'en sortir qu'unis ?

– Non, les Européens ne pèsent rien. Ils sont de plus en plus dominés. Votre argument est idéologique et sans valeur. Le fait national n'est pas dépassé. L'Europe a été conçue comme un vassal des Etats-Unis et les progrès de la coopération dépendent d'un désarmement général. Ce sont les jeunes Allemands qui ont raison. Et lorsque Charles Hernu dénonce le national-pacifisme, il les insulte.

– En faisant rejeter la candidature de Pierre Juquin par la conférence nationale, la direction n'a-t-elle pas fait avaliser, par avance, son auto-exclusion dans l'hypothèse où il se présenterait à l'élection présidentielle ?

– Les 1 172 délégués, en refusant à l'unanimité leurs voix à Pierre Juquin, ont voulu clarifier la situation créée par la campagne des médias *laissant* entendre que celui-ci serait candidat. Comme Pierre Juquin avait laissé planer le doute sur sa candidature, il était important de lever toute ambiguïté, bien qu'aucun membre des comités fédéraux ni aucun camarade donnant son avis n'ait mentionné son nom. Maintenant que la totalité des comités fédéraux a adopté ma candidature, en refusant celle suggérée par les médias de Pierre Juquin, la loi de la démocratie a tranché. Tous ceux *qui* voudraient s'y opposer seront voués à l'échec.

JEAN-MARIE COLOMBANI
et OLIVIER BIFFAUD.

POINT DE VUE

Penser autrement

A l'initiative de l'appel des *Cent, organisation pacifiste* proche du PCF, plusieurs dizaines de milliers de personnes (plusieurs centaines de milliers selon les organisateurs) se sont réunies, le dimanche 14 juin, à l'héliport de Paris pour manifester en faveur de la paix.

Dans la matinée, elles avaient organisé une « ronde de la paix » qui encerclait le cœur de Paris. M. Georges Séguy, porte-parole de l'appel des Cent, explique ici les raisons de cette action.

Par Georges Séguy

« QUI peut croire sérieusement que notre sécurité est menacée par une puissance étrangère, l'URSS en l'occurrence, prête à nous envahir pour nous soumettre à *sa domination* ? Peu de gens sensés !

» Cette thèse sert pourtant de fondement à la politique extérieure du gouvernement français dont les porte-parole nous expliquent à longueur de déclarations que si ladite puissance n'a pas mis, jusqu'ici, ses desseins agressifs à exécution, c'est grâce à notre force nucléaire *de dissuasion*.

» Il faudrait donc *accroître*, perfectionner notre armement nucléaire et avec lui l'ensemble de notre potentiel militaire, pous garantir, mieux encore, notre sécurité. C'est *en fait la traduction pratique du* précepte moyenâgeux : » Si tu veux la paix, prépare *la guerre* ».

» *Si cette conception d'un autre* âge se limitait au débat d'idées sur les meilleurs moyens de sauver la paix à l'ère nucléaire, l'échange ne manquerait pas d'intérêt. Le malheur c'est qu'elle débouche sur des décisions lourdes de conséquences du genre de la loi de programmation militaire qui coûte si cher à la collectivité nationale, nous fait suspecter de dériver vers le militarisme, de tourner le dos à la détente, au désarmement et aux négociations internationales qui s'imposent.

Le règlement des problèmes internationaux, de bannir à jamais la guerre et d'élever le mot paix à la signification d'un état permanent et irréversible des rapports entre les nations.

» Je sais que ce langage vaut à ceux qui le tiennent d'être taxés de « pacifistes » par les protagonistes de la course aux armements qui croient pouvoir donner à ce mot une tonalité péjorative, je ne m'en offusque pas ; pacifiste je n'étais pas au temps où ce qualificatif était *synonyme de lâcheté face* à la monstruosité du nazisme, pacifiste je suis dès lors que cette dénomination englobe tous ceux qui refusent de se résigner à l'extermination *de l'humanité. Humaniste* j'étais, humaniste je reste.

» Ai-je besoin de préciser que ces appréciations n'engagent aucune des formations politique, syndicale ou pacifiste au sein desquelles je milite, elles expriment une conviction profonde que je souhaite faire partager à tous ceux qui *croient en ma sincérité*. »

disputer



La crise entre M. Chirac et M. Léotard a scellé le rapprochement entre M. Léotard et M. Barre

Annoncées depuis le dîner qui avait réuni le 13 février dernier chez M. Michel Poniatowski, M. Raymond Barre et M. François Léotard (1), les grandes manœuvres de charme et d'approche entre barristes et léotardiens ont repris de plus belle, dans la foulée du discours de Fréjus. Durant l'hiver, chacun s'est évidemment bien gardé de se découvrir, niant la main sur le cœur toute tentation d'entente. C'était trop tôt ! Mais après le coup de chaleur de Fréjus, du week-end de la Pentecôte, le climat sous le ciel UDF s'est singulièrement réchauffé.

Participant, le dimanche 14 juin, « au Forum RMC-FR 3 », M. Philippe Mestre, qui ne parle jamais pour ne rien dire, en a dit pour le coup à la fois trop et pas assez : *« L'UDF soutiendra l'un des candidats de la majorité*, a expliqué le futur directeur de campagne de M. Barre, *dans la mesure où M. François Léotard appartient à l'UDF, je pense et j'espère qu'il soutiendra ce candidat. »* En privé, M. Mestre est beaucoup plus explicite. *« Une grande place sera faite à François Léotard au cours de la campagne »*, confiait-il récemment à un ministre libéral.

Les barristes prennent-ils leur rêve pour une réalité ? La semaine qui vient de s'écouler a permis de collectionner nombre d'indices de rapprochement. La présence remarquée des barristes du PR à Fréjus, venus soutenir M. Léotard : *« Le PR doit constituer le noyau dur de la nouvelle majorité... Le PR peut à nouveau devenir le parti du président »*, a lancé à la tribune le dimanche 7 juin M. Jean-Pierre Soisson. Le maire d'Auxerre avait testé ce message auprès de M. Barre, qui a laissé dire...

Le même dimanche après-midi, long tête-à-tête entre M. Léotard et un autre lieutenant barriste, M. Charles Millon, l'initiateur des réseaux REEL. L'amitié entre les deux hommes est sortie renforcée de cet entretien. M. Léotard a notamment obtenu l'assurance que son parti n'aura pas à souffrir de la concurrence des réseaux barristes.

Quelques longs apartés

Le mercredi 10 juin, les sénateurs républicains indépendants qui avaient spectaculairement marqué, en mars dernier, leur préférence pour une candidature Barre, reçoivent à dîner M. Léotard. Brassées de fleurs. On loue *« l'homme responsable, digne, réfléchi, compétent et porteur d'un grand espoir »*.

L'ancien ministre giscardien devenu barriste, M. Jean-Pierre Fourcade, affiche clairement la couleur : *« François, tu dois prendre maintenant la présidence de l'UDF »*, lui intime-t-il. Nouvel indice, le lendemain, jeudi 11 juin M. Léotard et son secrétaire d'Etat à la communication, barriste déclaré et ami de M. Mestre déjeûne en tête à tête. Après le décès de M. Vincent Anquer, M. de Villiers doit choisir avant le 30 juin entre un siège de député vendéen et son poste de secrétaire d'Etat. M. Léotard, qui a été sensible à la totale solidarité de de Villiers durant la semaine de crise avec Matignon, lui demande de rester place de Valois. Sous-entendu : il ne veut pas se priver de cette passerelle barriste.

Vient enfin la grande fête du Puy-du-Fou, du vendredi 12 juin. Comme il l'avait expressément souhaité, M. Léotard est placé pour le spectacle à côté de M. Barre. Les deux hommes auront quelques longs apartés. Il est pratiquement acquis qu'ils se reverront à la faveur du calme estival. Entre Fréjus et Saint-Jean-Cap-Ferrat, où M. Barre a une maison, la route n'est pas si longue...

Depuis Fréjus, M. Léotard a donc fait une croix sur sa candidature présidentielle en 1988. Mauvais sondages, menace Le Pen, déchirure avec M. Chirac : il n'avait plus vraiment le choix. De leur côté, les barristes ont perdu aussi de leur superbe. Les sondages ne rendent plus, comme se plaisait à la répéter M. Mestre, la victoire de M. Barre *« inéluctable »*. Les associations barristes ne sont plus la panacée. Le CDS paraît toujours fragile pour tenir seul la maison. Bref, apparaît aujourd'hui entre barristes et léotardiens une convergence d'intérêts bien compris. Toutefois, un obstacle subsiste de part et d'autre : les centristes accepteront-ils sans broncher ces échanges qui passent largement au-dessus de leurs têtes ? Du côté des léotardiens, MM. Madelin et Longuet savent qu'ils éprouvent quelques difficultés à se faire admettre de M. Barre. Il y a là évidemment de quoi faire réfléchir et infléchir...

DANIEL CARTON.

(1) *Le Monde* du 7 mars.

Tout va bien

(Suite de la première page.)

De surcroît, les socialistes ne manifestent pas, pour le moment, un esprit résolument offensif sur ce terrain qui ne leur apparaît sans doute pas des plus solides.

M. Fabius calcule que le premier ministre va se mettre 2 500 000 fontionnaire à dos, mais il oublie de compter combien de Français il peut rassembler, sur ce dossier, autour de lui. M. Jospin est prudent lorsqu'il remarque que *« toutes les revendications d'une corporation »* ne doivent pas être systématiquement acceptées et qu'il insiste sur la nécessité de *« discuter, négocier, chercher un compromis »*.

Voilà donc la majorité réunie, et les socialistes rejetés dans un combat « minoritaire ». Tout va bien pour M. Chirac, à condition que ses difficultés politiques s'apaisent.

Chat échaudé craint l'eau froide. La majorité se souvient de ce que lui a coûté, en 1981, la petite guerre menée par le RPR contre le président sortant, M. Valéry Giscard d'Estaing et son premier ministre, M. Raymond Barre.

Chacun, aujourd'hui, redoute la douche glacée. M. Chirac le premier qui, au lendemain de retrouvailles spectaculaires, sous les hallebardes, au Puy-du-Fou, chez M. de Villiers (PR), en compagnie de MM. Barre et Léotard, a tiré, samedi, devant des jeunes gaullistes, la leçon d'une semaine orageuse marquée par un affrontement torrideentre M. Léotard et lui-même : *« les socialistes sont et restent minoritaires. Ils ne pourraient gagner qu'en raison de nos divisions. Ne leur donnons pas cette satisfaction »*.

CROYEZ-MOI, MÊME LA MÉTÉO VA S'AMÉLIORER

PANCHO

Les socialistes attendent, en effet, que les dirigeants de la majorité recommencent à s'étriper. Ils annoncent même que cette empoignade est inéluctable. Pour l'instant, MM. Chirac, Barre, Léotard et les autres tiennent bon sur le pari de l'union, afin de démentir le plus longtemps possible, ce sinistre pronostic. On chante l'union à pleins poumons, comme s'il s'agissait de se noyer la mémoire. M. Chirac invite ses partisans à se montrer *« exemplaires »*, ce qui n'est pas commode compte tenu d'un passé qui ne l'était pas, et des rancunes récemment accumulées contre *« la bande à Léo »* et M. Barre. M. Giscard d'Estaing, la victime d'hier, n'a de cesse que d'appeler, depuis son Auvergne, à l'unité *« condition absolue du succès pour l'élection de 1988 »*. M. Philippe Mestre, barriste de première ligne, compte sur l'arithmétique pour limiter les dégâts. Diviser par deux est plus prometteur que diviser par trois. Il espère donc que M. Léotard renoncera à ses prétentions présidentielles et se ralliera à la candidature de M. Barre.

M. Balladur considère qu'il ne s'est rien passé de fâcheux dans la majorité – tout juste un *« épisode »* – et que ses composantes sont *« unies sur l'essentiel »* M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, confirme que *« le mot d'ordre est à l'union »* et M. Frank Borotra, porte-parole du RPR, qui a le goût du paradoxe, affirme que la cohésion des troupes est sortie renforcée de l'épreuve puisque les Français ont pu mesurer le prix que les chefs y attachaient.

Bref, tout va vraiment bien. Au point que M. Chirac peut recommencer, sans se soucier du reste, à parler de participation et d'ouverture, en 1992, du grand marché européen.

Tout va bien, aussi, au Parti communiste. La direction normalise avec éclat. M. André Lajoinie a été désigné candidat, à l'unanimité, par la conférence nationale. M. Pierre Juquin, chef de file des « rénovateurs » a été sifflé, hué. Il n'a pas entendu puisqu'il était déjà parti pour Marseille où plusieurs milliers de personnes – dont un fort contingent socialiste – ont défilé pour manifester leur opposition aux thèses du Front national.

Pour le Parti socialiste, tout devrait aller pour le mieux : les difficultés du gouvernement et de sa majorité lui permettent d'engranger sans difficulté, et il dispose d'un objectif de combat très clair : la lutte contre M. Le Pen que M. Jospin affrontera en combat singulier, le 22 juin, sur RTL. Mais, sous la surface, la direction du PS remue. En laissant entendre qu'il se verrait bien premier ministre, M. Jospin a installé dans la tête de ses amis et concurrents l'idée selon laquelle il ne s'attribue pas un « destin » de premier secrétaire du PS au-delà de 1988. Quelques-uns avaient déjà proposé, avant le congrès de Lille en avril dernier, à M. Pierre Bérégovoy de fomenter un « putsch » contre le premier secrétaire en place. Il avait refusé. D'autres songent aujourd'hui à une succession qu'ils pensent ouverte. Sans oublier qu'il faudra bien un jour affronter le problème Rocard...

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chevènement dénonce le « néo-barrisme » au sein du PS

« A moins d'un an de l'élection présidentielle, aucun projet cohérent et solide ne s'offre au pays », a affirmé M. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif du PS, au colloque organisé, le dimanche 14 juin, par l'association Socialisme et République qu'il anime, sur le thème *« les socialistes et l'avenir de la démocratie »*.

Tandis qu'au sein du PS on *« hésite »* sur la *« nécessité »* d'un tel projet, le député du Territoire de Belfort considère que *« le choix est entre le vague et la clarté, le ferme et le flou, la conception d'un dessein à long terme et le ronron d'un discours gestionnaire impuissant à affronter les défis de l'époque »*, estime nécessaire de *« donner, avant la fin de l'année, au Parti socialiste un discours neuf »*.

Le PS ne pourra pas *« gagner contre Raymond Barre en lui opposant un discours néo-barriste*, a ajouté M. Chevènement, *car les électeurs préfèrent toujours l'original à la copie »*. Le Parti socialiste doit *« indiquer le chemin de l'appel à l'effort et à la justice sociale, de la mobilisation du patriotisme français et de la volonté de construire une Europe indépendante, enfin de l'exaltation des valeurs de la République et du rejet du racisme »*, a-t-il précisé.

Le maire de Belfort pense, en outre, qu'il ne sert à rien de créer un *« cordon sanitaire »* autour du Front national, qui est, selon lui, *« un champignon vénéneux, un fruit pourri de la crise »*. *« L'écho que cette formation rencontre dans l'opinion est un effet d'impuissance alternée de la droite et de la gauche à redresser la France »*, a-t-il conclu.

Politique

A la Fête de la nation

M. Chirac combat la morosité et M. Toubon la sinistrose

La Fête de la nation organisée par le RPR, le samedi 13 et le dimanche 14 juin à la pelouse de Reuilly, n'a pas connu le succès attendu. Le froid et une pluie tenace ont découragé les militants de se rendre en foule au parc des attractions de la Foire du Trône. Certes, M. Chirac, venu seulement le dimanche, a attiré plusieurs milliers d'entre eux, qui lui ont réservé une ovation suivie d'une aimable bousculade donnant à cette manifestation les allures d'une fête, mais le succès n'était pas au rendez-vous.

Déjà, en décembre dernier, le dixième anniversaire de la fondation du RPR avait été assombri par la mort, la veille, de Malik Oussekine ; en mai, les assises nationales avaient été troublées par l'« affaire Noir », suivie depuis par l'« incident Léotard ». Toutes ces perturbations ajoutées à celles du climat peuvent expliquer l'absence de mobilisation des partisans de M. Chirac à la veille de l'été.

Cela n'a pas empêché le président du RPR de prononcer une brève allocution pour proclamer : « *Nous ne devons être ni moroses ni pessimistes mais regarder l'avenir avec conviction. Le pessimisme n'est qu'une réaction d'humeur, alors que l'optimisme est l'affirmation d'une volonté.* » Et citant l'exemple de l'équipe de France de rugby, qui venait de gagner en Australie la demi-finale de la Coupe du monde, il a lancé : « *Le Quinze de France aux antipodes nous a donné un bon exemple de ce que doit être la France : combative, glorieuse et victorieuse. C'est à cela que je vous appelle* ».

La veille devant une petite foule de porteurs de parapluies piétinant stoïquement dans la boue, M. Jacques Toubon avait dénoncé lui aussi « *cette période où chacun a tendance à voir les choses en noir, où les médias, les hommes politiques, les experts, sont atteints d'une étrange sinistrose, où beaucoup de Français ont tendance à se décourager et à baisser les bras* ».

Parmi les raisons « *d'être optimiste et d'espérer* » le secrétaire général du RPR a essentiellement cité les résultats de la lutte contre l'insécurité conduite par le gouvernement. Il a, en revanche, admis qu'il n'en allait « *pas encore* » de même pour le chômage et pour la Sécurité sociale.

Après avoir énuméré les termes d'un bilan d'un an d'action du gouvernement qui ont pour lui autant de « *motifs de confiance* », il en a conclu : « *Cela prouve que dans la durée nous sommes capables de redresser la France.* » M. Toubon a soigneusement évité de raviver les polémiques au sein de la majorité en affirmant sa « *volonté d'union et de solidarité avec nos partenaires* » et en ajoutant : « *Comme nous-mêmes, que chacun attende que le moment soit venu pour lancer la campagne présidentielle. Pour les ministres, la priorité est à l'action de redressement dans la solidarité. Pour les partis de la majorité, le mot d'ordre est union et soutien. Quand viendra le temps des compétitions électorales, nous nous tiendrons strictement à la loyauté que Jacques Chirac a posée comme règle et nous combattrons comme un seul homme pour que soit élu en 1988 un président issu de notre majorité et que notre adversaire socialiste ne puisse encore une fois tromper les Français.* »

Samedi, M. Chirac avait présidé deux autres réunions. Devant les membres du Club 20 regroupant d'anciens membres de l'Union des jeunes pour le progrès et en présence de M. Alain Carignon, ministre de l'environnement, le premier ministre a souligné « *le caractère actuel et novateur de l'idée gaulliste de participation, qui est l'une des cartes maîtresses de la transformation des rapports sociaux, et, au-delà, de la nécessaire évolution de notre société* ».

Il a aussi affirmé : « *Les socialistes sont et restent minoritaires. Ils ne pourraient gagner qu'en raison de nos divisions. Nous n'allons tout de même pas leur donner cette satisfaction.* »

A. P.

○ **Manifestation au Puy-du-Fou.** — Banderoles et répliques géantes de cocottes en papier pour brocarder l'administration, des manifestants de l'Ouest ont saisi l'aubaine du Puy-du-Fou pour dénoncer les remembrements agricoles « *contre nature* » opérés sans consulter les agriculteurs. Aux côtés de M. Jean-Claude Delarue, vice-président de SOS Environnement et président de l'Association des usagers de l'administration et des services publics, M[me] Madeleine Lelièvre souhaitait attirer l'attention des officiels et obtenir une audience. Elle a, en fait, été éloignée sous bonne garde. — *(Corresp.)*

Marseille contre et pour Le Pen

MARSEILLE
de notre correspondant régional.

Un mois après s'être enflammée pour M. Jean-Marie Le Pen, voilà Marseille qui s'est mise à vibrer d'une passion contraire. Aux drapeaux du Front national a succédé la bannière de Marseille-Fraternité. La Canebière a changé d'âme. L'extrême droite en avait pris possession le 4 avril pour réclamer la réforme du code de la nationalité. La gauche s'est donné pour but de la reconquérir au nom des « *valeurs démocratiques et républicaines* ».

Combien étaient-ils, le samedi 13 juin, au rendez-vous ? Quinze mille ? Vingt mille ? Davantage ? Personne, en fait, ne pensait que la manifestation connaîtrait une telle ampleur. Un défilé un peu pagaille, mais une ambiance de kermesse qui avait été créée par des mini-concerts et des spectacles avant que la foule des manifestants s'ébranle en direction du Vieux-Port. Devant, des jeunes de SOS Racisme et de groupuscules d'extrême gauche. Puis, à une centaine de mètres, sous la banderole commune de Marseille-Fraternité, la véritable tête du cortège avec sa brochette de personnalités au coude à coude.

Beaucoup de visages reconnus au passage et applaudis des balcons ou des trottoirs — occupés, aussi, par une foule compacte, — comme dans une parade. Derrière, enfin, un ballet coloré de banderoles, dont celle, remarquée, du collectif de coordination des « rénovateurs » communistes. Alors que le défilé du PC, jeudi, par comparaison un peu tristounet, s'était achevé sans prise de parole, celui de Marseille-Fraternité se concluait par une longue série de messages. Vingt-trois, au total, adressés par des personnalités s'exprimant au nom des organisations participantes ou transmis par ceux qui, comme Mme Danielle Mitterrand, avaient voulu témoigner leur solidarité aux manifestants.

« *Je comprends,* dira M. Lionel Jospin — qu'avaient accompagné MM. Jack Lang et Jean Poperen — *que vous avez voulu redresser l'image et l'honneur de Marseille. Vous avez apporté, aujourd'hui, la réponse que demandait cette ville.* » Avant le premier secrétaire du PS, M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, s'était taillé un beau succès en affirmant que « *lorsqu'il était chirurgien* » il n'avait « *jamais regardé la couleur de peau de ses patients* ».

On entendra, aussi, M. Michel Pezet, l'homme fort de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, inviter à « *une immense reconquête* » et M. Jacques Pommatau, le secrétaire de la FEN, fustiger « *les révoltantes chimères du Front national* ». Harlem Désir, pour sa part, avait laissé le temps de parole de SOS Racisme à un représentant des beurs. Militant avant tout, M. Alain Krivine, le leader de la Ligue communiste révolutionnaire, appellera ensuite à « *construire un puissant front antifasciste et antiraciste* ». M. Pierre Juquin, lui, avait préféré la manifestation de Marseille au climat hostile de la conférence nationale du PCF à Paris.

La troisième « fête tricolore » — de la fédération du Front national des Bouches-du-Rhône, rassemblait dimanche, au parc Chanot, un autre Marseille. L'extrême droite se méfiait. « *Par mesure de sécurité,* avertissait un écriteau placé à l'entrée, *des fouilles pourront être effectuées dans les coffres des voitures.* » « *Tout refus,* était-il précisé, *entraînera l'exclusion de la fête.* » En fait, la journée fut bien calme jusqu'à l'arrivée triomphale de M. Jean-Marie Le Pen.

Les quatre mille sept cents places assises du grand hall de la Foire de Marseille où le président du Front national devait s'exprimer n'étaient pas complètement occupées... « *Ce ne sont pas les manœuvres de division, de dénigrement, les calomnies, les insultes ou peut-être, demain, les attentats qui nous détourneront de notre volonté de remettre la France sur ses pieds* », devait attaquer M. Le Pen, avant de dénoncer le PS comme « *le parti de l'alliance avec l'étranger* » !... « *Alors je lance cet avertissement aux organisations étrangères,* a-t-il dit : *si vous voulez conserver le droit d'exister légalement et pacifiquement dans ce pays, vous devez vous interdire de répondre à l'appel de qui que ce soit et d'intervenir de quelque manière que ce soit dans nos affaires intérieures. S'il en était autrement, nous en tirerions les conséquences qui s'imposent* » (longs applaudissements). Ayant ainsi fermement intimé « *silence aux étrangers* », le président du Front national se déclara, ensuite, convaincu d'arriver en tête de tous les candidats de droite au premier tour de l'élection présidentielle.

GUY PORTE.

Deux élections cantonales

GUYANE : canton de Cayenne-Nord-Est (1[er] tour).

Inscr., 2 067 ; vot., 952 ; suffr. expr., 915. MM. Antoine Karam, PSG, 752 voix, ÉLU ; Pierre Famaro, RPR, cons. rég., 163.

[M. Karam gagne l'élection partielle organisée à la suite de l'invalidation du scrutin de 1985. Le Conseil d'Etat avait, en effet, confirmé la décision du tribunal administratif du 3 juin 1985 d'invalider l'élection de Cayenne-Nord-Est en raison d'« *actes de propagande irrégulière ayant entaché la sincérité des opérations électorales* ».

Dimanche, en dépit d'une faible participation électorale (53,94 % d'abstentionnistes), le candidat du Parti socialiste guyanais, qui recueille 82,18 % des suffrages, améliore de près de 23 points son résultat de 1985. Il avait alors enlevé le siège dès le premier tour, avec 59,66 % des voix.

[En 1985, M. Karam l'avait emporté avec 574 voix, contre 388 à M[me] Will, div. d., sur 962 suffrages exprimés, 1 003 votants et 1 828 électeurs inscrits.]

MAINE-ET-LOIRE : canton de Saint-Florent-le-Vieil (1[er] tour).

Inscr., 11.117 ; vot., 6 704 ; suffr. expr., 6 476. MM. Jean Terrien, RPR, m. de Montjean, 2 119 voix ; François Blouin, div. d., m. de La Pommeraye, 2 113 ; François Bordier, PS, 1 070 ; Paul-René Blachez, UDF, 955 ; M[me] Elodie Oger, PCF, 147 ; M. Albert Lépine, FN, 72. *Il y a ballottage.*

[Six candidats briguaient la succession de Georges Menan (UDF-CDS), conseiller général de Saint-Florent-le-Vieil depuis 1979, décédé. M. Terrien, qui recueille 32,72 % des suffrages, est arrivé en tête des trois candidats de la majorité en lice, qui totalisent 81,63 % des voix.

En 1985, les trois représentants de l'opposition d'alors avaient réalisé un score presque identique, avec 81,15 % des suffrages. Tandis que M[me] Oger (2,26 % des voix) retrouve son résultat de 1985, M. Bordier, qui recueille 16,52 % des suffrages, améliore de plus de 3 points son score d'il y a deux ans (13,17 %). En contrepartie, le candidat du FN (1,11 % des suffrages) perd plus de 2 points par rapport à son résultat de 1985 (3,59 %).

Au premier tour du scrutin de 1985, *les résultats étaient les suivants* : inscr., 10 950 ; vot., 8 335 ; suffr. expr., 7 947. MM. Menan, 3524 ; Bourget, RPR, 1 685 ; Blachez, 1 320 ; Bordier, 1 047 ; Lépine, 286 ; M[me] Oger, 165. Au deuxième tour, M. Menan l'avait emporté avec 4 199 voix, contre 2 536 à M. Bourget, sur 6 735 suffrages exprimés, 7 504 votants et 10 950 électeurs inscrits.]

Société

Le dépistage du SIDA

Le conseil général des Alpes-Maritimes renonce à recenser les séropositifs

Le projet de recenser dans les Alpes-Maritimes les personnes séropositives pour le virus du SIDA (*le Monde* daté 14-15 juin) a fait long feu. Après les multiples réactions que ce projet avait suscitées durant tout le week-end, M. Jacques Médecin, maire de Nice et président du conseil général des Alpes-Maritimes, a en effet annoncé le lundi 15 juin qu'il retirait les crédits affectés à ce recensement.

« Nous récupérons nos 317 000 F et nous ne ferons pas ce centre d'informations qui était réclamé par des scientifiques et des médecins a déclaré M. Médecin sur Europe 1. *Le ministère ne souhaitait pas que la chose se fasse de cette manière et il semble que la CNIL* (Commission nationale de l'informatique et des libertés) *nous refuserait de toute façon de créer cette banque de données.* » M. Médecin a fait observer que les cinq conseillers communistes avaient, eux aussi, approuvé le projet du conseil général.

Même si elle a vite tourné court, cette affaire n'en demeure pas moins significative de la volonté affichée par certains hommes politiques d'intensifier, fût-ce sous des formes contestables, la lutte contre la propagation de l'épidémie de SIDA.

Durant tout le week-end, tant M. Jacques Fauvet, président de la CNIL, que M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, avaient critiqué le projet du conseil général des Alpes-Maritimes.

M. Fauvet nous a confirmé que la CNIL n'avait pas été saisie et que la décision du conseil général aurait été *« illégale »* s'il avait décidé de la mettre en œuvre avant d'avoir obtenu un avis favorable de la CNIL. Actuellement, a précisé le président de la CNIL, une personne séropositive peut refuser que ses données personnelles fassent l'objet d'un traitement informatique. M. Malhuret avait pour sa part souligné que les mesures envisagées par le conseil général des Alpes-Maritimes posaient *« des problèmes de liberté publique »*: « *Je vois mal,* a indiqué M. Malhuret, *comment des médecins pourraient confier des résultats* [d'un test] *à un fichier. J'ai bien peur que le conseil général des Alpes-Maritimes n'ait en l'occurrence surestimé ses possibilités.* » Selon M. Malhuret, la séropositivité pour le virus HIV ne justifie pas une levée du secret médical.

Des précisions de Mme Barzach

Mme Barzach a publié dimanche 14 juin un communiqué dans lequel elle rappelle *« les orientations générales suivantes :*

» 1) La lutte contre l'infection par le virus HIV n'appartient pas aux missions qui ont été confiées aux départements par la loi de décentralisation (...) Sans doute la loi du 22 juillet 1983 a-t-elle transféré aux départements la responsabilité des dispensaires antivénériens. Mais le SIDA n'est pas une maladie vénérienne. Les dispensaires anti-vénériens peuvent cependant participer à des actions de dépistage volontaires et anonymes de l'infection par le virus HIV.

» 2) Des études épidémiologiques sont actuellement entreprises par l'Inserm et les réseaux des observatoires régionaux de la santé. Elles doivent se faire et se font dans des conditions qui respectent scrupuleusement le secret médical. En outre, elles doivent recevoir pour l'utilisation des fichiers informatisés. L'accord formel de la CNIL. Il est moins que jamais question de revenir sur ces règles élémentaires.

» 3) Une circulaire qui doit être adressée à tous les préfets est en cours de préparation. Elle précisera comment l'Etat entend définir la politique de lutte contre l'infection par le virus HIV (...). Parmi les principes qui seront rappelés figure le fait que seul le SIDA-maladie est soumis à une déclaration obligatoire, que les études épidémiologiques doivent obéir à des règles strictes et être coordonnées à l'échelon national. »

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire *le Point,* daté 15-21 juin, Mme Barzach confirme une nouvelle fois son hostilité au dépistage systématique. « *C'est,* dit-elle, *statistiquement et médicalement inefficace. Si l'on voulait contrôler utilement les 34 millions de personnes entre quinze et soixante ans, il faudrait leur faire passer un test tous les trois mois. Coût : 16 milliards de francs. Tests qui ne se révéleraient positifs que pour moins de 0,5 % de la population.* » Même chose en ce qui concerne le contrôle aux frontières. Selon Mme Barzach, il en coûterait 14,8 milliards de francs avec un résultat toujours aussi faible, et encore plus aléatoire. « *C'est grotesque* », conclut le ministre de la santé, qui, en outre, se prononce également contre le principe du test prénuptial.

F. N.

RELIGIONS

M. Jo Sitruk est élu grand rabbin de France

Le grand rabbin de Marseille, M. Jo Sitruk, a été élu, dimanche 14 juin, grand rabbin de France. Il succédera le 1er janvier 1988 à M. René-Samuel Sirat, qui achèvera à cette date son mandat de sept ans. Le candidat malheureux à cette fonction est M. Jacob Madar, vice-président du tribunal rabbinique de Paris.

Affecté par les retombées de la crise qu'il avait lui-même ouverte en septembre 1985, déplorant le laxisme des consistoires sur la question des conversions de complaisance et des mariages mixtes, le grand rabbin Sirat n'avait pas souhaité briguer un deuxième mandat. Membre du consistoire de Paris, M. Eric de Rothschild avait ignoré l'opposition du tribunal rabbinique de Paris à son mariage avec une italienne non juive, célébré en juillet 1985 en présence des autorités consistoriales et même de l'ancien grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan.

Malgré des tentatives de conciliation, ce conflit opposant les autorités rabbiniques à MM. Jean-Paul Elkann et Emile Touati, respectivement présidents du consistoire de France et de celui de Paris, a laissé des traces profondes dans la communauté juive de France.

Un sépharade de choc

A quarante-deux ans, M. Jo Sitruk est l'un des plus jeunes grands rabbins que la France a connus. Comme son prédécesseur, M. Sitruk est un juif sépharade, né d'un père avocat, le 16 octobre 1944, à Tunis. Mais il a passé toute sa jeunesse à Nice, où cet excellent élève, plus matheux que littéraire, voit ses qualités de fonceur précocement reconnues : chez les Eclaireurs israélites de France, il reçoit le totem du taureau.

Lui promet-on une belle carrière d'ingénieur ? Il veut devenir rabbin. Il entre au séminaire de la rue Vauquelin à Paris et, à vingt-six ans, en 1970, devient l'adjoint de M. Max Warsharski, grand rabbin d'une communauté bas-rhinoise de quinze mille personnes. Marié en 1965, M. Sitruk aura huit enfants.

En 1975, il est muté à Marseille, succédant à M. Israël Salzer à la tête de la deuxième communauté juive de France – soixante-dix mille personnes – après Paris. Douze ans plus tard, il y compte encore des fidèles passionnés, sensibles à son autorité morale, à ses talents d'organisateur et d'orateur. Mais il doit aussi faire face à quelques inimitiés, rares mais solides, chez ceux, qui lui reprochent son orthodoxie religieuse et son *« intransigeance »* quant à l'application de la loi juive, notamment sur les mariages.

Quoique rigoureux, lui aussi, en matière religieuse, M. Sirat a des qualités d'homme de dialogue unanimement reconnues, ce qui ne serait pas le cas de son successeur. M. Sitruk est en effet parfaitement représentatif de la jeune génération, soucieuse d'un renforcement de l'identité juive. Directeur de *Tribune juive*, M. Jacquot Grünewald le dépeint même comme *« l'un des rares rabbins en France qui réussit à peupler les synagogues »*.

A Marseille, son bilan est plutôt flatteur. Il a ouvert deux écoles juives et, en dix ans, a multiplié par sept le nombre des enfants élevés dans la tradition et les cours de Talmud-Thorah. Il est proche des familles, crée un poste d'aumônier de prison, lance une équipe d'aumôniers juifs des hôpitaux. Il est l'ami de l'archevêque comme du maire socialiste.

La rumeur de son départ pour Paris, avant même son élection, avait provoqué un désarroi dans la communauté juive de Marseille. Une campagne était même organisée sur le thème : *« Pour continuer à aller de l'avant, il n'y a qu'un truc, retenir le grand rabbin Sitruk... »*

Pour les juifs qui partagent son engagement, l'élection de Jo Sitruk sonne comme la promesse d'un réveil des communautés juives de France. Pour les libéraux, elle représente un risque réel d'immobilisme doctrinal. *« M. Sirat posait de bonnes questions,* dit l'un d'entre eux, *et leur donnait de mauvaises réponses. M. Sitruk, lui, ne pose jamais de questions... »*

HENRI TINCQ.

● **Sortie dans l'espace pour deux Soviétiques.** – Les deux cosmonautes qui occupent depuis le 8 février la station orbitale Mir ont effectué, vendredi 12 juin, leur deuxième sortie dans l'espace pour installer un panneau sur lequel seront fixées des batteries solaires. Youri Romanenko et Alexandre Laveikhine, qui, le 12 avril dernier, avaient été contraints à une première marche dans l'espace pour remédier à un incident empêchant l'amarrage à la station du module Kvant, sont restés un heures et cinquante-trois minutes hors de la station. Les deux hommes effectueront dans quelques jours une troisième sortie pour terminer cette opération.

● **Une consultation vétérinaire gratuite à Lyon.** – Lyon sera dotée le mardi 16 juin d'un dispensaire de soins gratuits pour les animaux des personnes à faibles revenus. Ce centre créé à l'initiative de la SPA « nationale » est le cinquième dispensaire de ce type installé en France. Les animaux seront soignés gratuitement, ou moyennant une faible contribution laissée à l'appréciation du propriétaire de la bête malade.

ENVIRONNEMENT

Une réunion du Conseil de l'Europe

Les paysans gardiens du paysage

LISBONNE
de notre envoyé spécial

L'espace rural, en Europe, est en danger. Au moment même où la production agricole atteint des records, on se rend compte que l'agriculture perd chaque jour du terrain. Au sens physique, d'abord, puisque les terres médiocres sont abandonnées – ce qu'on appelle la déprise agricole. Au sens humain, ensuite, puisque les agriculteurs sont de moins en moins nombreux – ce qu'on appelle la désertification des campagnes.

Or l'espace rural, lui, demeure. Mais il subit une évolution qui lui fait perdre sa « ruralité » : prolifération de résidences secondaires et de Dotissements qui transforment des villages en bourgs dortoirs ; implantation de petites usines « à la campagne » qui changent certains ruraux – notamment les femmes – en ouvriers ; explosion du tourisme qui fait déferler chaque année une multitude de citadins. Dans les pays de l'OCDE (1), on estime que les agriculteurs ne représentent plus que 10 % de l'activité en zone rurale, alors que 35 % des emplois y sont industriels et 55 % dans les services (secteur tertiaire) !

Après la Communauté européenne, obligée de repenser sa politique agricole commune, voici que le Conseil de l'Europe (2) se mobilise pour tâcher de répondre à ce qu'il appelle le « défi rural ».

Ministres et experts réunis à Lisbonne les 11 et 12 juin en sont convenus : l'Europe doit absolument reprendre la maîtrise de son sol si elle ne veut pas perdre son âme. Maîtrise du sol, en l'occurrence, signifie deux choses : d'une part, conserver la qualité des terres en luttant contre l'érosion, l'appauvrissement en matières organiques ou l'abus des engrais chimiques. D'autre part, mettre sur pied une politique foncière qui permette de maîtriser l'occupation des sols et donc d'éviter une urbanisation sauvage de l'espace rural.

A la première tâche se sont attelés les ministres réunis pour leur cinquième conférence sur l'environnement. Ils ont notamment décidé de demander au Conseil de l'Europe, surnommé pour l'occasion *« l'avocat des sols »*, de préparer une convention qui obligerait les gouvernements des vingt et un à protéger leurs terres contre la dégradation en cours. Cette convention prendrait place dans la série des accords déjà passés pour la protection de la nature, comme la convention de Ramsar (1971) sur la préservation des zones humides, ou la convention de Bonn (1979) sur les oiseaux migrateurs.

A la deuxième tâche ont participé toutes sortes d'experts et de gestionnaires du territoire, comme M. Georges Christophe, président de la Fondation rurale de Wallonie, pour qui *« le temps du prophétisme ou du romantisme paysan est révolu »*, et qui donne en exemple la Belgique où, aujourd'hui, la quasi-totalité du territoire est quadrillée par un plan d'occupation des sols. La France, beaucoup plus vaste, n'en est pas encore là, comme l'a rappelé Mme Catherine Kovacshazy, de la direction de l'espace rural et des forêts au ministère de l'agriculture, puisque seulement un quart du territoire fait l'objet de plans d'aménagement rural (regroupant plusieurs dizaines de communes) et que les POS sont en cours d'élaboration. Tous les intervenants, en tout cas, ont plaidé pour une *« politique rurale européenne »* qui se substituerait avantageusement à la trop fameuse « politique agricole commune », cette PAC qui vaut à l'Europe des surplus le cycle infernal des quotas et montants compensatoires.

Les conservateurs du paysage

Mais quelle politique rurale ? Et pour quel but ? Il ne suffit pas de définir l'occupation de l'espace rural, encore faut-il savoir ce qu'on veut en faire. Doit-on, comme l'a suggéré Sir Paul Hawkins (Royaume-Uni), maintenir coûte que coûte l'exploitation familiale pour avoir *« les meilleurs protecteurs de la nature »* ou s'engager comme les Finlandais dans un programme d'aide à la création d'entreprises dans les zones rurales reculées – 2 600 projets élaborés entre 1982 et 1986 ?

Entre ceux qui veulent conserver l'identité de *« nos ancêtres les ruraux »*, comme M. Georges Calteux (Luxembourg) et ceux qui voient leur survie dans le tourisme et le gardiennage de la nature, le fossé est large. *« Le gouvernement doit payer des cultivateurs pour entretenir le paysage rural »*, a lancé un Britannique, bientôt relayé par un Espagnol affirmant qu'*« il n'est pas plus humiliant de recevoir des aides pour entretenir le paysage que pour surproduire. »* Mais le représentant du ministère français de l'agriculture, M. Van Haecke, s'il a admis la nécessité d'une *« remise en ordre du développement rural »*, a refusé que *« les agriculteurs des zones défavorisées deviennent des conservateurs de la nature »*...

L'unanimité s'est pourtant faite à Lisbonne sur l'inévitable transformation du monde rural « d'usine à produire » en « milieu de vie », où la qualité reprenne le pas sur la quantité. Ce que, très diplomatiquement, l'ancien ministre espagnol des affaires étrangères aujourd'hui secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, a résumé ainsi : *« La fonction du milieu rural est double : alimentaire et écologique. On observe aujourd'hui l'importance croissante de la fonction écologique. »*

Reste la difficulté de définir une politique commune dans un continent où cohabitent des agriculteurs allemands, dont 60 % ont des revenus extra-agricoles, et des paysans espagnols ou portugais tout juste saisis par le vertige de la production intensive... L'Europe rurale se construit aussi laborieusement que l'Europe politique.

ROGER CANS.

(1) Organisation de coopération et de développement économiques.

(2) Les Douze de la CEE, plus neuf autres, de l'Autriche à la Turquie.



Justice

A propos de l'affaire Christian Pierret

Deux journalistes inculpés de recel de violation du secret de l'instruction

Deux journalistes, Denis Robert, de *Libération*, et Moïse Braitberg, du *Quotidien de Paris*, ont été inculpés le 2 juin de recel de violation du secret de l'instruction par M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de Paris. La justice reproche aux deux journalistes d'avoir publié, à l'appui de leurs articles sur l'affaire CIPA où M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, est inculpé, des documents qui pourraient provenir du dossier d'instruction. Denis Robert avait notamment rendu public un rapport de police mettant en cause M. Pierret, ainsi que le fac-similé d'une facture émise par une société créée par le député, que les enquêteurs estiment falsifiée.

Les poursuites ont été engagées à la demande de M. Pierret, qui avait déjà vivement apostrophé M. Gilbert Flam, magistrat instructeur, chargé du dossier CIPA, ainsi que les policiers de l'antenne d'Evry du SRPJ qui mènent l'enquête : « *Le juge chargé de l'affaire CIPA me paraît laisser se développer avec une certaine complaisance la médiatisation d'une affaire montée de toutes pièces* », avait déclaré M. Pierret avant de préconiser une réforme du fonctionnement de l'instruction. Une perquisition menée à son local électoral, dans les Vosges, avait provoqué un échange de correspondance entre le garde des sceaux et M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Dans son numéro du 15 juin, *Libération* donne un large écho à cette affaire. Sous le titre « Intimidation autour du secret de l'instruction », le quotidien publie une interview de M. Grellier, à qui Denis Robert doit son inculpation. Interrogé sur la légitimité de publier des pièces qui prouvent les affirmations du journaliste, le magistrat répond : « *Les journalistes ne le savent pas, mais il existe une loi du 2 juillet 1931 qui interdit toute publication concernant une information judiciaire déclenchée après constitution de partie civile. Donc, en principe, lorsque le juge d'instruction inculpe un journaliste, ça ne devrait pas se savoir. Si ça se sait, c'est que l'inculpé lui-même a cru devoir le dire.* » Le magistrat reconnaît que l'on baigne en pleine hypocrisie, « *mais la loi est hypocrite*, assure-t-il. *Car il est vrai que le journaliste a le devoir, bien souvent, de faire part à l'opinion publique de l'existence d'un certain nombre de choses* ».

Une procédure rarement utilisée

Malgré l'existence de la loi, l'inculpation pour recel de violation du secret de l'instruction est rarement utilisée. Tout comme M. Pierret aujourd'hui, M. Alain Griotteray, député UDF du Val-de-Marne, avait, en 1985, poursuivi plusieurs journaux dont *le Monde* qui avait rendu public son inculpation dans une affaire financière. *Le Monde* avait d'abord été inculpé pour diffamation, puis pour recel de violation du secret de l'instruction. M. Griotteray, qui devait par la suite bénéficier d'un non-lieu, avait finalement retiré sa plainte contre *le Monde*. Il a, en revanche, maintenu ses poursuites contre *le Canard enchaîné* et contre *l'Evénement du jeudi*, dont les dossiers sont en instance de jugement devant la cour d'appel.

Variation des poursuites précédentes, celles que la justice engage pour violation du secret de l'instruction sont un peu plus fréquemment utilisées. Le parquet a ainsi demandé l'ouverture d'une information pour complicité de violation du secret de l'instruction à l'occasion de la publication dans *le Monde* de procès-verbaux extraits du dossier du Carrefour du développement et relatifs à l'affaire du « vrai-faux » passeport de M. Yves Chalier.

L'instruction, confiée à M. Jacques Clavière-Schiele, n'a encore conduit à aucune inculpation, mais plusieurs journalistes ont été entendus comme témoins. Avant que n'éclate l'épisode du « vrai-faux » passeport d'Yves Chalier et que ne soit soulevée l'éventuelle responsabilité de M. Pasqua, la justice n'avait pas trouvé opportun de poursuivre les « *violations du secret de l'instruction* » mettant en cause M. Nucci.

GEORGES MARION.

La mort d'un jeune Turc dans le Loiret

Un policier a été incarcéré

Inculpé de coups et blessures volontaires, consigné à son domicile après avoir été suspendu de ses fonctions avec son collègue Jean Matout, le sous-brigadier de police François Mirales, quarante-six ans, qui avait mortellement blessé le jeune Muhammer Inik, a été incarcéré, le samedi 13 juin, à la maison d'arrêt d'Orléans, à la suite d'une décision de M. Nicolas Bonnal, juge d'instruction à Montargis (Loiret), chargé de l'affaire.

Près de huit cents personnes, à l'appel de la communauté turque et du MRAP, ont fleuri samedi après-midi le lieu, sur le parking d'un supermarché, où l'adolescent d'origine turque est mort le 8 juin. Le cortège, en tête duquel avait été placé un portrait du garçon souligné par ces trois mots « *Plus jamais ça* », s'est ensuite rendu en silence et sans incident devant la sous-préfecture de Montargis où une délégation a été reçue par M. Régis Lambert, sous-préfet.

ORLÉANS
de notre correspondant

Les autorités judiciaires ont fait diligence. Huit jours après les faits, les enquêteurs du SRPJ d'Orléans, puis l'IGPN, agissant sur commission rogatoire, ont accumulé des charges contre les deux sous-brigadiers et ont acquis des certitudes qui ont conduit un des policiers en prison.

Le lundi de la Pentecôte, Muhammer Inik et Bulent Yavus, quatorze et seize ans, pour tromper leur ennui au terme d'un long week-end, pénètrent sur le parking d'un entrepôt appartenant à la société Somorail et volent une camionnette Renault de couleur marron. Muhammer est au volant, Bulent sur le siège à droite. Au même moment, un coup de téléphone anonyme avertit la police. Un break 305 Peugeot, à bord duquel patrouillent trois policiers, se trouve bientôt dans le sillage de la camionnette.

Trois coups de feu partent : premier accroc aux dispositions contenues dans le mémento du gardien de la paix, qui précisent : « *Le seul fait pour un automobiliste de ne pas obéir aux injonctions n'autorise pas à faire usage de l'arme.* » Impressionné par les coups de feu, le jeune Bulent se réfugie à l'arrière du véhicule, où se trouvent des banquettes et du matériel de chantier qui peuvent constituer une protection.

Au carrefour Allende, la camionnette fait un tête-à-queue, s'immobilise sur l'îlot central. Selon la version donnée par les policiers, deux d'entre eux, descendus à terre, accourent de chaque côté du véhicule, mais celui-ci se remet en marche. Le sous-brigadier Matout, la main coincée dans la portière ou le rétroviseur, est déséquilibré ; il crie. Son collègue, François Mirales, le croyant en difficulté, tire un coup de feu par la porte coulissante latérale droite en direction de Muhammer.

Les enquêteurs ont, semble-t-il, la conviction – et cela a sans doute été un facteur déterminant dans l'incarcération du sous-brigadier Mirales – que deux coups de feu et non pas un seul ont été tirés par le policier alors même que le véhicule était à l'arrêt, comme plusieurs témoins l'ont affirmé, notamment une personne présente dans un café tout proche et le jeune Bulent, accroupi dans le fond de la camionnette.

Ce dernier aurait affirmé, notamment, qu'un des deux coups de feu a été tiré par la fenêtre droite. « *Je crois que je suis blessé* », lance alors Muhammer à son ami, mais il reprend son véhicule en mains et démarre de nouveau. C'est là qu'un autre de ses camarades, Sali Ildyz, qui se trouve par hasard sur la place, voit passer Muhammer et remarque son « *visage blême* ».

L'agonie de Muhammer

La camionnette continue sa course en direction de Montargis. Au bout de 500 mètres, elle oblique brusquement à droite, toujours suivie par le break des policiers, et s'engage, après avoir heurté un poteau, sur le parking d'un supermarché. Au bout du parking, la camionnette s'immobilise dans un terrain vague. Le jeune Bulent s'échappe, se glisse dans les hautes herbes. C'est là qu'il entend un nouveau coup de feu et pense aussitôt à Muhammer.

Second témoignage important : celui du responsable du supermarché. Il est 19 h 20. Celui-ci s'apprête à fermer son magasin avec ses employés, lorsqu'il voit la camionnette déboucher sur le parking : son conducteur est déjà à demi affaissé. Les policiers suivent en tirant des coups de feu sur les pneus. La camionnette traverse le parking et pique du nez dans le fossé. Les minutes passent, mais plus de coups de feu. Le commerçant voit les policiers remonter un corps qu'ils traînent sans ménagement par les pieds et par un bras menotté et qu'ils déposent sur le macadam. Le corps est agité de soubresauts. Muhammer, quatorze ans, agonise.

En plus du coup de feu entendu par le jeune Bulent – dont le témoignage a été très précis en ce qui concerne la poursuite – mais non perçu par le commerçant, les enquêteurs devront tenter d'éclaircir ce qui s'est passé au cours des minutes qui ont suivi l'immobilisation de la camionnette, un bon quart d'heure selon les témoins, avant que les sapeurs-pompiers arrivent sur les lieux.

L'autopsie du corps du Muhammer n'a révélé, semble-t-il, que deux impacts, l'un au côté droit du thorax et une trace de brûlure au bras gauche. Jusqu'ici, les enquêteurs admettent que le coup de feu mortel a été tiré au carrefour Allende. Peuvent-ils cependant écarter totalement l'hypothèse d'un coup de feu fatal une fois le véhicule immobilisé au fond du fossé ?

Deux coups de feu sur un adolescent désarmé, pas moins d'une dizaine de balles sur les pneus et les jantes de la camionnette : le commissaire Guilpain, responsable du SRPJ, se contentait de parler d'« *affolement des gardiens* », de « *fausse appréciation du risque par le tireur* », et précisait qu'« *en aucun cas les autorités policières ne chercheraient à couvrir cet accident* ».

RÉGIS GUYOTAT

A la cour d'assises de Paris

Réclusion à vie pour Régis Schleicher Claude Halfen acquitté

Il a presque fini. Depuis une heure et demie, il plaide devant la cour d'assises spéciale de Paris. Il est 11 h 30, samedi 13 juin. Me Thierry Lévy, avocat de Claude et Nicolas Halfen, conclut en faveur du premier : « *Les faits réclament son acquittement. D'autres que vous pourraient avoir peur, mais les faits sont souverains. Je vous demande de vous incliner devant eux. Je vous salue et j'attends.* »

Deux heures de délibéré. A 13 h 30, les sept magistrats professionnels qui composent la cour rendent leur verdict : Claude Halfen acquitté ; Nicolas Halfen condamné à dix ans de réclusion criminelle ; Régis Schleicher condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Me Thierry Lévy a gagné. Nicolas, vingt-trois ans, serre les mains de son frère Claude, trente et un ans.

La justice aussi a gagné, selon l'avocat. Me Thierry Lévy souligne le souci que la cour, présidée par M. Xavier Versini, a eu « *de rester à l'écart des pressions de l'opinion et des pouvoirs politiques* ». Un sentiment qui n'est pas partagé par Me Bernard Ripert, dont le client, Régis Schleicher, a été condamné à perpétuité non pas pour le meurtre de l'un des deux policiers tués avenue de Trudaine, le 31 mai 1983, mais pour complicité ainsi que pour une tentative de meurtre sur un passant.

La condamnation de Régis Schleicher, le seul des trois accusés à avoir boudé systématiquement les audiences et à avoir déjà été condamné dans le passé, n'est pas vraiment une surprise.

L'accusé, tout au long des débats et, notamment, durant la deuxième semaine, avait été identifié formellement par plusieurs témoins. Au surplus, le jour même de l'arrêt, Régis Schleicher avait tenu à déclarer à l'huissier de justice venu le sommer de comparaître qu'il revendiquait « *politiquementt et historiquement* » la fusillade de l'avenue Trudaine.

Les magistrats ont, en revanche, suivi l'argumentation développée par Me Lévy, pour lequel ni la mort du policier Caiola, ni celle du brigadier Gondry, ni les blessures du gardien Ade, ni la blessure de Mme Monique Sevin ne peuvent être reprochées aux frères Halfen. En procédant méthodiquement, Me Lévy renvoyait à l'affirmation du commissaire divisionnaire Patrick Riou, lors de la deuxième audience : « *Je dois à la vérité de dire que l'on n'établit pas la présence de Claude Halfen sur les lieux au moment même de la fusillade.* »

Le commissaire Riou, qui a déchaîné la colère de l'avocat général Gérard Guilloux au cours de son réquisitoire, avait tenu des propos semblables visant Nicolas Halfen. Ce dernier avait passé des aveux dès son arrestation, reconnaissant s'être trouvé sur les lieux pour un rendez-vous, mais à l'écart. C'est lui, le plus jeune des accusés, qui devait prendre en dernier la parole pour dire aux magistrats : « *Je tiens à dire que mon frère Claude n'était pas sur les lieux. Quant à moi, j'y étais, mais je n'étais pas armé.* »

Ce fut donc, aussi, le procès des absents. Celui de Mohand Hamami, accusé en fuite. Et celui de Gloria Argano et Franco Fiorina, détenus en Italie.

LAURENT GREILSAMER.

Selon *le Point*

Le réseau pro-iranien de Fouad Ali Saleh est à l'origine des attentats parisiens de mars et septembre 1986

Selon *le Point* du 15 juin, les enquêteurs posséderaient maintenant la « *preuve formelle* » de l'implication des membres du réseau pro-iranien de Fouad Ali Saleh dans les attentats parisiens commis en mars et en septembre 1986. « *Les résultats encore secrets*, écrit *le Point*, *des expertises établissent que l'explosif découvert l'autre semaine dans une cache de la forêt de Fontainebleau est le même que celui qui a servi à confectionner les machines infernales de la tour Eiffel et du RER.* » Ces deux bombes n'avaient, en effet, pas explosé, ce qui a permis de comparer leurs explosifs avec ceux découverts la semaine dernière par les policiers de la DST.

Cette conclusion coïncide avec la direction prise par l'enquête sur les attentats parisiens depuis le démantèlement, par la DST, du réseau pro-iranien en mars et en avril dernier. A la suite des aveux d'un des inculpés, Abdel Hamid Badaoui, plusieurs des membres de ce réseau ont été récemment inculpés par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de ce dossier, pour leur participation à des attentats commis dans la capitale en mars et en septembre 1986. Des analyses plus fines devraient tenter d'établir si les explosifs découverts en forêt de Fontainebleau ont également servi aux attentats réussis.

Pour le compte de qui ont été réellement commis ces attentats revendiqués, pour la plupart, par le Comité de soutien aux prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPA) ? Pour celui de l'Iran, affirme résolument sous le pseudonyme de « Lofti », un Tunisien dont les confidences – rémunérées, assure-t-il, après d'âpres discussions – ont permis les dernières arrestations. L'existence de cet informateur de la DST avait déjà été révélée par le *Canard enchaîné*, le 2 juin. Dans son numéro du 11 juin, l'*Evénement du jeudi* a réussi à interviewer « Lofti » longtemps installé en Iran. « *Depuis qu'il a franchi pour la dernière fois, non sans mal, les portes de son pays d'adoption, le pays de Khomeiny*, écrit l'hebdomadaire, *ce jeune Tunisien ne poursuit qu'un objectif : prouver que l'Iran est impliqué directement dans les attentats qui ont ébranlé la France.* »

« Lofti » aurait été poussé à la trahison lorsqu'il a acquis la certitude de « *l'échec de la révolution iranienne* » et qu'il a été « *terrifié par la corruption des mollahs* ». Rentré en France, il aurait pris contact, nons sans difficulés, avec la DST pour leur livrer les groupes pro-iraniens avec lesquels il était en contact.

« *Si tout est décidé en Iran*, raconte encore « Lofti », *c'est le Hezbollah libanais qui est chargé de l'application des décisions. Pour le démontrer, j'ai demandé à la DST de truffer de micros le local du douzième arrondissement, loué par mes soins* [une école coranique créée par « Lofti » avec l'aide de la DST pour les besoins de son infiltration]. *Là j'ai eu de longues conversations avec Fouad Ali Saleh, le chef du réseau à Paris. Il en est ressorti un texte d'une trentaine de pages qui ne laisse aucun doute. Dans les jours qui ont suivi, Jacques Chirac et d'autres se sont dotés de voitures blindées* ».

« Lofti » affirme encore qu'au moment de leur arrestation les terroristes pro-iraniens « *voulaient s'attaquer à une centrale nucléaire* ». « *J'aurai vraiment gagné*, conclut-il, *lorsque les pays occidentaux commenceront à organiser le blocus économique de l'Iran.* »

Une réponse de M. Aurillac à M. J.-J. Dupeyroux

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, nousa adressé la lettre suivante :

« Une stratégie de gouvernement » est la somme des travaux de la deuxième convention du Club 89, en février 1985, avec une présentation de MM. Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing.

M. Jean-Jacques Dupeyroux m'avait déjà attaqué, il y a deux ans, à propos du chapitre consacré à la politique d'immigration (*cf.* article du *Monde* du 30 octobre 1985, ma réponse dans *le Monde* du 16 novembre 1985).

Il récidive (*le Monde* daté 31 mai-1er juin) en passant cette fois-ci de la citation tronquée et de l'amalgame à l'approximation et au racisme.

Approximation sur la demande de francisation des noms à consonance étrangère qui accompagne la naturalisation. Racisme pur et simple que cette très mauvaise plaisanterie sur l'odeur des Français d'origine étrangère à moins que ce ne soit celle de leur patronyme.

Mes ancêtres de Srivotz, comitat de Batchka (1), en bons paysans du Danube qu'ils étaient, ont accueilli avec bonheur la francisation de leur nom par un officier d'état civil facétieux qui, pour faire plus périgourdin, leur donna apparence d'Auvergnats.

Que l'universitaire égaré se retrouve. C'est pour moi un plaisir et un honneur que de siéger aux côtés de MM. Pasqua et Zeller et de Mme Barzach. J'apprécie tout particulièrement le parfum de cette femme de goût.

Dernière approximation, Brassens, que j'aimais, a chanté dans *Corne d'auroch* : « *Tout le monde peut pas s'appeler Durand – oh gai !* »

(1) Défilé des Portes de fer.

[Citation tronquée ? Je cite : « La nationalité française sera accordée par naturalisation à tout étranger (y compris ceux nés en France) qui pourra satisfaire à un certain nombre d'exigences (maîtrise de la langue française, service civil ou militaire, francisation des patronymes...) ». Page 87. – J.-J. D.]

A Paris

Les frères Pierre et Jacques Chaumet écroués

Les frères Jacques et Pierre Chaumet ont été inculpés et écroués, dans l'après-midi du samedi 13 juin, pour « *banqueroute, abus de confiance et escroquerie* » par M. François Chanut, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Cette décision du juge d'instruction intervient après l'ouverture d'une information judiciaire par le parquet, samedi en fin de matinée (*le Monde* daté 14-15 juin), MM. Jacques et Pierre Chaumet, âgés respectivement de soixante et cinquante-huit ans, avaient été interpellés, jeudi 11 juin, en début d'après-midi au terme d'une audience en conseil du tribunal de commerce de Paris et aussitôt placés en garde à vue au siège de la brigade financière de la police judiciaire de Paris. Le parquet avait décidé l'ouverture de cette enquête préliminaire après le dépôt de bilan de la société, mercredi dernier.

Pendant la garde à vue, les enquêteurs ont effectué des perquisitions au siège de la joaillerie ainsi qu'aux domiciles des deux frères, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Le passif global de la joaillerie de la place Vendôme, deux fois centenaire, est estimé dans les milieux spécialisés à environ 1,8 milliard de francs, et le tribunal de commerce a décidé l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire de la société.

Le « trésor de guerre » des anciens avoués de Bordeaux

Une lettre de Me Alfred Peyrelongue

Usant du droit de réponse prévu par la loi du 29 juillet 1881, Me Alfred Peyrelongue, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Bordeaux, nous a adressé la lettre suivante.

« J'ai pris connaissance de l'article publié à la page 11 du journal *le Monde* du mercredi 20 mai 1987, sous le titre « A Bordeaux, la chancellerie ordonne un complément d'enquête sur le « trésor de guerre » des anciens avoués. »

» Les inexactitudes et les insinuations tendancieuses qu'il contient, de nature à porter atteinte à l'honorabilité et à la probité de certains confrères, obligent le bâtonnier de l'ordre, à sortir de la réserve à laquelle il s'était jusque-là tenu pour mettre publiquement les choses au point.

» Une commission composée de cinq avocats a été chargée par le conseil de l'ordre d'effectuer des investigations complémentaires à la suite du premier rapport déposé par MM. les présidents Viala-Cruege et Mathelie-Guinlet concernant la gestion financière 1984-1985 de l'ordre et de la CARPA.

» Cette commission n'a pas terminé ses travaux, de telle sorte que le conseil de l'ordre ne pourra prendre une décision concernant la communication de son rapport à l'ensemble du barreau, et les suites éventuelles à y donner, que lorsqu'il sera en possession de l'intégralité de celui-ci.

» Il résulte cependant des investigations déjà faites, relatives au compte séquestre de l'ancienne chambre des avoués :

» 1) Qu'il s'agissait bien d'un compte de tiers sur lequel étaient consignés des prix d'adjudication des immeubles vendus au tribunal avant leur répartition entre les créanciers ou ayants droit, et que ces prix ont toujours été représentés jusqu'au 1er octobre 1984, date à laquelle le solde de ce compte a été transféré à l'ordre des avocats.

» 2) Qu'à raison du caractère contractuel des cahiers des charges, le président de la chambre des avoués qui était séquestré de ces prix d'adjudication au 15 septembre 1972, époque de la réforme des professions judiciaires, a continué à assurer la gestion de ce compte en accord avec les bâtonniers successifs de l'ordre.

» Que ce compte, qui n'avait aucun caractère occulte, était tenu dans les locaux de l'ordre par une employée de l'ordre.

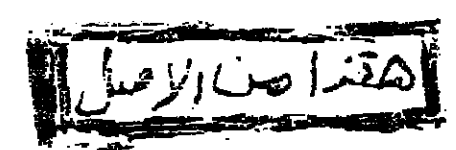
» 3) Que les intérêts produits par ce compte ont été affectés, en accord avec les responsables de l'ordre, à une caisse de secours destinée à venir en aide aux anciens avoués ou à leur veuve dans le besoin, ceux-ci n'étant pas pris en charge par la nouvelle profession d'avocat.

» 4) Que par l'intermédiaire du parquet général, la chancellerie a demandé certaines précisions qui lui seront fournies, relatives à la déconsignation des prix d'adjudication, au sort du solde du compte transféré à l'ordre, et à l'utilisation des intérêts.

» Contrairement à l'affirmation quelque peu hâtive contenue au dernier paragraphe de cet article, aucune plainte pour abus de confiance et escroquerie n'a été déposée. »

[Une plainte pour escroquerie et abus de confiance a été déposée par lettres daté des 13 et 14 mai au parquet de Bordeaux et à la chancellerie, par des héritiers d'anciens clients des avoués.

D'autre part, l'ordre des avocats ne pratique pas de discriminations dans la distribution des secours entre avocats et anciens avoués. Ainsi, depuis 1981, une sorte de retraite complémentaire est versée par l'ordre des avocats sous forme d'une allocation trimestrielle, sans distinction, aux anciens avoués ou avocats. En revanche, l'existence de la « caisse de secours » ne semble connue que d'un très petit cercle. – G. de M.]



Sports

RUGBY : Coupe du Monde

Un ticket pour Auckland

La finale de la Coupe du monde de rugby opposera, samedi 20 juin, à Auckland, la France, victorieuse samedi 13 juin de l'Australie 30-24 (*le Monde* du 14-15 juin), à la Nouvelle-Zélande qui a écrasé le Pays de Galles, dimanche 14 juin à Brisbane 49-6.

SYDNEY
de notre envoyé spécial

Si beaux pendant l'exécution des hymnes, les chœurs gallois sont ensuite restés au bord des lèvres des supporters les plus endurcis. D'ordinaire vivifiante, la ferveur de ces chants était sans effet au Ballymore Oval. Ce petit stade de sous-préfecture restera dans les mémoires galloises comme le lieu du plus sinistre naufrage. Un cimetière des éléments où le rugby gallois à bout de forces, est venu se coucher avec une émouvante résignation. Certes, le Pays de Galles n'avait plus battu la Nouvelle-Zélande depuis 1953 mais sans jamais connaître pareille humiliation.

Le troisième ligne néo-zélandais Michael Jones, dont les convictions religieuses lui interdisent de pratiquer (le rugby) le jour du Seigneur, n'a pas eu tort de s'abstenir. Ce dimanche à Brisbane était jour de débauche. Ses coéquipiers ont marqué neuf essais. C'était sans doute pêché de gourmandise. Mais la tentation était trop forte. Les All Blacks eurent en face d'eux qu'une mêlée vite disloquée. Caché derrière elle, Johnattan Davies envoyait dans le ciel de Brisabane des dégagements comme autant de fusées de détresse.

Inlassablement un vent mauvais ramenait le danger néo-zélandais dans le camp gallois. La mi-temps atteinte sur la marque de 27 à 0 était annonciatrice d'un score zimbabwéin. Le Pays de Galle produisit un jeu gai comme la conjoncture économique de la Rhondda Valley ; un rugby de crise qui promettait le plein emploi au préposé du tableau d'affichage. C'est à croire que les écoles de rugby ont fermé leurs portes en même temps que les puits de mine.

Face à un adversaire fantomatique, les All Blacks ont pu maintenir leur moyenne de 50 points par match depuis le début de la Coupe du monde. Toutefois, l'insigne faiblesse du jeu gallois n'aura pas permis de lever le voile sur l'exacte valeur de cette équipe néo-zélandaise.



Serge Blanco marque l'essai qui ouvre au XV de France la porte de la finale contre les All Blacks.

Certes on a vu l'explosive puissance de l'ailier John Kirwan, la précision du botteur Grant Fox, la mobilité du pilier Steve McDowell et la maîtrise physique et tactique du troisième ligne centre Wayde Shelford. On eut également une nouvelle démonstration de la capacité des avants à la poussée collective et aux enchaînements de près. On pressent que ces rouages, huilés contre l'Italie, l'Argentine, les Fidji et l'Ecosse ne grinceront pas au premier grain de sable.

La première mêlée

Mais la question de la semaine est désormais de savoir si les Français seront capables de perturber l'apparente sérénité des All Blacks comme ils l'ont fait samedi face aux autres favoris de la Coupe du monde, car, avant de capituler dans leur propre jardin, les Australiens présentaient de semblables garanties de solidité. Jacques Fouroux dispose de cinq jours pour examiner le problème.

Contre les Australiens, l'entraîneur français avait encore beaucoup misé sur sa tête de mêlée. « *Nous avions spécialement préparé la première mêlée,* explique Pascal Ondarts. *On s'était mis dans la tête de prendre nos repères à cette occasion. Or, sur introduction adverse, nous avons récupéré la médaille. A partir de là, nous ne nous sommes plus posé de question. Nous avions nos bases.* » L'autre pilier, Jean-Pierre Garuet, confirme : « *Sur la deuxième mêlée, ils ont tenté d'introduire rapidement, ce qui est le signe d'une équipe qui doute. Cela nous a donné un moral de fer.* » A en croire le première ligne français, cette entrée en matière avait conditionné tout le reste. C'est-à-dire ce rugby que la presse australienne a qualifié de « *féroce devant et étincelant derrière* ».

Cependant, les All Blacks ne désarmeront pas facilement. Depuis le début de la compétition, les observateurs sont saisis par l'application qu'ils mettent à écraser leurs adversaires. Jamais le moindre relâchement dans leur jeu, encore moins de facéties, même lorsque le score culmine au-delà de toute mesure. Dimanche, les 23 000 spectateurs de Ballymore Oval ont hué Grant Fox lorsqu'il tenta une pénalité alors que la marque était de 37 à 6 et que le spectacle commandait qu'on la joue à la main. L'essai de John Devereux était dû davantage à un sursaut de fierté gallois qu'à un improbable laisser-aller néo-zélandais.

Porteurs de tout l'héritage All Blacks, ces garçons sont habités par la nécessité de la victoire, ne serait-ce que pour reconquérir les faveurs de leur opinion depuis sa tournée pirate en Afrique du Sud, l'an dernier.

Victoire aux antipodes

Face à ce bloc de granit noir, le Quinze de France aura les armes du challenger que personne n'attendait. Sur la pelouse de l'Eden Park, les Français entameront la partie sans arrière-pensée car, comme le souligne Jacques Fouroux, « *notre contrat était de participer aux demi-finales* ». L'entraîneur français aurait eu du mal à faire passer le match nul contre l'Ecosse puis les victoires sur la Roumanie, le Zimbabwe et les Fidji pour une campagne triomphale.

Mais le succès français sur les joueurs d'Alan Jones apparaît d'ores et déjà comme un bâton de maréchal. « *S'il y avait une lacune à notre palmarès depuis sept ans que je suis entraîneur*, dit Jacques Fouroux, *c'est une victoire dans l'hémisphère sud. C'est aujourd'hui chose faite. De plus, nous avons gagné en jouant bien. Or c'est la finalité de notre jeu. Nous nous battons depuis longtemps pour que ce sport soit aussi un spectacle.* »

L'intensité du spectacle était telle qu'à cinq minutes de la fin Fouroux le gagneur s'était fait à l'idée d'une défaite honorable. « *Je me disais qu'après tout, le contrat moral vis-à-vis de nous-mêmes avait été respecté.* » Puis survint l'apothéose tricolore dans le jour déclinant de Sydney : une balle d'abord malaxée par les piliers, triturée par la troisième ligne puis confiée à Serge Blanco pour un essai mémorable. A son tour Alan Jones éprouvait les sentiments contradictoires du vaincu, conscient d'être allé au bout de sa volonté. « *Vainqueur*, dit-il, *j'aurais été plus heureux mais pas plus fier. Ce match restera l'illustration de ce que doit être la Coupe du monde.* »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CYCLISME : Giro

Roche : une victoire historique

En gagnant le Tour d'Italie — une première pour le cyclisme britannique — Stephen Roche a obtenu la plus belle victoire de sa carrière. Une victoire historique susceptible de lui faire oublier ses déconvenues du début de saison.

Battu dans Paris-Nice, à la suite d'une crevaison, et dans Liège-Bastogne-Liège, en raison d'une fausse manœuvre, le champion irlandais a enfin épinglé à son palmarès un grand Tour international.

Après avoir dominé ses adversaires en montagne, il a confirmé sa supériorité samedi 13 juin, au cours de la dernière étape contre la montre à Aoste-Saint-Vincent. Mais son exploit a provoqué un malaise au sein du groupe Carrera auquel il appartient, car son plus farouche adversaire ne fut autre que son équipier Roberto Visentini, vainqueur du Giro l'an passé, qui le déposséda momentanément du maillot rose avant d'abandonner.

Si Roche devient l'un des favoris du prochain Tour de France, le problème de son entourage est posé. On croit d'ailleurs savoir qu'il changera d'employeur l'an prochain.

Le Tour d'Italie a marqué un timide retour en forme du Français Jean-François Bernard, vainqueur d'une étape, de même que Jean-Claude Bagot.

JACQUES AUGENDRE.

FOOTBALL : Coupe d'Italie

Doublé napolitain

Nouvel exploit pour l'équipe de Naples, qui a remporté, samedi 13 juin, sur la pelouse du stade municipal de Bergame, la Coupe d'Italie de football, en battant l'Atlanta de Bergame (1-0), reléguée en deuxième division.

Déjà victorieux sur leur terrain au match aller (3-0) les Napolitains se sont contentés d'assurer le résultat, avant qu'à trois minutes de la fin l'avant-centre Bruno Giordano trompe le goal sur un coup franc tiré par Diego Maradona. Grande triomphatrice de la saison, l'équipe de Maradona est après Torino en 1943 et la Juventus en 1960, le troisième club transalpin qui a réussi le doublé Coupe-championnat.

ATHLÉTISME : Paris-Colmar

Toujours Quémeneur

Pour la cinquième fois, Roger Quémeneur a remporté samedi 13 juin l'épreuve Paris-Colmar à la marche. Le policier parisien a parcouru les 518 kilomètres en 64 h 59 mn., soit à une moyenne de 7,97 km/h.

Plus fatigué que lors des précédentes éditions, le marcheur de quarante-six ans dut batailler ferme pour repousser les attaques d'Adrien Pheulpin, le vainqueur de 1982, qui termine une demi-heure après lui.

« *Une douleur au dos a contrarié sérieusement mes plans au cours des derniers jours* », explique Quémeneur, qui ne pouvait plus tirer sur son bras gauche et souffrait des pieds. Après avoir affronté la pluie au cours des trois premiers jours, les coureurs ont marché sous le soleil pendant les dernières heures. « *A la fin, j'avais l'impression de ne plus avancer* » raconte le vainqueur, en regrettant son « *colossal retard sur l'horaire* ».

AUTOMOBILISME : les Vingt-Quatre Heures du Mans

L'élan brisé des Jaguar

Le Britannique Derek Bell, l'Allemand Hans Struck et l'Américain Al Holbert sur la Porsche 962 C de l'écurie officielle Rothmans ont remporté pour la deuxième année consécutive les Vingt-Quatre Heures du Mans, dimanche 14 juin, en parcourant 4 791 kilomètres (moyenne 199,661 kilomètres/heure.

La marque allemande, qui a pris les trois premières places a triomphé pour la douzième fois dans la Sarthe et établi un nouveau record avec sept succès consécutifs depuis 1981. Sur les 48 équipages au départ, 15 seulement ont terminé l'épreuve la plus longue du championnat du monde des voitures de sport prototype, dont les quatre premières manches en 1987 avaient été gagnées par Jaguar.

LE MANS
de notre envoyé spécial

« *Jaguar is magic* ». Les quelques centaines de Britanniques massés dans le virage de Mulsanne au bout des 6 kilomètres de la ligne droite des Hunaudières affichaient encore leur confiance, samedi, à la tombée du jour. Les deux premières heures de course avaient été très éprouvantes pour Porsche qui avait perdu quatre 962 C, dont une de l'écurie officielle pilotée par Jochen Mass et les deux de l'écurie privée Joest, qui avaient réussi le doublé en 1984. Le faible indice d'octane de l'essence du commerce imposé pour les Vingt-Quatre Heures du Mans aurait été à l'origine des problèmes de moteurs rencontrés par la marque allemande.

Au coucher du soleil, la dernière Porsche d'usine était précédée par les trois Jaguar de l'écurie Silk Cut, déjà victorieuse cette saison des quatre épreuves précédentes du championnat du monde des voitures de sport prototype. Dix-sept changements de leaders allaient traduire ce chassé-croisé au cours des sept premières heures. Mais c'est avec la nuit que la course basculait.

« *C'est bon de voir le soleil se lever. Pendant quelques secondes, j'ai pensé que je ne le reverrais jamais* », confiait au petit matin le Britannique Win Percy, pilote de la Jaguar n° 5. Son casque portait les traces de 400 mètres effectués par sa voiture sur le toit après l'éclatement de son pneu arrière gauche dans la courbe des Hunaudières, à plus de 300 kilomètres/heure, peu après 2 h 30 du matin. La Jaguar avait pris feu en heurtant les glissières de sécurité, mais Win Percy en était sorti miraculeusement indemne.

La neutralisation de deux heures imposée par cet accident n'avait pas marqué la fin des malheurs pour Jaguar. Juste avant 8 heures, la voiture n° 6, pilotée par le Danois John Nielsen, était contrainte à l'abandon par une rupture de joint de culasse. Presque simultanément, la n° 4 de l'Américain Eddie Cheever stoppait à son stand pour colmater une fuite d'huile à la boîte de vitesses. Une réparation de fortune. A peine repartie, elle était à nouveau immobilisée au stand pour quarante minutes. A 9 heures du matin, la course était déjà jouée. Seul un incident mécanique pouvait mettre un terme au cavalier seul de la Porsche n° 17, qui comptait alors, seize tours d'avance (plus de 200 kilomètres) sur une autre 962 C de l'écurie Primagaz compétition, de Pierre Yver et Jurgen Laessig.

L'héritage des années 50

Trente ans après son triomphe de 1957, où ses voitures avaient pris les quatre premières places des Vingt-Quatre Heures du Mans, Jaguar a donc manqué son grand retour au sommet dans l'épreuve reine du championnat du monde d'endurance. « *Les quatre courses que nous avons gagnées cette saison représentaient une distance totale de 3 360 kilomètres* », notait Tom Walkinshaw. « *Elles ont eu lieu sur une période de sept semaine avec au moins une semaine entre les épreuves pour préparer les voitures. Au Mans, les vainqueurs parcourent près de 5 000 kilomètres en un jour et une nuit, avec des arrêts au stand et des temps de réparation comptés en minutes. C'est la course la plus dure du monde* ».

Détachée du groupe nationalisé British Leyland et privatisée en avril 1980, à la suite de mauvais résultats financiers, la firme Jaguar a confié fin 1984 le soin de relancer une écurie de course à Tom Walkinshaw, un ancien pilote de formule 2 puis de grand tourisme devenu un homme d'affaires qui dirige vingt-neuf sociétés.

« *Le Mans fait partie de l'héritage Jaguar des années 50* », explique Ian Norris, le chef des relations publiques de la marque britannique. « *Ce sont nos clients qui souhaitaient nous voir renouer avec la compétition* ». Au Mans, les quelques 25 000 Britanniques qui avaient franchi la Manche en espéraient la confirmation de cette résurrection.

« *Ce qui nous a le plus manqué, c'est l'expérience des courses de vingt-quatre heures* », estime Ian Norris, depuis « *les plus petits détails domestiques jusqu'au métier des pilotes.* » Alors que Jaguar avait fait appel à des pilotes ayant fait ou faisant encore carrière en formule 1 comme Eddie Cheever, Raul Bosel ou John Watson, Porsche avait confié ses volants à des chevronnés du Mans comme Derek Bell (17 participations, 5 victoires), Al Horbert (7 participations, 3 victoires) ou Hans Struck (8 participations, 2 victoires). De plus, la 962 C conçue durant l'hiver 1981-1982 a largement compensé son handicap aérodynamique, préjudiciable en vitesse de pointe, par sa plus grande fiabilité.

Après un début de saison prometteur, l'échec du Mans ne devrait pas briser l'élan de Jaguar. Tom Walkinshaw vient de se voir confier un programme de quatre ans pour les courses IMSA aux Etats-Unis, où la firme britannique vend plus de 55 % de sa production. Mais il n'est pas question d'abandonner pour autant le championnat du monde des voitures de sport prototype. « *Même pour les Américains, les deux courses les plus prestigieuses restent Indianapolis et Le Mans*, indique Ian Norris. *Mais, à Indianapolis, on retient le nom du pilote alors qu'au Mans c'est toujours la marque qui gagne.* »

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Athlétisme

RECORD FÉMININ DU 1 500 MÈTRES

La Niçoise Florence Giolitti, âgée de vingt ans, a améliorée le record de France du 1 500 m le 13 juin à Dijon : elle a couvert la distance en 4 mn 08 s 16, contre 4 mn 08 s 60 par Marie-France Dubois en 1975.

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE

L'équipe de Grèce est devenue pour la première fois championne d'Europe en battant le 14 juin à Athènes l'URSS (103-101) après prolongation. Avec 40 points Gallis a été le meilleur réalisateur grec. En battant les Pays-Bas (94-80), la France a terminé neuvième de ce championnat.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Cannes vainqueur sur son terrain de Sochaux (2-0), après avoir perdu le match aller (0-1) retrouvera la saison prochaine la première division. Sochaux accompagne Nancy et Rennes sur le chemin de la relégation.

Golf

OPEN DE BELGIQUE

Marie-Laure de Lorenzi-Taya s'est imposée, dimanche 14 juin, lors de l'Open de Belgique à Waterloo. La joueuse basque avait déjà occupé la 3e place lors de l'Open féminin de Fourqueux, il y a un mois.

Motocyclisme

GRAND PRIX DE YOUGOSLAVIE

***500 CC :** 1. Gardner (Aust.) Honda 46 mn 30 s 64 ; 2. Mamola (E-U), Yamaha à 2 s 43 ; 3. Lawson (E-U), Yamaha à 15 s 22... ; 5. Roche (Fr.), Cagiva à 43 s 71...*

***250 CC :** 1. Lavado (Ven.), Yamaha 41 mn 24 s 76 ; 2. Reggiani (It.), Aprilia à 4 s 95 ; Roth (RFA), Honda à 5 s 90 ;... 6. D. Sarron (Fr.), Honda à 11 s 19.*

Tennis

TOURNOI DU QUEEN'S

Vainqueur de l'Australien Cash en demi-finale (7-6 ; 6-4) l'Américain Jimmy Connors, qui n'a plus gagné un tournoi depuis 1984, devait affronter lundi 15 juin en finale du Queen's (tournoi sur gazon préparatoire à Wimbledon) l'Allemand de l'Ouest Boris Becker qui a éliminé l'Américain Tim Mayotte (4-6 ; 7-6 ; 6-4).

Voile

CHAMPIONNATS DU MONDE

Florence Lebrun et Sophie Berger ont remporté dimanche à Halkidiki (Grèce), les championnats du monde féminin de 470.

GOLF : Open de France

Rivero, l'Espagnol sans éclat

L'absence de Severiano Ballesteros, victorieux depuis deux ans, n'a pas empêché un triplé espagnol. José Rivero a succédé, samedi 12 juin, à son illustre compatriote en remportant la soixante et onzième édition de l'Open de France, dotée de 2,5 millions de francs.

L'Espagnol a réalisé, le dernier jour, un score de 63 sur les 6145 mètres gorgés d'eau de Saint-Cloud. Il a ainsi égalé le record du parcours détenu par le Britannique Michael King. Rivero a terminé avec un total de 269, c'est-à-dire à 17 en dessous du par. Le chèque du vainqueur était de 416 600 francs.

Il ne voulait pas venir à la traditionnelle conférence de presse, José Rivero. C'est que pour sa quatrième année pleine sur le circuit, il ne fait toujours que marmonner quelques mots d'anglais, la langue officielle du golf. Alors il se sentait gêné. Naguère, cela avait été pareil avec Severiano Ballesteros.

Mais celui-ci avait tous les attributs du grand champion, les coups et les « coups de gueule ». Bref, une présence électrique. Alors que José Rivero, profil bas, court sur pattes, à la ténacité discrète, c'est tout le contraire.

A Saint-Cloud, il a gagné sans crier gare, Rivero. Sa remontée, samedi, était venue de loin, feutrée, avec un sprint de 5 birdies successifs à la fin, alors que l'on supputait encore les chances des ténors, Clark, Torrance et Faldo, de l'Américain Sindelar, à la bonhomie tonique ou du Sud-Africain du Sud Baiocchi.

On avait, un instant, pensé à l'Espagnol Olazapal. Une carte de 63 avait été annoncée. La salle de presse était en ébullition. Olazapal est le successeur désigné de « Sève ». L'année dernière, à vingt ans, il a terminé deuxième en Europe. Sur les talons du roi. Il a belle allure et une ambition froide.

Il a la précocité pour lui. Un jour, il « tuera le père ». Dans son sac, il a déjà le poignard. Cela vaudra les manchettes. Mais, plus tard, Olazapal est revenu en fait avec un score de 65. Et le vainqueur était bien cet obscur Rivero, qui parlait de la pluie et du beau temps. « *Il faisait beau hier et j'ai mal joué. Il a plu aujourd'hui et j'ai joué très bien. Comment expliquer cela ?* » Comment justifier, en effet, la meilleure carte de sa carrière européenne, cette fructueuse récolte de birdies (10) ?

Il a trente-deux ans, José Rivero. A douze ans, filière espagnole classique, il était caddy et il commençait à jouer. Il est devenu « *pro* » dans un club madrilène et, pendant plusieurs années, il a essayé de percer sur le circuit. Sans succès. Ses gains s'élevaient à 160 000 francs. Pour huit ans d'efforts.

En 1984, la fédération espagnole lui accorda une bourse bien modeste de 25 000 francs. Pour rembourser la fédération, il termina six fois dans les dix premiers, dont une deuxième place derrière Bernhard Langer à l'Open de France, à Saint-Cloud.

Puis il remporta la Coupe du monde. Commentaire de Tony Jacklin, le sélectionneur de la Ryder Cup : « *Il a du courage, celui-là. Quand il a remporté son titre, il a dû rentrer un putt de trois mètres sur le dernier green. Il n'a pas tremblé.* »

Grâce à son prix de samedi, Rivero montera dans les trois premiers en Europe sur la liste des gains.

« *Vous savez*, nous dit Rivero, *j'aurais été tout aussi content à la deuxième place.* »

MARC BALLADE.

Culture

MUSIQUES

Karajan et la Philharmonique de Berlin à Pleyel

Les dieux aux pieds légers

Karajan arrive et, en un instant, le monde change.

Etonnante transfiguration : il arrive en marchant péniblement, harponne les bras de ses violonistes, glissant de l'un à l'autre, un peu recroquevillé, le visage blanc comme la pierre, et hop ! une fois sur l'estrade, Karajan libère les cordes de soie de la Philharmonique de Berlin pour une musique d'une allégresse divine, le *Divertimento en ré*, K 334, d'un Mozart de vingt-deux ans qui danse comme une valse de Vienne.

En un instant le monde a *changé. Debout, légèrement* adossé à son estrade, la silhouette est si fine, presque séraphique, qu'on s'attend à la voir s'envoler, fuser vers le ciel sur le nuage de cette musique dorée où tous les instruments ne font qu'un. Autour de lui, seulement des violons et des altos, messagers des dieux aux pieds légers. *Violoncelles et contrebasses sont* derrière avec les cors, délivrant leurs oracles rêveurs au fond, à la cantonade.

Mozart prend son temps, il est là, chez ses amis Robinig de Salzbourg, pour danser ce fameux menuet « français » lent et poudré, de marionnette, et cet autre, glissé et vif comme une promenade en traîneau. Et pour accompagner peut-être les conversations avec ce thème et variations si disert où chaque figure renouvelle le charme du discours d'un brillant causeur avant que tout le monde se taise pour l'adagio qui a le calme, la beauté, la douceur d'un beau soir d'été. Temps suspendu qui efface un moment la lourdeur et l'imperfection du monde, la morsure de la maladie. Karajan se retourne péniblement, croise les jambes, s'accroche à l'estrade, regarde le public, le visage un peu brouillé, et repart en s'appuyant aux bras secourables.

Comment peut-il ensuite s'identifier encore avec les tumultes de la *Symphonie fantastique ?* Sans doute pour le plaisir et la magie de l'orchestre berliozien et de ses *Philharmoniker* aux sonorités éclaboussantes, aux phrasés diaboliques, qu'il attise d'un geste extrêmement précis et présent, donnant aux tableaux paroxistiques une souplesse féline. Peut-être le premier mouvement n'a-t-il plus autant de jeunesse, de fougue romantique, sauvage, débridée, et *Un bal*, l'émotion tremblante d'un premier amour. Mais qui a jamais donné à la *Scène des champs*, autant de profondeur et de raffinement ?

JACQUES LONCHAMPT.

Une académie d'orgue dans la Manche

Pour la deuxième année consécutive une académie d'orgue aura lieu du 3 au 9 août à l'abbaye de la Lucerne-d'Outre-Mer, dans la Manche. L'académie est dirigée par M. François-Henri Houbart, professeur au conservatoire d'Orléans et titulaire des grandes orgues de la *Madeleine à Paris*.

Une session réunit de cinq à dix stagiaires d'un niveau comparable. Pendant une demi-journée, le professeur travaille avec tous les stagiaires sur le grand orgue de l'abbaye (trente-cinq jeux, trois claviers manuels). Pendant l'autre demi-journée chacun travaille individuellement sur les instruments de la région ou sur les positifs prêtés à l'abbaye. La session s'achève sur un concert donné par l'ensemble des élèves.

Le stage d'interprétation s'adresse aux organistes amateurs d'un assez bon niveau. S'il y a suffisamment de candidats, un second stage d'initiation aura lieu au même moment.

L'abbaye de la Lucerne, en voie de restauration, est située entre Granville et Avranches à une *dizaine de kilomètres de la mer*.

★ Participation au stage : 100 F par jour soit 600 F pour la semaine. Possibilité de trouver des chambres d'hôtes dans la région. Pour tous renseignements, s'adresser à l'abbaye de la Lucerne, 50320 La Haye-Pesnel.

« L'Orestie » de Xenakis dans les ruines en Sicile

Gibellina (Djebel en arabe) est *un village situé sur une colline* de Sicile, qui fut détruit par un tremblement de terre en 1968. Il fut reconstruit 20 kilomètres en contrebas par de grands architectes, mais les paysans et, à leur tête, le maire Ludovico Carrao, voulurent que les ruines mêmes continuent à vivre comme un témoignage d'espérance en demandant à Alberto Burri d'y implanter une sculpture gigantesque de ciment blanc qui s'étend sur quelque 24 hectares. Tout près, un théâtre à l'antique de douze cents places reçoit chaque été des spectacles inspirés d'Eschyle, qui mourut à quelques kilomètres de là.

C'est dans ce théâtre que sera créée, les 21, 22 et 23 août, la version intégrale de l'*Orestie*, de Iannis Xenakis, sous forme scénique, dans une mise en scène de Iannis Kokkos, sous la direction de Michel Tabachnik, avec quelque quatre cents exécutants, en grande partie français (chorales venues d'Alsace, de Normandie et d'Anjou). Un film sur ces représentations sera réalisé par Hugo Santiago.

L'*Orestie* sera reprise, dans une mise en scène de René Loyon, au Festival Musica, le 4 octobre à Strasbourg, le 7 et le 8 à Colmar.

★ Renseignement : PARI, 15, rue du Clos-Feuquières, 75015 Paris. Tél. : 42-50-38-89 (l'après-midi) ; Musée de Gibellina. Tél. : 19/39-924-67-428.

Quatre artistes chinois dans le 13e à Paris

Quatre artistes chinois interprétant l'*Ave Maria de Gounod* ou le *Benedictus qui venit* de Bach pour un public d'Européens et d'Asiatiques, en présence du consul général de Chine populaire, le tout sous l'égide du Comité catholique contre la faim et pour le développement : ce fut, dans la soirée du jeudi 11 juin, le moment exceptionnel d'une soirée symbole dans la chapelle des Deux-Moulins, à Paris (treizième arrondissement).

Symbole, pour l'association 13e sans frontières, de la *« greffe, équilibrée, harmonieuse »*, de la communauté asiatique avec la société occidentale. Symbole, pour le CCFD, des passerelles qu'il entend créer entre la France et une Chine qui s'ouvre à la culture européenne.

L'une des artistes, la mezzo Su Xia-Ming, a été la première chanteuse populaire en Chine à inclure dans son répertoire des morceaux de variétés occidentales. En France, depuis deux ans, elle suit avec ses trois compagnons des cours d'art lyrique.

Les quatre chanteurs se produiront les 23, 26 et 28 juin à Vannes, Lorient et Saint-Pierre-Quiberon.

La semaine du mélomane

Le mélomane est un fieffé menteur : quitte à prétexter un *concert tous les soirs, que ne va-t-il*, lundi, à la Comédie des Champs-Elysées, à 20 heures, voir des films rares : *l'Assassinat du duc de Guise* (1908), musique de Saint-Saëns, *Louise*, de Charpentier, avec Georges Till et Ninon Vallin, etc, présentés par les Musiciens amoureux (tél. : 45-04-12-15) ; mardi à 20 h 30, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, écouter l'Accroche-note jouer Aperghis et John Cage (entrée libre) ou l'ensemble de l'Itinéraire, à Radio-France, qui créera des œuvres de Murail, Tessier, Levinas et Grisey ; mercredi, à 20 h 30, réentendre *Shaar*, de Xénakis, *Liring Ballade*, de Betsy Jolas et les *Cinq pièces pour orchestre, opus 16*, de Schönberg, avec le NOP dirigé par Gilbert Amy à l'auditorium 104 de Radio-France (tél. : 42-30-15-16) ; jeudi, à 20 h 30, découvrir les ressources des cordes pincées (luth, guitare romantique, oud, mandoline, setâr, kora, etc...) au cours du premier festival organisé à l'UNESCO, 125, avenue de Suffren (tél. : 40-26-32-69) ; vendredi (ou un autre jour de la semaine), suivre le Festival Darius Milhaud organisé à Ville-d'Avray, du 13 au 23 juin, sous la direction de Jean-Louis Petit (tél. : 47-09-14-32).

Au lieu de cela, il ira écouter d'un coup, samedi à 19 h 30, Pierre Amoyal, Gérard Caussé, Michel-Angel Estrella, Noël Lee, Pascal Roger, Martial Solal, Jean-Louis Haguenauer et vingt autres virtuoses au *Cirque d'hiver* lors de la Grande Nuit du piano organisée par l'UMIP-Escale musical (tél. : 43-67-84-40). Cela lui suffit pour une semaine et le laisse libre les autres soirs.

G. C.

Au Casino de Paris

Les mélodies jazzy de Basia

L'aventure de Basia Trezetze Lewska commence dans un radio-crochet en Pologne, son pays d'origine. Elevée dans la musique américaine et le jazz, elle fonde son premier groupe et tourne durant deux ans, en Pologne bien sûr, mais aussi en Union soviétique et en Allemagne de l'Est. Puis elle change de groupe et part pour les Etats-Unis, invitée par la communauté polonaise de Chicago. Elle y reste un an et demi, apprend le métier de scène dans les clubs.

Elle s'expatrie en Grande-Bretagne, rencontre, par l'intermédiaire *d'une petite annonce parue* dans l'hebdomadaire musical *Melody Maker*, le claviétiste Danny Withe. Avec celui-ci et les anciens membres de Blue rondo à la turk, Basia forme Matt Bianco. Dans ce groupe, devenu soudain à la mode en 1985, elle ne jouera finalement que le rôle modeste de choriste. Elle quittera vite Matt Bianco en compagnie de Danny. Withe avec qui elle sort un premier album *Time and Tide*.

Basia n'a pas un espace musical figé, il est large, ouvert : de la ballade limpide chantée sobrement aux jolies mélodies « jazzy » légèrement coloriées d'un ton latino-américain. Tout est coordonné en fonction d'une voix sensible et généreuse, qui swingue avec une énergie rayonnante, étire les mots avec une étonnante légèreté. Il y a chez Basia un mélange détonant de candeur et de professionnalisme, de rigueur et de spontanéité. Elle est à l'affiche du Casino de Paris ce lundi 15 juin.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Casino de Paris, 15 juin, 20 h 30. Album CBS.

CINÉMA

« Histoires fantastiques »

Hou ! Hou ! Fais-moi rire

Steven Spielberg est le maître d'œuvre de ce film à sketches, inégal mais réjouissant, où les têtes coupées mordent encore, et les momies ont des enfants.

« Certaines images de ce film peuvent heurter la sensibilité des plus jeunes spectateurs. » Cet avertissement apparaît sur la façade des cinémas projetant ces *Histoires fantastiques*, conçues et produites par Steven Spielberg, réalisées par lui, William Dear et Robert Zemeckis. On comprend mal ce qui a pu effaroucher la commission de contrôle. S'il y a un spectacle concocté à l'usage des écoliers, c'est bien celui-là. Parfaitement fabriqué par de grands gamins virtuoses, fanatiques du genre qu'ils illustrent, il n'est même fait que pour eux ou pour ceux qui ont gardé, comme on dit lorsqu'on est gentil, leur âme d'enfant.



« Papa Momie » de William Dear

Si l'on y réfléchit, c'est sans doute le dernier sketch (il y en a trois) qui a ému les censeurs. Il est dû au plus doué des protégés de Spielberg, Robert Zemeckis, auteur du délicieux *Back to the future*, et évoque les cauchemars diurnes et nocturnes de deux cancres fieffés. Ceux-ci, préadolescents plus tracassés par Cupidon que par Cicéron, vont jusqu'à assister, suffoqués et ravis, à la décollation de leur maître abhorré qui continue cependant à les poursuivre en citant Shakespeare, portant sa propre tête à la main tel un vulgaire sac-poubelle, et la tête, toute coupée qu'elle est, mordille les mollets des mauvais élèves comme un roquet hargneux (bravo les effets spéciaux !). Que les censeurs se rassurent, « les jeunes spectateurs » se régalent à la vision de cette joyeuse scène d'exorcisme. Ils en sont encore à l'âge où l'on souhaite au pion sadique, au prof obtus des châtiments *excécrables...*

Passons vite sur le premier sketch, *la Macotte* du patron, Steven Spielberg. Si l'on excepte une très jolie idée, celle de la fin, chut, il vaut mieux ne pas la révéler, le film, poisseux de sentimentalisme viril, oscille au bord de la parodie, se rattrape aux branches du réalisme, bascule dans le mélo guerrier et s'écrase dans le pathos comme la forteresse volante modèle 42, trouée à la façon d'une vieille poêle à châtaignes qui n'en finit pas de ne pas atterrir, pleine à ras bord de « kids » héroïques, luttant pour la démocratie dans une chaude et larmoyante fraternité.

Le skecht du milieu, enfin, est nettement le plus réjouissant. *Papa, Momie*, de William Dear, pastiche révérencieux et référentiel des bons vieux films d'horreur, met en scène un jeune comédien en train de tourner un bon vieux film d'horreur, justement. Contraint de rejoindre la maternité où son épouse va mettre au monde leur premier enfant, le futur père n'a pas le temps de retirer son costume. Or ce costume est celui, millénaire et terrifiant, d'une momie.

Emmailloté dans ses répugnantes bandelettes, le malheureux va évidemment terroriser la région, manquer de se faire lyncher par de magnifiques ploucs du Sud profond, emprunter un side-car, croiser la route d'une « vraie » momie et parvenir enfin à l'hôpital... à cheval. C'est rapide, drôle, sans prétention. Jeune et frais comme une momie, dépoussiérée par le rire.

DANIÈLE HEYMANN.

« Maximum overdrive », de Stephen King

Les camions fous

L'événement du week-end, au dixième Festival international du film fantastique et de science-fiction, qui se tient au Rex, a été *Maximum overdrive*, premier film *réalisé par l'auteur des romans* dont ont été tirés Shining, Carrie, Charlie et autres enfants nocifs : Stephen King.

Le premier film d'un romancier célèbre, voilà pour l'événement. Sinon, l'histoire n'est pas fulgurante. La Terre est prise dans la queue d'une comète, et tous les circuits électriques et électroniques, se dérèglent, les guichets automatiques affichent *« connard »*, les flippers électrocutent, les distributeurs de boîte de Coca *crachent leur cargaison comme* autant de projectiles meurtriers, les camions et les voitures s'y mettent, poursuivent les êtres vivants, les écrasent, c'est l'apocalypse, traitée au bord de la parodie.

Stephen King réalisateur s'amuse à singer les films catastrophe et de guerre, fait un clin d'œil au chef-d'œuvre de Spielberg, *Duel*, et se pastiche lui-*même à travers un personnage* de bon petit scout blond. Mais, bizarrement, c'est le scénario qui pèche. Une fois la situation installée, elle stagne. Il y a seulement de plus en plus de camions qui encerclent l'arrêt routier, où les uns après les autres se réfugient les héros. De temps en temps, Stephen King amorce un mystère, laisse planer un doute, et puis il retourne s'amuser avec ses camions fous.

Dans l'atmosphère survoltée des séances du Rex – *cacophonie et lancers de flèches en* papier, – on tient le coup jusqu'au bout. Les commentaires potaches hurlés à la moindre occasion compensent la fadeur des dialogues.

COLETTE GODARD.

THÉATRE

Le troisième Printemps à Paris

Ennuyeuse Marion

Philippe Auger a écrit et met en scène cette Marion, *présentée au Petit-Rond-Point. Quelle femme ennuyeuse !*

Philippe Auger aime le théâtre et il a bien raison. Son dernier travail montre qu'il a beaucoup lu, avec manifestement un goût prononcé *pour les tragédies et certainement* un détour par la poésie. Avenue Sophocle, impasse Cocteau. De ses lectures et de son intérêt manifeste pour les grandes questions de toujours à la sance d'aujourd'hui – la vie, l'amour, la mort façon cités urbaines déglinguées, loubards pieds dans la mouise et tête dans les étoiles, décalés, rejetés et autre « empêchés », comme l'on dit dans les manuels psychopo, – il a conçu sa *Marion* à l'antique, privilégiant la référence littéraire, la narration, sur l'action.

Nous sommes donc conviés, sur la rive glauque d'un fleuve imaginaire, non loin d'un cimetière à l'abandon, à assister à l'agonie d'un couple sans *amour*, celui de Marion (Betty Raffaelli) et du Fossoyeur (Claude Merlin), à leurs retrouvailles avec un fils abandonné il y a vingt ans, Georg (Eric Doye), poursuivi par un inspecteur de police (Pierre Clarard).

« Voilà une femme, des hommes, une ville, une guerre », nous dit l'un des personnages. Et alors ? a-t-on envie de lui répondre. Alors rien, ou pas grand-chose, une heure quarante-cinq d'un dialogue embarrassé, qui tient plus de l'introspection laborieuse d'un *écrivain que de* l'art dramatique. D'autant que les costumes, les lumières sont vilains, que l'on chercherait en vain le moindre élément de décor, à moins de considérer comme tel cette haie pâlichonne de projecteurs sur la scène.

Les comédiens ne sont franchement pas bons, à part peut-être Claude Merlin, presque juste. Il est paradoxal et navrant de constater que Philippe Auger a tout misé sur eux sans pour autant avoir su les diriger. Alors voilà quatre voix à la dérive sur les vagues de l'ennui, le nôtre.

OLIVIER SCHMITT.

★ *Marion*, par la Compagnie K8 Théâtre. Petit-Rond-Point. A 21 heures, jusqu'au 27 juin. Tél. : 42-96-82-00.

Deux disparitions

La comédienne Geraldine Page

L'actrice américaine Geraldine Page est morte le 13 juin à New-York d'une crise cardiaque. Elle était âgée de soixante-deux ans.

Fille de médecin, née le *22 novembre 1924 dans le Missouri*, Geraldine Page commence sa carrière en 1952 au théâtre où, en 1959, elle connaît son plus grand succès, dans la pièce de Tennessee Williams, *Doux Oiseau de jeunesse*, avec Paul Newman, qu'elle tourne également au cinéma.

Son jeu très expressif convient mieux à la scène qu'à l'écran. Mais le cinéma ne l'ignore pas. On pourra la revoir à partir du 17 juin, dans la reprise du film de Don Siegel, *les Proies*, avec Clint Eastwood. Elle est « nommée » trois fois aux oscars de la meilleure actrice, quatre fois à ceux du meilleur second rôle. Elle doit attendre 1986 pour l'obtenir enfin, dans *A trip to Bounfiful* – directement tiré d'une pièce de théâtre encore – où elle est une vieille dame en désaccord avec sa belle-fille, et qui part revoir sa maison natale.

A dix-sept ans déjà, elle joue un personnage âgé, une coquette vieillissante dans une pièce de Tennessee Williams. Elle a reçu deux emmy (les oscars de la télévision) et venait d'être « nommée » aux tonys, pour la pièce *qu'elle était en train* de jouer dans une salle de Broadway, *Blythe Spirit*, de Noel Coward. C'est parce qu'elle n'était pas venue au théâtre pour la matinée de samedi que l'on est allé chez elle. Et c'est là qu'on l'a trouvée morte.

C G.

Le dramaturge Yves Jamiaque

Auteur de nombreuses pièces pour le théâtre, la radio et la télévision, Yves Jamiaque vient de mourir à Nice, à l'âge de soixante-huit ans.

Né à Paris, le 30 janvier 1918, Yves Jamiaque, après une licence d'histoire, est appelé par l'armée et mobilisé pour la seconde guerre mondiale, durant laquelle il sera fait prisonnier. A la Libération, il entame une carrière de comédien et est remarqué pour son rôle du Scoroncocolo, dans le *Lorenzaccio*, de Musset, mis en scène par Gaston Baty en 1947.

Il réalise ses débuts de dramaturge en adaptant *la Chanson de Roland*, donnée en 1949 dans les arènes de Lutèce. Jean Tardieu, directeur du *Club d'essai de la RTF*, lui propose alors d'écrire des pièces radiophoniques qui lui vaudront la célébrité. Ainsi, son feuilleton, *l'Homme à la voiture rouge*, sera diffusé près de huit cents fois au début des années 60. Parallèlement, il écrit plusieurs pièces pour la scène : *Habeas corpus* et *Negro spiritual* (1955), *les Lingots du Havre* (1956), *les Cochons d'Inde* (1960) – créée au Théâtre du Vieux-Colombier, elle lui vaut le prix Ibsen de la critique) et six autres pièces dont *l'Azalée* (1980), son ouvrage ultime.

Yves Jamiaque, qui fut président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques de 1981 à 1983, devait être inhumé, le samedi 13 juin, au cimetière de Saint-Paul-de-Vence.

Culture

DANSE

Après vingt-sept ans en Belgique

Maurice Béjart s'installe à Lausanne

Après vingt-sept ans au Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, Maurice Béjart : ne renouvelle pas son contrat. Il doit emmener son Ballet du XXe siècle à Lausanne.

« Ce n'est pas moi qui lâche la Belgique, c'est la Belgique qui me lâche », a déclaré Maurice Béjart en confirmant, dimanche 14 juin, son intention de s'installer à Lausanne la saison prochaine avec les soixante danseurs du Ballet du XXe siècle. Sollicité par plusieurs autres villes, dont Paris, Monte-Carlo et Bari, le danseur a choisi la capitale vaudoise à l'instigation de Philippe Braunschweig, créateur et animateur du prix de Lausanne pour jeunes danseurs.

Béjart se produira au palais Beaulieu. Sa décision a créé une réelle émotion en Belgique. Son ministre de tutelle a téléphoné lui même au danseur – en ce moment à Léningrad pour y préparer les célèbres *Nuits blanches* – afin de tenter de le faire revenir sur sa décision. En vain. *« J'ai consacré vingt-sept ans de ma vie à la Belgique*, a déclaré Béjart à RTL-Télévison. *J'ai soixante ans, ce n'est pas de gaieté de cœur, ce n'est ni un caprice ni un scandale si je m'en vais. Cette décision est difficile et douloureuse. »* Maurice Béjart a ensuite donné les raisons de son départ : *« M. Mortier, le directeur de la Monnaie, s'il a eu une bonne politique pour l'opéra, a négligé le ballet. Ainsi, je n'ai dansé que deux fois depuis qu'il est là. »* Le conflit entre Gérard Mortier – directeur depuis 1981 du Théâtre royal de la Monnaie (TRM) de Bruxelles – et Maurice Béjart – dont le Ballet du XXe siècle faisait partie du TRM et en recouvrait même la quasi-totalité des activités avant l'arrivée de Mortier – était latent depuis longtemps. Il a éclaté au printemps dernier (*le Monde* du 2 mai). Béjart souhaitait et semblait avoir obtenu une plus grande transparence financière dans le gestion et l'autonomie de son ballet.

« Il était impossible à ces deux monstres sacrés de continuer à cohabiter, commentait ce week-end un membre du Théâtre royal de la Monnaie. *Pendant tout un temps, Béjart en a été le seul maître. Mortier lui a donné un lustre nouveau, notamment en en refaisant un opéra. La rupture était inévitable. »*

Gérard Mortier, pour sa part, a préféré s'abstenir de toute déclaration avant la réunion, le mercredi 17 juin, du conseil d'administration de la Monnaie. Maurice Béjart présentera le 29 juin à Bruxelles, pour les fêtes du trentième anniversaire de la signature du traité de Rome, son dernier ballet « bruxellois » à partir du *Boléro* de Ravel – sa première chorégraphie, pour le tout nouveau Ballet du XXe siècle, datant de 1960.

ALAIN FRALON.

L'instigateur de deux concours

Lausanne sera la base opérationnelle parfaite de Maurice Béjart. Depuis des années, le destin de la ville et celui du chorégraphe semblent liés. Maurice Béjart est à l'origine du Prix de Lausanne, concours d'interprétation à l'usage des jeunes danseurs classiques organisé et mis en forme par Philippe Braunschweig, un concours que le danseur a gentiment brocardé dans un ballet policier qui témoigne d'un humour au second degré. Il est aussi l'instigateur d'un autre concours, Chorégraphes nouveaux, qui doit prendre son départ à Lausanne à partir de 1988.

M. M.

Communication

Un entretien avec Jean-Marie Cavada

« C'est la structure d'Antenne 2 qui est grippée »

Deux nominations viennent combler les places laissées vacantes à Antenne 2 par plusieurs départs vers TF 1, notamment ceux de Pascale Breugnot et de Dominique Cantien. Sylvie Genevoix, fille de l'écrivain Maurice Genevoix, devient ainsi responsable de l'unité de programmes « documentaires ». Ancienne directrice de la création littéraire chez Julliard et responsable, en 1976, de l'émission d'Antenne 2 « Fenêtre sur », Mme Genevoix avait pris, en 1981, la direction du service littéraire du *Figaro Madame*, avant de rejoindre *Jours de France*. Albert Emsalem, directeur des variétés d'Europe 1 depuis 1982 et directeur artistique, conseiller pour les variétés de Canal Plus, est nommé, quant à lui, responsable des variétés d'Antenne 2.

Ces nominations interviennent après la récente modification des structures de la chaîne. Appelé par M. Claude Contamine, PDG de la chaîne, aux fonctions de directeur d'antenne en décembre 1986, Jean-Marie Cavada a, en effet, vu son poste supprimé il y a une dizaine de jours. Un secrétariat général des programmes côtoie désormais la direction de l'information. M. Cavada, nommé conseiller auprès du président, doit produire et animer des magazines et des soirées spéciales. Il donne ici son sentiment sur cette réorganisation semble laisser sceptique une grande partie du personnel de la chaîne.

« La suppression du poste pour lequel vous aviez été nommé il y a six mois traduit-elle un échec personnel ?

– S'il y a échec, il n'est pas de mon fait ! Je n'ai pas demandé la suppression de mon poste. J'ai au contraire exprimé le vœu qu'il soit renforcé et équipé. Sans doute les armateurs qui confient leur bateau à un équipage ont-ils naturellement tendance à faire peser les responsabilités sur l'un des commandant de bord, mais que peut ce dernier si les rouages sont rouillés ?

– Comment s'organise donc aujourd'hui le pouvoir à Antenne 2 ?

– Le président est revenu à une notion plus classique de l'organisation de la chaîne, c'est-à-dire à la distinction du secteur information et du secteur divertissement (ou programmes), et donc à la séparation des deux fonctions. Claude Contamine et sa direction générale s'impliquent davantage dans les programmes.

– Cela ressemble à une recentralisation ou à une concentration du pouvoir décisionnel.

– Il ne faudrait pas que la nouvelle organisation aboutisse à faire l'antenne de la gestion plutôt que la gestion de l'antenne. Car ce sont en fait deux conceptions très différentes : la production de spectacles administrés ou bien l'organisation d'une entreprise de spectacles. Les sociétés de communication sont de plus en plus nombreuses à distinguer les fonctions du directeur de l'entreprise de celles du responsable des produits, interlocuteur privilégié des saltimbanques et des journalistes. Je suis persuadé, moi, que le rôle de directeur de l'antenne est nécessaire et qu'Antenne 2, sous la pression du marché et de la compétition, devra un jour y revenir. Regardez TF 1, Canal Plus, RTL, Europe 1. A la tête de chacune, un homme chapeaute et coordonne informations et programmes ; un homme qui n'est pas le numéro un ni même parfois le numéro deux de l'entreprise, mais dont c'est le métier de concevoir l'antenne et de permettre sa mobilité. Savez-vous ce que disait récemment Michaël Checkland, le nouveau patron de la BBC ? *« Il faut devenir une entreprise moderne, il faut déléguer les pouvoirs de décision, décentraliser les responsabilités, moins perdre de temps en paperasseries et s'ouvrir davantage vers l'extérieur... »* On ne saurait mieux dire. Et qu'on ne croit pas que cela aboutirait à confier le pouvoir à une assemblée de dépensiers. Les gens de programme et leurs unités de fabrication savent aussi compter !

– On ne vous faisait pas confiance ?

– Ce n'est pas tant une question de confiance que de souplesse et de rapidité de décision. La restructuration rapide que je souhaitais en janvier n'a jamais fait l'objet d'une décision des dirigeants. Des directions ou des unités de programmes manquent encore de responsables. Une demi-douzaine de postes dont je demandais la création (notamment dans les secteurs marketing, ou encore études et sondages) n'ont pu voir le jour, et je n'ai même pas obtenu le contrat que j'attendais pour Dominique Cantien, que je souhaitais pourtant nommer responsable des variétés dès le mois de février.

– Votre proposition a été refusée ?

– Ni accordée ni refusée. Ensablée. Avec la nomination de Robert Emsalem, mon départ a au moins l'avantage de montrer que les décisions ne peuvent plus traîner. Le potentiel d'Antenne 2 en matière de compétences et de talents est trop important pour devoir être gâché par des pesanteurs administratives et un assoupissement général. Car Jullian a raison. C'est la structure qui est grippée. Il est temps de régénérer la maison et de lui redonner du souffle. On ne se rend pas compte à quel point une partie du personnel est disponible pour partir à la bataille !

– Vous aviez six mois pour mener cette bataille !

– Mais il s'est fait des choses en six mois ! Certaines ne seront visibles que dans quelques temps, notamment les trois cents heures de fiction et de documentaires actuellement en chantier. D'autres sont déjà perceptibles à l'antenne. Voyez l'information. La tranche du matin, réorganisée, remusclée, a fait un bond et nous donne une belle antériorité sur nos concurrents. Le 13 heures, modernisé et présenté par Patricia Charnelet et William Leymergie, fait aujourd'hui jeu égal avec celui de la Une. La matinée est déjà ouverte en permanence et des flashes vont être mis en route, qui fidéliseront l'auditoire.

– Ne ressentez-vous pas pourtant l'inquiétude de la rédaction ?

– Si une inquiétude demeure, elle n'a plus rien à voir avec le contexte nerveux de cet hiver ! Cette rédaction a un potentiel d'activité qui m'a toujours frappé ; elle sait même se montrer excellente en cas d'actualité brûlante. Mais elle réclame beaucoup d'affection et de considération pour pouvoir être mobilisée. J'ai en tout cas l'intention de travailler largement avec elle pour construire mon magazine.

» Savez-vous cependant ce dont je suis le plus fier ? C'est d'avoir réussi à persuader Drucker et Pivot de rester sur Antenne 2. Je me suis engagé de façon très personnelle dans nos discussions, et je les remercie de m'avoir fait ce cadeau. Avec le doublement des « Dossiers de l'écran » et des émissions des « Enfants du rock », la création du « Télé-club », le maintien de Martin, de Chancel, de Tchernia et de Ruggiéri, cela fait un bilan plutôt positif, non ?

– Ce sont davantage des mesures conservatoires que des actes d'imagination...

– Mais qu'auriez-vous dit si ces vedettes avaient quitté la chaîne ? Bien d'autres sociétés seraient heureuses de les accueillir, et leur départ serait catastrophique. Et puis qui a fait préparer la journée Jean-Michel Jarre, les soirées cancer et SIDA, les hommages à Le Luron et à Coluche, diffusés prochainement, les six shows « Nostalgie » confiés à Guy Job cet été ? Qui a fait venir Jean Roucas, les Carpentier pour des soirées spéciales, Roger Zabel pour le matin ? Qui a discuté avec Gérard Holz l'idée du magazine du samedi après-midi, qu'il a finalement accepté ? Aujourd'hui, si je suis heureux de retrouver l'antenne, c'est parce que, vu la lenteur de transformation des structures d'A 2, c'est encore par mon magazine que je pourrai le plus rapidement y apporter du moderne et du neuf. Ce que je n'ai pu impulser dans les structures, je le donnerai à l'antenne. J'ai rejoint A2 pour la première fois en 1972. Le paysage, depuis, a profondément évolué. Mais, comme à cette époque, c'est encore à l'antenne qu'on peut le mieux montrer ce qu'on peut faire de neuf dans une société de télévision qu'on aime. »

Propos recueillis par
ANNICK COJEAN.

Selon M. Balladur

La vente au public de TF 1 devrait débuter le 29 juin

La seconde phase de la privatisation de TF 1 devrait avoir lieu au début de l'été. C'est le souhait que M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a formulé, dimanche 14 juin, au cours de l'émission « Sept sur sept » de TF 1, en déclarant : *« J'espère que l'offre publique de vente de la chaîne pourra être lancée à compter du 29 juin. Nous y travaillons en commun avec M. Léotard, ministre de la culture et de la communication »*. La moitié du capital de la chaîne qui demeure encore entre les mains de l'Etat – l'autre moitié étant détenu par le groupe de repreneurs conduit par M. Francis Bouygues – devrait ainsi être offerte pour 40 % au public, les 10 % restants étant réservés au personnel.

Interrogé sur le mécontentement de l'équipe Bouygues à propos de la suppression de la publicité pour les boissons alcoolisées de moins de 9 degrés, dont les recettes étaient prévues dans le budget initial des repreneurs, M. Balladur a répondu : *« Il faut remettre les choses à leur place : cela ne représente que 2 % des recettes de publicité de l'ensemble des chaînes, alors que ces ressources vont augmenter de 20 à 25 % dans les trois prochaines années. C'est une perte, mais ce n'est pas un élément qui les met en péril. »*

Au sujet des compensations que les nouveaux opérateurs de TF 1 auraient tenté d'obtenir auprès de la Rue de Rivoli, M. Patrick Le Lay, vice-président de la chaîne, nous avait dit : *« Nous n'avons pas une stratégie d'assistés. Nous demandons simplement à pouvoir nous exprimer dans un jeu économique normal. »*

La privatisation définitive de TF 1 suscite, toutefois, des oppositions. Ainsi, l'association « La télé est à nous » a décidé de lancer une campagne de dissuasion par la distribution de tracts sous forme de fac-similés d'une action nominative de TF 1 où figure le slogan : *« Une mauvaise action, n'achetez pas. »*

A. Rd.

Télévision par câble

Le ministère des P et T justifie les retards

M. Gérard Longuet avait fort à faire. Venu le jeudi 11 juin à Metz conclure les travaux de Médiaville 87, le ministre des P et T devait tout à la fois apaiser la colère des élus locaux et mettre un terme à la *« morosité »* des opérateurs privés de la télévision par câble. Les uns et les autres s'inquiètent du retard important pris dans le rythme du câblage (*le Monde* du 12 juin).

M. Longuet s'est d'abord voulu rassurant. Le tournant libéral souhaité l'an dernier par le ministre s'est accompagné du *« respect des engagements »* préalablement souscrits. Sur les cinquante-deux villes ayant passé des accords avec la DGT avant cette nouvelle donne, trente-deux ont signé depuis une convention définitive avec les P et T. Les autres le feront d'ici à la fin juillet, hors quelques cas particuliers. Cinq réseaux câblés sont déjà ouverts, a rappelé le ministre, *« sept à huit autres le seront à la fin de l'année »*. Enfin, 330 000 prises seront livrées en décembre 1987 et 900 000 douze mois plus tard.

Mais M. Longuet a reconnu que les délais de réalisation étaient *« supérieurs à ceux qui avaient été prévus au départ »*. Il a justifié ces contre temps par la *« saturation »* des capacités financières de la DGT. Celle-ci, plus endettée que ses concurrentes étrangères et sévèrement *« ponctionnée »* par le budget de l'Etat, doit investir pour les seuls sites sur lesquels elle s'est déjà engagée 4 milliards de francs en 1987, 1988 et 1989, contre 2,2 milliards l'an dernier. *« Dans un domaine où les recettes ne couvriront qu'environ la moitié des dépenses, il n'est pas possible de dépenser plus »*, a-t-il souligné. Une façon très directe de renvoyer les municipalités aujourd'hui candidates au câble vers la concurrence privée... qu'il a tenu à assurer de la permanence du libéralisme actuel. *« La DGT ne pourra plus jamais financer un plan de câblage sur des bases non économiques »*, a-t-il affirmé.

M. Gérard Longuet a également mis en avant la capacité de production limitée des industriels, *« dont la plupart ne peuvent aujourd'hui accélérer la livraison des commandes que nous avons passées »*. Une affirmation vivement contestée par certains d'entre eux, présents à Metz et qui se font fort de répondre sur-le-champ à des commandes plus importantes. Les responsables d'Alcatel-CIT se sont même vus contraints de différer des investissements planifiés faute d'un plan de charge suffisant.

La polémique entre la DGT et les élus locaux pourrait donc rebondir. Ce ne sont pas, en effet, les *« solutions nouvelles »* envisagées par le ministre – utilisation d'antennes communautaires, réseaux câblés s'arrêtant « en pied d'immeuble » – qui pouvaient donner satisfaction aux partisans du câble. M. Longuet a justifié les retards ; il ne s'est pas engagé à les résorber.

P.-A. G.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

FINIE LA COMEDIE (47-45-64-69), 21 h.

INVENTAIRE. Centre Pompidou (42-77-12-33), 20 h 30.

MACBETH, Théâtre de la Phalène (48-06-71-74), 20 h.

QUATRE LITRES BLUES, Cartoucherie (43-28-36-36), 21 h.

LES RETROUVAILLES, Château-Rouge (42-52-44-94), 21 h.

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), relâche jusqu'au 19 juin.

CHAILLOT (47-27-81-15), relâche annuelle.

BEAUBOURG (42-77-12-33). **Débats-Rencontres** ; 18 h, actualité de l'édition : 18 h 30, Jen Le Gac et Yves-Michel Bernard ; 20 h 30, revue de presse de l'exposition : l'époque, la mode, la morale, la passion. **Cinéma-vidéo : cycle du cinéma brésilien**, se reporter à la rubrique cinémas-cinémathèque : **Vidéo-information** : à 16 h, Louis Knie et ses tigres, de J.-L. Koenig, F. Gentet : à 19 h, la Rue d'à-côté, de J.-J. Peché ; **Vidéo-Musiques** : 16 h, Idomeneo, de Mozart ; 19 h, le Baiser de Tosca, de D. Schmid.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 18 h 30 : Ernest Blanc ; Maryse Castets ; Anne-Marie Fontaine (Bizet, Mozart ; Massenet).

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), 20 h : Tango chéri.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). **Afrique-s à Paris. Festival de musiques, danses, rituels** ; 20 h 30 : Rwanda (le groupe Amasimbi M'Amakombé).

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les autres salles

ATALANTE (46-06-11-90), 20 h 30 : Ce qui est resté d'un Rembrandt déchiré en petits carrés bien réguliers, et foutus aux chiottes.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Une grande famille.

ESSAION (42-78-46-42), 19 h : le Chemin d'Anna Bargeton.

FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Au secours, tout va bien.

GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : C'est ce soir ou jamais.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-13-02-42), 20 h 30 : Transit chevalier.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Sports et divertissements.

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), 21 h : M. Jolivet.

MONNAIE DE PARIS, 20 h 30 : la Mégère apprivoisée.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), 19 h : Hérodule ; 21 h : Ulrich Elger.

STUDIO DES URSULINES (43-26-19-09), 20 h 45 : Taxi.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : l'Ecume des jours.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres.

TH. DU MARAIS (46-66-02-74), 20 h 30 : Nuits câlines.

TH. DE LA VILLA (40-26-56-41), 20 h 30 : E. Bathory.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré ; 22 h 15 : Fou comme Fourcade.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) (D), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou : 23 h 30 : Mais que fait la police ? — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II. 20 h 15 : Nos amis les flics ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 30 : Nous, on sème.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.

La danse

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 30 : Karunajaran.

CITE INTERNATIONALE (45-89-38-69), 20 h 30 : Free Dance Song.

PALAIS DES GLACES (46-06-49-93) 19 h : Oripando Flamenco.

Jazz, pop, rock, folk

BERCY. Palais omnisports (43-41-72-04), 20 h 30 : J. Caroff.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : J. Caroff.

DUNOIS (48-87-89-64), 20 h 30 : Rock ; à 0 h : Sido et Tamba Kumba.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 23 h : Rido Bayonne.

FOLIES PIGALLE, 21 h : A. Altai.

MONTANA (45-48-93-08), 22 h 30 : Trio Urtreger.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59), 21 h : Kangourou Swing Orchestra.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 15 : Trio von Lanthen.

SUNSET, 23 h : S. Lacy Quartet.

Les festivals

W. ALLEN (v.o), St-Lambert, 15e (45-32-91-68), 21 h : Tombe les filles et tais-toi.

L. BUNUEL (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 14 h : Nazarin.

CINÉMA CHINOIS, (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 20 h : le Filet invisible.

L. JOUVET, Reflet-Médicis, 5e (43-54-42-34), en alternance : Topaze, Hôtel du Nord, Entrée des artistes, Knock, la Kermesse héroïque, Quai des Orfèvres, Un revenant.

TARKOVSKY (v.o.), Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33), 15 h 40 : Stalker.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG
(42-78-35-57)

15 h, la Rue, de K. Grüne ; 17 h 15, Tartes à la crème, de M. Sennett ; Cinéma sud-africain : 19 h, Getting of the altitude, de J. Hookham ; Allan Boesak, choosing for justice, de H. Cassirer et N. Gordimer.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Salle Garance (42-78-37-29)
Le cinéma brésilien.

14 h 30, Bla bla bla, d'A. Tonacci ; Bang bang, d'A. Tonacci ; 17 h 30, Oz fuzis, de R. Guerra ; 20 h 30, Santuario, de L. Barreto ; O assalto ao trem pagador, de R. Farias.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (43-33-10-82).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) : h. sp.

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr.) (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

ARIA (Brit., v.o.) : Normandie, 8e (45-63-16-16).

ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

ATOMIC COLLÈGE (*) (v.f.) : Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

ATTENTION BANDITS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétans 19e (42-06-79-79) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.o.) : Templiers, 4e (42-72-94-56).

AUX PORTES DE L'AU-DELA (*) (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

BACKLASH (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BEYOND THERAPY (Brit, v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bastille, 11e (43-42-10-80) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES BISOUNOURS N° 2 (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Lundi 15 juin

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56) ; Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v.it.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CŒURS CROISÉS (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

CRIMES DU CŒUR (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59).

LE DESTIN DE MADAME YUKI (Jap. v.o.), 14 juillet. Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-79-08). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. s.p.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE FLIC ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

GOLDEN CHILD (A., v.f.) : Rex, 2e (43-36-83-93).

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

HOTEL DE FRANCE (Fr.), Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LAPUTA (All., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LES LETTRES D'UN HOMME MORT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MACBETH (Fr., v. it.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

MANNEQUIN (A., v.o) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) mat. ; UGC Montparnasse 6e (45-74-94-94).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Élysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-87-30).

MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong., v.o.) : Triomphe 8e (45-62-45-76).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v. angl.) : Cluny-Palace, 5e (43-25-19-90) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

PEE-WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont-Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

LA PETITE BOUTIQUE DES HORREURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Champs-Elysées, 6e (45-62-20-40)) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50)) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nations, 12e (43-43-04-67)) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Clichy-Pathé, 18e (45-22-46-01.

PIERRE ET DJEMILA (Fr.) Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PLATOON (A., v.o) (*) : Forum-Orient, 1er (42-33-42-26) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.o. et v.f. : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03).

QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ? (Esp., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO DAYS (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; (v.f.) St-Lazare Pasquier, 9e (43-87-35-43) ; Nations, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

REBEL (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention St-Charles, (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE (Fr.) Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SABINE KLEIST, 7 ANS (All., RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STAND BY ME (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) Utopia, 5e (43-26-84-65).

SWEET COUNTRY (Grec, v.o.) : Mercury, 8e (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

THE AMERICAN WAY (A., v.o.) : Forum-Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

THÉRÈSE (Fr.) : UGC-Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TRÉSOR DE SAN LUCAS (A., v.o.) Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

TRUE STORIE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Suis.) : Ciné-Beaubourg, 1er (42-71-52-36) ; St-André-des-Arts, 6e (43-36-48-18) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

UN HOMME AMOUREUX (Fr., v.angl.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandy, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CHAMBRE DE MARIAGE. Film turc de Bilge Olgac, v.o. : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS. Film américain de Jonathan Demme, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRES FANTASTIQUES. Film collectif américain de Bob Zemeckis, Steven Spielberg..., v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA RUE (*). Film américain de Jerry Schatzberg, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-72-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 2e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96).

XVIe Festival international du film fantastique et de science-fiction, v.o./v.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93).

PARIS EN VISITES

LUNDI 15 JUIN

« Musée Rodin », 11 heures ; 77, rue de Varenne (G. Caneri).

« L'Opéra », 13 h 30, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Autour des Gobelins et de la Bièvre », 13 h 30, métro Gobelins, sortie rue Croulebarbe (Monuments historiques).

« De l'hôtel de Clisson à la demeure du prince de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

« La galerie des plans en reliefs, préfiguration du futur musée », 15 heures, cour des Invalides, sous la statue de Napoléon (Monuments historiques).

« Saint-Eustache et son quartier », 15 heures, façade principale, rue du Jour (Monuments historiques).

« Les hommes célèbres du cimetière Notre-Dame », 14 h 30, Versailles, 15 heures, rue des Missionnaires, entrée du cimetière (Monuments historiques).

« Trésors des rois à la Bibliothèque nationale », 14 h 30, 58, rue de Richelieu (Arcus).

« Hôtels et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Madeleine (les Flâneries).

« Cours et jardins du quartier Mouffetard », 14 h 30, métro Monge, escalator (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de l'église de la Madeleine (M. Pohyer).

« De Sartre à Maupassant, écrivains au cimetière du Montparnasse », 14 h 45, entrée boulevard Edgard-Quinet (V. de Langlade).

« Hôtels du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobeau (Présence du passé).

« Religion et rites funéraires de l'Egypte ancienne », 14 h 30, musée du Louvre, 36, quai du Louvre (Pygma).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (E. Romann).

« Le cimetière de Passy », 15 heures, entrée du cimetière (Paris et son histoire).

« Le musée Rodin et l'exposition « Marbres de Rodin », 15 heures, 77 rue de Varenne (Tourisme culturel).

« Le Grand Orient de France », 15 heures, 16, rue Cadet (I. Hauller).

« Tanis, l'or des pharaons », 16 h 30, Grand Palais, porte A, avenue du Général-Eisenhower (Paris et son histoire).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Pont-Marie (Hauts lieux et découvertes).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Prés, côté église (Présence du passé).

« Hôtels, jardins et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De l'hôpital Saint-Louis au Cirque d'hiver, la République et son quartier », 14 h 45, métro Jacques-Bonsergent (V. de Langlade).

« Le musée Fragonard du parfum », 15 heures, hall de l'Opéra, sous la statue de Lulli (Monuments historiques).

« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Monuments historiques).

MARDI 16 JUIN

« Prestige du Marais, de l'hôtel de Soubise à l'hôtel de Gourgues », 10 h 15, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).

« Le musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris passion).

« Les nabis et Odilon Redon », 13 heures, musée d'Orsay (G. Caneri).

« L'Opéra », 13 h 15, dans le hall (Monuments historiques).

« L'Opéra », 13 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 14 heures, métro Pont-Marie (Arts conférences).

« Ce que devient le potager du Roy au dix-neuvième siècle », Versailles, 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (Monuments historiques).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 h 30, métro Pont-Marie (les Flâneries).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M.-C. Lasnier).

CONFÉRENCES

LUNDI 15 JUIN

— Centre Georges-Pompidou, salle d'animation du CCI, 18 heures : « Les gestionnaires en mal d'architecture et de design », avec Dominique Bauhain, Roland Castro, Paola Fournanoir.

— 1, rue Descartes, amphithéâtre Quart de rond, bâtiment Foch, 18 heures : « Habiter comme être-entre-terre-et-ciel », par Christian Norberg-Schulz (Collège international de philosophie).

— 3, rue Rousselet, 19 heures : « Une œuvre, un peintre : Memling, le mariage mystique de sainte Catherine » (Arcus).

— 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 21 heures : « La tragédie du chômage » (Défense de l'homme).

MARDI 16 JUIN

— 23, quai Conti, 14 h 45 : « Notice sur la vie et les travaux de Jean-Jacques Chevallier », par M. Pierre Raynaud (Académie des sciences morales et politiques).

— 13-15, rue Marsoulan, 18 h 30 : « Juifs et chrétiens autour de la synagogue de Rouen », par M. Bernhard Blumenkranz (Amitié judéo-chrétienne de France).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 15 juin

TF 1

20.30 Cinéma : Une femme qui s'affiche ■■ Film américain de George Cukor (1953). Avec Judy Holliday, Jack Lemmon, Vaughn Taylor, Michael O'Shea, Peter Lawford.

Une jeune modèle loue un panneau publicitaire pour faire sa propre promotion. Une comédie piquante sur l'Amérique de l'arrivisme. ▶ **22.00 La pub dans tous ses états.** Avec Jacques Séguéla, Jean-Jacques Annaud, Jean-Paul Goude, Frédéric Mitterrand, Alain Juppé, Marcel Bleustein-Blanchet, Marthe Lagache, Michel Delebarre, Anne Sinclair. **23.20 Journal. 23.40 Magazine : Première page.** De Denis Brunetti. Médias et communication. **23.55 RFE.** Pernod-Ricard.

A 2

20.35 Série : Hôtel de police. Charité bien ordonnée. Téléfilm de Jean-Pierre Prévost. Avec Cécile Magnet, Pierre Hatet, Yves Pignot, Pierre-Marie Escourrou. *Un petit escroc est accusé du meurtre d'une vieille dame, mais toute l'équipe d'« Hôtel de police » n'est pas persuadée de sa culpabilité...* **21.25 Magazine : Caméra 2.** De Michel Honorin. La Suisse : Une forteresse inconnue. **22.25 Documentaire : Le corps vivant.** L'ordinateur cérébral : l'intelligence. **22.55 Journal.**

FR 3

20.35 Cinéma : Cousin, cousine ■■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1975). Avec Marie-Christine Barrault, Victor Lanoux, Marie-France Pisier, Guy Marchand, Ginette Garcin. *La liaison d'un homme et d'une femme dont les mariages sont des échecs. Un anticonformisme aigre-doux.* **22.15 Journal. 22.40 Documentaire : Dimension 3.** Les arts martiaux du Japon : la maîtrise du Ki. **23.35 Prélude à la nuit.** Daniel Wayenberg, pianiste, interprète une de ses œuvres.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Loose connections. Film anglais de Richard Eyre (1966). Avec Stephen Rea, Lindsay Ducan, Jan Niklas. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Les KO de Canal Plus. 23.10 Basket professionnel américain. 0.40 Cinéma : Hors la loi** □ Film français de Robin Davis (1984). Avec Clovis Cornillard, Wadeck Stanczak, Nathalie Spilmont, Isabelle Pasco. **2.25 Série : Les monstres.**

LA 5

20.30 Téléfilm : Un meurtre est-il facile ? D'après Agatha Christie. **22.25 Série : Mike Hammer. 23.20 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Laurel et Hardy. 0.45 Série : Kung-fu. 1.40 Série : Mike Hammer. 2.35 Série : Hôtel.**

M 6

20.30 Cinéma : la Poursuite implacable ■ Film italien de Sergio Sollima (1973). Avec Fabio Testi, Oliver Reed, Frédéric de Pasquale. *Un thriller transformé en réquisitoire politique sur les manipulations.* **22.25 Série : Clair de lune.** La fiancée de Tupperman. **23.15 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations et musique.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 29 avril au Grand Auditorium) : La fiancée vendue, ouverture, de Smetana ; Concerto pour violon et orchestre en ré mineur, de Khatchaturian, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Gabriel Chmura ; à 21.15, Entractr : Histoires naturelles, de Ravel ; Symphonie nº 7 en ré mineur, op. 70, de Dvorak ; à 22.20, Symphonie en ut majeur d'après l'op. 140 de Schubert-Joachim ; à 23.10, le premier opéra syndicaliste avec grèves et tout et tout : Régina, de Lortzing. **24.00 Nuits parallèles.** Radio amateur.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Mode d'emploi de l'alto. 20.30 Lucy la coiffeuse, de Gregorio Manzur. **21.30 Musique : Latitudes.** Festival international de musiques vivantes de Ris-Orangis. **22.30 La nuit sur un plateau.**

Mardi 16 juin

TF 1

14.45 Feuilleton : Cœur de diamant. 15.20 Ravi de vous voir. Le fabricant et son produit. Peintures et dessins des écrivains du dix-neuvième siècle ; Histoire d'un aventurier ; Jeu : la balance ; Le plus beau jour de ma vie. **16.00 Flash d'informations. 16.02 Série : La quatrième dimension. 16.30 Ravi de vous voir** (*suite*). **17.00 Variétés : La chance aux chansons.** Emission de Pascal Sevran. Avec Patachou, Daniel Guichard, Valérie Ambroise, Pierre Nicolas, Simone Langlois. **17.30 La vie des Botes. 18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit. 18.25 Mini-journal,** pour les jeunes. **18.45 Flash d'informations. 18.50 Football : Norvège-France** (en direct d'Oslo). Présentation des deux équipes ; à 19 h, début du match comptant pour le championnat d'Europe des nations. **19.45 Flash d'informations. 20.00 Football** (2ᵉ mi-temps). **20.50 Journal. 21.05 Téléfilm : Les cavaliers de l'ombre.** D'Andrew V. McLaglen. Avec Tom Selleck, Sam Eliott. *Les aventures de deux frères après la guerre de Sécession.* **22.45 Magazine : Les sciences à la Une.** Présenté par Patrick Bourrat. Au sommaire : Les mythes circadiens ; Octaves et octets : Maxime Le Forestier ; Lift et shop ; Pourquoi des trous dans le gruyère ; le SIDA ; La crédulité scientifique ; La surnucléarisation de la vallée du Rhône ; La ciclosporine. **23.45 Journal. 0.05 Magazine : C'est à lire.** Emission de Luce Perrot. Avec Marcel Schneider.

A 2

14.35 Magazine : Ligne directe. Emission de Jacques Pradel et Dominique Verdeilhan. Enquête : L'échec scolaire. 2. La ville-école. **15.35 Feuilleton : Rue Carnot. 16.05 C'est encore mieux l'après-midi.** Emission présentée par Christophe Dechavanne. Avec Alain Delon, Les Avions, Super Nana, Christine Roque, Version Originale, Sabine Paturel, Philippe Lavil. **17.35 Récré A 2.** Mimi Cracra ; Lire, lire, lire ; Trop, c'est trop ; Les maîtres de l'univers. **18.05 Feuilleton : Aline et Cathy. 18.30 Magazine : C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Complot de famille** ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1976). Avec Karen Black, Bruce Dern, Barbara Harris, William Devane. *Le dernier film d'Hitchcock. Pour les trouvailles de mise en scène.* **22.30 Magazine : Cinéma, cinémas.** Tournage du *Cri du hibou*, de Claude Chabrol. **23.15 Journal. 23.30 Série : Johnny Staccato.** Le masque de Jason.

FR 3

15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant. 15.50 Documentaire : Meubles de style. Restauration et Charles X. **16.00 Documentaire : Mer du Nord, mer Baltique.** Les identités culturelles. **16.52 Jazz off. 17.00 Feuilleton : Madame et son fantôme. 17.25 Dessin animé : Lucky Luke. 17.30 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Il était une fois l'espace. 18.20 Feuilleton : Cap danger. 18.57 Juste ciel,** petit horoscope. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, Actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Ulysse 31. 20.05 Jeux : La classe. 20.30 D'accord, pas d'accord. 20.35 Cinéma : Queimada** ■ Film italien de Gillo Pontecorvo (1969). Avec Marlon Brando, Evaristo Marquez, Renato Salvatori, Norman Hill. *Une révolte noire contre la domination espagnole aux Antilles. Brando est fascinant.* **22.30 Journal.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Surprise party □ Film français de Roger Vadim (1982). Avec Caroline Cellier, Philippine Leroy-Beaulieu. **15.35 Cinéma : le Dernier Secret du** ***Poséidon*** □ Film américain d'Irwin Allen (1978). Avec Michael Caine, Sally Field, Telly Savalas, Karl Malden. **17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Jeu : Maxitête. 18.10 Jeu : La gueule de l'emploi. 18.40 Top 50. 19.10** ***Zénith.*** **19.50 Flash d'informations. 19.55 Variétés : Frog Show. 20.05 Starquizz.** ▶ **20.35 Cinéma : James Bond 007 contre Dr No** ■■ Film anglais de Terence Young (1962). Avec Sean Connery, Ursula Andress, John Wiseman. *Le premier « James Bond » et l'apparition d'Ursula Andress.* **22.15 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Pourvu que ce soit une fille** ■ Film italien de Mario Monicelli (1985). Avec Catherine Deneuve, Liv Ullmann, Giuliana De Sio, Philippe Noiret, Bernard Blier. **0.20 Cinéma : Tirez sur le pianiste** ■■ Film français de François Truffaut (1960). Avec Charles Aznavour, Marie Dubois, Albert Rémy, Nicole Berger. **1.40 Cinéma : Sauve qui peut (la vie)** ■■ Film franco-suisse de Jean-Luc Godard (1980). Avec Isabelle Huppert, Jacques Dutronc, Nathalie Baye, Anna Baldaccini.

LA 5

14.55 Série : Kung-fu. 15.50 Série : Wonder woman (rediff.). **16.45 Dessin animé : Princesse Sarah. 17.15 Dessin animé : Robotech. 17.40 Dessin animé : Cathy, la petite fermière. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.35 Série : Happy Days. 19.00 Série : Laurel et Hardy. 19.35 Série : K 2000. 20.30 Téléfilm : Réservés aux dames. 22.20 Série : Mike Hammer. 23.15 Série : Mission impossible. 0.10 Série : Laurel et Hardy. 0.40 Série : Kung-fu. 1.35 Série : Mike Hammer. 2.30 Série : Hôtel.**

M 6

14.00 A.M. Magazine. Invité : Le groupe Image. **15.45 Jeu : Mégaventure. 16.30 Musique : Laser. 18.00 Série : La petite maison dans la prairie.** Il était une fois (2ᵉ partie). **18.30 Série : Vegas.** Imbroglio. **19.30 Journal. 19.55 Jeu : Six'appel. 20.00 Feuilleton : Filles et garçons. 20.30 Cinéma : les Sables du Kalahari** ■ Film anglais de Cy Enfield (1965). Avec Stanley Baker, Stuart Whitman, Susannah York. *Cinq hommes et une femme tentent de survivre dans le désert.* **22.30 Série : Brigade de nuit.** Calibre 38. **23.20 Magazine : Club 6. 23.30 Flash d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations et musique.**

FRANCE-MUSIQUE

20.04 Jazz d'aujourd'hui. 20.30 Musique-ensembles. Anubis, Nout, pour clarinette basse, de Grisey ; Arcade III, La montée des oiseaux, de Levinas ; Ombre portée, de Tessier : Random access memory (extrait), de Murail, par l'Ensemble de l'Itinéraire ; à 22.30, Récital : Jean-Jacques Kantorow, violon, Jacques Rouvier, piano (œuvres de Mozart, Ravel, Fauré, de Falla). **24.00 Les soirées de France-Musique.** Poissons d'or.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Mode d'emploi de l'alto. 20.30 Le journal du corps. Dossier. Folies : Urgence en pathologie mentale. **21.30 Les nouveaux mardis de la chanson. 22.30 Nuits magnétiques.** *Les gens... tout de même ; Les piscines.* 1. Bains privés, bains publics. **0.10 Du jour au lendemain.**

Audience TV du 14 juin 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

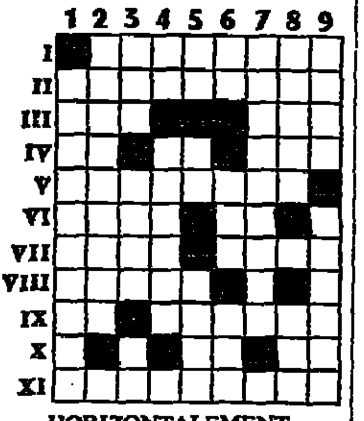
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44.1	7/7 14.4	Stade 2 15.9	Les malins 4.1	Bidasses 1.5	Laurel et Hardy 4.1	Vegas 4.1
19 h 45	52.3	7/7 17.9	Maguy 23.6	Cherchez 1.0	Ça cartoon 4.6	Flics Hollywood 3.6	Journal 1.5
20 h 16	66.7	Journal 22.8	Journal 24.1	Benny Hill 11.8	Ça cartoon 4.6	Flics Hollywood 3.6	Carabine FM 0.0
20 h 55	71.8	Pinot flic 47.7	Je tue 8.7	Piste crime 1.5	Intérieurs 0.0	Tendr. bordel 11.8	Loup nuit 3.1
22 h 08	51.3	Pinot flic 20.0	Rugby 8.2	Soir 3 10.3	Tirez plan. 1.0	Tendr. bordel 11.3	Imag.et dess. 1.0
22 h 44	30.3	Sports soir 6.2	Rugby 5.1	Marie-Martine 6.2	Tirez pianiste 2.1	Mike Hammer 10.8	Imag.et dess. 0.5

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4506



HORIZONTALEMENT

I. Pour celui qui vent mettre le paquet. – II. Petits nuages qui n'apportent qu'un refroidissement passager. – III. Boisson alcoolisée. En France. – IV. Troisième d'une série. Actionné. N'est pas reconnaissant. – V. Qui ont du plaisir à s'étendre. – VI. Rougissent facilement quand elles sont blanches. N'a pas un grand lit. – VII. Vaste plaine. Ne pas laisser dormir. – VIII. Est bien avancée quand il y a la brune. – IX. Préposition. Pays où il y a beaucoup de rats. – X. Pronom. Article étranger. – XI. Comme les oreilles quand il y a matraquage.

VERTICALEMENT

1. Une bombe ne lui fait pas peur. – 2. Comme des procès qu'on a à l'œil. – 3. Un peu trop gras. Ses pieds sentent moins bon que la rose. Coule en Sibérie. – 4. Lettres pour attirer l'attention. Couvert ordinaire. – 5. Note. Vieille ville. Redevance. – 6. Pronom. Pas clairsemé. D'un auxiliaire. – 7. Des femmes qui doivent se contenter des restes. – 8. Bains, dans l'Allier. Fleuve. – 9. Une bonne partie de la messe. Très rigoureux.

Solution du problème nº 4505

Horizontalement

I. Effeuilleuse. Io. – II. Nautonier. Porcs. – III. Dur. Pantalon. As. – IV. Etés. Potier. Ere. – V. Tétait. Rl. Totem. – VI. Tu. Rébellion. – VII. Eider. Ain. – VIII. Ml. Rimeur. Sa. Et. – IX. Artistes. Pins. – X. Nérée. Corsa. – XI. Trou. Athlètes. – XII. Murène. Uni. Ute. – XIII. Lie. Miettes. – XIV. Attagènes. Eu. An. – XV. Dé. Sœur. Essore.

Verticalement

1. Endettement. Lad. – 2. Fauteuil. Ermite. – 3. Furet. Arouet. – 4. Et. Sa. Erreur. As. – 5. Uop. Irrite. Go. – 6. Inapte. Mi. Antée. – 7. Lino. Blésité. Nu. – 8. Lettre. Ut. Mer. – 9. Eraillure. Luis. – 10. Le. Scène. – 11. Sportifs. Otites. – 12. Eon. Oô. Apre. Tus. – 13. Etna. Issue. – 14. Icare. Iéna. Tsar. – 15. Ossements. Dé. Né.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 13 juin 1987 :

UN DÉCRET

● Nº 87-378 du 9 juin 1987 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la Commission nationale paritaire des praticiens régis par le décret nº 85-384 du 29 mars 1985, siégeant en commission d'insuffisance professionnelle.

UN ARRÊTÉ

● Du 12 juin 1987 fixant les valeurs d'échange des titres d'emprunt remis en paiement des actions de la Société générale cédées par l'Etat par offre publique de vente du 15 juin 1987.

UN AVIS

● Nº 87-6 du 15 mai 1987 sur le cahier des missions et des charges de la Société nationale de programme Antenne 2 et de Société nationale de programme France Régions 3.

DES LISTES

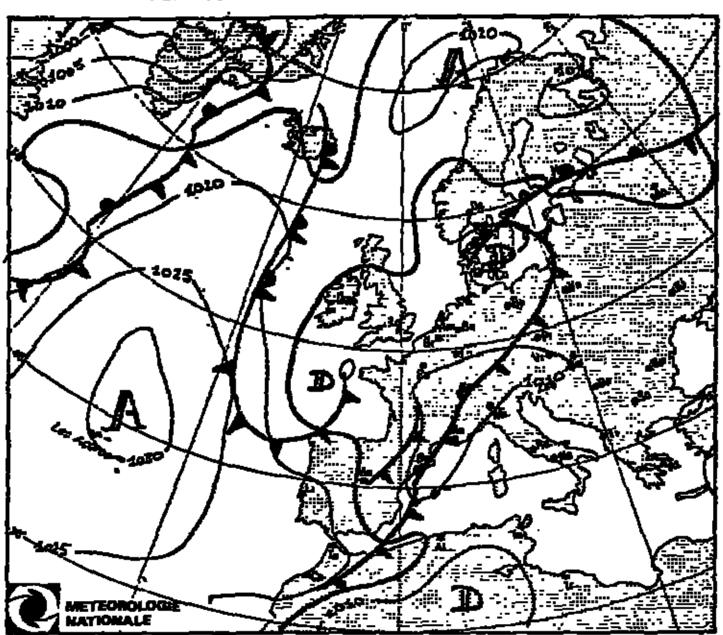
– d'aptitude spéciale pour l'année 1987 (magistrature) ; – des élèves ayant obtenu en 1985 le diplôme de l'Ecole des hautes écoles commerciales (HEC).

● **Séjours d'été pour personnes âgées dans les hôpitaux de l'Assistance publique.** – Comme chaque année, en juillet, août et septembre, l'Assistance publique mettra des lits à la disposition des personnes âgées invalides, dans le but d'apporter une aide momentanée aux familles qui ont la charge à domicile d'un parent non autonome, dont l'état nécessite une surveillance médicale et des traitements d'entretien. Cet hébergement ne peut dépasser une durée de un mois.

Les inscriptions sont reçues à l'Assistance publique, bureau des établissements de long séjour, bureaux 153 et 156, 3, avenue Victoria, 75004 Paris. Tél. :42-77-11-22, postes 3 153, 3 751 ou 3 156.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 JUIN 1987 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 juin à 0 h TU et le mardi 16 juin à 24 h TU.

Au cours des prochaines 48 heures, s'établira sur la France un courant frais et instable de nord-ouest.

Mardi : nuages, éclaircies et averses alterneront sur la quasi-totalité du pays.

Le matin : les nuages largement prédominants s'accompagneront de fréquentes averses. Seules les régions méditerranéennes échapperont à ce temps gris et humide grâce au mistral qui dégagera le ciel.

En cours d'après-midi : le soleil fera quelques apparitions entre deux averses. Quelques orages pourront éclater çà et là de la Manche au Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est, avec un risque de grêle.

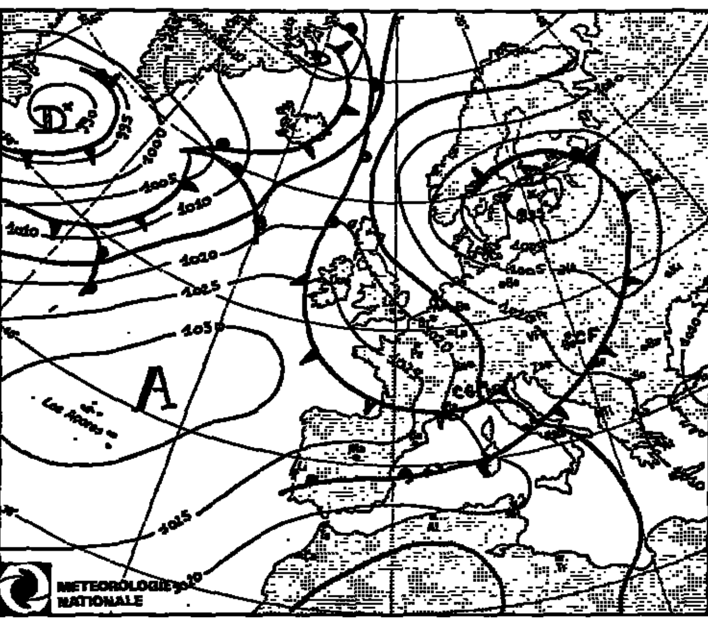
Sur l'Aquitaine et le Poitou-Charentes, le temps s'améliorera : il y aura toujours des nuages, mais on n'aura pas à craindre la pluie. C'est près du golfe du Lion que la journée s'annonce la plus ensoleillée, grâce au maintien d'un mistral modéré.

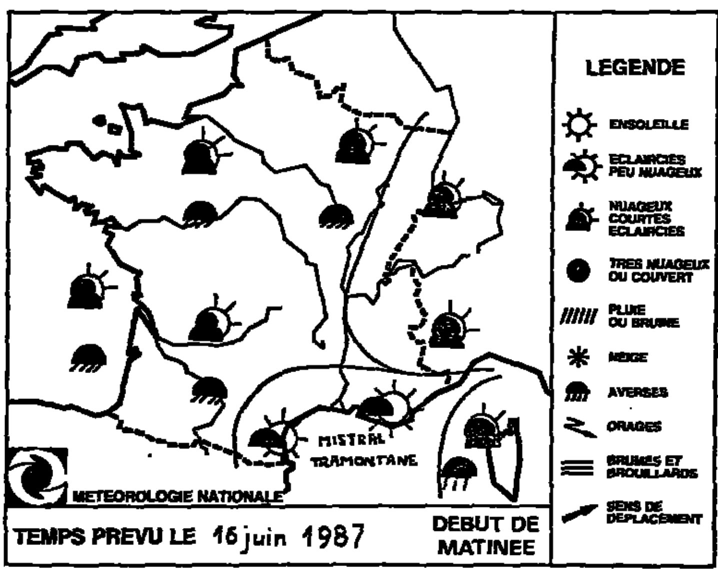
Un vent modéré de secteur ouest à nord-ouest se lèvera en toutes régions. Il sera un peu plus soutenu sur la moitié sud du pays.

Les températures minimales se situeront généralement entre 7 et 9 degrés, sauf près de la Méditerranée où elles avoisineront 14 degrés.

Quant aux températures maximales, elles resteront inférieures aux valeurs de saison avec 14 à 17 degrés sur la moitié nord, 17 à 23 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 17 JUIN A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-6 à 6 heures TU et le 15-6-1987 à 6 heures TU — le 14-6-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	26	18	P
BIARRITZ	15	11	A
BORDEAUX	17	11	P
BOURGES	18	11	P
BREST	15	8	A
CAEN	16	6	D
CHERBOURG	13	7	A
CLERMONT-FERR.	12	11	P
DIJON	15	11	O
GRENOBLE St-M-H	24	13	C
LILLE	17	11	P
LIMOGES	15	8	C
LYON	17	12	O
MARSEILLE-MAR.	27	17	A
NANCY	18	11	P
NANTES	18	7	A
NICE	23	19	P
PARIS-MONTS.	17	13	C
PAU	13	10	P
PERPIGNAN	24	14	P
RENNES	18	8	N
ST-ÉTIENNE	16	11	P
STRASBOURG	18	12	O
TOURS	17	9	C
TOULOUSE	19	10	P
POINTE-A-P.	32	24	A

ÉTRANGER	max	min	temps
ALGER	29	23	C
AMSTERDAM	16	8	C
ATHÈNES	30	23	D
BANGKOK	33	28	N
BARCELONE	26	14	D
BELGRADE	33	21	D
BERLIN	19	11	P
BRUXELLES	17	9	N
LE CAIRE	35	23	D
COPENHAGUE	16	7	N
DAKAR	30	21	D
DELHI	41	31	D
DJERBA	35	29	N
GENÈVE	19	13	O
HONGKONG	31	27	N
ISTANBUL	25	19	D
JÉRUSALEM	28	18	D
LISBONNE	20	13	A
LONDRES	18	6	B
LOS ANGELES	19	14	D
LUXEMBOURG	17	10	P
MADRID	22	9	A
MARRAKECH	28	16	D
MEXICO	27	16	O
MILAN	29	21	N
MONTRÉAL	26	16	N
MOSCOU	26	17	D
NAIROBI	21	12	D
NEW-YORK	31	19	D
OSLO	17	9	P
PALMA-DE-MAL.	26	20	D
PÉKIN	27	20	D
RIO-DE-JANEIRO	29	24	C
ROME	29	22	N
SINGAPOUR	33	27	C
STOCKHOLM	14	8	P
SYDNEY	16	8	D
TOKYO	19	18	C
TUNIS	26	20	C
VARSOVIE	27	15	B
VENISE	28	20	D
VIENNE	28	19	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Automobile

Les 405 de Peugeot

Une famille bien née

Les premières 405 de Peugeot seront commercialisées au début du mois de juillet en dix versions toutes à essence.

L'arrivée de cette nouvelle gamme de voitures constitue un événement. D'abord, parce qu'il ne s'agit pas de véhicules dérivés de modèles existants mais bien de voitures originales. Ensuite, parce que leurs équipements de base sont à la hauteur de ceux que proposent les plus dynamiques des constructeurs, notamment les concurrents étrangers. Enfin, parce que la motorisation et le comportement routier de chacune de ces nouvelles venues méritent l'éloge.

Pour mémoire (*le Monde* du 26 mai), rappelons que les 405 *seront des berlines à trois volumes* (moteur, habitacle, coffre), à quatre portes, de silhouette assez allemande bien que l'équipe de Pininfarina ait mis dans l'affaire son grain de sel. Elles mesurent 4,40 m de long pour 1,70 m de large. Bien entendu, les moteurs montés transversalement agissent sur les roues avant, ce qui est le cas général chez PSA. Les cylindrées vont de 1 360 à 1 905 centimètres cubes, entre les deux, il y a le 1 580 centimètre cube que les 205 ont rendu célèbre.

Ces groupes développent de 65 à 160 chevaux à plein régime, pour des définitions fiscales qui vont de 6 à 10 CV. Blocs et culasses en alliage léger, alimentation assurée, selon les puissances recherchées, par carburateur à simple ou à double corps ou injection, ces moulins modernes sont à arbre à cames en tête.

La version 160 ch, qui est la plus rapide (environ 220 km/h), se voit dotée d'une culasse à 16 soupapes et double arbre à cames. C'est une solution empruntée à la voiture de rallye de Peugeot, la Turbo-16, dont on sait tout le bien qu'il faut en penser.

Les performances atteintes par la 16 soupapes – baptisée Mi 16 – ont amené les ingénieurs à lui donner une silhouette plus sportive que celle des autres modèles : pare-choc bouclier, jupe arrière en forme d'onglet, aileron arrière fixé sur le plateau du coffre. Ceci pour la partie visible, car bien d'autres détails non apparents – tel un système antiblocage de roues monté en série – en font une voiture qui n'a rien à envier aux plus modernes automobiles d'aujourd'hui.

Mais, quels que soient les puissances et les versions, les plus grandes qualités de la nouvelle gamme se découvrent sur la route. Quatre roues indépendantes et, surtout, un train avant qui ne révèle pas de défaut (genre McPherson inversé et barre antidévers) assurent dans toutes circonstances une tenue de route irréprochable.

La vivacité et l'équilibre de l'ensemble, la docilité des mécaniques – surtout, bien sûr, sur le 16 soupapes, généreux en tours de moteur, – le confort, même à haute vitesse, font de ces 405 des voitures décidément très réussies. Freinage (à quatre disques sur trois versions) et transmission sont à la hauteur des prétentions. Le volant est réglable de l'intérieur par le conducteur. Le levier de boîte, les manettes de phares et d'essuie-glaces tombent bien en main. La direction – assistée en série sur cinq versions – est précise et absorbe bien les secousses parasites.

Si l'on ajoute que le confort intérieur est tout autant atteint avec un tableau de bord allongé, nouveau, *très visible et* des sièges enveloppants bénéficiant de ceintures de sécurité réglables en hauteur, on ne voit guère de reproche à faire à cette nouvelle famille de voitures visiblement bien nés.

Deux regrets toutefois : un défaut d'insonorisation à haut régime et un rétroviseur côté passager qui, dans des voitures de cette qualité, aurait mérité d'être offert gratuitement au propriétaire.

CLAUDE LAMOTTE.

★ Prix : de 70 000 F à 140 000 F.

Une Citroën BX 16 soupapes

En même temps que les 405 sortiront, début juillet, avec une version en 16 soupapes, sera commercialisée une BX dotée de ce nouveau moteur à haute performance.

La voiture présentée tout récemment sur les routes charentaises, quelque peu humides et balayées par un vent violent, s'est révélée plus sportive et à ce titre moins agréable à mener en conduite « normale » que sa sœur de Sochaux. Toutes les qualités mécaniques se retrouvent dans cette BX GTI 16 soupapes, mais l'habituel confort légendaire de la marque souffre d'un durcissement des suspensions.

Un très bon point... il y a, côté passager, un rétroviseur en série que l'on peut régler électriquement.

C. L.

Education

Les vœux des lycéens d'Ile-de-France

(Suite de la première page.)

En revanche, les filières pluridisciplinaires de création récente comme les langues étrangères appliquées (LEA, 5,4 %) l'administration économique et sociale » (AES, 5,9 %) et même les mathématiques appliquées et sciences sociales (MASS, 2,2 %) sont assez recherchées.

L'enquête « Ravel » confirme l'excellente image de la plupart des universités du quartier Latin et de certains établissements excentrés, comme Dauphine ou Nanterre, mais montre aussi les réticences des lycéens à choisir les universités périphériques, comme Paris-VIII (Saint-Denis) ou Paris-XIII (Villetaneuse). Ce déséquilibre prélude à bien des désillusions, car tout le monde ne pourra pas s'inscrire au centre de Paris.

La carte des « premiers choix », qui vient d'être transmise à tous les présidents d'université, permet de connaître les zones où *risque d'apparaître un déséquilibre* entre l'offre et la demande.

Le premier point noir se situe en administration économique et sociale (AES) à Paris-I et Paris-VII. Cette filière est demandée par 540 lycéens alors qu'il y avait 166 places en 1986-1987 à Paris-I, et par 258 lycéens pour 109 places à Paris-VII. Les capacités d'accueil doivent être augmentées à Paris-I (Centre Tolbiac) grâce à l'ouverture d'une nouvelle antenne, ainsi qu'à Paris-V (René-Descartes) avec la création de 150 places en AES au Centre Malakoff.

En droit, Paris-II (Assas) risque de ne pouvoir accueillir les 1 852 lycéens qui l'ont demandée en premier vœu puisqu'elle n'accueillait cette année que 1 231 étudiants. Paris-I (Panthéon-Sorbonne) est plus *proche de l'équilibre* (1 193 vœux en droit pour 1 132 places). Les inscriptions pourraient bien « coincer » aussi en sciences économiques à Dauphine (Paris-IX) (1 596 vœux pour 737 places potentielles) et en sciences et structures de la matière (SSM) à Paris-VI (Jussieu), qui devrait cependant limiter ses difficultés en ouvrant un nouveau centre à Versailles.

Ainsi, chaque université connaît dès maintenant l'ampleur des difficultés qu'elle risque d'affronter et devra « *informer les bacheliers qui l'ont choisie et dont elle connaît les adresses grâce à « Ravel »*, commente M. François Balle, vice-chancelier des universités de Paris,

Mais « Ravel » n'empêchera probablement pas les bousculades aux inscriptions à partir du mardi 7 juillet. Les treize universités de la région parisienne n'ont pas, cette année encore, réussi à fixer en commun l'heure et le jour où elles ouvriront leurs guichets.

PHILIPPE BERNARD.

JEU GAGNANT N°24 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2		Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	NUREMBERG	KAISERS-LAUTERN	X	N	2	9	HAMBOURG	BERLIN BW 90	X	N	2
2	HOMBURG	MANNHEIM	X	N	2	10	SALMROHR	HANOVRE 96	1	X	2
3	UERDINGEN	LEVERKUSEN	1	X	2	11	ULM 1846	ASCHAF-FENBURG	X	N	2
4	STUTTGART	BAYERN MUNICH	1	N	X	12	WATTEN-SCHEID	FRIBOURG	X	N	2
5	SCHALKE 04	FRANCFORT	X	N	2	13	SARREBRUCK	KARLSRUHE	1	N	X
6	DORTMUND	BOCHUM	X	N	2	14	OBERHAUSEN	DARMSTADT	1	N	X
7	DUSSELDORF	BREME	X	N	2	15	KASSEL	BIELEFELD	1	N	X
8	F.C. COLOGNE	MÖNCHEN-GLADBACH	1	N	X	16	ST-PAULI	BRUNSWICK	X	N	2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 14 Juin 1987 : 4 6 7 10 13 14 16

LOTO N°23 — Tirage du samedi 13 juin 1987

15 25 26 31 38 46 — numéro complémentaire 37

Prochains tirages en direct sur TF1 mercredi 17 juin 1987 à 20 h 35 et samedi 20 juin 1987 à 20 h 35. Validation au plus tard mardi aux heures habituelles.

	Nombre de grilles gagnantes	Rapport par grille gagnante
6 bons n°		5 559 420,00 F
5 bons n° + complémentaire	30	107 830,00 F
5 bons n°	1 087	9 640,00 F
4 bons n°	75 695	135,00 F
3 bons n°	1 534 604	10,00 F

Bonus du samedi 117 662 — 3 bons numéros + complémentaire 10,00 x 2 : 20,00 F

Le Carnet du Monde

Naissances

– Maryse et Jean-Claude GADREAU, Stéphan et Karine, sont heureux d'annoncer la naissance de

Arthur,

le 3 juin 1987.

22, rue Dadolle,
21000 Dijon.

– Christel et Alain NOURISSIER, Amélie, Diane et Augustin, sont heureux d'annoncer la naissance de

Christophe,

Paris, le 11 juin 1987.

Mariages

– Mme Georges JOUVEN,
M. et Mme Pierre BARRAL,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Henri et Beatrix,

célébré dans l'intimité, le 13 juin 1987.

33, rue Croulebarbe,
75013 Paris.
8, allée du Val-d'Haut,
91570 Bièvres.

Décès

– M. Bernard Lefort,
Françoise et Martine Lefort,
Sa famille et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Bernard LEFORT,
née Marcelle Chalindrey,

survenu à la suite d'une longue et douloureuse maladie.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 13 juin 1987, à Saint-Rémy-de-Provence.

Mas Aurélia,
Chemin du Lac,
13210 Saint-Rémy-de-Provence.

– On nous prie d'annoncer la mort de

Mme Simon CHEVALIER,
née Odette Lion,

survenue le 11 juin 1987.

De la part de
M. et Mme Jean-Louis Chevalier,
M. Mathieu Chevalier,
M. David Chevalier,
Mlle Delphine Chevalier,
Mme Paul Cartoux,
Mlle Yvonne Heilbronner,
M. et Mme Carl Brassart,
M. et Mme Jacques Lion,
M. et Mme Pierre Brisac,
M. et Mme Jean-Bernard Dumas,
M. et Mme Charley Chevalier.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Mme Francis Fer
et ses enfants,
M. et Mme René Fer
et leurs enfants,
Mme René Pélissier,
Mlle Madeleine Fer,
Les familles Pélissier, Farjot, Rumeau,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis FER,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 10 juin 1987.

Les obsèques auront lieu, le mardi 16 juin, à 14 h 30, en l'église du Sacré-Cœur, à Ris-Orangis dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Pierre Granjon,
M. et Mme Alain Granjon,
Stéphane, Valérie, Denis et Nicolas,
M. et Mme Daniel Saltet,
Arnaud, Hélène, Caroline et Laurent Courgeon,
M. Pierre Lallemand,
Valdo, Viviane et Mathieu,
M. et Mme Eric Maurice,
Arielle et Magali,
M. et Mme Olivier Granjon,
Lionel, Aurélie et Lydie,
Les familles Granjon, Greggory, Joullie, Cadier, Montfort, Benazeth,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès du

docteur Pierre GRANJON,
professeur honoraire à la faculté de médecine de Marseille,
chirurgien consultant des Hôpitaux,

survenu le 8 juin 1987, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

« Il y a un temps pour tout : un temps pour naître et un temps pour mourir. »
Eccl. 3-2.
« Qu'as-tu que tu n'aies reçu ? »
I Cor. 4-7.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Dons éventuels à adresser à Médecines du monde, 27, boulevard d'Athènes, 13001 Marseille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Bigourelle,
26220 Dieulefit.

– Jean-Philippe, Françoise et Pierre, ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Françoise GUINLE,
née Talayrach,

le 3 juin 1987, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 9 juin en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux.

Ils rappellent le souvenir de son époux, le poète

Alexandre GUINLE,

décédé le 19 août 1957.

– Le docteur et Mme Enric José Henich
et leurs enfants,
Marianne Henich,
Nadia Henich,
François et Micaëla Anbin,
ses enfants et petits-enfants,
M. Heinrich Feer,
Mme Bojanna Faer,
M. Hermann Mayer,
M. et Mme Dan Mayer
et leurs enfants,
ses frères, belle-sœur, beau-frère et neveux,
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Moïse HENICH,

survenu le 14 juin 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu, le mardi 16 juin, à 14 h 45, au cimetière parisien de Pantin.
Réunion porte principale.

39, avenue Kléber,
75116 Paris.

– M. Georges Holtz,
André Darves-Bornoz,
son fils et son petit-fils,
M. et Mme Claude Despretz,
leurs enfants et petite-fille,
le docteur Jean-Paul Descombey
et ses enfants,
M. Jean Bourdelle,
ses enfants et petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-septième année, de

Mme Georges HOLTZ,
née Jeanne Bourdelle.

L'incinération aura lieu le mercredi 17 juin 1987, à 9 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris (20e).
Ni fleurs ni couronnes,

14, avenue des Gobelins,
75005 Parids.

– Les amis de

M. Alexandre IOLAS

ont la tristesse de faire part de son décès survenu à New-York, le 8 juin 1987.

– Christine Novak,
Martine Novak,
Jean-Jacques Rémy,
Peter Seibt,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Yves NOVAK,

survenu le 7 juin 1987, à l'âge de soixante-huit ans.

Une messe sera célébrée le samedi 20 juin, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris (6e).

15, rue de l'Ancienne-Comédie,
75006 Paris.

Anniversaires

– Il y a quinze ans, le 16 juin 1972, l'effondrement du tunnel SNCF de Vierzy (Aisne) faisait cent huit morts. Parmi eux

Pierre CHAMAILLARD,
directeur des syndicats d'électricité de l'Aisne,

Valérie, sa fille, l'a rejoint il y a trois ans, à l'âge de vingt et un ans.
Souvenez-vous.

Rue du Cloître,
Laon.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Pour

Monique EMORINE,

après trois ans :
« Je te donne mes derniers jours
[pour prolonger ta vie
[au-delà de l'oubli. »

– Le 15 juin 1980,

Georges J. SEDBON

nous quittait.
Pour tous ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, il est toujours présent par la pensée.

Communications diverses

– La liberté en marche : *« Deux siècles se sont écoulés depuis la Révolution française, si certains événements n'ont pas fait l'unanimité, d'autres, – et nous n'en finirons pas de les citer – ont eu un retentissement qui dépassa l'époque et les frontières. »*

Les élèves des cours moyens première et deuxième année de l'école primaire Georges-Lapierre ont écrit et réalisé un spectacle sur ces journées inoubliables.

L'Association du personnel de l'UNESCO les ont invités à venir jouer leur spectacle. Vendredi 19 juin 1987, à 18 h 30. Maison de l'UNESCO, salle 1, 119, avenue de Suffren, 75007 Paris. Participation aux frais : 30 francs.

– Au cours de la Biennale 87 (SNBA), la Société nationale des beaux-arts va décerner le prix Henry Farman, sur le thème « Air et aéronautique », avec le concours de l'armée de l'air. Grand-Palais (entrée principale), jusqu'au 28 juin inclus. Tous les jours, de 10 h 30 à 18 h 30.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III, Sorbonne nouvelle. – Le mardi 16 juin, à 9 h 30, salle Liard, 17, rue de la Sorbonne. Mme Christina Augustine, épouse Davis : « La femme, métaphore du salut dans les romans d'Avi Kwei Armah et de Wole Soyinka ».

– Université Paris-III, Sorbonne nouvelle. – Le mercredi 17 juin, à 13 h 30, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne. Mme Hélène Neiva, épouse Courtin : « La chanson folklorique bulgare et sa structure ».

– Université Paris-I. – Le mercredi 17 juin, à 9 heures, amphithéâtre Georges-Lefebvre, Sorbonne (entrée par le 1, rue Victor-Cousin, galerie Dumas, escalier R, 2e étage). M. Jean-Louis Vullierme : « Le concept de système politique ».

– Université Paris-V, René Descartes. – Le mercredi 17 juin, à 9 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. M. André Akoun : « L'illusion sociale ».

– Université Paris-IV. – Le mardi 16 juin, à 14 heures, amphithéâtre Le Verrier, 17, rue de la Sorbonne, escalier E, 3e étage. M. Emile Chendjovo : « Le sous-développement volontaire : enquête sur les causes endogènes du sous-développement ».

– Université Paris-III. – Le mardi 16 juin, à 13 h 30, salle Liard, 17, rue de la Sorbonne. Mme Gisèle Amar, épouse Barret : « Pédagogie de l'expression dramatique ».

– Université Paris-I. – Le mardi 16 juin, à 14 heures, amphithéâtre 102, 9, rue Malher, 75004 Paris. Mlle Annie Renoux : « Fécamp. Du Palatium Ducis au Palatium Dei. Histoire et archéologie d'une résidence fortifiée ducale normande, de ses antécédents et de ses prolongements ».

– Université Paris-Dauphine. – Le 16 juin, à 17 heures, salle D 520. Mme Leïla Lassoued : « Contribution à l'étude des solutions périodiques de systèmes hamiltoniens ».

– Université Paris-IV. – Le mercredi 17 juin, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif. M. Matty Cohen : « Les traditions sacrales anciennes de l'Israël septentrional ».

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement de la Tranche du SUSPENSE a été publié au J.O. du 24/06/86

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES (F.)	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES (F.)
1	011	1 500	5	128 485	50 000
	349 751	50 000		297 755	50 000
	011 531	1 000 000		089 485	1 000 000
	057 811	1 000 000		300 025	1 000 000
	267 831	1 000 000	6	142 096	50 000
2	282	1 500	7	048 937	50 000
	332	1 500		051 437	50 000
	144 942	50 000		277 417	1 000 000
3	013 803	50 000	8	8	100
	065 273	50 000		088	1 500
	322 603	50 000		908	1 500
	353 223	50 000		188 028	50 100
	363 893	50 000		388 678	50 100
	013 103	1 000 000	9	239	1 500
4	014 014	50 000		009 809	50 000
	214 934	50 000		125 409	50 000
	088 474	6 000 000		274 799	50 000
5	895	1 500	0	néant	néant
	098 935	50 000			

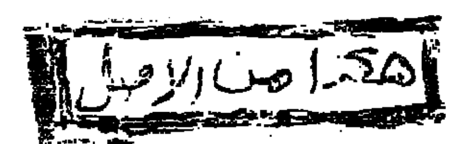
TRANCHE DU SUSPENSE

87 — TIRAGE DU LUNDI 8 JUIN AU DIMANCHE 14 JUIN 1987 (INCLUS) — 58e

conseil de l
et aussi
Créer le servi
Chef de servi
ines ingénieurs
potentiel générales
postes opération









X, ECP, MINES, HEC...

Conseil de haut niveau et aussi manager

Un des premiers cabinets conseil en France et en Europe dont les domaines d'intervention sont diversifiés, renforce son équipe de conseil de Direction générale pour assurer son expansion et pour étoffer ses structures futures de direction.

Ce cabinet souhaite intégrer et faire évoluer rapidement un candidat de tout premier plan, capable de réaliser d'emblée des missions de haut niveau et d'assumer des responsabilités de développement commercial et d'animation d'équipes pluridisciplinaires.
Outre une formation Grande Ecole, il aura 7 à 10 ans d'expérience professionnelle, soit comme conseil en stratégie et management dans un grand cabinet, soit comme manager d'un centre de profits, soit comme membre de l'équipe de direction d'un groupe en exerçant des fonctions larges dans un domaine central : stratégies, plan, gestion, finance, marketing, ressources humaines, politique industrielle.

La réussite dans ce poste et le développement prévu implique une compréhension intime du fonctionnement de l'entreprise, une culture internationale, de réelles motivations pour être performant dans un métier de conseil et la capacité d'y entreprendre de nouvelles activités.
Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **500.000 F +**

Ecrire sous réf. AL 486 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Créer le service marketing

Une société performante, agissant dans le domaine des appareils médicaux (CA 120 millions - leader en France - exportation supérieure à 25 %) crée le poste de Responsable du Marketing.

Au sein d'une équipe de direction jeune et motivée et dans une société dont la taille, les résultats et les ambitions justifient le recrutement d'un véritable professionnel, il prendra une part active à la croissance de l'entreprise en apportant sa contribution dans l'étude des marchés et des réseaux de distribution, la définition des produits, la détermination des prix et des objectifs, l'élaboration des politiques et des stratégies, la mise en œuvre des actions de promotion et de communication.

La réussite dans ce poste implique :
- une formation grande école de commerce,
- environ 10 ans d'expérience professionnelle (dont au minimum 5 ans en marketing), acquise de préférence dans le domaine médical, pharmaceutique ou biens d'équipement destinés au grand public,
- des qualités de créativité, de rigueur, de dialogue et d'esprit d'entreprise,
- la connaissance de l'anglais.

Poste : ville Val-de-Loire.

Ordre de grandeur de rémunération : **300.000 F +**

Ecrire sous réf. NX 483 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



GLAENZER SPICER

Société française (2000 personnes, 1,3 milliard de CA) filiale d'un important groupe mécanique international en bonne santé économique et financière et à l'avant-garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, poids lourds, TGV, VAL...) recherche

Chef de service achats

En tant que Chef de Service Achats de l'un des produits (environ 200 millions de francs), vous prendrez en charge les négociations commerciales et les approvisionnements (quantité, qualité, délais).
De plus, vous animerez votre équipe dans un souci constant d'efficacité et de rentabilité.
Vous êtes ingénieur mécanicien de formation, et vous avez au moins 5 ans d'expérience dans les achats ou les approvisionnements, au sein d'une société industrielle appliquant des méthodes évoluées de gestion.
En raison de notre contexte international et des déplacements que vous serez amené à effectuer à l'étranger, la pratique courante de l'anglais se révèle indispensable. De plus, des notions d'allemand seraient appréciées.
C'est un poste-clé qui doit vous permettre d'accéder à des responsabilités plus élevées d'ici quelques années.

Poste : Poissy (78)

Rémunération **250 000 F +**

Ecrire sous réf. IY 484 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeunes ingénieurs grande école

fort potentiel généralistes ou chimistes

postes opérationnels en usine

Un grand groupe chimique, activités diversifiées et internationales, CA 20 milliards, propose des postes formateurs, à des ingénieurs ayant de fortes personnalités, motivés pour commencer leur carrière en usine et capable de progresser.

Ils auront au départ des missions opérationnelles, visant à optimiser des secteurs de production. Leurs actions peuvent concerner les outils industriels, l'organisation, la qualité, la formation...
Ils pourront ainsi acquérir des compétences dans les domaines techniques, conduite de projets, gestion, organisation, animation, qui leur donneront de solides bases pour évoluer.

Premiers postes : villes province.

Ecrire sous réf. EU 480 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Établissement financier de la Place, nous filialisons un département d'ingénierie informatique traitant des opérations de marché. Pour diriger cette société, nous recherchons son

Directeur Général

ingénierie informatique financière

Avec pour objectif de réaliser en 1988 un chiffre d'affaires de 100 MF avec une équipe de 80 collaborateurs – dès à présent porteurs du savoir-faire –, vous disposez de
- *l'existence de systèmes d'informations déjà opérationnels sur les sites clients.*
- *une collaboration étroite avec le constructeur Digital.*
- *la clientèle active d'établissements financiers, banques, agents de change...*

Âgé d'au moins 38 ans, ingénieur de formation, votre expérience – sinon votre potentiel – vous engage à devenir le manager d'une unité positionnée au cœur de l'évolution des marchés financiers.

MDA.

***Michel DHEUR**, notre Conseil étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8705.90 au cabinet M.D.A. – 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.*

Conseil en ressources humaines.

Plan Champs



Un leader en optique et spectrométrie

Notre division **JOBIN YVON**, située en banlieue sud, compte un effectif de 250 personnes et exporte 70 % de ses fabrications d'instruments dans le monde entier. Son chiffre d'affaires croît de 20 % par an et ses effectifs de 10 %. Elle renforce les équipes marketing de son département « Physique » (réseaux, monochromateurs, Raman, Dichro, fluorescence...) et recherche

Ingénieur chef de produit

Ingénieur physico-chimiste ayant une première expérience de la vente d'instruments, vous interviendrez en appui technique à notre force de vente en France et à l'étranger. Anglais indispensable.
Vous élaborerez les plans marketing et les actions commerciales, développerez les argumentaires de vente et suivrez les budgets relatifs à votre ligne de produits. (Réf. L/MON/LM)

Ingénieur commercial France

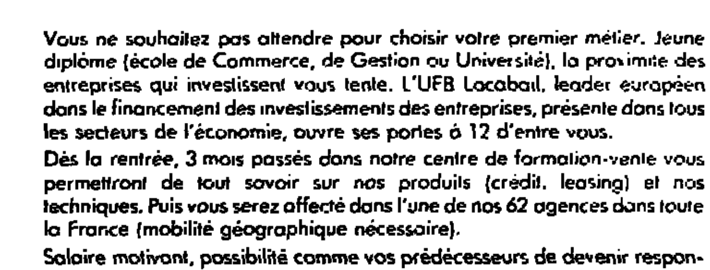
Ingénieur physicien ou chimiste ou physico-chimiste, vous êtes éventuellement débutant mais vous avez un sens commercial développé et un goût prononcé pour les contacts de bon niveau.
Vous prospecterez notre clientèle en France et développerez les ventes de l'ensemble des appareils conçus et réalisés par notre département « Physique ». (Réf. L/ICO/LM)
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la référence choisie, à notre Conseil Alain CHABANE.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Jeunes diplômés (Bac + 4)



Vous ne souhaitez pas attendre pour choisir votre premier métier. Jeune diplômé (école de Commerce, de Gestion ou Université), la proximité des entreprises qui investissent vous tente. L'UFB Locabail, leader européen dans le financement des investissements des entreprises, présente dans tous les secteurs de l'économie, ouvre ses portes à 12 d'entre vous.

Dès la rentrée, 3 mois passés dans notre centre de formation-vente vous permettront de tout savoir sur nos produits (crédit, leasing) et nos techniques. Puis vous serez affecté dans l'une de nos 62 agences dans toute la France (mobilité géographique nécessaire).

Salaire motivant, possibilité comme vos prédécesseurs de devenir responsable d'agence en moins de 2 ans, voilà le challenge dans un environnement passionnant : les entreprises qui veulent comme vous faire course en tête.

Maintenant à vous de nous démontrer votre dynamisme dans votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) adressé sous référence 426 M à Robert Prévost - Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement - 5 avenue Kléber - 75116 PARIS.



groupe de la compagnie bancaire

PUBLIPANEL

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Très grand Groupe International produisant et commercialisant dans le monde entier des produits de technologie de pointe, recherche pour plusieurs de ses établissements de Province (dont la Région Lyonnaise) de Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

MINES, CENTRALE, ESE, ENSTA, A. ET M., ESPCI, IEG, ENSI (ELECTROTECHNIQUE), ICPI, ISEN...

3 filières leur sont proposées :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORT

Après formation spécifique sur les produits ils prennent en charge l'animation d'une zone à l'exportation (anglais indispensable, allemand ou espagnol apprécié). **Réf. 5762-M**

INGÉNIEURS MÉTHODES

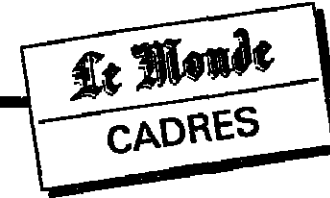
Soit Méthodes Fabrication, soit Etudes de flux ; ces postes pouvant déboucher sur la GPAO ou sur des responsabilités en production. **Réf. 5763-M**

INGÉNIEURS RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

De préférence Electroniciens ou Electrotechniciens de formation pour étude et mise au point de produits d'appareillage haut de gamme (anglais indispensable, contacts internationaux). **Réf. 5764-M**

Ces propositions s'adressent à des
INGENIEURS DEBUTANTS OU AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE.
Très intéressantes possibilités d'évolution dans notre Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous réf. correspondante à
Mamrégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.



MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SÛR.



LE GROUPE DE PARIS, UN DES TOUS PREMIERS GROUPES PRIVÉS D'ASSURANCE RECHERCHE

pour sa division ASSURANCE AVIATION
Réf. 747 A
UN JEUNE CADRE

prêt à rejoindre une équipe jeune, passionnée par les enjeux économiques nationaux et internationaux que représente l'assurance aviation.

Vos missions seront :
- Assumer le suivi, le contrôle et la présentation des informations comptables liées à notre activité d'Assureur et de Réassureur (en particulier pour les Assemblées Générales de nos G.I.E.) ;
- Elaborer un système de gestion avec mise en place d'un tableau de bord et suivi des ratios techniques, comptables et financiers ;
- Participer à l'activité commerciale (contacts avec nos clients, actualisation de nos contrats...).

Vous avez 25-30 ans, vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion, vous parlez couramment l'anglais et vous avez si possible, une première expérience de l'assurance.

pour son DÉPARTEMENT COMMERCIAL
Réf. 1951 C
DES JEUNES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Ecoles de commerce ou de gestion, Droit, Sciences Economiques)

Après une solide formation théorique et pratique, il vous sera confié les missions suivantes :
- Animation commerciale et assistance technique de notre réseau de distribution d'agents généraux ;
- Recrutement et formation de ces agents ;
- Contrôle de la gestion et conseil en organisation d'agences.

Postes à pourvoir sur toute la France exigeant une grande mobilité.



Merci de nous adresser votre lettre manuscrite de candidature, photo et CV, en précisant un numéro de téléphone permettant de vous joindre rapidement et la référence du poste à :
ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS, Service Recrutement Cadres, 21, rue de Chateaudun, 75447 Paris Cedex 09.

Ingénieurs Mécaniciens - Ingénieurs Chimistes

Débutez votre carrière par les Etudes et le Développement.

Nous sommes, avec 3700 personnes et 2 milliards de CA, l'importante filiale d'un Groupe Multinational. Nos produits — très techniques — sont réputés pour leurs performances et notre part de marché s'accroit. Notre Centre Technique et nos 3 unités de production sont les lieux où se concrétisent nos priorités : innovation, automatisation, maîtrise de la qualité.

Vous, Mécanicien (AM, INSA, ENSI, ...) ou Chimiste (PC, ENSIC, ENSC, ESCIL, ... avec une spécialisation appréciée en polymères), vous rejoignez les 60 ingénieurs et techniciens de notre **Centre Technique** situé près d'une ville Universitaire de l'Est de la France et doté de moyens performants (CAO, Labos, Ateliers Pilotes, ...).

Avec eux — et selon votre spécialité — vous concevez les produits sur lesquels reposera notre expansion, vous élaborez de nouveaux équipements (garants de notre fiabilité et de notre productivité), vous définissez et caractérisez les matériaux de demain.

Vous l'avez compris : vous débutez de toutes façons dans des fonctions tournées vers la performance, vous inscrivez votre action dans l'objectif de qualité globale que nous poursuivons et trouverez alors naturellement l'évolution que notre dimension et notre croissance peuvent offrir à vos compétences d'opérationnel (industrialisation, relations-clients) ou de spécialiste (conception, études d'équipements ou matériaux).

SEFOP, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous référence PI 699 M

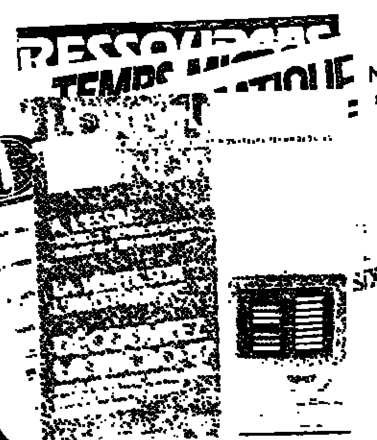
SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

jeune chef de publicité HF





Notre magazine, destiné à tous ceux qui cherchent à acquérir une plus grande compétence en matière de micro-informatique, compte parmi les toutes premières revues professionnelles dans ce domaine. Nous sommes édités par le **groupe TESTS**, numéro 1 de la presse informatique en France (01 Informatique, Décision Informatique, Ressources/Temps Réel ...), qui fait partie, comme Larousse et Nathan, de **CEP COMMUNICATION** dont le chiffre d'affaires a dépassé 3 milliards de Francs en 1986.

Rattaché au Directeur de la Publicité, vous avez la responsabilité d'un portefeuille d'agences de publicité et d'annonceurs (constructeurs, éditeurs de logiciels, revendeurs ...). Vous développez la vente d'espaces publicitaires et, pour multiplier vos contacts, assistez, en particulier, à la plupart des grands salons professionnels.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, de préférence titulaire d'un diplôme d'études supérieures et vous bénéficiez, si possible, d'une première expérience commerciale.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.005, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



UNANIME

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
responsable du service commercial
LYON

Grand Groupe international d'appareillage électrique recherche le Responsable Commercial d'un de ses Départements. Auprès du Directeur de celui-ci et bénéficiant d'une large autonomie, il définit la stratégie marketing, fixe les objectifs, anime l'équipe de ventes France et Export, contrôle les résultats.

Ingénieur Electrotechnicien, la connaissance des réseaux de distribution d'énergie associée à une bonne expérience de la vente de produits industriels est souhaitée. Maîtrise de l'Anglais indispensable. Déplacements de courte durée tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5770-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

MECI Un des grands spécialistes en instrumentation de comptage, de régulation et de conduite de procédés, renforce son équipe marketing.

Chef de produits
régulation numérique

Sous l'autorité du Directeur Marketing, il sera responsable de la gestion complète de cette gamme.

MISSION : - Définition et application de la stratégie de vente (segments du marché, comparaisons techniques, argumentaires produits etc...) - Analyse du marché, rédaction des cahiers des charges techniques, suivi durant la phase de développement, introduction des produits sur le marché - Organisation/participation aux expositions et colloques techniques, définition et rédaction des documentations et des outils de publicité.

VOTRE PROFIL :
- Ingénieur automaticien ou électronicien, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la régulation - Vous connaissez les produits concernés (en qualité d'utilisateur ou pourquoi pas, de collaborateur dans une société concurrente !) - Vous maîtrisez la langue anglaise - Vous êtes créatif et persévérant.

Le poste est basé à CLICHY et implique des déplacements fréquents (France et étranger).

Merci d'adresser votre dossier complet à Jacquy DELCAMPE, notre conseil, sous la référence C/CPRN/LM

Raymond Poulain Consultants
21, bd Vivier-Merle - 69003 LYON

MEDIA PA

Société d'Édition du Canal local du Réseau Câblé d'une Grande Ville de l'Ouest de la France recherche le :

RESPONSABLE de TELEVISION LOCALE

Il sera chargé :
- de définir et mettre en œuvre la PROGRAMMATION du Canal local,
- de CONSTITUER et DIRIGER l'équipe d'animation et production,
- d'assurer la GESTION de l'ensemble.

Il participera à la définition initiale du projet, ainsi qu'au montage juridique, financier et technique du Centre de programmation et de production.

Profil souhaité :
- expérience professionnelle confirmée en PROGRAMMATION TV/RADIO, activités culturelles et de communication,
- expérience de gestion d'UNITÉ BUDGÉTAIRE.

Le sens des relations publiques, le goût de l'animation d'équipe et la rigueur de gestion sont des qualités indispensables.

POSTE A POURVOIR PROCHAINEMENT - RÉMUNÉRATION selon QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à G. MISSONNIER, GRECOM, BP 32, 78240 CHAMBOURCY, chargé de l'examen des candidatures.

A NANTES
Notre entreprise, 1.320 personnes, 750 MF de CA, en forte évolution, recherche pour sa DIVISION CAOUTCHOUC

ingénieur d'études applications (réf. REA)
ingénieur de développement (réf. ID)

Ils seront chargés d'animer une petite équipe de techniciens et seront responsables de la mise au point de produits très techniques jusqu'à la phase d'industrialisation. De fréquents déplacements en France et éventuellement à l'étranger sont à envisager dans le cadre des relations techniques tant avec les clients que les prospects. Nous cherchons à pourvoir ces postes par des Ingénieurs ESSICA - INSA - ENSI... prioritairement option Mécanique et possédant une première expérience professionnelle acquise si possible dans l'industrie automobile, caoutchouc industriel ou pneumatique. La rémunération d'embauche sera fonction du profil et de l'expérience des candidats retenus.

Adressez votre candidature, en mentionnant la référence du poste choisi à :
Organisation et Publicité - 56, rue François Bruneau - 44000 NANTES, qui trans.

SYD SYNERGIE INFORMATIQUE ET DEVELOPPEMENT
Groupe SYE SYNERGIE ENTREPRISES

La Division INFORMATIQUE INDUSTRIELLE et TECHNIQUE a des objectifs ambitieux et recherche des



Expérience 2 à 3 ans

SYSTEME ou APPLICATION
dans les domaines industriels et
TEMPS REEL

Motivés et autonomes vous participerez au développement d'applications temps réel dans les domaines :
productique, contrôle de processus, télésupervision, systèmes embarqués, génie logiciel, télécommunication.

Monsieur O. BAILLE vous remercie de lui adresser un C.V. et une lettre manuscrite au 78, avenue R. Poincaré 75016 PARIS.





Groupe SYNERGIE ENTREPRISES

CURRICULUM

Si vous pensez que le travail
est une aventure vivante et riche...
... Venez nous rejoindre comme

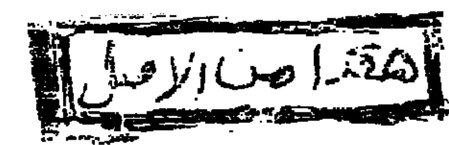
Jeune Directeur d'Usine

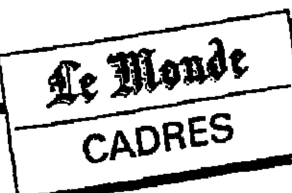
A 35 ans environ, vous êtes ingénieur généraliste Grande Ecole avec une sérieuse expérience de la production. Homme de communication, vous aimez animer et conduire les hommes. Et vous êtes aussi déterminé à être "l'artisan" de la performance technique et économique.

Notre groupe qui réalise un C.A. de 1,3 milliard de francs - leader français dans ses technologies - a des ambitions européennes. L'usine (Ouest de la France) est une unité moderne, à taille humaine et à gestion décentralisée. Bien que positionnée dans une technologie porteuse, elle connaît une transformation rapide de ses moyens de production.

La rémunération ne sera pas un obstacle pour le candidat correspondant à notre recherche.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et indication de situation actuelle sous réf. 67032 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra. Discrétion totale assurée.







10.000 PERS. - 32 USINES DANS LE MONDE
4.3 MILLIARDS DE F. PAR AN
recrute pour son Département
MOULAGE FIN (LIF)
150 MILLIONS F - 470 personnes
près d'ALENÇON (61)

INGÉNIEUR
technico.-commercial
EQUIPEMENTIERS AUTO
France + Europe

Chargé de développer les ventes de «ses» produits (tout ce qui est en Caoutchouc dans la transmission Automobile) chez les EQUIPEMENTIERS AUTOMOBILE en FRANCE et dans le reste de l'EUROPE : contacts avec B.E., Essais, Achats. Interface avec les Sces intérieurs de LIF. Négociations prix et marchés avec les clients.

Résidant à ALENÇON ou à PARIS (dans ce dernier cas, 2 jours-semaine à l'Usine).

INDISPENSABLE

- LA TRENTAINE. INGÉNIEUR mécanicien diplômé • ANGLAIS COURANT.
- EXPÉRIENCE DE LA VENTE DE PIÈCES TRÈS TECHNIQUES A UNE CLIENTÈLE INDUSTRIELLE ÉVOLUÉE. Connaissance milieu AUTO (équipementiers ou constructeurs) très appréciée.

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manusc., C.V. dét., photo et rémunér.) sous réf. 8885 à



Région Centre Val de Loire

Nous sommes une banque privée régionale, filiale de l'un des plus puissants groupes financiers français. Forte de notre implantation locale, et dans le cadre de la dynamique de notre développement, nous recherchons un :

Directeur d'agence
250 000 F. — 300 000 F.
pour l'ouverture prochaine d'une nouvelle succursale.

• Chargé de la création de cette agence, il aura notamment pour mission de développer une clientèle d'entreprises qu'il assistera en matière de gestion financière, de suivre et d'apporter un service personnalisé à une clientèle de particuliers disposant d'un patrimoine important. L'objectif n° 1 étant le développement du volume d'affaires de cette agence.

• Ce poste s'adresse à un professionnel des techniques bancaires, âgé de 30-35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur et/ou bancaire équivalent et justifiant d'une solide expérience.

• Polyvalent, ses qualités de gestionnaire et d'organisateur iront de pair avec ses réelles aptitudes commerciales. C'est un homme de contacts et de relations à tous niveaux.

• La connaissance du tissu industriel et commercial de la Région du Val de Loire serait un atout supplémentaire.

Si cette proposition vous intéresse... merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence BDA/19 à notre Conseil SYNTONE RECRUTEMENT, 10, rue Croix de Malte - 45000 ORLEANS, qui garantit toute confidentialité.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM





de formation supérieure,
vous avez une expérience bancaire
et une capacité professionnelle
qui vous permet aujourd'hui
d'aspirer et de prétendre
à de vraies responsabilités.

Franche Comté

Devenez

DIRECTEUR D'AGENCE

Notre Caisse Régionale offre de réelles opportunités de carrières à plusieurs candidats à fort potentiel.

Adressez votre dossier de candidature au Cabinet J.P. Domier B.P. 2032 25000 BESANÇON

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CPM, l'un des premiers groupes français de relations publiques,
recherche
pour son agence de NANTES

DIRECTEUR D'AGENCE

C'est un(e) professionnel(le) de la communication avec au moins 3 ans d'expérience des relations publiques ou du journalisme.
Il(elle) a la capacité de diriger une équipe, de conseiller nos clients et de développer l'agence.

Envoyer lettre + c.v. + photo à CPM, M. BAPST, 29, bd Bourdon, 75004 Paris, réf. C. 8 606 M.

Promouvoir de nouveaux concepts qualité



L'Alsacienne 1986 l'année de la fusion de Générale Biscuit avec le Groupe BSN
CA 86 : 800 millions de francs,
1140 personnes.
1987 : l'année du challenge commercial avec Petit Exquis, Pur Beurre, Boogy et Trompette.

Telle sera la mission du Responsable de Laboratoire que l'ALSACIENNE souhaite intégrer à son usine implantée près de Bordeaux (620 personnes).
Garant avec son équipe (6 personnes) de la qualité d'une gamme de trente produits, il assurera la continuité des contrôles actuels, collaborera au développement des technologies et des produits nouveaux, mettra en place et animera les méthodes et les outils indispensables à la réalisation d'un objectif de qualité totale.
Ce poste, tremplin privilégié pour une évolution ultérieure dans le Groupe, s'adresse à un ingénieur ENSIAA ou équivalent, désireux de valoriser des qualités d'esprit d'entreprise, de rigueur et de pédagogie, une expérience de 5 ans environ acquise en industrie alimentaire dans des fonctions de recherche développement, contrôle ou production.

etap

GROUPE BSN

Merci d'adresser votre candidature sous réf. VU 473 AM à Annie SANTAMARIA Cabinet E.T.A.P. 11, rue Calvé 33000 Bordeaux. Discrétion absolue.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS.

Intégrer une équipe de Direction

Bâtir et faire vivre un contrôle de gestion

Société performante à succursales multiples et appelée à un fort développement, secteur des transports, renforce son équipe dirigeante et crée le poste de Responsable de Contrôle de Gestion.

Au sein de cette société, qui devient le pivot d'opérations à rayonnement national et international, il aura pour mission, après un premier temps d'observation et d'information de :

- mettre en place et faire vivre au siège et dans les succursales, les procédures budgétaires et un réel contrôle de gestion.
- participer efficacement par ses recommandations à améliorer la gestion de l'entreprise après étude approfondie des résultats et une réflexion dynamique basée sur la recherche des outils de gestion les plus performants.

Ce responsable disposera d'une formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent et d'une expérience de 6 à 7 ans du contrôle de gestion acquise de préférence dans une entreprise de services similaires et à établissements multiples.
Pour assumer ces responsabilités avec une certaine autonomie et en s'intégrant dans l'équipe de Direction d'une société en mutation, des qualités personnelles de rigueur et de finesse, d'adaptabilité et de contacts aisés et persuasifs sont indispensables.
Pour candidat de valeur, réelles perspectives d'évolution liées au développement de cette entreprise.
Anglais indispensable - allemand souhaité.

Lieu de travail grand port du nord de la France avec déplacements, et perspectives ultérieurement d'une base parisienne.

Ecrire sous réf. AR 477 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Le Groupe de la



— Nouvelle Calédonie —
Responsable administratif et comptable

Pour une filiale (120 personnes - CA 60 millions de francs) du groupe Lyonnaise des Eaux en Nouvelle Calédonie, nous recherchons un Responsable de bon niveau.

Rattaché au Directeur de la société, il traitera l'ensemble des problèmes administratifs et comptables.
Ce poste conviendrait à un candidat ESC et/ou DECS, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle, lui ayant donné de bonnes connaissances en finances, comptabilité, organisation informatique, droit des affaires et droit social ainsi que l'habitude d'animer une équipe.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Nouméa.

Ecrire sous réf. JZ 485 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune ingénieur technique et commercial
chimie minérale

Important groupe industriel français (2400 personnes), leader dans son domaine, recherche, dans le cadre du développement de ses marchés, un Ingénieur.
Au sein de sa direction régionale, située dans le sud-est de la France, il sera chargé :

- du soutien technique du réseau de vente,
- du développement et de la promotion de nouveaux produits dans les domaines industriels, agro-alimentaire et agricole,
- de la négociation de marchés.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ENSL..) ayant une première expérience (2/3 ans).
Les candidatures de débutants seront également examinées.
Des capacités d'analyse et de synthèse ainsi que des qualités de contact et d'ouverture sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Poste : grande ville du sud-est de la France.

Ecrire sous réf. CS 478 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

X, ECP, MINES + MBA apprécié
2 à 3 ans d'expérience

Stratégie et plan potentiel : manager

Un groupe industriel français CA 20 milliards, activités diversifiées et internationales, recherche pour l'intégrer à son équipe de management, un Ingénieur de premier plan.

Dans un premier temps, il aura des responsabilités de "Business Review" : analyses stratégiques, évaluation d'actifs, planification... Rapidement, son envergure lui permettra d'assumer des responsabilités opérationnelles de haut niveau.
La réussite dans ce parcours nécessite :

- une première expérience, soit comme opérationnel, soit dans une fonction de planification, audit, analyse financière,
- la connaissance d'un domaine industriel de type énergie, pétrochimie, matériaux, chimie de spécialite,
- la parfaite connaissance de l'anglais.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. DT 479 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

saari

Contrôleur de gestion
ingénieur ECP, MINES... 3-5 ans d'expérience

pour une jeune société en très forte croissance qui a le dynamisme d'une PME et le soutien financier de puissants investisseurs.

Dans une ambiance jeune et dynamique, il devra créer la fonction de contrôle de gestion et assurer :

- l'audit de l'existant et la mise en place des nouvelles procédures
- l'établissement des budgets en relation avec les directions opérationnelles, en suivre la réalisation, analyser les écarts, les résultats et les performances.

La réussite à ce poste implique une première expérience de 3 à 5 ans acquise en entreprise ou en cabinet (audit organisation) lui assurant la connaissance de techniques comptables et de gestion ainsi que l'outil informatique.
Larges perspectives d'évolution de carrière.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. OZ 385 CM
Discrétion absolue

Membre de Syntec





PUBLIPANEL

Société industrielle française à dimension internationale, réalisant des produits grand public, leader sur ses marchés, offre le poste

Chef de zone export Europe
Grèce - Espagne - Scandinavie - Irlande

Rattaché au Directeur International, le responsable de ce poste prendra en charge des marchés déjà importants avec la volonté de les développer grâce à son action dynamique et efficace auprès des agents de ces pays (assistance à la vente - lancement de nouveaux produits et promotion sur place - négociations des conditions de vente). Il assumera ces responsabilites avec une large autonomie, élaborant ses budgets en termes de CA et de marges, prenant l'initiative d'études de marchés.
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ESC ou équivalent et ayant une première expérience en marketing et/ou vente export et disponible pour voyages fréquents.
Anglais indispensable - allemand ou espagnol souhaité.

Réelles perspectives d'évolution dans le groupe pour candidat de valeur.
Poste basé à Paris.

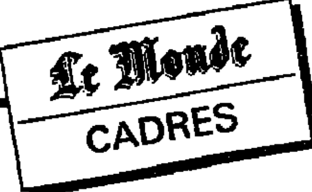
Ecrire sous réf. XN 475 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL


Le Monde
CADRES

Le Monde
CADRES

ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

recherche
pour son *Département de l'Equipement*

un adjoint au chef de département (HF)

Ce candidat devra avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans ou 5 ans d'expérience et un diplôme d'ingénieur ou du niveau de la maîtrise.

Il aura la responsabilité de seconder le chef de département dans la conception et la gestion dynamique d'un important parc immobilier de bureaux et de locaux recevant du public.

Il devra également avoir une expérience dans l'animation d'équipe, des relations avec l'administration et les professionnels de la construction et de l'immobilier.

Le niveau de rémunération pourra le cas échéant tenir compte de l'expérience.

Envoyer sous référence CT/EQ/87 lettre manuscrite, CV et prétentions à :

Service de Recrutement :
Boîte postale 30
92133 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex
avant le 30 juin 1987 délai de rigueur.

Direction unité industrielle

Compiègne - Assemblage petite et moyenne séries - L'usine (200 personnes) de cette PMI française (chiffre d'affaires : 83 millions de francs) est spécialisée dans la fabrication de roues et roulettes pour tous les types d'industrie. En collaboration avec le président-directeur général, le directeur industriel recherché devra améliorer la productivité en réorganisant l'outil de production (plastiques, caoutchoucs, emboutissage, électrolyse). Les efforts seront principalement orientés vers la gestion de production (tous les modules de MAPICS sont en place) et vers la mécanisation des moyens de montage pour les fabrications en petite et moyenne séries. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien possédant une expérience d'encadrement, d'organisation en production et de gestion d'un centre de profit. Pour réussir dans cette fonction, il faut être imprégné des techniques d'assemblage, de la mentalité PMI et avoir le sens de l'innovation. La rémunération sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2864M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de production

Chimie et traitement des métaux

REYNOLDS ALUMINIUM FRANCE est une PME bénéficiant, dans le cadre d'une autonomie complète, de la puissance industrielle d'un groupe multinational de premier plan. Implantée au sud de Colmar, son activité se situe sur un marché porteur, le prélaquage et le refendage de l'aluminium. Rattaché à la direction technique, le chef de production recherché aura la responsabilité de l'ensemble de la fabrication (organisation, planification, amélioration des process, qualité,...) et pourra s'appuyer sur un outil performant et des équipes motivées. Ce poste convient - soit à des jeunes ingénieurs chimistes (ESCEPEA,...) - soit à des candidats de niveau ingénieur ayant l'expérience des process continus de traitement de surface ou de transformation des métaux. L'environnement international du poste demande de connaître l'allemand ou l'anglais. Renseignements complémentaires disponibles sur demande. Veuillez adresser votre candidature manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence B/8090M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SECRETAIRE GENERAL

LIR, Société affiliée à un groupe international largement diversifié, conçoit, développe et commercialise des conditionnements en matière plastique de haute qualité destinés aux industries de la cosmétologie et de la parfumerie.

Cette Société réalise un CA de 200 millions de francs (en fort développement) et emploie 450 personnes dans 3 unités industrielles. Le secrétaire général, promu à l'intérieur du Groupe, quittera son poste le 1/09/87.

Rattaché au directeur général et membre du comité de direction, le secrétaire général assure, avec le concours de 5 personnes et de conseils extérieurs, les fonctions financière et comptable, informatique, administrative et juridique. Il devra également, au cours des deux prochaines années, mettre en place l'informatisation de la gestion de production et un contrôle de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur : HEC, ESSEC, ESCP, IEP, de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle (5/7 ans) a été acquise impérativement, pour partie au moins, dans une société industrielle de taille comparable car le secrétaire général devra non seulement déterminer les grandes options mais encore aller personnellement dans certains détails. Il maîtrise la langue anglaise. Le poste, basé à Chevilly-Larue offre des perspectives de développement de carrière multiples.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/224 AL à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

recrute par concours

11 CHARGÉ(E)S DE MISSION :

pour : ses Services administratifs juridiques et financiers ; ses services opérationnels, organisation et méthodes, formation et conditions de travail, du Siège et des Régions Ile-de-France et du Centre.

Ce concours s'adresse à des juristes, des économistes, des ingénieurs-organisateurs et des spécialistes des sciences sociales.

Les épreuves écrites se dérouleront à PARIS le 23 juillet 1987

Elles comprendront deux épreuves, l'une de culture générale, l'autre, au choix des candidat(e)s, portera sur l'une des disciplines mentionnées.

Les candidat(e)s admissibles auront un entretien avec le jury qui établira la liste des admis(e)s.

Conditions requises :

– Soit posséder un diplôme d'ingénieur ou du niveau maîtrise ou équivalent ;

– Soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont 3 en qualité de cadre ;

– Etre âgé(e) de moins de 50 ans au 1er/1/1987.

Rémunération de départ : 110 000 F annuel.

Les dossiers d'inscription sont à retirer dans les Agences locales pour l'emploi et doivent être adressés sous la référence CM/87/5 à

ANPE Direction générale
Service du Recrutement
53, rue du Général-Leclerc
92136 ISSY-LES-MOULINEAUX
avant le 30 juin
(délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi)

LA MAISON DE VALERIE

Le Catalogue de la maison et des loisirs

Nous sommes une société de vente par correspondance en pleine expansion.

Nous recherchons pour notre Siège Social de

BLOIS

RESPONSABLE HF de nos magasins

(Accueils-catalogues et Expo-vente)

Sous l'autorité du Directeur des Relations Clientèle, vous serez responsable d'une équipe de 70 personnes réparties dans toute la France et assurerez notre développement (ouverture d'accueils-catalogues dans tous les centres régionaux).

La fonction nécessite des qualités de gestionnaire et d'animateur.

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans.

Nous vous remercions d'envoyer votre c.v., photo et prétentions sous référence 52/MO à MV SERVICES, Boîte Postale 4, 41353 VINEUIL CEDEX.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
Futur D.G. — Région de Chartres

Spécialisée dans la conception et la fabrication de matériel de manutention mécanique de grains, occupant une position de leader dans son secteur d'activité, la Société connaît une expansion continue. Atteignant aujourd'hui 110 millions, son chiffre d'affaires a triplé en 10 ans. Elle réalise plus du quart de ses ventes à l'exportation. Son effectif dépasse 200 personnes.

Approchant de l'âge de la retraite, son Président souhaite réduire progressivement ses activités en déléguant certaines tâches à un D.G.A. avant de lui confier la direction de l'affaire. Outre la gestion globale de l'entreprise, celui-ci devra intervenir personnellement dans les relations avec les clients les plus importants, négocier les gros contrats et faire les choix techniques qu'ils impliquent.

Le candidat retenu devra impérativement remplir quatre conditions :

- formation Ingénieur Mécanicien,
- âge 45 ans environ,
- expérience de la gestion d'une entreprise ou d'un centre de profit de même taille,
- pratique courante de l'anglais.

Adresser C.V. détaillé sous référence 262/15/2 M à :
FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin
75002 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Attaché de Direction

Développement Commercial - Stratégie.

Fonction

Rapportant à la Direction Générale de la région France-Bénélux, vous êtes responsable de la collecte et de la synthèse des grandes données économiques de la France (générales et par secteur d'industrie), Vous êtes également en charge de l'analyse de la concurrence et disposez ainsi d'éléments essentiels pour donner un appui sur le plan stratégique aux fonctions Marketing et Vente des Sociétés du Groupe dans le pays (10 sociétés - C.A. 8 milliards F - 4000 personnes).

Profil

. Formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Politiques...).
. Expérience appropriée de 5 a 8 ans acquise dans une grande entreprise.
. Connaissances actives de l'anglais et/ou de l'allemand (ou disposé à l'apprendre rapidement).

Si vous avez l'ambition d'une carrière vivante dans un Groupe international de renom, écrivez sans tarder sous réf. M 1506 à :

Andre POUANT
BASF France
140, rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS-PERRET

BASF

SECSO — *Transport de Fonds, Sécurité Bancaire, Monétique*

Filiale d'un important groupe bancaire, nous sommes l'un des leaders nationaux de la profession (700 personnes, 170 millions de francs de chiffre d'affaires).
La croissance de nos activités sur la région parisienne nous amène à rechercher notre :

CHARGÉ D'AFFAIRES PARIS

Rattaché à la Direction Régionale Nord France basée à Paris, il assure le développement commercial sur la région parisienne de l'ensemble de nos produits et services.

De formation supérieure commerciale, vous êtes jeune, ambitieux, vous avez acquis une première expérience réussie de la vente de services (environ 3 ans).

Votre intérêt pour la Monétique, l'Informatique, la Micro-Electronique est un plus.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 75 à :

SECSO *Direction des Relations Sociales, 28, Port Saint-Sauveur B.P. 474, 31010 TOULOUSE Cedex*

JEUNE MANAGER

pour les filiales informatiques et télématique (20 pers.) d'une banque régionale de l'AUDE

CARCASSONNE

Bénéficiant d'une large autonomie, il devra :
- organiser le développement commercial,
- dynamiser le fonctionnement des équipes,
- gérer les nouveaux projets d'application informatique des 3 filiales.

Nous souhaitons confier cette opportunité à un candidat d'environ 30 ans, de formation **SUP DE CO** et témoignant d'une expérience assez large dans les domaines commerciaux et de gestion de projets informatiques.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec CV, photo et prétentions, à

L.G. Conseils
18, rue E. Delanglade,
13006 Marseille. Tél : 91.37.04.73



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHARTRES ET DE L'EURE-&-LOIR

Nous recherchons un

INGENIEUR CONSEIL

Vous contribuerez au développement des Entreprises industrielles par des actions de conseil en information scientifique et technique, orienté vers l'innovation, en organisation (production, robotique, qualité, sous-traitance), en transfert de technologies, etc.

Nous souhaitons rencontrer un Ingenieur généraliste (AM, ENSI, ...) possedant une expérience industrielle en production ou B.E., le sens du terrain et de la communication. Une formation complémentaire en gestion financiere type IAE serait un plus.

Votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV – photo, sous ref M25/8714) sera traité confidentiellement par notre conseil - 6, rue de Fontenoy - 28110 LUCE.

FCI *FRANCE CONSEIL*

GROUPE IMMOBILIER (ILE DE FRANCE)

recherche dans le cadre de son développement

CHEF DE PROJET

Responsable du montage et du suivi des opérations, de la recherche foncière à la livraison.

De formation supérieure (Droit, Ecole de Commerce, etc.) le candidat maîtrisera l'ensemble des tâches administratives, techniques, financières et commerciales des opérations de construction destinées tant à la location qu'à la vente.

Il aura acquis cette maîtrise par au moins 5 années d'expérience dans la fonction chez un promoteur privé ou social.

Lieu de travail : proche banlieue SUD.

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 1229, à SWEERTS Publicité 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

Animation commerciale et stratégie de communication.

Participer à l'elaboration de notre plan commercial annuel, coordonner et optimiser tous les moyens mis a la disposition de notre reseau europeen.

Donner une nouvelle impulsion a notre force de vente et la dynamiser en lui apportant un soutien publi-promotionnel constant.

Telle sera votre mission au sein d'une petite equipe basée a LYON et rattachée a notre Direction Commerciale France et Europe.

Veritable force de proposition, créatif et animateur, vous participerez d'emblee à l'ensemble des activites : conception/redaction d'un journal d'informations bilingue, realisation de films video, de dossiers et d'argumentaires pour le lancement de produits, etudes marketing specifiques, organisation de manifestations professionnelles, relations publiques, operations de marketing direct...

Ce poste s'adresse a un jeune cadre debutant, diplome d'une ecole superieure de commerce voire possedant une double formation. Vous évoluerez dans notre important groupe industriel international, constructeur de biens d'equipement faisant appel a diverses technologies.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre et CV) en precisant la Ref. 3952 sur l'enveloppe a RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.



Le Monde
CADRES

BRETAGNE SUD

des professionnels de la banque pour notre développement

Avec + 25 % d'activité commerciale en 1987, nous avons besoin de multiples compétences pour accompagner notre croissance.

Vous connaissez le milieu bancaire. Vous y évoluez DEPUIS AU MOINS 2 ANS ou peut-être DEPUIS BEAUCOUP PLUS DE TEMPS. Vous avez une formation BAC + 2 ou équivalent.
Dynamique, mobile, ambitieux... et ayant les moyens de vos ambitions, vous voulez continuer votre progression. Nous vous proposons de prendre en charge soit un portefeuille clientèle, soit de prendre dès le départ la responsabilité d'une équipe.
Nous sommes en mesure de vous offrir une fonction en adéquation avec votre formation, votre expérience et vos désirs d'évolution... sur notre secteur Loire-Atlantique - Morbihan - Finistère Sud.

Appelez Patrick BRUNET - Direction Ressources Humaines et Communication au 40 46 08 08 ou adressez lui votre candidature sous reference PROF/M à la BPBA - 44040 NANTES Cedex 01.
CONFIDENTIALITE ASSUREE.



Une énergie nouvelle en France



Conseil Juridique et Fiscal

Moisand & Associés Membres de *Price Waterhouse*

Présents dans le monde entier, nous renforçons notre structure nationale dans certaines grandes villes de France (Paris - Marseille - Strasbourg - Lyon - Toulouse). Nous recherchons :

Fiscalistes de haut niveau

Nous vous confierons des missions variées qui ne peuvent qu'intéresser les professionnels que vous êtes. De réelles perspectives de carrière seront offertes à des candidats de valeur.

Diplômés (Grandes Ecoles ou Université), vous avez développé une expérience significative pendant 5 ans au moins en entreprise internationale ou en cabinet.
La maîtrise de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Si vous êtes directement concerné par ces offres, n'hésitez pas à prendre contact avec nous en indiquant la référence et la ville qui vous intéressent.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 65005 M à P.BOURON, chez MOISAND & ASSOCIES, 11 rue de Laborde 75008 PARIS.



DESSEIN

LYON

Filiale d'un important groupe industriel français, cette PMI en forte expansion renforce son équipe de Direction en recrutant son

Responsable Recherche et Développement
(X, Centrale, Sup AERO)

Il prendra en charge la supervision de l'ensemble des projets de Recherche et Développement pour une gamme de produits de haute technologie destinés aux industries de l'aéronautique et de l'armement ainsi qu'aux transports terrestres de pointe. Disposant d'outils de recherche performants, il dirigera et animera une équipe de jeunes ingénieurs fortement motivés par les performances des produits. Ce poste convient à un Ingénieur, X, Centrale, Sup AERO, désireux de valoriser dans une structure très évolutive, une expérience confirmée dans la Recherche et Développement de systèmes mécaniques et électromécaniques incorporant des matériaux composites. Merci d'adresser lettre man., CV et prétentions, sous la référence 4134/M à Guy PELLAE - Sélé-CEGOS, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON

Membre de Syntec

PUBLIVAL

sélé CEGOS

Paris

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
500 KF +

Cette societe française (800 personnes, 500 millions de francs de CA) fabrique et commercialise des produits d'équipement pour automobiles. Son développement est lié à la qualité des produits, aux efforts d'investissement consentis, à l'implication des hommes.

En étroite collaboration avec le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint exerce sa responsabilité sur l'ensemble des fonctions qu'il gère dans l'optique d'une rentabilité optimale. Il participe au développement de la société : choix des meilleures options industrielles, commercialisation des produits France et Export, marketing, définition des objectifs.

Nous recherchons un candidat de formation supérieure scientifique ou commerciale (Centrale, HEC...), âgé d'au moins 35 ans ans. Une expérience de direction acquise de preference dans un environnement international lui a permis d'assurer des responsabilités à la fois techniques, commerciales, budgétaires et d'encadrer des équipes pluridisciplinaires.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Les ambitions de développement de cette société sont de nature à mobiliser durablement un manager de haut niveau.

Merci d'adresser en toute confidentialité lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 29/1580 C a :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

UNILEVER recherche pour l'une de ses sociétés françaises un

RESPONSABLE PROMOTIONS

Vous coordonnerez les activités promotionnelles de l'ensemble des produits de cette société. Vous élaborerez les plans de promotions, contrôlerez les budgets et analyserez les résultats.

Professionnel des promotions, vous bénéficiez impérativement d'une expérience réussie d'au moins trois ans dans l'univers de la grande consommation. Vous y ajoutez des qualités de praticien pragmatique et d'animateur ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Les outils mis à votre disposition seront à la mesure du numéro 1 mondial de la grande consommation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 11/87 M à ***UNILEVER FRANCE SERVICES*** *- Recrutement des cadres - 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS CEDEX 08.*

SOURCES

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

Apportez votre sens des relations, votre maîtrise de la pédagogie et de l'animation au département des affaires sociales de notre organisme. Nous souhaitons intégrer à notre stratégie de développement des ressources humaines, un

psychologue HF

pour :
* conseiller notre équipe d'animateurs,
* concevoir et organiser les programmes de formation en relations humaines,
* animer les formations intégrées aux stages et séminaires,

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en psychologie (DESS ou équivalent, psychologie sociale, industrielle...). Une expérience dans les domaines concernés constituera un plus, mais n'est pas obligatoire.
Pour ce poste, basé à Rouen, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CSM au

Discrétion assurée.

cog hébert conseil

231, rue Louis Blanc
76100 ROUEN

Saunier Duval
eau chaude chauffage

Le goût de la recherche.

Quoi de plus excitant, pour un jeune ingénieur dans les 3 premières années de sa vie professionnelle, que la Recherche et le Developpement ? C'est en tout cas votre point de vue. Muni(e) de votre diplôme à dominante électricité et automatisme – ESE, ENSIEG, ENSERG, ESME... –, ayant de bonnes connaissances en électronique et de préférence enrichi d'une première expérience, vous voilà prêt à vous investir au sein d'une équipe qui à des projets.

Filiale du Groupe Saint-Gobain, nous sommes l'un des principaux leaders du chauffage. Chaudières, chauffe-bains, chauffe-eau : plus de 2 000 appareils sortent chaque jour de notre usine de Nantes, dont plus de la moitié sont destinés à l'exportation.

Vous apprécierez de travailler en etroite collaboration avec vos pairs, tout en ayant votre domaine d'action : la conception, l'étude et la mise au point de tous les éléments électriques de nos produits - électrovannes, boitiers de régulation, organes d'asservissement, sécurités, capteurs, câblages, schémas électriques. En outre, vous aurez l'occasion de pratiquer votre anglais, voire votre allemand, lors de vos contacts avec les fournisseurs etrangers et les organismes d'estampillage européens. Pour un premier contact, écrivez à notre Conseil SIRCA - 64, rue La Boetie - 75008 Paris, sous référence 686 551 M. Le poste est situé à Nantes.

SOURCES



Sirca
Paris - Lyon - Madrid

Membre de Syntec

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
Conseils Juridiques et Fiscaux

recherche pour son Département Contrats et droit des affaires, un

JURISTE D'AFFAIRES CONFIRME

- ayant une expérience de 3 à 5 ans,
- le sens du contact et la pratique de l'anglais,
- niveau Doctorat en droit privé.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :
3, villa Emile Bergerat
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.



Ingénieurs d'Affaires

SODINFORG

N°2 DE LA MONETIQUE EN FRANCE

Notre activité est orientée vers la prestation de services, le conseil. La qualité de nos équipes, notre implantation nationale et notre introduction au second marché expliquent une forte croissance.

INGENIEURS D'AFFAIRES rattachés à notre équipe de direction, vous serez responsables de la prospection et du suivi de votre clientèle (gestion, élaboration des budgets, des contrats, coordination avec nos différents services...).
Ces missions s'effectuent dans un environnement traitement cartes bancaires et ingénierie monétique auprès de grands comptes essentiellement.

C'est pourquoi nous vous demandons une formation supérieure, au moins deux années d'expérience, si possible dans ce domaine, une forte personnalité, et la vocation pour évoluer dans une société dynamique.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 650/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil

Le département de la Haute-Marne
recrute

UN DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL à la MUSIQUE et à la DANSE

pour assurer la direction de l'Association Départementale du Développement Musical.

Le candidat devra justifier :
– D'un diplôme d'enseignement supérieur ;
– D'une culture musicale sérieuse ;
– D'une expérience professionnelle à un niveau identique de responsabilité : connaissances administratives et juridiques, relations avec les élus, réelle expérience de l'animation.

L'indice de référence est l'indice 508 nouveau majoré.
Le dossier des candidatures doit être effectué avant le 10 juillet auprès de Monsieur le Docteur Niederberger, président de l'ADDM de Haute-Marne, Hôtel du Département, 52000 CHAUMONT.
Le dossier doit comprendre obligatoirement une lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'une photo et d'un c.v. détaillé assorti d'une note sur la façon de conduire son action de délégué. A l'issue de la présélection, les candidats seront convoqués pour être entendus par un jury. Les entretiens des candidats présélectionnés auront lieu le JEUDI 23 JUILLET.
Une disponibilité immédiate est souhaitée.

NANTES

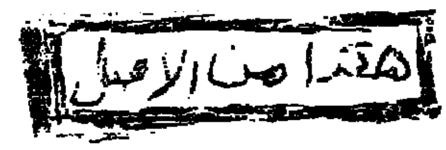
NOUS SOMMES UN DES PREMIERS CABINETS DE CONSEIL FRANÇAIS

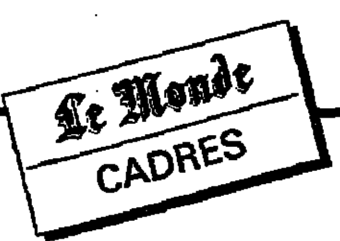
Pour renforcer notre département **CONSEIL PME**, nous recherchons plusieurs

consultants

Vous avez des compétences et une expérience de quelques années en **GESTION INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE.**
La trentaine si possible, diplômé d'une Grande Ecole, fort d'excellentes capacités relationnelles et d'un bon esprit de synthèse, vous vous sentez prêt à prendre des responsabilités importantes et evolutives.
Votre poste basé à Nantes suppose des déplacements sur les Pays de Loire.
Rémunération motivante tenant compte de votre potentiel.

Merci d'adresser, confidentiellement, votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) a D. FAUDAIS - FIDORGA - 18, rue du Pin - B.P. 386 44013 NANTES Cedex 01.





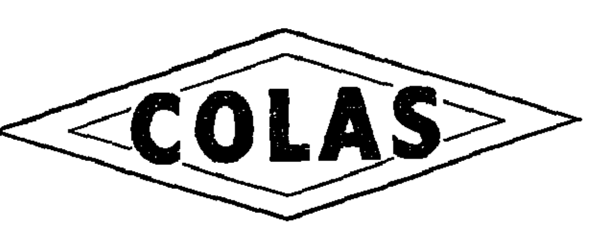
Jeunes Ingénieurs chantiers... pour l'initiative

Autonomie : autonome, vous le serez dès votre arrivée : le temps de passer un casque et vous voilà sur nos chantiers : plus de 8000 en France, de quoi satisfaire toutes vos ambitions.

Initiative : vous aborderez dès les premiers jours les techniques routières, vous vous familiariserez avec le matériel, la mise en œuvre de nos produits. Vous apprendrez à encadrer et motiver vos équipes.

Responsabilité : rapidement vous découvrirez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... et affinerez votre sens des affaires : vous prendrez en charge les relations commerciales avec vos clients et fournisseurs et décrocherez vos premiers marchés.

Liberté d'action : une réalité au sein de notre groupe : vous prendrez très vite des responsabilités élargies dans nos filiales France ou à l'intérieur de nos délégations étrangères.
Nous sommes présents dans près de 40 pays.
Notre poids : 19000 personnes et 8 Milliards de CA
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence LM 34.



Service Recrutement Formation
39, rue du Colisée - 75008 PARIS

PEINTURE AUTO

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'UN CENTRE D'ASSISTANCE INTÉGRÉ

EST DE LA FRANCE

DÉFENDRE LES COULEURS DE HERBERTS-FRANCE CHEZ UN GRAND DE L'AUTOMOBILE

Vous connaissez l'industrie automobile et plus précisément le traitement de surface et/ou la mise en peinture des véhicules sur chaine.
Vous souhaitez travailler dans une entreprise de pointe, en plein développement, présente sur tous les marchés Européens.
Nous vous proposons la responsabilité de l'antenne d'assistance technique intégrée auprès d'un constructeur automobile. Vous disposerez d'une équipe compétente, de l'appui de nos laboratoires, et vous agirez en liaison avec les services concernés de notre client pour la mise en œuvre de notre gamme peinture dans son usine.
Vous rendrez compte au Chef de la Division Automobile de HERBERTS FRANCE.
Lieu de travail : Est de la France.
Bonne rémunération, véhicule de fonction.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel
Boîte Postale 1025
78202 MANTES-LA-JOLIE CEDEX

Herberts FRANCE S.A.
fabricant de peinture
(Groupe Hoechst)

Bleu Publicité

Société de Thermique Industrielle
à fort potentiel de développement, leader dans son domaine : Ingénierie/Exploitation d'installations relatives à la récupération d'énergie, recherche un

Ingénieur de projet
Electricien

Dans le cadre de projets de grande envergure, il sera responsable de la préparation et du suivi des marchés relatifs à l'électricité (courants forts - courants faibles) et du contrôle commandes (régulation, automatisme). Diplômé d'une grande école (SUPELEC, ENSEM, ENSEEIHT ou équivalent), il aura 5 à 10 ans d'expérience en électricité, automatismes industriels, instrumentation en Bureau d'étude d'ingénierie. Bonne connaissance de l'anglais nécessaire.
Veuillez adresser votre candidature (lettre man., CV et prétentions) sous la référence 7034/M à E. de CABROL, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux,
92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

PUBLIVAL

ASYSTEL RHÔNE-ALPES recherche son Directeur

BASÉ A LYON

- ☐ **HOMME DE MANAGEMENT**
  Il est capable d'animer et de motiver sa propre force commerciale et les collaborateurs qui l'entourent.
- ☐ **CHASSEUR ET HOMME D'AFFAIRES**
  Il maîtrise avant tout la négociation et a un goût prononcé pour le commerce.
  Son sens de la communication et la qualité de ses prestations amèneront la confiance de ses clients, interlocuteurs de haut niveau, avec lesquels il saura entretenir des relations de partenariat.
- ☐ **CHEF D'ENTREPRISE**
  Il définit sa propre stratégie et bénéficie du support et du savoir-faire ASYSTEL.
  Il saura anticiper les moyens à mettre en œuvre et faire preuve de la rigueur nécessaire au suivi des résultats.

30 à 40 ans, de formation supérieure, avec l'expérience du succès dans une SSII ou chez un constructeur, il a la volonté de réussir et faire gagner son équipe.

Merci de communiquer votre dossier à Elisabeth CHARPILLET
ASYSTEL 29, rue de Bagneux - B.P. 636 - 92542 Montrouge Cedex.



Créée en 1981, ASYSTEL est une SSII spécialisée dans la gamme IBM du PC au 3090, introduite sur les seconds marchés des Bourses de Paris et de Bruxelles depuis 1986.

LE MONDE DES DIRIGEANTS

Une nouvelle rubrique hebdomadaire d'offres d'emplois dans *le Monde* daté jeudi, réservée aux postes de haut niveau, offrant une rémunération minimale de 400 000 F.

Les professionnels du recrutement annonçant dans cette rubrique se sont engagés à préserver la confidentialité des candidatures.

UNIVERSITAS TURICENSIS MDCCC XXXIII

La faculté des lettres de l'Université de Zurich met au concours pour le début de l'année académique 1988/1989 un poste de PROFESSEUR de

LINGUISTIQUE GÉNÉRALE

les candidats devraient pouvoir faire état de recherches dans le domaine de la linguistique théorique et au moins dans un groupe de langues non-indo-européennes. Sont exigés le doctorat d'État ou des prestations équivalentes, ainsi qu'une connaissance suffisante de l'allemand.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels (CV, liste des publications et des cours déjà donnés, références), doivent parvenir jusqu'au 31-7-87 au : Dekanat der Philosophischen Fakultät 1 der Universität Zürich, Rämistr. 71, CH-8006 Zürich.

Directeur industriel

Nous sommes un GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE de très bonne notoriété. Notre dynamisme commercial, des prises de position hardies et une politique de diversification soutenue, nous ont mis à la première place sur plusieurs marchés. Nous avons d'autres projets d'expansion.

Pour cela, nous devons moderniser et adapter nos outils industriels et en créer d'autres. Ils doivent correspondre à notre volonté de rester leader ainsi qu'à l'évolution et la progression de notre marché (froid alimentaire). Ces réalisations et l'amélioration de la productivité doivent être placées sous la responsabilité d'un cadre dépendant directement du P.D.G. du Groupe.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé d'une grande école, de 40 ans environ, qui peut nous apporter une expérience solide et réussie, à la fois dans les études d'investissements, travaux neufs et production.

Sa connaissance du milieu alimentaire ou des techniques du froid est, bien sûr, un plus mais ne nous paraît pas indispensable. Ce sont surtout ses qualités humaines : grand esprit d'équipe, sens des responsabilités, capacité d'évoluer au sein du Groupe, que nous apprécierons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 6334/J, à notre Conseil André PLESSY, qui vous garantit toute discrétion, à CAPFOR - B.P. 846 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

MEDIA PA

Important groupe agro-industriel rech. pour une de ses filiales africaines :

DIRECTEUR

PROFIL : Diplômé d'une école agronomique ou de gestion (ENSA - ISTON - ESSEC - SUP DE CO...). Avec expér. de 5 ans min. dans un poste similaire. Connaissance des pays tropicaux indispensable et de préfér. africains. Angl. souhaité.

FONCTION : Responsable de la gestion d'un ensemble agro-industriel sous tous ses aspects et notamment agronomique, industr., compt., financier, commercial et relations publiques.

Adr. dossier de candidature (CV, photo) ss réf. 26.168 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transm.

GROUPE ACCOR

le leader de la restauration scolaire et universitaire recherche

DIPLOMÉS BTS ou ÉCOLE HOTELIÈRE

Après une période de formation nous vous confierons la responsabilité d'un restaurant ou vous pourrez vous exprimer en mettant à profit vos talents d'animation, votre sens de la relation commerciale et votre souci de la gestion.

Expérience souhaitée

Envoyez votre curriculum vitae à la Division scolaire universitaire GÉNÉRALE DE RESTAURATION
Direction du Personnel
62, avenue de Saxe
75015 Paris.

Recherche

COMPTABLE H. ou F.

BTS ou DECS minimum 3 ans d'expérience en cabinet d'expertise, pour emploi sur plusieurs sociétés. Lieu : Paris et proche banlieue. Montant brut annuel : 120 000 F.

Ecr. av. CV et photo d'identité à G.H. 5, 5, rue des Jeuneurs, 75002 Paris.

QUOTIDIEN DEPARTEMENTAL cherche

JOURNALISTE PROFESSIONNEL
SECRETAIRE DE REDACTION

Chargé des inform. générales, possédant plusieurs années d'exp. dans le domaine.

Ecrire sous le nº 8 661 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

VOUS AVEZ LA FIBRE AGRICOLE, LA BOSSE DU COMMERCE ?

Nous vous recherchons comme CHARGÉ D'ÉTUDES VALORISATION DES PRODUITS AGRICOLES

Formation souhaitée : Ingénieur agricole + École de commerce

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'EURE
BP 882
27008 EVREUX CEDEX

PARIS, PETITE ECOLE MATERN. ET PRIM. PRIVEE, LAIQUE, SOUS CONTRAT SIMPLE AVEC L'ETAT

rech. pour rentrée 87-88

INSTITUTEUR (TRICE) EXPERIMENTE (E)

avec CAP et b. connaiss. de l'anglais pour trav. en équipe. Tél. le soir : 42-23-13-03 ou 48-24-03-31.

ÉCOLE SUPERIEURE INTERNATIONALE D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (Bac + 4 – accords internationaux d'équivalence) recherche

INTERVENANTS

pour options MARKETING et FINANCES. Les praticiens en entreprise justifiant d'une expérience pédagogique sont concernés par cette annonce. Dossier de candidature, C.V., photo, copies diplômes et titres universitaires, lettre manuscrite à adresser à :
Mme Levy-Benaroya, Direction de l'ESIAE, 63, bd Exelmans, Paris 16e.

Sté d'assurances, produits financiers, Paris 8e rech.

JEUNE ACTUAIRE DIPLOMÉ

Débutant ou possédant un début d'expérience. Poste proposant perspectives d'évolution pour élément de valeur. Prière d'adresser candidature avec C.V. et prétentions à :
PREVOIR RECRUTEMENT, réf. nº 5406, 19, rue d'Aumale, 75306 Paris Cedex 09.

Société financière
liée à un Groupe de Banques
Paris 8e recherche

Jeune homme (ou jeune femme) ambitieux et imaginatif désireux d'acquérir ou d'améliorer une spécialisation en opérations financières

Le candidat sera débutant ou aura une expérience de 2 à 3 ans.
De formation scientifique, ou économique et commerciale avec de bonnes aptitudes aux mathématiques.

Rémunération selon expérience et résultats.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous réf. 2553 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.



Le Monde CADRES



RHONE POULENC
recherche pour son équipe
d'AUDITEURS INTERNES INTERNATIONAUX

DIPLOMES(EES)
1er emploi
d'HEC, de l'ESSEC ou de SUP. de CO. PARIS

Bilingues anglais + par ordre de preference :
Espagnol - Portugais - Allemand
Connaissances en informatique souhaitées.

Fonction :
- AUDIT OPERATIONNEL dans les filiales françaises et etrangeres
- Encadrement de missions après période d'intégration dans le cadre d'un Service Audit Groupe.

Evolution :
Bonne preparation pour prendre ensuite responsabilités dans differentes fonctions au sein du Groupe : • Finance/Tresorerie. • Marketing. • Commercial.
Postes base à PARIS. Déplacements frequents en France et dans le monde.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et pretentions à
RHONE POULENC INTERSERVICES - Recrutement des Cadres
13eme - 25, quai Paul Doumer - 92408 COURBEVOIE CEDEX.

CONTESSE

AZIMUT

L'INFORMATION, UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE POUR L'ENTREPRISE.

Première banque de données graphiques sur les composants électroniques, nous sommes une entreprise jeune
nous recherchons

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

De formation supérieure en électronique ou en électrotechnique, vous êtes attiré par le commercial ou bien
De formation supérieure commerciale, vous êtes intéressé par les technologies de pointe.

Vous avez acquis une première expérience professionnelle. Les candidatures de débutants seront également examinées. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Au sein d'une équipe jeune basée à Paris (déplacements occasionnels) vous serez chargé de développer notre banque de données auprès des fabricants et des utilisateurs de composants électroniques.

Si cette proposition vous intéresse, merci de nous adr. votre dossier complet de cand. à AZIMUT 5, rue Robert-Ayle, BP 103, 62110 Hénin-Beaumont.

Banque Nationale à taille humaine
recherche pour renforcer
les équipes d'exploitation de ses agences de Paris et Région Parisienne

3 EXPLOITANTS H/F
Classe V et VI

Chargés de la gestion et de la prospection d'un portefeuille PME/PMI.

Ces postes conviendraient à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (Ecoles de Commerce, Universités, ITB) justifiant d'une première expérience réussie dans le développement d'un fonds de commerce Entreprises.

De réelles possibilités d'évolution s'offrent à ceux qui souhaitent mettre à profit leur sens commercial et leur esprit d'initiative.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous réf. 2534 à :



37, rue Froidevaux, 75014 PARIS
qui transmettra.

Ville de Châteauroux
Préfecture de l'Indre
(55 000 habitants)

recherche

UN CADRE ADMINISTRATIF

Chargé du développement de l'organisation :
- Perfectionnement des structures existantes ;
- Amélioration des procédures de fonctionnement ;
- Promotion de nouvelles techniques de gestion.

De niveau Attaché ou DSA
(Formation en organisation appréciée),
il sera directement rattaché au secrétariat général.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre de candidature, photo et cv. à :
Monsieur le Maire de Châteauroux,
B.P.509, 36018 CHATEAUROUX.

Optimiser le présent, anticiper l'avenir.
Pour développer nos études clientèle, notre Département Marketing crée le poste de

Responsable recherche marketing clientèle.

Vous avez une expérience de généraliste en marketing (V.P.C., presse, grande consommation) et vous conduirez nos études afin d'optimiser nos cibles actuelles et prospectives. Vous suivrez et analyserez les résultats et vous serez une force de proposition pour l'élaboration du plan marketing.
Entreprise de V.P.C. spécialisée dans la presse, nous sommes leader dans la vente de services de presse au grand public (1 million de commandes par an, CA - 150 M.F.).
Nous avons des outils puissants à votre disposition.
Issu d'une école supérieure de commerce, vous avez des capacités d'analyse et de synthèse ainsi qu'un bon esprit d'équipe.
Ce poste clef pour notre avenir, est une occasion pour vous de développer vos talents.
Envoyez vos motivations, votre C.V avec prétentions à notre Conseil MC Brehant sous référence 67 M2

CENAS SELECTION — Tour Neptune - CEDEX 20 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

IBRETA
INSTITUT BRETON D'EXPORTATION D'EQUIPEMENTS ET TECHNIQUES AGRICOLES

Société d'exportation spécialisée dans le domaine de l'élevage et des équipements Agro-industriels, nous recherchons un

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT
Algérie - Egypte - Moyen-Orient

Motivé par un challenge permanent, vous assurerez la promotion de nos techiques et de nos produits par des contacts à haut niveau.
Une première expérience réussie dans un domaine similaire a mis en valeur vos talents de négociateur.
Anglais indispensable, la connaissance de la culture Arabe constitue un plus. Basé à RENNES, vous êtes totalement disponible pour des voyages très fréquents.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence L262 à Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Groupe holding situé à Paris 16e, recherche

ASSISTANT(E) SERVICE DU PERSONNEL

maîtrisant techniques de gestion administrative et de secrétariat.
Connaissance micro-informatique nécessaire.
Exp. de 5 ans min. dans la fonction personnel (de préférence dans une PME)
Adresser CV, photo, prét. sous réf. 1684 à notre Conseil CEPIAD, 135, av. de Wagram 75017 Paris

---

Importante Société recherche pour Paris un

CADRE DE GESTION IMMOBILIÈRE

capable de diriger et d'animer une équipe de 10 personnes au sein d'une unité assurant la gestion économique et administrative de 5 000 logements locatifs.

Age 30 ans minimum
Formation supérieure
Expérience confirmée de la gestion d'immeubles
sens des relations humaines

Adresser lettre manus., CV, photo, et prét. s/réf. 26623 à Contesse, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Larousse
- Un nouveau souffle dans l'édition -

SECRETAIRE DE REDACTION
GEOGRAPHIE - TOURISME

Vous assisterez le directeur d'une collection d'ouvrages de géographie et tourisme, concernant la plupart des pays du monde. Votre rôle sera d'assurer les rapports avec les auteurs, suivre la réalisation des ouvrages, participer à la mise au point des textes, au choix des illustrations et à la rédaction des legendes. Votre aptitude à la rédaction, votre sens artistique poussé, votre goût du travail en équipe et votre fort potentiel seront indispensables pour tenir ce poste. Vous avez d'ailleurs conforté par une expérience réussie dans l'edition, votre formation superieure, de préférence en géographie (maitrise/doctorat ou équivalent). Votre connaissance de l'anglais sera un plus. Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, *lettre manuscrite et pret.) s/ref.* M/SD à Larousse, Direction des Relations Humaines - 17, rue du Montparnasse 75296 Paris Cedex 06.

Larousse

CONTESSE

CHEF DE FABRICATION

Filiale de grands groupes industriels, notre entreprise, dans une perspective de développement, recrute son jeune patron de la fabrication.

Dans ce poste qui sera intégré au comité de direction, il devra améliorer les liaisons services-production, organiser les méthodes, animer les équipes en place.

Nous cherchons un jeune ingénieur à fort potentiel ayant entre trois et cinq ans d'expérience industrielle.

Il s'affirmera sur le terrain par son dynamisme, son sens de l'organisation, ses qualités d'animateur, sa volonté de faire évoluer l'entreprise.

Ecrire à S.N.P. 4 175, BP 907, 76023 ROUEN Cedex.

VILLE DE ST-OUEN-L'AUMONE (VAL-D'OISE)
recrute immédiatement

ATTACHÉ

pour son service de promotion culturelle (mission : organisation de la programmation spectacles)

Adresser candid. et CV à M. LE MAIRE 95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

ASSOCIATION recherche

DIRECTEUR CENTRE SOCIAL

(en création) quartier retenu au titre de la CNDSQ, DSTS ou équiv.

Env. candidat. + CV avant le 10 juin
AGAPE 106, bd de Belfort 59100 ROUBAIX.

SCIENCES ET TECHNIQUES IMAGE
Ecole des Mines de Paris
CTAMN, 06560 Valbonne,
offre à
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
ou DEA âgés moins de 25 ans
BOURSE doctorat 2 ans.
Imagene, Cartographie, Systèmes Experts.
(Envoyer c.v., S.V.P.).

AUCTEL FRANCE recherche

COMPTABLE UNIQUE(H/F)

DECS ou BTS exigé
10 ans d'expérience

Envoyer CV à :
AUCTEL FRANCE
37, rue Gay-Lussac
92320 CHATILLON.

INSTITUT PASTEUR
rech. pour son service de PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

JEUNE ASSISTANT JURIDIQUE H/F

titulaire d'une maîtrise ou DESS de droit privé.
Formation CEIPI appréciée.
Les candidats(es) devront justifier d'une expér. de 2 ou 3 ans en entrepr. ou en cabinet et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

Adr. CV, photo et prét. à la Direct. du personnel, 28, r. du Dr-Roux, 75724 Paris Cedex 15.

Importante industrie en expansion
Produits Modernes pour le bâtiment,
à Strasbourg, recherche pour renforcer son équipe "exportation"

JEUNE CADRE EXPORT
IECS - ESC
formation export.
ou similaire

Disposant d'une première expérience de l'exportation de 2 à 3 ans, parlant bien l'anglais + l'espagnol ou l'allemand.

Mission : développement et gestion de marchés d'exportation, tant sur le terrain (déplacements fréquents) que depuis le siège de Strasbourg, au sein d'un service structuré.

Poste d'avenir évolutif.

Rémunération stimulante.

Adr. CV dét. ss. réf. 1267 à
SELECTEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Société de travail temporaire ST-LAZARE recrute pour son équipe

JEUNE GRADÉ BANQUE

pour prospection clientèle bancaire et Ets financiers.
Recrutement employés de banque à tous niveaux.
Il est demandé grand sens commercial et dynamisme.

Ecrire avec CV, photo et prét. sous nº 1790/JN à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE recherche

JEUNE(S) BTS

COMPTABILITÉ
pour compléter équipe comptable

Des missions d'audit seront à effectuer dans les établissements de province.

Dynamisme, esprit d'équipe et de synthèse seront des qualités indispensables.

Adresser courrier manuscrit avec CV + photo et prétent. à GMP, M. Taupin, 15, rue Croix-des-Petits-Champs, 76001 Paris.

Agence IMMOBILIÈRE 15e rech. :

NÉGOCIATEURS-ICES

pour vente appartements s/Paris, voiture indisp.
J. SUTEAU, 86, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.

VILLE DES ULIS
28 000 habitants (Essonne)

RECRUTE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

classé 20 000 à 40 000 habitants
et remplissant les conditions statutaires

Adresser candidature et CV détaillé à
M. le Sénateur-Maire, BP 43,
91942 LES ULIS Cedex

PME alimentaire située en Bourgogne
recherche
dans le cadre de sa réorganisation

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

faisant partie de l'équipe de direction, il prendra en charge, à court terme.

- Le suivi des problèmes administratifs et fiscaux.
- La gestion comptable et la préparation du bilan.
- Les budgets, trésorerie et relations bancaires. Agé de plus de 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur, il maîtrise l'informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº 8.662, *le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Etudiants, Etudiantes,

L'Office Universitaire de Presse recherche pour le 1/9/87

SES RESPONSABLES DE CENTRE
SUR LES FACS DE NANTERRE-JUSSIEU VILLETANEUSE ET PARIS NORD

Sa mission : Encadrer et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 400 offres d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire

Conditions : • Statut étudiant · 19-25 ans • 20 heures/semaine • Voiture/téléphone • Contrat 2-4 mois fixe — intéressement • Formation assurée • Candidatures traitées par ordre d'arrivée.

OFUP — Ecrire à OFUP Direction du Personnel 73, rue Pascal 75013 PARIS

---

secrétaires

Agence de publicité spécialisée en publicité de recrutement et annonces classées recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

pour réception et rédaction d'annonces par téléphone, conseil à la clientèle (supports, stratégie,...) et suivi adminstratif et commercial des affaires.

Profil :
- 30 ans environ
- niveau BTS secrétariat
- expérience similaire indispensable
- très bonne dactylo
- qualités d'expression écrite
- et orale
- aisance dans les contacts téléphonique à tous les niveaux
- disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo (retournée) et prétent. à M. Pouzenc-Axial. Discrétion assurée.

IMPORTANT INSTITUT DE SONDAGES recrute

ENQUÊTEURS(TRICES) CONFIRMÉS(ÉES)

pour études en porte-à-porte, âge minimum 25 ans, poss. véhicule et téléphone.
Tél. pr R.-VS 47-35-96-54
UNIQUEMENT LE JEUDI
4 JUIN DE 10 h 30 A 17 h.

COLLÈGE AMÉRICAIN S'IMPLANTANT A PARIS
recherche

PROFESSEURS-CONSULTANTS
(HEC, INSEAD, MBA, MS, PHD)

Vacataires
Expérience professionnelle depuis plus de 5 ans

Programme BBA-MBA
- Marketing
- Management
- International marketing
- Finance
- International economics
- Business law
- Consumer behavior
- International business
- Hôtel management
- Micro economics
- Macro economics
- Human resource management
- Managerial statistics
- Sociology
- Managerial accounting
- Auditing

Cours impérativement en anglais
Vacation qq. heures par semaine

Envoyer CV et prétentions à PUBLICITÉ CLAUDE MICHEL 82, bd de Sébastopol, 75003 Paris qui transmettra.

INGÉNIEURS AÉRO

ENSICA, CENTRALE LYON, INSA, ENSMA, ECAM etc. pour travaux d'études thermiques, calculs, aérodynamiques.
Envoyer C.V. ESSAIR 129, r. du Fg-Poissonnière, 9e.

JEUNE RESPONSABLE PROMOTION ET PUBLICITE

Une très importante industrie, proche de Strasbourg, fabriquant des produits techniques modernes pour le bâtiment et les travaux publics, recherche ce jeune cadre, de niveau Bac + 2 minimum, disposant de 5 ans au moins d'expérience de la communication, soit en entreprise comme responsable de la publicité et de la promotion soit comme chef de publicité dans une agence de publicité opérant dans le domaine des produits techniques soit encore comme technicien en relations publiques.

Anglais efficace nécessaire.

Mission : promotion des produits et techniques par documentations techniques, publicité, expositions, conférences, rédactionnel, gestion budgets.

Poste d'avenir stable.

Adr. CV dét. ss. réf. 1261 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG Cedex

Direction des Musées de France

recrute

RESPONSABLE AUDITORIUM GRAND LOUVRE

expérience audiovisuelle et culturelle exigée

Envoyer dossier candidature (CV, prétentions, photo) à : Jean-Pierre Biron, établissement public du Grand Louvre, 2, place du Palais-Royal, 75044 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT ORGANE DE PRESSE
recherche

JOURNALISTES CONFIRMES
Spécialistes de la Bourse et des Affaires

JOURNALISTES DEBUTANTS
si compétents en analyse financière.

Ecrire avec CV, photo et prét. sous réf. 26343 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER PRIVÉ
250 LITS, RHONE-ALPES
cherche

ADJOINT AU DIRECTEUR

Formation sup. et connaissance en gestion hospitalière informatisée.

Env. c.v. sous nº 8.650 Le Monde Publicité 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Sté financière filiale de société japonaise recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

sachant rédiger, expérience minimum 5 ans, anglais courant. Adr. lettr manus., prétent., C.V. + photo à : YAMAICHI FRANCE S.A. 49-53, av. Champs-Elysées 75008 Paris

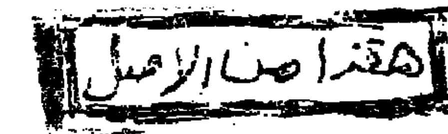
---

Chambre d'agriculture recrute

CHARGÉ(e) DE FORMATION

Formation Sciences de l'Education ou Ingénieur agri-agro + formation spécifique

Ecrire avec C.V. à : Monsieur le Directeur, Chambre d'Agriculture de l'Eure BP 882 27008 EVREUX CEDEX





Directeur administratif et financier

300.000 F

Spécialisée dans la vente d'appareils à ultrasons à usage industriel, la filiale française d'un groupe qui figure parmi les 100 premières sociétés U.S., recherche son directeur administratif et financier. Placé sous l'autorité hiérarchique du président-directeur général France et fonctionnellement rattaché au controller Europe basé à Genève, il couvrira avec l'aide d'une équipe composée d'un chef comptable et de 9 collaborateurs l'ensemble des aspects financiers, comptables, administratifs et informatiques de cette filiale (effectif 60 personnes, chiffre d'affaires 80 millions de francs). Il sera en outre le responsable du reporting. Basé en banlieue sud de Paris, ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS ou équivalent) et parlant couramment l'anglais. Familiarisé à la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (3 ans minimum) acquise directement au sein de la filiale d'un groupe international ou abordée indirectement par le biais d'un cabinet d'audit anglo-saxon. Fonction des compétences présentées la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9279M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur du personnel

300.000 F

Rennes - Un groupe français spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits industriels consommables, recherche son directeur du personnel. Placé sous l'autorité immédiate du président-directeur général, il prendra en charge les divers aspects de la fonction personnel: gestion administrative, relations avec les instances représentatives du personnel (450 personnes réparties en plusieurs unités), assistance et conseil à la hiérarchie dans un contexte de gestion dynamique des ressources humaines (recrutement, évolution des rémunérations et des carrières, plans de formation, cercles de qualité...). Il sera en outre chargé de mettre en œuvre la communication interne au sein de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (droit, IEP, ESCAE, ou équivalent) et justifiant impérativement d'une expérience de la fonction (5 ans au moins) acquise en milieu industriel et qui lui ait permis de développer ses aptitudes à communiquer et à animer. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9280M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur d'agence

Banque - 270/300.000 F

Toulon - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un directeur d'agence. Rattaché au directeur de l'exploitation, il prendra en charge l'exploitation du point de vente de Toulon (9 personnes) et définira son propre plan d'action commerciale. Il saura développer une clientèle composée de PME/PMI et de particuliers haut de gamme. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 32 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience confirmée d'au moins six ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse soit à un directeur d'agence, soit à un adjoint ou un exploitant de très bon niveau qui souhaite évoluer. La rémunération de l'ordre de 270/300.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9281M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Marketing industriel

Responsable études et publicité

AAF France regroupe plus de 300 salariés spécialisés dans la conception, la fabrication et la vente de filtres et équipements de traitement de l'air. Elle réalise 40% de son chiffre d'affaires à l'exportation et fait partie du groupe American Air Filter, leader mondial de cette activité. Afin de poursuivre le développement des ventes auprès d'une clientèle toujours plus large et diversifiée, elle recherche son responsable des études marketing et de la publicité. Rattaché à la direction générale, il sera chargé de définir la stratégie de promotion de la société et de formaliser le plan marketing. Il sera aussi responsable des relations publiques et des actions de publicité et jouera un rôle de conseil auprès des différents départements de l'entreprise, pour lesquels il effectuera des études de marché. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat de formation Ecole Supérieure de Commerce possédant une expérience d'environ cinq ans en marketing industriel, de préférence en tant que chef de produit. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération sera fonction des compétences. Une évolution vers des responsabilités opérationnelles est possible à terme. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2859M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef de service comptabilité générale

250.000 F

Paris - Un groupe de sociétés de crédit-bail, filiale d'une très importante banque nationale, recherche son chef de service comptabilité générale. Placé sous l'autorité du directeur des départements comptabilité et informatique, il aura pour mission d'animer un service de 12 personnes, d'en contrôler l'activité et de consolider les résultats de la comptabilité générale des 7 sociétés de groupe. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 30 ans minimum et diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC + DECS ou niveau équivalent). Il doit impérativement avoir de solides connaissances comptables et fiscales acquises au sein des services comptables informatisés d'un groupe prestataire de services (si possible une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurance), et également justifier d'une expérience réelle de l'encadrement. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R9278M (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Second d'agence

Banque - 200/260.000 F

Nantes - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international, recherche un second d'agence pour son point de vente de Nantes. Placé sous l'autorité directe du chef d'agence, il l'assistera dans la gestion quotidienne et sera plus particulièrement chargé des relations avec une clientèle PME/PMI dont il développera le portefeuille. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, fortement motivé par le commercial, âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant qui souhaite évoluer. La rémunération de l'ordre de 200/260.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9282M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable du contrôle de gestion

Cette entreprise industrielle régionale (+ de 200 millions de francs de chiffre d'affaires) compte parmi les leaders de sa spécialité. Dotée d'un appareil de production particulièrement automatisé, d'une politique d'investissement dynamique et développant des stratégies commerciales agressives, elle entend rationaliser davantage ses structures et méthodes de gestion. Pour cela, le management crée le poste de responsable du contrôle de gestion. Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC) et jouissant d'une expérience pratique de 2 à 5 ans en milieu industriel, ce proche collaborateur du directeur général dynamisera l'information de la comptabilité analytique, établira et suivra plans, budgets, procédures et tableaux de bord, tout en se montrant disponible pour auditer les filiales à l'étranger (anglais utile). Assisté d'une équipe légère, il travaillera en relation étroite avec les différents services opérationnels de la société pour promouvoir un véritable «esprit gestionnaire». Poste complet, évolutif, dont le salaire tiendra compte de l'expérience acquise, à pourvoir en proche région de Colmar. Ecrire à JF JARDINI en précisant la référence A/6460M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chargé d'études

Crédits aux entreprises - 220/270.000 F

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris. Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats: crédit, crédit-bail, location financière...), filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche un chargé d'études responsable d'un secteur géographique qui sera placé sous l'autorité directe du responsable du service engagements. Basé au siège, il aura pour mission de donner un diagnostic en matière de risques sur des opérations de financements aux entreprises, présentées par les différents bureaux régionaux. Doté d'une délégation de signature, il devra statuer sur le montant des lignes ainsi que sur les conditions à appliquer pour les demandes relevant de sa compétence et présentera ces dossiers au responsable de service ou au comité de crédit pour des encours excédant ses pouvoirs. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC, maîtrise de gestion...), ayant acquis une bonne maîtrise de la fonction, de préférence dans un établissement financier et justifiant d'une expérience commerciale. Il devra avoir un excellent sens du risque et posséder de réelles facultés de négociation. La rémunération annuelle brute, fonction des compétences pourra atteindre 270.000 francs. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R9283M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Controller

Doubs

Un puissant groupe industriel français, aux activités très diversifiées, recherche pour l'une de ses filiales, spécialisée dans la fabrication et la distribution d'articles d'entretien, son controller. Rapportant hiérarchiquement au directeur général, et fonctionnellement au controller du groupe, il aura la responsabilité opérationnelle du reporting, du budget (établissement, suivi, contrôle des écarts), de la comptabilité générale et industrielle (assisté d'un chef comptable), de l'informatique (assisté d'un responsable informatique). Par ailleurs il est le garant du respect des procédures financières et de la transparence de la gestion de l'ensemble de l'entreprise. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion, disposant d'une expérience de quelques années d'une fonction finances et gestion dans un environnement industriel, et familiarisé avec les coûts standards et l'outil informatique. Des qualités de contact, de dynamisme, l'esprit d'initiative sont indispensables. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à l'usine, dans le Doubs. La dimension du groupe permet d'envisager à terme, des possibilités d'évolution intéressantes. Ecrire en précisant la référence S8201M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur de recherche et développement

200.000 F

Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication de colles et adhésifs, est aujourd'hui un des leaders sur le marché français de l'hygiène et de l'emballage. Grâce à une excellente assise financière, des clients prestigieux et en fort développement à l'export, elle est appelée à devenir rapidement un groupe européen de premier ordre. Aussi, renforce-t-elle son laboratoire de recherche et développement, particulièrement dans le domaine des adhésifs. Sous l'autorité du chef de service et en relation directe avec les équipes commerciale et technique, il mènera intégralement les missions de recherche et de développement sur les produits, ou les matières premières, depuis l'analyse de la demande client jusqu'aux tests, en passant par la formulation des produits. Des déplacements au niveau national et international sont à prévoir. Ce poste implique de solides connaissances en chimie organique (école ou université) et 2 à 3 ans de recherche de base sur les polymères, adhésifs, caoutchoucs ou résines. Curiosité naturelle, bon sens et volonté de s'investir seront appréciés afin d'évoluer avec l'entreprise. La rémunération, liée à l'expérience pourra atteindre 200.000 francs. Pour ce poste, un très bon niveau d'anglais est nécessaire. Base de travail : grande banlieue nord/est de Paris. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2830M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur des études

Paris-Sud

Futur directeur d'établissement d'enseignement privé - Cet établissement laïque hors contrat, créé en 1947, accueille 150 élèves en internat et externat de la 6ème à la terminale. Il recherche son directeur des études. Celui-ci aura un rôle pédagogique et relationnel important : animation et suivi de l'équipe d'enseignement, des élèves, contacts avec les familles. Lui-même assurera quelques heures d'enseignement. Secondé pour la gestion, il prendra à terme la responsabilité complète de l'établissement. Ce poste s'adresse à un enseignant ayant déjà assumé des fonctions de direction des études, motivé par un engagement professionnel en vue de la promotion de l'établissement. Il bénéficiera d'un cadre agréable aux portes de Paris. Ecrire à Christine BERNET en précisant votre rémunération actuelle et la référence S8199M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Recruter avec des banquiers et pour des banquiers...

PA Conseil en recrutement est la filiale française du groupe PA (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 23 pays). Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA est aujourd'hui le leader en France de la recherche de cadres dans le secteur bancaire (plus de 100 missions en 1986 pour le compte de plus de 40 banques différentes). Pour faire face à son développement, le département banque de PA - composé exclusivement d'anciens banquiers - souhaite intégrer un nouveau consultant, de profil similaire. Basé à Neuilly, et bénéficiant de l'infrastructure du groupe, il utilisera les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...), entretiendra des relations permanentes avec les banques françaises et les banques étrangères établies en France, et sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il gérera et développera de façon autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé (classe V, VI ou VII), connaissant bien les différents métiers de la banque et motivé par une spécialisation dans le métier de consultant en recherche de cadres. Ecrire à J.P ROUGIER en précisant la référence A/062RM. (PA Minitel 36.14 code PA)



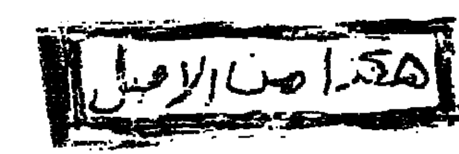
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC


UNIVERS DE
LA GESTION





Trois agences de publicité internationales d'origine anglo-saxonne recherchent pour leur filiale commune en pleine expansion spécialisée dans l'achat d'espace publicitaire un :

Directeur Administratif et Financier

Paris **FF 250.000 +**

Le candidat devra améliorer et superviser les systèmes comptables, développer et harmoniser l'informatique. Il aura la responsabilité de la trésorerie, du budget, de la fiscalité et de la gestion du personnel. Enfin, il veillera au bon fonctionnement de l'équipe "achat d'espace" et gérera l'espace acheté.

Agé d'environ 28 - 30 ans, les candidats (grande école, DECS...) devront avoir : une bonne maîtrise des techniques financières et comptables et de solides connaissances fiscales, une première expérience réussie dans la mise en place de systèmes d'informations, un bon sens de l'organisation, de la négociation et une autorité naturelle.

Contacter **Charles-Henri Dumon** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75009 Paris**, sous réf. 105 CHD.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Pour accompagner sa forte croissance, la filiale française (CA FF 3,5 Milliards) d'un **grand groupe américain de haute technologie** recherche :

3 Contrôleurs de Gestion

Région Parisienne **FF 250-300.000**

Destinés à assurer pour chacun d'entre eux, le support des Directeurs Opérationnels, ils auront pour principales responsabilités :
- l'élaboration du budget et des prévisions de leur Direction
- l'aide à la décision pour tous investissements, projets, propositions clients, stratégies de prix
- la mise en oeuvre des procédures et contrôles internes

Les candidats souhaités auront une formation HEC-ESSEC-ESCP, une première expérience d'audit en cabinet complétée par au moins 2 ans de **contrôle de gestion opérationnel** dans un contexte multinational ainsi qu'un anglais courant.

D'excellentes perspectives d'évolution peuvent être envisagées pour des candidats possédant un bon esprit commercial, une personnalité affirmée et une bonne aptitude à la communication.

Contacter **Ivor N Alex** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris**, sous réf. 1AM/1244.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Un grand groupe industriel international en pleine expansion (CA supérieur à 6 Milliards de Francs, 60 filiales à l'étranger) recherche son :

Directeur des Comptabilités

Paris **FF 400-500.000**

A la tête d'une équipe de 70 personnes, il sera principalement chargé de :
- l'animation et la coordination des comptabilités de l'ensemble des sociétés du Groupe
- l'harmonisation et le développement des systèmes et procédures
- la supervision de la consolidation du Groupe
- la mise à niveau des sociétés entrant par acquisition.

Agé de 35/45 ans, vous devrez avoir, outre de réelles qualités de Manager, une formation supérieure de haut niveau, une solide expérience de la fonction acquise en environnement industriel, une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et l'habitude de l'implantation de nouveaux systèmes. Vous devrez en outre parler parfaitement l'anglais et si possible avoir de bonnes notions d'allemand.

Contacter **Jérôme Lancrenon** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75009 Paris**, sous réf. 871 JLM.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Une société de service, filiale française (230 personnes) d'un important groupe de communication britannique, recherche un

Responsable des Comptabilités

Proche banlieue ouest **FF 250.000**

Vous aurez la responsabilité de la trésorerie et des services comptables, (comptabilité générale, fournisseurs, clients, immobilisations, et stocks) soit 12 personnes. Vous participerez au reporting et à l'analyse des résultats par activité.

Actuellement responsable comptable dans une entreprise Internationale, vous possédez une parfaite maîtrise des techniques comptables (D.E.C.S.), un bon niveau d'anglais et des qualités de manager. Des possibilités d'évolution seront offertes à un candidat de valeur.

Contacter **Michel Gainot** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75009 Paris**, sous référence 1121 MG.

A.R.P.

MP
Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement comptable
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Groupe Financier US

Un des plus importants Groupes Financiers Américains recherche un

Assistant Controller

Paris **FF 240.000**

Rattaché directement au Controller, votre mission sera de le seconder dans la gestion de Systèmes Comptables français et américains pour des opérations de Leasing et de Banque.

Après 2 ou 3 ans dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon et de bonnes connaissances en comptabilité US, vous souhaitez rejoindre un groupe performant vous donnant de réelles perspectives d'évolution.

Contacter **Yves Boissonnat** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 av. George V, 75008 Paris**, sous réf. 906 MOB.

A.R.P.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Un important groupe industriel français (CA : FF 5 Mds) réalisant 40 % de son CA à l'étranger où il possède des filiales dans 22 pays recherche un :

Contrôleur Financier Int^al Adjoint

Province **FF 250.000 +**

Vous serez le principal interlocuteur groupe des responsables administratifs et financiers des filiales dans les domaines suivants : comptabilité, reporting, fiscalité, contrôle budgétaire...
Agé d'environ 26 - 30 ans, vous possédez une formation supérieure (DECS, école supérieure de commerce ou équivalent), 3 à 4 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international ou comme auditeur interne d'un grand groupe international. Une bonne maîtrise de l'anglais est impérative et la pratique de l'allemand serait un plus.
De réelles opportunités au sein du groupe au niveau national ou international seront offertes à un candidat de valeur.

Contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou adresser un CV + rémunération actuelle + n° de tél à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75009 Paris**, sous réf. 704 IPM.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Le département de Planning Financier et Business Analysis du leader mondial dans le domaine du matériel médico-chirurgical (1 milliard de CA en France), recherche

Deux Analystes Financiers

Banlieue Ouest **FF 180/220.000**

Les candidats auront pour mission :
- d'assurer l'exercice de planification des divisions dont ils auront la responsabilité :
- d'établir les prévisions trimestrielles :
- d'assurer le suivi/contrôle des performances.

Les candidats seront de formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP, MBA, débutants ou ayant une première courte expérience du contrôle de gestion.
Ils auront le sens de la diplomatie et un goût des contacts.
Un excellent niveau d'anglais est exigé ainsi que de bonnes connaissances de systèmes PC (Lotus 123, Dbase,...).

Contacter **Ivan Pacaud** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + tél + rém. actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris** sous réf. IPM 890.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

US BANK

Une banque américaine recherche, pour sa cellule **Merchant Banking**, un

Investment Banking Officer

Paris **Excellente rémunération**

Rattaché directement au Directeur du Service, sa mission sera de conseiller les clients de la Banque dans le domaine du "Capital Market" (Gestion des taux d'intérêts, Syndications...).
D'excellente formation supérieure (Ingénieur, HEC, ESSEC, Sup de Co ou MBA), vous avez de très solides bases mathématiques alliées à une bonne pratique de l'informatique et vous parlez, bien-sûr, l'anglais couramment.
Après quelques années d'expérience, vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique pour y exercer une activité de pointe avec une grande autonomie.

Contacter **Yves Boissonnat** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + tél. + rémunération actuelle à **Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris**, sous réf. 754 MOB.

A.R.P.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney

Un groupe français (CA FF 2 milliards) de haute technologie avec 16 filiales en France et à l'étranger recherche un

Contrôleur Financier Junior

Paris **FF 240-280.000**

Les principales responsabilités de ce poste fortement opérationnel seront la mise en place d'un système de contrôle financier et de consolidation comptable et financière pour toutes les filiales, l'analyse et le suivi d'un groupe de sociétés françaises et étrangères (amélioration des contrôles internes, revue des systèmes, conseil en organisation etc...) et des études ponctuelles d'acquisition.
Le candidat aura une formation grande école de commerce, une expérience de 2 à 3 ans d'audit en cabinet ou entreprise internationale et un anglais courant.
L'importante croissance du groupe permettra d'excellentes perspectives d'évolution.

Contacter **Ivor Alex** au **(1) 40.70.00.36** ou envoyer CV + tel + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 av. George V, 75008 Paris**, sous réf. IAM/1242.

A.R.P.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement financier
Paris.Londres.Bruxelles.New-York.Sydney



Dans le cadre du renforcement des structures régionales et de la décentralisation de son management, la Fnac crée le poste de

Contrôleur de gestion régional

— Grenoble —

Votre action sera dirigée d'une part vers la Direction Générale par la mise en place et le suivi d'instruments de gestion et de contrôle permettant la prise de décisions et le management du Directeur Regional, et d'autre part vers les magasins (10 unités représentant près de 1 Md de F. de CA) pour lesquels vous aurez un rôle d'assistance et de contrôle dans la realisation des travaux comptables et de gestion en liaison avec les opérationnels.
Par ailleurs, vous assurerez la liaison avec le Contrôle Général de Gestion du Groupe Fnac.
De formation supérieure, vous avez une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion, acquise si possible dans le secteur de la distribution.

fnac

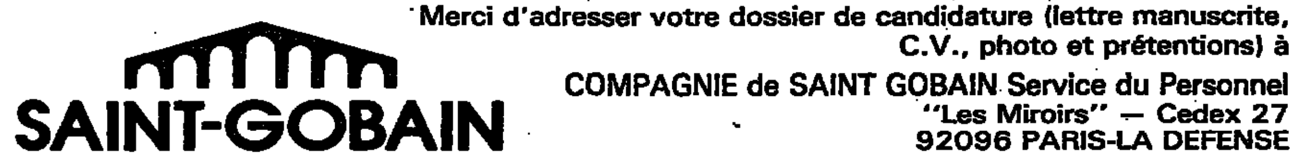
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 609 M à Fnac, Département Central du Recrutement 101, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.



UN FUTUR DIRECTEUR FINANCIER DE FILIALE

Diplômé d'une grande Ecole, ayant une expérience confirmée de Directeur Financier dans une Société industrielle, il intégrera l'équipe des Contrôleurs Financiers du Groupe avant de se voir confier la Direction Financière d'une Filiale en France ou à l'étranger. La connaissance de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à
COMPAGNIE de SAINT GOBAIN Service du Personnel
"Les Miroirs" — Cedex 27
92096 PARIS-LA DEFENSE



PUBLIVAL

GROUPE SEB

FINANCE INTERNATIONALE

Le n° 1 Européen et le n° 1 Français du petit électroménager et des articles de ménage, leader mondial sur plusieurs produits, recherche pour LYON

UN AUDITEUR INTERNE (Réf. MAI)

pour renforcer sa cellule AUDIT rattachée à la Direction Financière du Groupe.
Il assiste la Direction Groupe en lui fournissant des analyses et des recommandations en vue du développement des systèmes d'information et du contrôle interne.
- Votre pratique au sein d'un Groupe Industriel international vous a rompu aux techniques d'audit opérationnel (françaises et anglo-saxonnes).
- Vous avez participé à la mise en place de systèmes informatisés et/ou à des missions d'audit informatique.
- Vous maîtrisez l'anglais.

UN CONTROLEUR DE GESTION (Réf. MCG)

Rattaché à la Direction Internationale du Groupe, il communiquera dans les délais à la DI. tous les éléments concernant la gestion des filiales étrangères et leur apportera l'assistance nécessaire à la préparation des plans et budgets.
Il sera l'interface entre les D.A.F. des filiales et la D.I. pour toutes les questions administratives et financières.
Vous avez 30/35 ans environ, une formation supérieure, 4/5 ans d'expérience de contrôle de gestion international ou d'audit.
Vous travaillez en anglais et vous parlez si possible l'allemand.
Merci d'adresser C.V., photo récente, salaire actuel, sous réf. choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

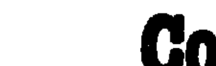


PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

BERNARD KRIEF CONSULTANTS RHONE-ALPES
LE BRITANNIA C 20, boulevard Eugène Deruelle,
69003 - Lyon Part-Dieu.

Développer un must...
la méthode des flux...

Notre Groupe (7,5 Milliards de F., 8 000 p.) est français, solide, implanté à l'étranger. Sa Direction Financière est connue pour avoir développé auprès des milieux financiers une information de qualité et adopté des procédures fiables et efficaces pour ses gestionnaires. Venez rejoindre notre entité



Consolidation

Nous vous offrirons l'occasion d'approfondir votre connaissance d'une spécialité devenue majeure, la Consolidation, dans un contexte large et ouvert : plus d'une centaine de filiales, dont une importante aux Etats-Unis, l'autre au Canada. « Affiner » l'existant dans le temps (passer de l'annuel au semestriel, voire au trimestriel), et dans « l'espace » (structuration par activité, par zone géographique), faire de la consolidation un outil efficace d'analyse et de gestion avec pour objectifs la « visibilité » interne et la « lisibilité » pour l'extérieur.

Un challenge pour un homme d'environ 30 ans, de formation supérieure + DECS complétée par une expérience d'environ trois ans, acquise soit en milieu industriel, soit en Cabinet d'Expertise Comptable. Bien entendu, la pratique de l'anglais et l'utilisation de l'outil informatique doivent vous être familiers.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous référence V/LO/LM.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Banque d'affaires de 1er plan
recherche pour sa
Direction Comptabilité
Département Comptabilité Filiales Participations

CADRE COMPTABLE

CONFIRME

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation DECS avec si possible certificats supérieurs d'expertise comptable.
Une première expérience de 4 à 5 ans (en Cabinet de préférence) vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de la comptabilité, de la fiscalité, et du droit des sociétés.
Votre mission :
Au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous serez responsable de la comptabilité de sociétés filiales, opérant sur les marchés monétaires et financiers et participerez à l'organisation, l'encadrement et l'informatisation du Service.
Possibilités intéressantes d'évolution à court/moyen terme vers des responsabilités élargies à d'autres secteurs de la Direction de la Comptabilité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 26389 à B.U.E. - Service Recrutement - 75107 Paris Cedex 02.

CONTESSE

MISONS SUR LA SYNERGIE DES COMPETENCES

Nous sommes l'un des premiers producteurs d'armements en Europe.
Notre vocation internationale est de concevoir des Armements Intelligents répondant à des exigences technologiques pointues.
Nous recherchons un

CONTROLEUR FINANCIER A FORT POTENTIEL

Notre Etablissement industriel de LA FERTE-SAINT-AUBIN poursuit actuellement une importante mutation. L'intégration de la conception et de la fabrication, la mise en œuvre d'un système de gestion de la production, des évolutions technologiques majeures, nécessitent des équipes fortes.

Afin d'associer encore plus la fonction financière à ces mutations, notre Directeur Financier crée le poste de Contrôleur Financier sur le site de LA FERTE-SAINT-AUBIN (Orléans).

Si l'envie de participer à un projet ambitieux vous anime, si, quoique jeune (environ 32 ans), vous aspirez à une évolution rapide, nous vous confierons la responsabilité du contrôle de gestion, des comptabilités et de l'informatique d'une unité de fabrication générant 650 MF de C.A.

Une formation Grande Ecole, une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel (audit et contrôle de gestion usine, par exemple), un sens du dialogue et de la négociation vous donneront les atouts pour réussir.

Si ces possibilités d'évolution correspondent à vos attentes, merci d'adresser votre candidature à Direction des Ressources Humaines - THOMSON BRANDT ARMEMENTS - Tour Chenonceaux - 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

THOMSON BRANDT ARMEMENTS



THOMSON

HAVAS CONTACT



DIPLOME ENSAE

(1ère division)

L'opportunité de développer le secteur des études, tant qualitatives que quantitatives, portant sur les différentes activités de la société dans la réassurance internationale des branches IARD.

A un débutant motivé, nous proposerons des stages de formation.

Ce poste, basé à Paris-la-Défense (déplacements à prévoir), implique une bonne maîtrise de l'anglais ainsi que l'utilisation de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 26639 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

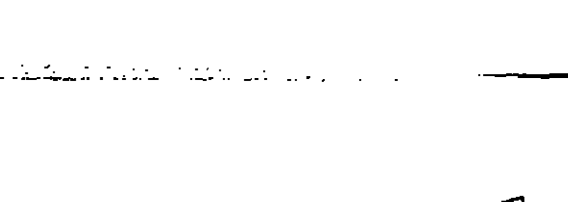
Financiers : nos produits méritent votre potentiel

Vous avez une première expérience de 2 ans et maîtrisez bien toutes les nouvelles techniques et instruments du marché. Diplômé d'une grande école (Ingénieurs, Commerce, DESS finance) vous êtes attiré par **une activité plus commerciale.**

Rejoignez l'équipe commerciale de notre groupe financier, réputé pour son dynamisme et la qualité des services financiers qu'il propose aux entreprises, collectivités et investisseurs institutionnels, vos futurs clients.

Vous bénéficierez de toute la logistique propre à notre entreprise, d'un environnement tourné vers l'innovation et d'une rémunération attractive. De larges perspectives d'évolution vous sont également ouvertes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), sous référence 2447.

SOURCES 108 rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra confidentiellement





Une société de prestations de services pour le montage, la conception et la réalisation d'équipements et d'opérations immobilières (150 p.), liée à un groupe financier de premier plan, cherche pour sa direction financière centrale à Paris Vᵉ

un jeune responsable financier

170 000 F/an

Venez mettre en œuvre la politique financière définie par la direction générale, élaborer les plans de financement, gérer la trésorerie et négocier avec les banques, établir les tableaux de bord de la société et le reporting à la holding. Vous pouvez aussi être associé à d'autres actions liées à l'organisation financière et comptable de la société.

Jeune diplômé d'études supérieures, vous avez 4 à 5 ans d'expérience financière et comptable, si possible dans une affaire immobilière, et souhaitez vous investir pleinement dans une entreprise en mutation.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5024 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



Département Carrosserie leader national dans sa spécialité.

Responsable administratif

Personnel - Comptabilité - Contrôle de Gestion.

Pour le Département Pièces de Carrosserie en croissance rapide, situé à quelques Km de CHATELLERAULT (Vienne), nous cherchons un jeune diplômé E.S.C. + D.E.C.S. ayant si possible une première expérience en entreprise industrielle pour s'intégrer dans une équipe jeune et motivée.

Nous lui confierons trois principales responsabilités :

- la comptabilité générale et analytique de l'unité de production,
- les relations sociales de l'établissement (120 personnes),
- le contrôle de gestion du Département.

Evolution possible dans le groupe pour un élément de valeur.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence 156M à Hutchinson - Département Recrutement - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.



filiale française du Groupe Pharmaceutique SCHERING CORPORATION U.S.A. recherchent

TRESORIER

Chargé de la gestion des liquidités de la filiale, vous contrôlerez et optimiserez les flux financiers liés à son exploitation.
En relation avec le Responsable des départements comptables et financiers, vous assurerez le suivi et la coordination de nos relations avec les Banques, les Organismes spécialisés et la Maison Mère. Vous établirez les prévisions de trésorerie à court et long terme et participerez à la politique de financement.
Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en finance (Bac + 4), et après 3 à 5 ans d'expérience (au sein d'une multinationale), vous maîtrisez les problèmes liés à la gestion de trésorerie.
Vous parlez couramment anglais et possédez une bonne pratique de la micro-informatique.

Votre première mission consistera bien entendu à vous intégrer très rapidement dans une équipe jeune et dynamique d'une vingtaine de personnes.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite sous Réf.91827
Laboratoires UNICET - Dépt. Recrutement -
92 rue Baudin - 92307 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

HAVAS CONTACT



(Kellogg's Corn Flakes, Country Store, Kellogg's Extra, Smacks, Frosti, Krispi, All-Bran...)
Nous connaissons un taux de croissance important (+ 52% en 86) et créons le poste de

Jeune Contrôleur de Gestion.

180-200.000 F

Votre mission : Améliorer et assurer les procédures de contrôle budgétaire, affiner notre système de gestion prévisionnelle (plans, procédures, construction budgétaire...), collaborer au reporting par des analyses rigoureuses, réaliser des études de simulation ; faire vivre nos outils de contrôle de gestion qui joueront un rôle moteur dans la maîtrise de notre croissance.
Jeune diplômé d'une école supérieure de commerce et de gestion, votre expérience de 2 ans environ des sociétés anglo-saxonnes acquise soit en cabinet d'audit international, soit au sein d'une direction financière vous a préparé à assumer cette fonction d'avenir.

Le poste est situé à Rosny II (93).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo sous réf. IB 66206 à TEG - Isabelle BOYER-PRIVEY - 113, rue de l'Université 75007 PARIS.

Chef du Service Consolidation



35 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43 000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique, qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Au sein de la Direction des Affaires Comptables du Groupe, vous aurez la responsabilité de l'établissement du reporting mensuel et des consolidations annuelle et intermédiaires.
Vous aurez en charge la production de l'information chiffrée destinée à la Direction Générale du Groupe et aux principaux utilisateurs des comptes consolidés. Grâce à votre maîtrise de l'informatique, vous assurerez l'adaptation de progiciels acquis et développés à cet effet. Vous animerez une équipe de 6 cadres chargés de la consolidation et du reporting des différentes branches d'activité, et vous serez en relation directe avec les responsables comptables et financiers des Sociétés du Groupe.

De formation Ecole Supérieure de Commerce complétée par un DECS, vous serez l'animateur de cette fonction capitale au sein des Affaires Comptables. Quelques années d'expérience et de responsabilités dans un service Consolidation, une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne, la maîtrise de l'anglais sont indispensables pour remplir cette mission. La réussite dans la fonction vous ouvrira de larges perspectives d'avenir au sein du Groupe.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CH 1 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS

CITIBANK⊕ IMMOBILIER

LE PREMIER GROUPE BANCAIRE MONDIAL A BESOIN DE VOUS POUR LA PROMOTION DE SES CRÉDITS IMMOBILIERS EN FAVEUR DES PARTICULIERS.
DEVENEZ LES ACTEURS DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

Nous recherchons :

RESPONSABLE DES RELATIONS BANQUES ET ORGANISMES ASSIMILÉS

Agé de 30 ans minimum, diplômé d'études supérieures, ce cadre de haut niveau possède une solide expérience de la négociation commerciale acquise en milieu bancaire. Il a une bonne connaissance de la commercialisation et de la gestion des crédits aux particuliers.

Il aura pour mission d'entretenir et de développer les accords nationaux de CITIBANK IMMOBILIER avec le secteur bancaire et les établissements assimilés (organismes de caution, mutuelles...).
Responsable d'un centre de profit, il travaillera dans le cadre d'une direction participative par objectifs et soutiendra le réseau dans l'exploitation des accords locaux.

RESPONSABLE DU MARCHÉ "ASSURANCES"

Ce spécialiste de l'assurance, âgé de 30 ans environ, diplômé d'études supérieures, aura passé 5 ans au moins dans une compagnie de renom.
Une double expérience gestion-commercialisation et une excellente connaissance des assurances auprès des particuliers (habitation, vie, rentes diverses) sont des atouts indispensables pour ce poste.

La mission de ce cadre de haut niveau sera de concevoir des produits d'assurance liés à la distribution de crédits aux particuliers, il aura la responsabilité des négociations et des relations avec les compagnies participantes. Il devra mettre en place un plan marketing et en assurer l'application.
Ces poste sont à pourvoir en région parisienne. La maîtrise de la langue anglaise est un atout supplémentaire.
De réelles perspectives d'évolution au sein de CITIBANK IMMOBILIER et du GROUPE seront offertes aux candidats de valeur.
Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre, photo) en précisant la référence choisie à la Direction des Relations Humaines Compagnie Générale de Banque / CITIBANK - BP 704 - 75821 PARIS CEDEX 17

Bleu Publicité

Patron de la Clientèle Privée ?
VOUS, bien sûr !...

En effet, vous êtes actuellement l'adjoint du Responsable, chez un Agent de Change, et... piaffez d'impatience..., ou, après un détour par le secteur bancaire, vous souhaitez revenir à vos premières amours : LA CHARGE, mais, cette fois-ci, en NUMERO UN ! Venez rejoindre notre équipe de

Gestion de portefeuille

en qualité de bras droit de notre titulaire actuel, avant d'assurer sa succession. Dans un environnement mouvant, vous le savez bien, notre Charge, connue et réputée sur la Place, n'a pas l'intention de « baisser les bras », mais au contraire de mettre l'accent sur le développement de notre Clientèle Privée. Gestionnaire des Comptes Majeurs, vous assumerez en plus un rôle de coordination au sein du Service pour veiller à ce que perdure un certain équilibre entre le « Sur-mesure » et le « Prêt-à-porter » : Comité de Gestion oblige...

Ouvrons ensemble le dialogue. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/PO/LM

MEDIA PA.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Hay Management Consultants

Contrôleur de gestion de haut-niveau

Grande Ecole + DECS

Nous sommes une SOCIETE FINANCIERE PRIVEE particulièrement performante, dont le métier d'investisseur en fait un véritable partenaire des entrepreneurs.
Notre secrétaire général renforce le potentiel de son équipe en intégrant UN CONTROLEUR DE GESTION DE HAUT NIVEAU.
Il sera responsable :

- de la qualité des informations chiffrées remontant aux conseils de surveillance de certaines de nos participations ;
- des relations avec les commissaires aux comptes de ces entreprises ;
- de la définition de procédures ou de recommandations de leur mise en place et de leur contrôle ;
- d'études ponctuelles de dossiers ou de conseils en matière de développement en appui technique de nos conseillers de surveillance.

Ce poste, aux confins de l'audit, du contrôle de gestion, de l'analyse financière, de l'organisation administrative, sera confié à un professionnel du contrôle de gestion, d'environ 35 ans, ayant déjà acquis une très solide expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon et/ou dans une entreprise au contrôle de gestion efficace.
Basé dans une grande métropole régionale, ce poste passionnant s'inscrit dans un contexte de progrès, exigeant de la rigueur, du pragmatisme, l'esprit de synthèse, de réelles aptitudes de contacts. Quant à la rémunération, nous savons rémunérer les compétences.

Saisissez cette opportunité en adressant votre candidature sous la référence 3390/LM à notre Conseil qui vous garantit une totale confidentialité.

HAY GROUP
13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS



LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre Direction des Approvisionnements situé à CORBEIL (91)

RESPONSABLE DE GESTION

Il définira les objectifs de gestion de la Direction et assurera leur suivi.

Il estimera l'influence des paramètres économiques nationaux et internationaux.

De formation commerciale supérieure, (HEC, ESSEC, SUP DE CO), le candidat devra posséder une expérience de quelques années dans un domaine similaire.

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions sous référence 332/86 à SNECMA
Département Encadrement 2, bld Victor 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE



UNIVERS DE LA GESTION



BANQUE WORMS

Direction Internationale

Banque d'affaires, membre du Groupe UAP, nous renforçons une vocation internationale déjà confirmée. Notre stratégie orientée notamment vers les marchés de capitaux, nous a conduit à mettre un accent particulier sur deux secteurs prometteurs : les swaps d'intérêt et de devises, la capitalisation des dettes.

Pour rejoindre une équipe déjà très performante, nous recherchons deux hommes d'affaires de talent, fortement motivés par la possibilité de développer ces activités de marché, par la perspective d'intéressement fondé sur la réalisation d'objectifs.

Equity debt financing

Pour faire face à l'expansion de cette activité, une expérience de cinq à dix ans dans le montage d'opérations financières internationales, une bonne connaissance des techniques de restructuration et de transformation de dettes sont attendues. Une approche du financement des matières premières serait également appréciée.

Diplômé d'une grande école commerciale ou scientifique et si possible d'une université américaine, ce futur manager aura une solide culture financière, juridique et fiscale. Il saura apprécier les contraintes géopolitiques et négocier avec les pouvoirs publics de différents pays. L'anglais, et si possible l'espagnol, doivent être courants.

Très autonome dans son action, il le sera dans le développement de ses affaires. Ses qualités commerciales et d'organisation peuvent lui permettre d'accéder rapidement à la responsabilité d'une division.

Réf. FWO/4M

Swaps/synthetic floaters

Pour développer nos activités de swaps d'intérêt et de swaps de devises, ainsi que nos interventions sur le marché des synthetic floaters, tant pour la banque que pour nos clients, il sera nécessaire d'avoir trois à cinq ans d'expérience des marchés monétaires et financiers, acquise dans une banque, une société industrielle ou chez un agent de change.

Une solide connaissance des opérations de trésorerie et des instruments de protection contre les risques de change et de taux, un sens de l'organisation et des procédures sont requis pour bien opérer sur ce marché. Un anglais courant est indispensable.

Vous avez minimum trente ans, des qualités commerciales, beaucoup de rigueur : vous serez alors le futur responsable d'une équipe qui a vocation de s'étendre.

Réf. FWO/5M

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

SOURCES

Filiale d'un groupe américain, notre activité industrielle et commerciale est en progression constante. Numéro 1 français sur certains produits, nous réalisons un chiffre d'affaires de 130 MF (dont 65% à l'export) et employons 120 personnes. Le prochain départ de l'actuel titulaire du poste nous conduit à rechercher notre nouveau

Controller

Grande ville Sud Ouest **300 KF +**

Reportant à notre Directeur Général, membre du Comité de Direction et bénéficiant d'une large autonomie, il assurera l'intégralité du contrôle de gestion de la société (budgets, plans à MT, suivi des prix de revient, credit control...) et, responsable du reporting, il entretiendra des relations permanentes avec le groupe.

Agé de 35 ans environ, biculturel, Chartered Accountant ou titulaire d'un MBA, le candidat justifiera d'une expérience réussie de la fonction dans un environnement anglo-saxon. Ses facultés d'analyse et de synthèse, son réalisme face aux faits et sa capacité à suggérer des solutions adaptées aux problèmes posés seront les éléments déterminants de son succès.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence C103 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

Saisissez... une opportunité !...

Nous sommes une importante CHARGE d'AGENTS de CHANGE connue et réputée sur la Place. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

Chef de service Bourse

pour remplacer notre titulaire actuel, prenant d'autres responsabilités, chez nous. Bien entendu vous êtes un PROFESSIONNEL aguerri auquel il est inutile de décrire les activités, mais votre position actuelle d'adjoint chez l'un de nos confrères vous pèse, ou, vous étant éloigné de notre secteur d'activité (étant entré dans une banque par exemple), vous souhaitez retrouver cette atmosphère si particulière et si attachante, mais en NUMERO UN cette fois-ci... Réalisateur, solide et possédant des qualités humaines indéniables vous saurez motiver votre équipe, et serez capable de faire face à un volume d'opérations important.

De la fermeté donc, mais aussi un esprit de SERVICE et de DECISION.

A bientôt !

Réné DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/SB/LM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Nous sommes une chaine de magasins en pleine expansion filiale d'un groupe agro- alimentaire leader sur son secteur. Pour assurer notre développement. Nous créons le poste de



SUD-EST

RESPONSABLE COMPTABILITE/ GESTION HF

Rattaché à la Direction Générale vous intégrerez une équipe jeune et motivée pour prendre en charge :

- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique et budgétaire,
- la fiscalité de la Société,
- la trésorerie et la gestion financière,
- le reporting,
- l'organisation administrative.

De formation supérieure, 30-35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie. Homme de terrain, polyvalent, vous avez le goût du dialogue pour assurer la liaison avec les services opérationnels.

Vous gérez et planifiez votre action pour faire évoluer votre poste en fonction de l'expansion de l'entreprise.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V, photo, à Média-System, sous référence 10166 M, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

Experts-comptables, Mémorialistes !.. dépasser le « Cadre » du Salariat...

Expert-Comptable ou Mémorialiste, la perspective de poursuivre une carrière de salarié ne vous enchante pas. Oui, mais,... créer son propre Cabinet, avec le risque du démarrage et l'intérêt intellectuel, bien relatif, d'un clientèle de départ... Aussi nous vous proposons de nous rejoindre, en qualité de

Directeur associé

Nous, les deux Partenaires d'un Cabinet, bien implanté dans une région agréable du littoral, qui étend de plus en plus ses activités (aussi bien ses composantes que sa localisation). Notre taille (26 personnes) nous permet d'ores et déjà de passer des accords avec des confrères et d'accéder ainsi à des dossiers de grande dimension. De la tenue de comptabilité, certes, mais aussi, de l'audit, de l'analyse financière, du commissariat aux comptes, de la consolidation,... Dans un premier temps, vous prendrez en main la responsabilité technique du Cabinet et son organisation interne, ce qui ne vous empêchera pas de mettre à profit vos qualités relationnelles en traitant directement des dossiers importants et en participant au développement de la clientèle.

A court terme, quand nous nous connaîtrons mieux, vous deviendrez notre ASSOCIE. Cette perspective vous passionne ? Alors, à votre plume !...

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/DA/LM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

CHEF COMPTABLE

Paris

Jeune société de services, nous gérons une croissance rapide, sur un marché porteur, avec pour partenaires de grands groupes institutionnels. Le début de l'année 1987 annonce un doublement de notre C.A.

Nous souhaitons intégrer un **chef comptable**, répondant au Directeur Général Adjoint, qui sera responsable de l'ensemble des opérations comptables, bilan inclus, et de l'établissement des déclarations fiscales et sociales.

Il prendra en charge la gestion administrative du personnel et la paie.

Accoutumé à travailler au sein de petites équipes, doté d'un sens aigü de la rentabilité et d'un esprit entrepreneur, il dirigera et fera évoluer cette fonction dans un contexte informatisé (micro-informatique IBM PC).

Son potentiel personnel doit lui permettre de faire face à l'évolution prévisible de notre société.

De formation supérieure + DECS, il bénéficie, à 30 ans environ, d'une première expérience réussie dans un poste similaire au sein d'une société de services.

Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 889 M, accompagné d'une photo, en précisant votre rémunération actuelle. Elle vous garantit une totale confidentialité - KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 Paris.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

MEMBRE DE SYNTEC

INSTITUTION FINANCIERE DE PREMIER PLAN

recherche son

RESPONSABLE DU SERVICE PREVISION ET PLANIFICATION

Dans le cadre de la Direction du Plan et du Contrôle de Gestion et assisté de 4 cadres :

- *vous établirez des prévisions de résultats d'exploitation annuels et pluriannuels,*
- *vous participerez à l'élaboration du plan d'entreprise,*
- *vous réaliserez des études d'aide à la décision, projection, simulation, modélisation ainsi que les analyses et commentaires liés à ces travaux.*

Ingénieur Grandes Ecoles, vous justifiez d'une formation mathématique et statistique. Une expérience concrète d'utilisation des techniques prévisionnelles, d'une durée de 6 ans environ acquise de préférence en milieu bancaire, s'avère indispensable.

La rémunération est à débattre en fonction de l'expérience.

Envoyer dossier de candidature à PIERRE LICHAU S.A. sous réf. 3921 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Pierre Lichau

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT IMMOBILIER ET DE PROMOTION en expansion continue recherche :

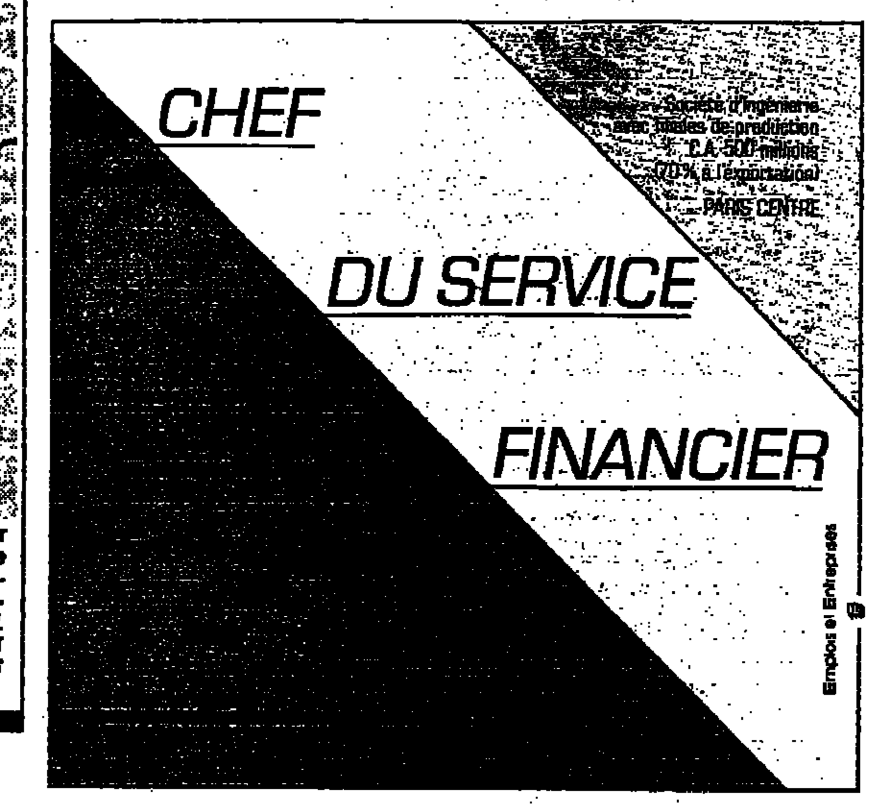


trésorier

- Vous supervisez les prévisions de trésorerie des sociétés du groupe et assurez la gestion des disponibilités.
- Vous recherchez les ressources à court, moyen et long terme nécessaires à notre activité financière.
- Diplômé ENA, X, HEC, ESSEC, SUP de CO, SCIENCES PO... vous justifiez d'une expérience préalable de 5 à 10 ans, acquise dans ce domaine au sein d'un établissement de crédit.
- Lieu de travail : PARIS
- Rémunération en fonction de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et rémunération souhaitée, sous réf. 71431 à MAZET 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

mazet





Contrôleur de Gestion, créez la fonction...

... Au sein de la filiale française d'un des leaders mondiaux de la microinformatique professionnelle. 240 MF de CA pour 1987, un parc installé de 15 000 unités, 30% de croissance annuelle : ces chiffres signent une progression exceptionnelle sur un marché hyper concurrentiel.

Aux côtés du Directeur Administratif et Financier vous prenez la responsabilité :
• du reporting à la maison-mère américaine, des analyses de variance et de l'informatisation du package, • du budget annuel, du plan à long terme et des forecasts trimestriels, • de l'amélioration des procédures et du contrôle de leurs applications, • de l'élaboration des études financières ponctuelles : analyses de marges, d'investissements, etc...

Une réelle évolution est prévue pour ce poste qui s'adresse à un jeune diplômé d'une École de Commerce type «parisienne», ESC province, IEP, possédant une réelle expérience de 3 ans de l'audit ou du contrôle de gestion dans un contexte international.
La pratique de la micro-informatique est un atout, l'anglais un impératif.
La rémunération sera de 220 à 250 KF pour ce poste situé à la Défense.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo, salaire actuel sous réf. M.66606 à l'attention d'Isabelle BOYER-PRIVEY.

TEG.
113 rue de l'Université
75007
PARIS.



DESSEIN



recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION
- *Contrôler l'organisation et la fiabilité des systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens d'améliorer leur compétitivité et leur sécurité.*
- *Evaluer les différentes fonctions et leur place dans l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit.*

LE PROFIL
Généraliste et diplômé d'une des Grandes Écoles,
- *Il dispose déjà de quelques années d'expérience professionnelle en Entreprise ou en Cabinet Conseil.*
Cet acquis a été particulièrement orienté vers des actions d'organisation et de gestion et la maîtrise des techniques financières et comptables serait très appréciée.
- *Il sait travailler couramment en langue anglaise*

Les postes sont basés à Paris, avec des déplacements en France et à l'étranger. Une formation aux méthodes d'audit et aux techniques de gestion pratiquées dans le Groupe est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités au sein de la Société.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 1506 à :

PECHINEY
Service Gestion des Cadres
23, rue Balzac - BP 787-08 - 75360 PARIS CEDEX 08

E1 — Emplois et Entreprises

Homme de terrain et manager au carrefour de toutes les fonctions



1er groupe industriel Danois, leader européen sur son marché, recherche un

Responsable de la gestion de production et de la logistique

pour son usine de BESANÇON : unité performante par ses investissements matériels et la qualité de ses produits, son développement actuel est également le résultat d'un souci aigu du service clientèle.
Interface entre le service commercial et la production, vous dépendrez du directeur usine.
Chef de Service, vous aurez en charge :
• au niveau de l'usine :
* la responsabilité des plannings de production et des stocks,
* la gestion des méthodes de production,
* l'étude de la politique logistique et son application,
* l'étude de l'informatisation au niveau de la gestion de production.
• au niveau du Groupe :
* l'apport de toutes propositions rationnelles et cohérentes -dans le cadre de votre expérience- à l'élaboration des projets du groupe et la prise de responsabilités de certains de ces projets.

En correspondance fréquente avec vos homologues du groupe, il est impératif que vous parliez couramment l'anglais et éventuellement l'allemand.
Vous êtes issu d'une école ingénieur et avez des connaissances importantes en gestion. Vous avez à la fois des qualité de fermeté et de négociation. Vous cherchez un style de management moderne, efficace, et convivial.
Envoyez sous référence 8753 : lettre manuscrite + CV + photo à :

Marcel-Raguenet
26, avenue de Montrapon 25000 BESANÇON.
Discrétion assurée.
Cabinet d'Etudes de Ressources Humaines.

CERH

LEVY-TOURNAY/ABSCOM

Responsables

PORTEFEUILLE ENTREPRISES OU PARTICULIERS

Nous sommes une banque implantée en région parisienne, nous recherchons **des responsables de portefeuille entreprises ou particuliers** dont les missions principales seront :
- la gestion d'un portefeuille de petites et moyennes entreprises ou de particuliers ;
- Le développement de l'activité en direction de prospects ;
- L'encadrement d'une équipe (1 à 2 personnes).

Les candidats retenus devront :
- posséder une formation supérieure générale ou un diplôme bancaire (B.P. minimum) ;
- avoir une expérience professionnelle d'environ 2 ans au sein d'une banque, acquise à l'intérieur du réseau commercial ou dans une direction des Crédits ;
- avoir un comportement commercial affirmé.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise et des résultats.
Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la réf. 4827, à

MEDIA PA **71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.**

Un expert pour gérer des chiffres et des hommes

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

Vous avez une expérience de 5 ans environ dans un cabinet d'audit anglo-saxon, vous souhaitez aujourd'hui manager votre propre équipe.
Nous vous proposons d'être l'adjoint du directeur des services comptabilité financière et fiscalité avec la responsabilité du bilan, des déclarations fiscales, des prévisions et de façon générale, du reporting. Vous encadrez un groupe d'une quinzaine de personnes.

De formation Grande Ecole + expertise comptable, spécialiste de la comptabilité française et américaine, vous maîtrisez l'anglais et utilisez l'outil informatique. Votre sens naturel des relations humaines et du travail en équipe seront les premiers atouts d'une progression rapide au sein de la structure financière de 3M réputée pour son dynamisme.

Merci d'écrire sous la référence 55 MG.
à Christian Salaün, 3M France, Bd de l'Oise,
95006 Cergy-Pontoise Cedex.

3M

média-system

PME secteur communication audiovisuelle, Paris-7e

RECHERCHE

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATEUR ET FINANCIER

30 ans environ

Formation supérieure.
Bonne connaissance comptable (niveau DECS minimum).
Anglais indispensable.
2/3 ans d'expérience en cabinet ou poste similaire en entreprise.

Poste à fort potentiel de développement
Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre + c.v. + photo en indiquant votre salaire actuel à :
PANDORA, 57, rue de l'Université, 75007 PARIS.

Un important groupe du secteur tertiaire en période de forte croissance, intègre au sein de sa Direction Financière à Paris :

Un(e) Adjoint au Chef du
DEPARTEMENT TRESORERIE

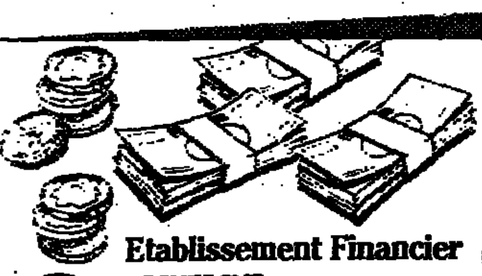
encadrement de l'équipe dépenses et recettes - gestion de la Trésorerie au jour le jour prévisionnelle/modilisée.
Le poste est évolutif.

Un(e) Responsable
COMPTABILITE FILIALES :

traitement et supervision des comptabilités des filiales (des CA allant de 10 à plus de 100 millions de F.), jusqu'au bilan.
Formation type DECS.
Passage en Cabinet apprécié.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous réf. 843 M à
Chantal DHERBIER
PLEIN EMPLOI
10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
Conseils en ressources humaines



Etablissement Financier
RECHERCHE
pour son siège de BORDEAUX

UN DIPLÔMÉ D'UNE ESCAE ou DESS
(Banque et Finances Internationales)

ayant une pratique de deux ans (ou plus) des relations financières avec l'étranger dans une entreprise ou un organisme bancaire. Appelé à seconder le responsable du département international – participer à la gestion d'une unité d'une quinzaine de collaborateurs – promouvoir le développement commercial et assurer de nombreux contacts avec la clientèle, il devra démontrer des capacités relationnelles, une rigueur administrative et comptable, un goût pour les responsabilités.
Salaire annuel brut : 145 000 FRANCS.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 516 à P.A. SERVICE. 9, rue Poquelin-Molière 33000 BORDEAUX.

Marseille
Groupe important (1000 pers., 12 divisions) recherche pour son siège

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

et évolutif...
Rattaché au PDG, il dispose d'outils informatiques puissants. Diplômé d'une grande école commerciale (Anglais souhaité), il a 3 ans d'expérience dans un cabinet d'Audit ou une société importante.
CV détaillé, lettre salaire actuel sous référence CG à

a.m.s.-sélection
5, avenue Foch, 13004 Marseille

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT IMMOBILIER ET DE PROMOTION en expansion continue recherche



●Vous avez en charge la préparation et le suivi des budgets d'engagements, le contrôle des réalisations.
●Vous développez les outils d'analyse appropriés à l'évaluation des centres de profit du groupe en liaison avec les directions opérationnelles concernées.
●Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce, Ingénieur...) vous possédez une première expérience réussie de contrôle de gestion de 3 à 5 ans minimum acquise au sein d'une entreprise utilisant des outils informatiques performants.

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V., photo et rémunération souhaitée, sous réf. 71430 à MAZET 104, rue Réaumur 75002 PARIS.

mazet

BANQUE PRIVEE QUARTIER VENDOME
recherche

UN CHEF COMPTABLE

— Expérience 5 ans en banque
— Niveau D.E.C.S.,
— Anglais indispensable.

Adresser C.V. + Photo et Prétentions s/Réf. 24 103 à **FRANCACIP PUBLICITE,** *17, rue de la Banque - 75002 PARIS qui transmettra.*

Banque privée, spécialiste des marchés,

recherche pour secrétariat général

JURISTE SPÉCIALISÉ DROIT DES SOCIÉTÉS

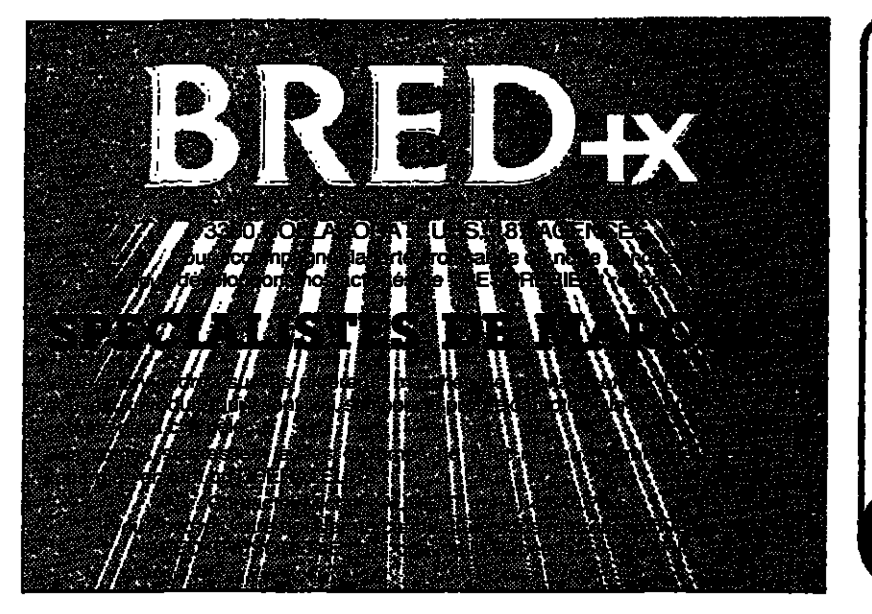
5 ans d'expérience minimum en cabinet.

Ce juriste sera chargé du suivi permanent des sociétés de l'ensemble du groupe, de la mise au point des documents sociaux, de l'assistance juridique aux divers départements dans le domaine réglementaire.

Env. lettre man. + CV + photo à Mme VALABREGUE
BAFIP, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris.







Nous sommes une Caisse d'Epargne en pleine évolution basée au Sud de RHONE-ALPES et nous recherchons notre

Responsable du service engagements.

Après 5 ans environ en secteur bancaire, le candidat se verra confier le développement de l'Activité CREDITS, l'optimisation des ressources liées à cet emploi, le respect des réglementations des prêts et l'évolution de l'Activité CREDIT de l'ENTREPRISE vers les nouveaux Marchés. Nous attendons un candidat entreprenant, organisateur et animateur capable d'évoluer rapidement dans une activité en pleine mutation.

Merci de nous transmettre rapidement votre CV sous référence 270 à notre Conseil JC MAURICE R.A. Centre d'Affaires, 44, rue de la Villette 69425 LYON CEDEX 03.



Jean-Claude Maurice R.A.
Centre d'Affaires la Part Dieu
44, rue de la Villette 69003 LYON
PARIS - LYON - BARCELONE



LE DIRECTEUR D'UNE SOCIETE DE SERVICE AUX COLLECTIVITES LOCALES, filiale d'un des tous premiers groupe français, recherche

SON ADJOINT

Il sera chargé
- de l'ingénierie financière auprès des collectivités locales.
- du suivi juridique et fiscal de toutes les activités de la société.

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une bonne connaissance du financement des collectivités locales et d'un grand professionnalisme dans les domaines juridiques et fiscaux.
Salaire supérieur à 300 000 F, poste à pourvoir en très proche banlieue ouest.
Merci d'envoyer votre candidature sous réf 548M à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Informatique et nouveaux marchés

Société de services (35 millions de francs) spécialisée dans les banques de données, leader sur son marché recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Rapportant directement au Président, il sera responsable de la gestion complète de la société, de la mise en place d'outils de développement, dans un marché porteur.
Ce poste s'adresse à un cadre supérieur généraliste, diplômé d'études supérieures, excellent gestionnaire, possédant une expérience significative dans le management d'une équipe de très haut niveau.
Poste situé à Paris.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous référence 706229/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS
RECHERCHE

GRADÉ/CADRE DE BANQUE
(classe IV ou V)

POUR UN POSTE A RESPONSABILITÉ AU SEIN DE SON DÉPARTEMENT DU CRÉDIT

- Une expérience de 2 à 3 ans minimum de gestion d'eurocrédits et d'engagements par signature est indispensable, ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'anglais.
- Formation juridique et/ou diplômes bancaires souhaités.

Envoyer c.v. et prétentions sous n° 8863 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7e.

GROUPE FINANCIER DE 1ER PLAN

Le département "audit" directement rattaché à la Direction générale, procède à des missions "lourdes".
Pour compléter son équipe, il recherche :

AUDITEUR FINANCIER

Spécialiste dans son domaine, mais ouvert à la pluridisciplinarité, il effectuera le plus fréquemment des audits à caractère fédéral qu'il conduira depuis l'étude de l'existant jusqu'à l'élaboration d'une réflexion stratégique.
Pour ce poste qui requiert autant de surface personnelle que d'esprit d'équipe, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, Expertise Comptable...) ayant une expérience d'au moins 3-4 ans, notamment dans le tertiaire financier.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 26671 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

CONTESSE



Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion, vous travaillez depuis plus de 2 ans dans un cabinet ou au sein du Département Audit Interne d'un Groupe important.

Nous vous proposons de vous confier des missions d'**audit opérationnel**.

Votre activité concerne tous les domaines de nos différentes Sociétés (comptabilité, finances, gestion, personnel...). Elle porte sur la validité des procédures, la conformité des opérations avec les procédures, mais également sur l'application des recommandations.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 26638 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

CONTESSE

Nous sommes spécialisés dans le traitement de l'information financière et souhaitons renforcer notre potentiel

CHARGÉ D'ÉTUDES FINANCIÈRES

de formation supérieure, actuaire diplômé de préférence (IAF, ISFA, ISUP...).

Débutant ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, vous souhaitez participer activement au développement des marchés financiers.

Votre mission consistera, en liaison étroite avec les intervenants sur le marché, à étudier, définir et mettre en place les nouveaux outils d'analyse et de modélisation qu'attendent nos clients : Banques, Compagnies d'Assurances, Agents de Change.

Ce poste très formateur représente, pour un esprit créatif, rigoureux et pragmatique, une excellente opportunité de début de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
DAFSA, réf. M 01 - 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

La trentaine : l'âge des challenges... devenez notre jeune

Directeur Financier !

Notre société -300 MF, 400 personnes- appartient à une multinationale américano-suédoise de bonne notoriété. Nos deux usines de production fabriquent une gamme très diversifiée d'articles de classement et de fournitures de bureau sous des marques réputées. Nous distribuons nos propres produits ainsi que ceux du groupe à travers un important réseau commercial. La société grandit fortement, notamment par rachats d'entreprises.
Une réorganisation d'ordre international conduit la filiale française à rechercher un nouveau directeur financier, basé à Paris.

Vous avez la responsabilité financière aussi bien de la production que de la distribution. Votre champ d'intervention, extrêmement riche et varié, recouvre l'ensemble des activités comptables, financières, juridiques, fiscales, contrôle de gestion, gestion du personnel et services généraux. Vous encadrez une vingtaine de personnes. Le contexte professionnel est largement mobilisateur.

Poste passionnant pour un homme ou une femme, ayant un fort potentiel, idéalement âgé de 30 ans, formé dans une grande école de commerce, ayant si possible un DECS.

Si vous avez cinq ans d'expérience en cabinet d'audit et/ou en entreprise de préférence industrielle, et une bonne approche de la comptabilité anglo-saxonne, nous vous suggérons d'écrire rapidement à notre conseil sous la référence M 169.

ornicar 34, Bd Haussmann 75009 Paris

Groupe Holding avec siège à PARIS et diverses sociétés affiliées exploitant outre mer, notamment en Afrique francophone et anglophone, recherche

▶ CADRE DE DIRECTION ◀

à vocation **administrative, financière et juridique.**
D'un niveau HEC, ESCP, ESSEC ou équivalent, 30 ans minimum, avec une expérience d'au moins 5 ans des procédures d'un siège social et des tâches de secrétariat général.
Résidence à Paris avec missions éventuelles de courte durée à l'étranger. Anglais nécessaire.
Poste offrant de larges possibilités d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo et prétentions sous référence 1683 M à notre conseil
CEPIAD - 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
Région Sud-Ouest recherche

Son Responsable Administratif, Financier et relations humaines

Il aura pour mission :
- Gestion administrative et informatique de gestion.
- Finances/Comptabilité.
- Gestion du Personnel.

Ce poste sera confié à un candidat possédant le DECS complet ou diplômé Sup de Co avec option comptabilité/finances ayant 3 à 4 ans d'expérience professionnelle.

Rémunération : en fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Envoyer C.V. manuscrit et photo en précisant bien sur l'enveloppe la réf. 21134 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Contrôleur Budgétaire



SUN MICROSYSTEMS FRANCE

Notre société, dont le taux de croissance -300%- est le plus fort du marché des fournisseurs de stations de travail intelligentes, développe l'équipe financière de sa filiale française.

Rapportant au Directeur Administratif et Financier, vous participerez activement aux processus de décision dans le domaine du plan budgétaire et financier, du développement des systèmes de contrôle et du reporting.

Diplômé(e) d'une Ecole de Gestion (ESSEC, ESCP), éventuellement avec une formation de type MBA, bilingue anglais, vous avez une à deux premières années d'expérience de la fonction.

Vous recherchez une opportunité vous permettant de développer très rapidement vos compétences au sein d'une équipe jeune, très performante, dans un secteur de pointe.

Le poste est basé en banlieue sud.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre à Claude Jacquemain sous référence 598/M.

CURSUS CONSEIL
26, rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE - PARIS 8e
recherche

Cadre Commercial " Entreprises " H/F

PROFIL :
- diplômé de l'enseignement supérieur
- très bon niveau d'anglais (accessoirement allemand)
- 3 à 4 ans d'expérience de la commercialisation des produits de trésorerie et financiers auprès d'une clientèle d'entreprises
- bonne adaptabilité et esprit d'équipe.

Adresser CV et prétentions sous réf. 685 à M.A. DANNENBERGER
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui vous garantit la discrétion.

IMPORTANTE SOCIETE DE MECANIQUE
recherche pour son siège à MARSEILLE

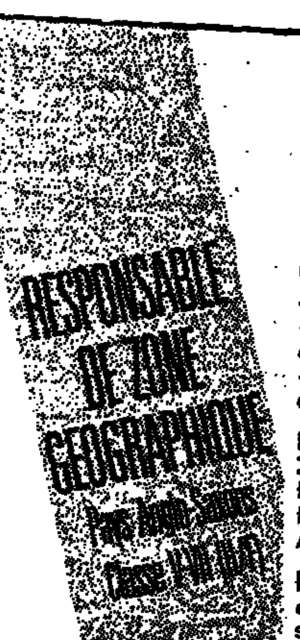
CHEF DE LA COMPTABILITE GENERALE ET DU CONTROLE DE GESTION

Il lui sera confié la responsabilité des services comptables de la société.
Le (la) candidat(e) devra posséder une excellente formation comptable et une expérience en milieu industriel pour :
- préparer les comptes mensuels de gestion
- travailler sur budgets prévisionnels
- effectuer les déclarations fiscales.

Anglais courant indispensable.
Qualification minimum DECS.
Préférence sera donnée à un(e) candidat(e) ayant une expérience informatique et au moins 5 années de pratique dans l'industrie, âgé(e) de 35 ans environ avec bons contacts humains.
Ecrire avec CV et photo sous réf. 25779 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.
Discrétion assurée.

CONTESSE





IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

Membre d'un Groupe International
recherche pour son
Département des Affaires Internationales

Le candidat recherché aura en charge :
- l'analyse des risques,
- le développement des affaires : euro-crédits et financement des investissements,
- les relations clientèle/banques correspondantes.

De formation supérieure et âgé d'au moins 30 ans, il possède une réelle expérience à la fois du secteur international et de l'exploitation bancaire.
Anglais et espagnol courants.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV, photo et prétentions sous réf. 26661 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour DIRIGER et ANIMER un groupement d'entreprises de maintenance et services industriels

GESTIONNAIRE Confirmé

Ingénieur Grande Ecole

responsable de résultats qu'il devra obtenir en sachant motiver, soutenir et contrôler les directeurs des unités concernées.
Mission prioritaire : orienter et piloter le redéploiement des activités.

Poste à Paris.

Adresser dossier de candidature complet s/réf. 26304 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Confidentialité assurée.

CONTESSE

Société de production de matériel électronique recherche pour son siège parisien

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au P.D.G., il accompagnera la Société dans son expansion, tant en France qu'à l'étranger, et étudiera la faisabilité des nouveaux projets.
Par ailleurs, il prendra en charge :
- la supervision de la comptabilité,
- la mise en place de son informatisation.
- la gestion prévisionnelle avec la mise en place d'un contrôle de gestion par centre de profit.
- la trésorerie, les relations avec les banques.
- la gestion du personnel (déclarations sociales et fiscales, paie).

Formation Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC ou similaire). Environ 32 ans. Expérience de direction financière.Anglais et, si possible, allemand. Connaissances en droit international appréciées.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

FRANCE CADRES

Adresser C.V. détaillé sous référence 672/15/M à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS.



europ assistance

Assistant Contrôleur de Gestion

Leader dans le domaine de l'assistance aux particuliers et aux entreprises, notre développement est aussi basé sur un contrôle de gestion rigoureux. Le responsable de notre service recherche un ASSISTANT.

Pour mener à bien les études qui vous seront confiées, vous saurez chercher les informations, les analyser, suggérer des solutions...

Diplômé d'une grande école de commerce (option finance ou contrôle de gestion), débutant ou ayant une première expérience, vous êtes familiarisé avec la micro informatique.

Vos motivations pour cette fonction mais aussi votre autonomie, votre esprit d'équipe et votre sens des relations, vous permettront d'être tout de suite opérationnel.

Merci d'écrire sous référence 651/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil

CURRICULUM

Important organisme recrute

Fiscaliste de haut niveau

pour poste de responsabilités. Formation Grande Ecole ou Université. Bonnes connaissances fiscalité d'entreprise et comptabilité. Expérience 8/10 ans en entreprise ou dans une administration.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 3362 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

Par sa taille humaine, **notre banque**
dans le cadre de son expansion

recherche pour **Grenoble**

Un EXPLOITANT clientèle PARTICULIERS

chargé de développer un portefeuille de clients particuliers et commerciaux

Il devra aimer la vente

Une expérience commercial et la connaissance des produits bancaires et financiers est souhaitable

Bonne formation générale de base indispensable

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 8.656 M
LE MONDE PUBLICITÉ — 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e

Nous sommes une SOCIETE de TRANSPORT de VOYAGEURS, filiale d'un groupe National important, spécialisée en réseaux inter-urbains et touristiques. Pour accompagner notre croissance et renforcer nos structures, nous recherchons un ASSISTANT en

contrôle de gestion

PARIS N.O. **170.000 F +**

Au sein de la Direction des Comptabilités et du Contrôle vos missions concernent : la trésorerie, les tableaux de bord, l'audit comptable des Filiales et des Centres de profit. Vous devenez peu à peu le correspondant informatique pour toutes les applications de gestion. Votre profil est de type BAC +4, complété si possible par le DECS ; une expérience de 2-3 ans vous a familiarisé avec les méthodes et moyens de gestion utilisant au mieux l'informatique (IBM 36 + des micros). Vous aimez votre métier et vous souhaitez prendre des responsabilités.

Adressez votre dossier (C.V., lettre man., salaire actuel et tél. pers.) sous la référence 16 D à :

Hervé Le Baut-Consultants
11, rue la Boétie - 75008 PARIS - Tél. 42 65 38 39



Il est responsable d'une unité de 5 personnes ayant en charge :
- la gestion et le développement d'un portefeuille de grosses entreprises pour l'ensemble de leurs besoins : financements, placements, services,
- la gestion des mouvements et des autorisations de trésorerie pour les opérations France et International.

De formation supérieure (ESC, université) il justifie d'une expérience d'au moins deux ans dans un poste analogue.

Alliant au dynamisme un très grand sens relationnel, il présente un bon potentiel d'évolution.

Il a le sens de la négociation.

Les candidatures sont à adresser avec lettre manuscrite, CV, photo d'identité et prétentions à :



Gestionnaire de valeurs mobilières

Nous sommes la succursale française du groupe d'assurances international, Général Accident et nous recherchons aujourd'hui notre GESTIONNAIRE DE VALEURS MOBILIERES.

Une formation supérieure (BAC + 4) type ESC option comptabilité ou gestion, une bonne connaissance de la micro-informatique et si possible une première expérience (2 - 3 ans) à un poste similaire sont les conditions d'accès à la mission d'envergure que nous souhaitons vous confier.

Cette mission consistera à prendre en charge la gestion comptable et financière de nos portefeuilles de valeurs mobilières (900 MF) en forte expansion.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à **GENERAL ACCIDENT** - Service du Personnel 40, rue Laffitte - 75440 PARIS Cedex 09.

General Accident

MEDIA PA.

FORMATION PROFESSIONNELLE



JEUNES INGÉNIEURS !

valorisez votre diplôme !

2 solutions :
— un **MASTERE** en Image et Intelligence Artificielle*
— une spécialisation en Informatique Industrielle

TÉL. : **98-41-87-56**

— 13 mois de formation intensive de haut niveau
— Une promotion de 30 élèves
— Etude personnalisées du financement.

Renseignements et dossiers :
A. Gaborel. Institut d'Informatique Industrielle
6, boulevard de l'Europe. 29200 BREST. * En collaboration avec l'ENST de Bretagne. Brest.

Cfd 43 56 76 05

Formation aux

TECHNIQUES DE BASE DU JOURNALISME

(Presse écrite - Radio - Vidéo)

du 26 octobre au 4 décembre 1987

+ STAGE DANS UNE RÉDACTION

PLURIAL

ECOLE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE

Formation de HAUT NIVEAU d'INFORMATICIENS
22 semaines à plein temps.
Travaux pratiques intensifs

Ordinateur dans l'école sous VM/CMS -DOS/VSE
ASSEMBLEUR Z 80 - ASSEMBLEUR IBM
COBOL ANS - TELETRAITEMENT CICS
BASE DE DONNEES DL1/VSAM

ESIP 78, rue La Condamine 75017 PARIS 45.22.13.17

Prêts d'études - Admission sur tests.

LÉVI-TOURNAY/ASSCOM

UNIVERSITÉ PARIS-7
ÉCOLE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

DESS THERMIQUE ET REGULATION
appliquées à la gestion des équipements du bâtiment

diplôme national de 3e cycle

Objectif : former des spécialistes compétents, autant en matière d'énergétique pour les différents types de bâtiments (grands collectifs, tertiaires...) que dans le domaine de l'automatisme, l'informatique et l'instrumentation appliquée à la gestion des équipements.

- Formation professionnelle conduisant à un niveau (BAC + 5, intégrant les technologies nouvelles (instrumentation, télégestion, informatique), s'adressant simultanément à :
  - Des professionnels (minimum BTS + 3 ans d'expérience) désireux de se perfectionner ;
  - Des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un créneau porteur.
- 10 mois à temps plein (début 1-10-87) sous la forme de 19 semaines à l'université en alternance avec 24 semaines de stage en entreprise.
- Statuts : rémunéré par la formation professionnelle, congé formation, étudiant.

Information et dossier de candidature sur demande écrite à :
UNIVERSITÉ PARIS-7 - Service commun de la Formation continue
IRÈNE ARDITI, 2, place Jussieu, 75251 PARIS Cedex 05.



INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

Diplômes d'Études Supérieures de 3e cycle

FORMATION PERMANENTE

- ***DESS** Systèmes d'Information*
(16 séminaires de 3 jours consécutifs sur 2 ans)
☎ Marie Josée FREIXAS : 45 58 00 21

- ***DESS MISSIL***
(temps plein sur 1 an pour demandeurs d'emploi ou salariés)
☎ Karin RIPOCHE 45 58 02 28

- ***DESUP A.M.I.***
Concepteurs de systèmes Micro Informatiques (temps plein sur 3 mois pour demandeurs d'emploi ou salariés)
☎ Patricia BORGES 45 57 28 41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

UNIVERS DE LA GESTION

CHEF DU SERVICE TRÉSORERIE

HAUT NIVEAU

Grand groupe industriel avec 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et 50 000 collaborateurs, nous recherchons **l'Adjoint de notre Directeur Trésorerie Groupe.**

A 28-30 ans environ, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce **HEC, ESCP, ESSEC** ou d'une **Grande Ecole d'Ingénieurs** complétée par une formation en gestion. Avec 4 à 5 ans d'expérience au sein d'un grand groupe dans le domaine de la finance ou de la gestion, aujourd'hui vous souhaitez **concrétiser votre carrière** en prenant des **responsabilités de premier plan.**

Tout en encadrant une équipe de 7 personnes dont 3 cadres, vous prendrez en charge les placements de trésorerie, les emprunts, le contrôle de trésorerie de nos filiales ainsi que le reporting.

Pour ce poste basé en banlieue Sud-Ouest, nous vous offrons de larges possibilités d'évolution au sein du Groupe, une rémunération très motivante avec avantages.

Si l'ensemble de ces perspectives vous intéresse, merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la réf. 4841/LM, à

MEDIA PA. 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

GROUPE IMMOBILIER

dynamique et en pleine croissance quartier ÉTOILE

RECHERCHE

son **CHEF COMPTABLE**

DECS ou équivalent expérimenté, organisateur, animateur d'une équipe de 5 personnes, expérience immobilière et informatique souhaitée. Age environ 30 ans, anglais, libre rapidement, salaire motivant.

Envoyer c.v., lettre manuscrite, prétentions et photo sous numéro 8 648, le Monde *publicité, service des annonces classées, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.*

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS VOCATION INTERNATIONALE

RECHERCHE

AUDITEURS

2 à 5 ans d'expérience en Cabinet spécialisé

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, souhaits de carrière et prétentions, sous référence 7666 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 Paris - qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

SPÉCIALISTE RESTAURATION à l'ancienne. Grande expérience moulins à eau et à vent colombages avec technique de pointe dans le cadre de sauvetage et conservation de patrimoine.
MET : son expérience prof. à la disposition des maires responsables de tourisme, promoteurs de parcs de loisirs pour construction ou restauration à l'ancienne. (Section BCO/JV 1044.)

JURISTE DROIT DES CONTRATS industriels internationaux. H. 40 ans. Doctorat master of laws. Anglais courant. 10 ans exp., très bonne connaissance environnement int. Sens des contacts. Adaptabilité. Rigueur. Mobile.
RECHERCHE : poste juriste droit des affaires internationales dans entreprise ou cabinet, y compris à l'étranger. (Section BCO/JCB 1045.)

FEMME DE COMMUNICATION. 44 ans. *Maîtrise de lettres. Multilingue (allemand,* anglais, espagnol, néerlandais). 15 ans exp. : relations publiques, conférences de presse, montage et suivi de congrès et séminaires, salons et expositions nationaux et internationaux, préparation de publications et catalogues.
MET : ses compétences d'organisatrice à votre disposition. (Section BCO/JVAS 1046.)

J.F. 32 ans. Sc.-Po droit. Formation artistique. Ex-assistante dir. art. Opéra.
RECHERCHE : responsabilité dans secteur culturel, organisation, création, relation. (Section BCO/JV 1047.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

ALGÉRIE
40 ans, cadre export, maîtrise gestion Dauphine, bonnes connaissances du milieu (législation, banques), exp. du terrain, relations à haut niveau, ch. missions ponctuelles ou contrat d'assistance courte durée. Tous secteurs d'activités. Ecrire sous nº 8660 M, *LE MONDE PUBLICITÉ*, 5, rue de Monttessuy, Paris 7ᵉ.

J.H. 26 ans, 2ᵉ année doctorat nouv. hist. de l'art. Droit, niv. DUG, angl. cour. ESPAGN. exp. enseign. étud. ttes propos. (enseign. édit. conn. d'art, etc.) Paris. Ecr. s/ nº 86.35 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, 75507 Paris.

F. 35 ans, IAE, exp. adm. gestion, responsable développ. organisation accepte ttes prop. 60-60-23-98.

J.H. 31 ans, format ESC, 7 ans d'exp. rech. poste adjoint de direction, administ. compta., finance. Disponibilité immédiate. Tél. 47-39-67-97.

Educateur spécialisé D.E. 78, licence maîtrise sciences sociales. DEA, ch. poste secteur social prévention, communication, formation. Etudie ttes *prop. Ecrire sous nº 8658 M. LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, Paris 7ᵉ.

TRADUCTRICE TRILINGUE (angl./esp.), 28 ans, DESS/ESIT, 3 ans exp. T.B. connaiss. informatiques (stage 1200 h) cherche pste stable, région Paris ou banl. sud. Libre de suite. tél. 64-57-24-59.

J.F. 32 ANS, BAC G1

CONNAISSANCES SUPPORTS PRESSE EXPER. CONTACTS TELEPHONIQUES

(ventes, relances...) + frappe machine, dans agence Publicité, spécialisée recrutement recherche EMPLOI STABLE Tél. : 43-28-27-22 HB ou écrire en préc. sur votre envel. la réf. F/8005 BLEU17 r. Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

J. F., prof. d'angl. 9 ans exp., dynamique, efficace, rech. poste ds établissement privé, Paris ou banlieue sud-ouest. Tél. Meudon, 46-26-96-80.

F. cadre compt. rech. place pour sec. direct. ds gest. boutique. Libre 1ᵉʳ sept. Ecrire sous nº 8646 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, Paris VIIᵉ.

Cadre généraliste de haut niveau. Femme de contact et d'organisation, votre bras droit ou votre secrétaire général. Tél. 47-84-04-07 ou 43-29-05-50.

Etud. en BTS de secrétar. 1ʳᵉ année, 20 ans, parlant couram. anglais, cherche job. p. les mois de juillet et août. Tél. 48-58-56-99.

Cᵉ théâtrale, centre culturel, groupe associatif : J'écris et mets en scène. Libre immédiatement. J'étudie toutes propositions. Ecr. Havas nº 108 996, 03101 Montluçon Cedex.

Cadre 41 ans, autodidacte, expérience 18 ans. Exploitant clientèle particulière. Haut de gamme. Recherche établissement désirant développer ce secteur. Apport clientèle poss. Ecrire sous le nº 1.353 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Psychologue 40 ans, exp. (consultation et enseignement) ch. poste d'enseignant en psychologie dans écoles (assistante sociale, éducateur...) ou universités (rég. parisienne). Ecrire sous nº 8 642 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Pour mise en place politique novatrice d'emploi de travailleurs handicapés, J.H. diplômé 1ᵉʳ cycle CNAM en administration du personnel, psycho motricien éducateur, expérience 6 ans, ch. poste assistant de service du personnel, Paris, rég. Paris. Sud. M. BOUNAUD, 69-04-08-98, 69-09-12-69.

Cadre assistante de direction expérimentée ch. emploi stable Paris. Etud. ttes propositions. Ecrire sous nº 8 641 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

Secrétaire dactylo, exp. 25 ans. Connaissances all., sténo petit courrier, saisie informat., télex, tableaux. Préf. place st. ou contrat déterminé ou intérim. T. : 42-63-20-31.

JEUNE INSTITUTRICE 32 ANS (+ 10 ans d'expérience) cherche

POSTE TEMPS COMPLET POUR RENTREE 87

(de préférence maternelle)

MAISONS-ALFORT (94) et LIMITROPHE Tél. 43-28-27-22 HB ou écr. en préc. sur votre env. la réf. F8005 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

J.H. 30 ans, titulaire DEA droit international, niveau BEP, comptabilité trilingue française, anglais, arabe, cherche emploi stable. Etudierait toutes propositions. Téléph. : 42-84-03-46.

ALLEMAGNE FEDERALE
Franco-allemand expérimenté cherche dir. de filiale PME exist. *ou à créer (secteur industriel).* Ecrire sous le nº 6963 *LE MONDE PUBLICITÉ* 5, rue de Monttessuy, Paris 7ᵉ.

MANAGER GÉRER VENDRE

Si vous recherchez un collaborateur capable D'ANIMER VOTRE FORCE DE VENTE ou d'assurer la RESPONSABILITÉ RÉGIONALE DES VENTES, rencontrons-nous

Age de 30 ans, de formation gestion des entreprises et POSSÉDANT 5 ANS d'expérience commerciale, je souhaite prendre en charge la gestion et l'animation d'une force de vente.

Ecr. à Comesse S/REF. 26.007, 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui transm.

BESOIN D'ESPACE ?

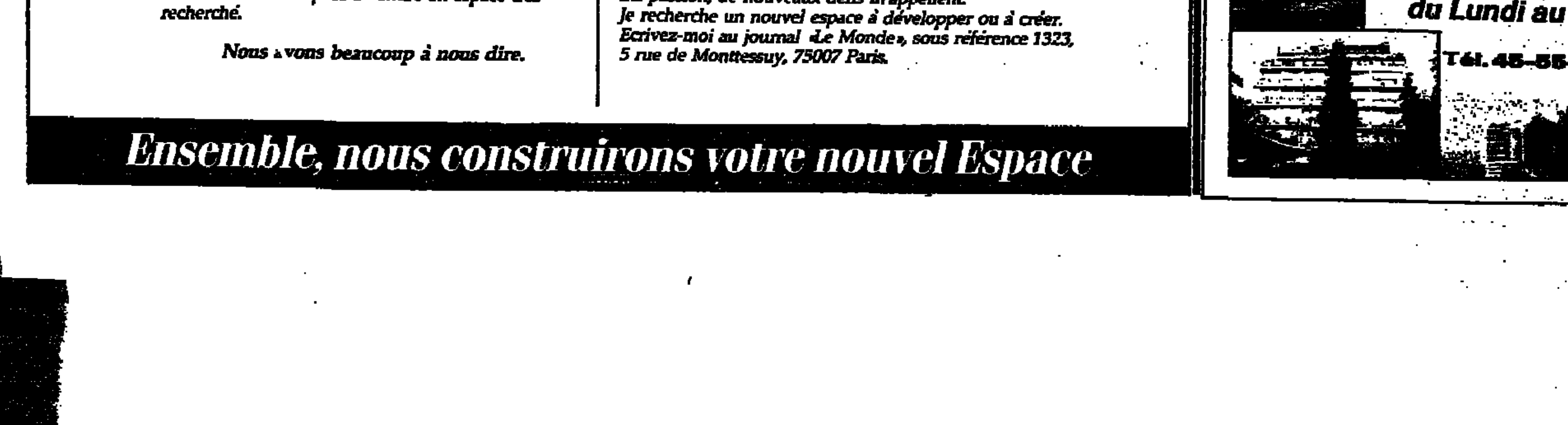
Vous êtes éditeur, régisseur, patron de presse, et vous avez besoin d' espace. Vous voulez:

- Créer de nouvelles publications ou développer des titres existants.
- en faire autant d'évènements à part entière.
- développer des contacts de haut niveau pour leur apporter enracinement et une fidélisation.
- transformer un espace à vendre en espace très recherché.

Nous avons beaucoup à nous dire.

Parce qu'en quinze années de promotion et de création de titres, j'ai appris que la mobilité, l'engagement, la conviction, la capacité à motiver et à déléguer, font les espaces qui gagnent.
Parce que mon métier c'est la vente, et les médias sont ma passion, de nouveaux défis m'appellent.
Je recherche un nouvel espace à développer ou à créer. Ecrivez-moi au journal «Le Monde», sous référence 1323, 5 rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Ensemble, nous construirons votre nouvel Espace



L'IMMOBILIER

appartements ventes

3ᵉ arrdt

ARTS ET MÉTIERS
10 chbres de service à réunir 6ᵉ ét., ascenseur. Face square Arts et Métiers. 900 000 F. 42-80-64-74, poste 233.

5ᵉ arrdt

« COMME UNE PETITE MAISON » FACE CLOITRE ST-SEVERIN
VUE EXCEPTIONNELLE
Superbe triplex, 132 m², soleil, séj., cheminée, poutres apparentes, 2 chbres, 2 bains + studio-grenier. CHARME ET CARACTÈRE Prix de l'ensemble : 3 850 000 F SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

6ᵉ arrdt

Près CLOSERIE des LILAS, rue calme, LUMINEUX 3 P. Balc., vue, verd. : 46-33-29-17.

PROCHE ODÉON
Bel imm. XVIIᵉ, dernier ét. APPT DE CHARME Séj., atelier + ch. mezzanine, petit bur. cheminée, vue toits, calme, soleil : 1 160 000 F S. KAYSER : 43-29-60-60.

9ᵉ arrdt

Mᵒ SAINT-GEORGES
106 m², 1 300 000 F
usage mixte, 42-52-01-82.

11ᵉ arrdt

A SAISIR
– 3 pièces occupé dame 86 ans, 340 000 F.
– 2 pièces libre, 310 000 F. ascenseur, rue Jean-Macé. Tél. 42-80-64-74 poste 235.

13ᵉ arrdt

PLACE D'ITALIE (près)
dans immeuble rénové
STUDIOS et 2 PIÈCES
en DUPLEX à aménager. Me voir ce jour et demain de 14 heures à 19 heures. 17, r. MOULIN-DES-PRÉS.

14ᵉ arrdt

MÉTRO ALÉSIA
6 p., cuis., bains + sal. d'eau, 2 w.-c., balc., 1 850 000 F. sam. 14-17 h, 10, r. Loing.

15ᵉ arrdt

VILLAGE SUISSE
Mᵒ LA MOTTE-PICQUET imm. pierre de taille, s/rue calme, 3 p., entrée, petite cuisine, bains, bien aménagé, chf. central, 7 ter, r. du Général-de-Larminat, sam.-dim. 14 h-17 h.

15ᵉ. 2 PIÈCES CONFORT S/JARDIN PUBLIC Px 650.000 F. 43-27-28-60.

16ᵉ arrdt

Propriétaire vend directement
Mᵒ PASSY
Imm. récent, tt cft, 5ᵉ étage, living, 2 chambres, entrée, cuisine, salle de bains + douche, w.-c., placards, *REFAIT A NEUF, 2, RUE RAYNOUARD.* Samedi-dimanche 15 h - 18 h.

18ᵉ arrdt

STUDIO 130 000 F
refait neuf, 42-62-01-82.

17 m², 99 000 F
2 p.-cuis. à rénov., 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

SAINT-CLOUD
Gd studio, vue sur Paris, salle de bains, cuis., balcon. 42-80-64-74, p. 233 le matin.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m), vue superbe, résidentiel, 10ᵉ et dernier étage.
2 P. 54 m² + balc. 320 000
4 P. 85 m² + balc. 550 000
6 P. 139 m² + balc. 820 000
Propriétaire : 42-60-29-61.

Minitel

30 000 offres
Paris-province 36.15 Tapez LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. Paris préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire 48-73-20-67 même le soir.

RECHERCHE URGENT
Logements ttes surfaces, même à rénover, Paris ou portes. Immo Marcadet : 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

18ᵉ STUDIO tout confort, 1 864 F c.c. GRAND 3 PIÈCES tt cft, standing, 5 850 F c.c. 19ᵉ 3 PIÈCES tout confort, 4 600 F c.c. Tél. : 42-52-01-82.

Ile St-Louis, 2 P. + terrasse. Parfait état, 6 500 F net. IMMOB'ILE 43-25-48-82.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris, rech. en location ou à l'achat BEAUX APPARTS DANS QUARTIERS RÉSIDENTIELS. Tél. : 45-62-78-99.

locations meublées offres

Région parisienne

PORTE MAILLOT (p. 5 mois) Imm. récent, 4 P tt cft 7 500 F IMMOB'ILE 43-25-48-82.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour banques, stés multinationales et diplomates studios, 2-3-4-5 pces et plus. Tél. : ISI, 42-85-13-05.

MONDIAL MERCURE
rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pr ambassades et sociétés. s'adr. : SERVICE ACCUEIL, tél. : 42-56-28-16.

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Locat., vente, gestion. 5, rue Berryer, 75008 Paris. rech. APPTS vides ou meublés pour sa clientèle, loyer garanti.
Tél. 42-89-12-52.

pavillons

Saint-Michel-sur-Orge PAVILLON TRADITIONNEL s. 550 m² façade 22 m, garage, dépendances, nombreux arbres d'agrément, ensoleillé, calme. Belle cuisine, salon-séjour (cheminée), salle de bains, w.-c., 1ᵉʳ étage, belle chambre, cabinet de toilette, w.-c., chauffage gaz. Possib. d'agrandir, px : 750 000 F. Tél. : 60-16-04-22, après 19 h.

SOISY-S/-SEINE (91) Forêt de Sénart, grand pavillon Kaufman 79 sur terr. 460 m² bord. haies, 187 m² habit. sur 2 niveaux, salon, s. à mang., 4 chbres, 2 s. de bns, 3 w.-c., cuis. 14 m², cel., gar. 2 voit., 60-75-51-93.

villas

Villa (Béziers) s/350 m² de terrain arboré, garage, cuis. éq., séjour 24 m², cheminée, véranda, 2 w.-c., 3 chbres, 3 KZ, s. de bns, px 530 000 F. T. (16) 67-76-34-58 ap. 20 h.

Nîmes, Montpellier, mer, vend maison pierre rénovée sur 700 m² clos murs, 200 m² hab., séj. 50 m², 5 ch., piscine, garage, 1 200 000 F, 16-66-36-28-98, 16-66-88-08-63.

maisons de campagne

Vend maison de campagne *3 heures de Paris* cuisine, salle à manger, cheminée rustique, 2 chbres, salle de bns, garage, cave, hangar, pêche, 1 000 m². 14 KM DE MOULINS Crédit possible 100 %. Prix 210.000 F à débattre. Tél. : 69-04-13-66.

propriétés

130 km Paris par aut. A13, très belle ppté, site exceptionnel avec vue, construction pierre et colombages. R.-de-ch., salon avec cheminée (46 m²), s. à m., cuis., dép. + 1 chbre. A l'ét., loggia (38 m²), 2 chbres, terr. + bois 6,50 ha. S'adr. Mᵉ Real Cacheleux, 27350 Routot, 32-56-80-66.

immeubles

J.H. THOMASSIAN
IMMEUBLES - 43-36-82-82.

hôtels particuliers

7ᵉ SCIENCES PO
CHARMANTE MAISON
Non conventionnelle. Calme, SOLEIL. Réception 100 m² en duplex style atelier d'artiste cheminée, poutres apparentes, 4 chbres, 2 bns. TRÈS BELLE RÉNOVATION. 45-04-05-36.

maisons individuelles

A VENDRE PÉRIGORD NOIR. 15 km des Eyzies, maison périgourdine refaite à neuf, 80 m² sur 2 niveaux, bonne isolation, salle d'eau, cuisine équipée, terrain 9 000 m² (bois, pins, prairie), calme. Prix : 460.000 F à débattre. Renseignements : M. ROUSSEAU 43-62-79-34 ou 43-60-83-91 aux heures de repas ou écrire 17, bd Eugène-decros, 93260 LES LILAS.

manoirs

SUPERBE MANOIR BOURBONNAIS XVIIIᵉ s., Paris 300 km, tt cft, écuries, logt de service, dépendances, tt groupé parc clos 1,5 ha, limite forêt 15 000 ha, parfait pour cheval. 1 200 000 F. M. Pezet expert 03500 Saulcet, 70-45-35-70.

viagers

RENTE FME 97 ANS
12ᵉ. Daumesnil, 2 p. tt cft. 250.000 + 5.750 F par mois, appt loué 2.000 F. par mois *revenus pour l'acquéreur.* 18ᵉ Lamark, 2 p. tt cft, soleil. 145.000 + 4.200 F., appt loué 1980 F/mois, revenus pour l'acquéreur. Viagers F. Cruz 42-66-19-00.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
-SARL - RC - RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICES Champs-Elysées 47-23-55-47 Nation 43-41-81-81

Domiciliation depuis 80 F/ms, av. des Champs-Elysées (Etoile), rue St-Honoré (Concorde), rue Cronstadt, Paris 15ᵉ, 21 bis, rue de Toul, Paris 12ᵉ. Constitut. SARL 1 500 F H.T. Inter Dom, tél. : 43-40-68-50.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles — Bureaux, constitution de sociétés, telex — secrétariat. ACCESS : 40-26-15-12.

Verneuil (78), bureaux équipés ou non 10 à 60 m², tél. tlx fax secr. tél. tlx traduct. Trad in sec., 39-65-61-16.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16ᵉ CHAMPS-ELYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., telex. Domiciliation : 170 à 390 F/M. CIDES, 47-20-41-08.

locaux commerciaux

Locations

16ᵉ — Bd MURAT
LOCAL PROFESSIONNEL tout cft, 55m², dont salle insonorisée, 30 m², loyer 9 200 F/mois, ch. comp. Jean FEUILLADE, 45-66-00-75.

L'IMMOBILIER

dans

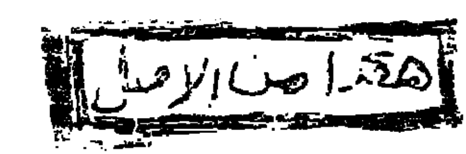
Le Monde

du Lundi au Vendredi

Tél. 45-55-91-82







Le Monde ECONOMIE

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRIVATISÉE

Face à la mondialisation financière

Créée sous le Second Empire, nationalisée le 2 décembre 1945, la troisième banque commerciale française peut se passer du parapluie public.

LES origines de la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie – tel est son nom complet – doivent être recherchées dans le grand mouvement de rénovation financière qu'a suscité, au début du Second Empire, le contraste entre l'évolution des structures bancaires et celle de l'économie. Les premières n'avaient guère changé depuis cinquante ans, constituées par la Banque de France et la « Haute Banque », groupe de maisons anciennes, telles que Rothschild, Hottinger, Mallet, Neuflize et Vernes.

Ces maisons, sans succursales ni rapports directs avec le public, travaillaient avec leurs fonds propres et les dépôts d'une clientèle peu nombreuse mais fort riche. L'aspect le plus rémunérateur de leur activité consistait à se porter adjudicataires d'emprunts publics pour les placer, avec bénéfice parfois considérable, dans le réseau très étendu de leurs correspondants.

La « Haute Banque » ne pratiquait guère le crédit commercial, mais prenait beaucoup de participations dans les activités nouvelles : charbonnages, sidérurgie, transports maritimes, assurances. Toutefois, l'ampleur des sommes nécessaires avait fini par dépasser ses moyens et les rapides progrès de l'industrie rendaient nécessaire une profonde réorganisation de la collecte de capitaux.

En une dizaine d'années se constituent alors quatre grands établissements : le Crédit mobilier, en novembre 1852 ; le Crédit foncier de France, en décembre 1852 (pour les avances hypothécaires à long terme) ; le Crédit industriel et commercial, en 1859 ; et le Crédit lyonnais, en 1883. Le Crédit mobilier inquiète tout le monde par ses appétits : c'est la première grande banque d'affaires moderne par l'importance de son capital, le mode de financement de ses participations industrielles (par émission d'obligations) et par son programme international.

Contre les frères Pereire

Les ambitions de ses fondateurs, les frères Pereire, notamment dans le chemin de fer, avec la Compagnie du Midi, et les transports maritimes, en créant ce qui sera plus tard la Compagnie générale transatlantique, font planer la menace d'un double monopole dans la banque et les transports. Une coalition se forme contre eux, qui regroupe à la fois des maisons de la « Haute Banque » et les chefs des autres grandes compagnies de chemin de fer, Paris-Orléans et Paris-Lyon-Méditerranée (PLM). Après une longue et pénible gestation, le processus aboutit, le 4 mai 1864, à la création de la Société générale, qui, au début, a plutôt une vocation de banque d'affaires.

Deux hommes joueront, à cette occasion, un rôle essentiel : Joseph-Eugène Schneider, qui, avec son frère Adolphe, a développé l'usine du Creusot (sidérurgie et mécanique lourde) et sera le premier président de la banque ; Paulin Talabot, polytechnicien, collaborateur de Rothschild dans le PLM et grand chef d'entreprise. Trois étrangers entrent dans le capital, dont un Ecossais de naissance, Parisien d'adoption, Edward Blount, qui sera le troisième président de la banque de 1886 à 1901.

Les actions émises s'arrachent, on se bat pour souscrire, et le poète Théophile Gautier se plaint de n'avoir rien obtenu. Le développement du nouvel établissement est, d'emblée, très rapide : dès 1870, le réseau de succursales couvre tous les départements, et une filiale est ouverte à Londres en 1871. De 1872 à 1893, les progrès sont beaucoup plus lents. Les affaires deviennent difficiles, plusieurs grandes banques s'effondrent (krach de l'Union générale, la « banque catholique », en 1882) et une grave crise économique éclate même en 1892.

A partir de 1893, et jusqu'en 1914, l'économie repart, et la Société générale aussi, avec des structures qui vont perdurer : utilisation des dépôts à vue pour les seuls crédits à court terme ; création d'importants services de titres pour une clientèle boursière très active, notamment dans le domaine des obligations ; large dissémination du capital dans le public (122 000 actionnaires en 1914 contre 14 000 en 1900), développement des relations avec l'étranger ; organisation administrative et comptable très poussée, avec la construction du nouveau siège, boulevard Haussmann à Paris, en 1911.

L'inspection comme tradition

Entre les deux guerres, le développement de la Société générale se poursuit, mais seulement jusqu'à la grande crise de 1930-1931, que l'établissement traversa sans trop de dommages, mais qui le contraignit à un certain « redéploiement » de son réseau, avec des fermetures de guichets à la clé.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 40.)

Maurice Lauré : en perpétuel jaillissement

LORSQUE, au début de l'été 1974 le gouvernement mis en place par M. Valéry Giscard d'Estaing entreprit, pour l'exemple, de faire tomber une tête parmi les trois présidents de banques nationalisées coupables de ne pas avoir respecté l'encadrement du crédit, le nom de M. Maurice Lauré, PDG de la Société générale, fut immédiatement écarté. *« Pas lui, il a trop d'idées ! »* Une attitude d'esprit qui n'est pas obligatoire chez un banquier.

Des idées, il en avait, qui jaillissaient toutes les minutes, ou presque, et faisaient très vite l'objet de notes manuscrites dont il bombardait ses collaborateurs. Ces notes, il les rédigeait de préférence la nuit, emportant, le soir à son domicile de Neuilly, deux ou trois serviettes bourrées de dossiers, sur lesquels il bûchait entre 11 heures du soir et 3 ou 4 heures : trois heures et demie de sommeil lui suffisaient.

Le lendemain, pour l'ouverture des bureaux, un coursier emportait à la banque les dossiers, annotés en marge d'une écriture précise qui prouvait à chacun que le patron avait examiné à fond ce qui le concernait. En compensation, il somnolait sans vergogne après le déjeuner, et refaisait surface vers la fin de l'après-midi, mais avec quelle vigueur !

Une impressionnante machine intellectuelle que cet homme massif, la tête ronde, le crâne absolument chauve, avec des yeux perçants derrière des verres sans encadrement.

Né en 1917 à Marrakech, d'un père officier, d'ascendance pyrénéenne (laura veut dire agriculteur en patois), M. Lauré passe une partie de sa jeunesse en Indochine, puis revient à Paris où il entre à Polytechnique, et sort dans les PTT. Mobilisé, prisonnier, évadé et repris, à son retour en France, en 1945, il est admis au concours de l'inspection des finances.

En 1946, l'idée lui vient de créer la direction générale des impôts – *« il y avait tellement de fraude ! »*. Entré au cabinet du secrétaire d'Etat aux finances, Maurice Bourgès-Maunoury, qu'il avait connu en captivité, il met sur pied les fameuses brigades polyvalentes, ce qui fait de lui la bête noire des commerçants poujadistes. Secrétaire de la commission de réforme fiscale en 1948, directeur adjoint à la direction générale des impôts de 1954 à 1960, il prend une part prépondérante dans la mise au point de la TVA.

Il reste ensuite six ans directeur du Crédit national, où il devient une *« véritable mécanique de prêts »*. Cette expérience lui servira lorsque, en 1967 il entre à la Société générale comme directeur général, pour succéder, en février 1973, au PDG, Jacques Ferronnière, décédé depuis trois mois.

Comme banquier, il va alors donner la mesure de ses facultés inventives. Il lance son établissement sur la voie du crédit spécialisé pour les entreprises, notamment le crédit bail immobilier, dont il est un des grands pionniers, avec Sogebail, et le crédit bail mobilier, surtout à l'échelle internationale, où la Société générale est devenue quasiment numéro un. Ses « montages » pour le financement de grands ensembles – usines, aciéries – furent réputés. On peut dire que la Société générale continue à vivre, en bonne partie, sur ses inventions et réalisations.

De tempérament didactique, M. Lauré tenait des conférences de presse célèbres, déversant à un débit accéléré, sur ses auditeurs éberlués, un torrent d'indications chiffrées précises et précieuses. C'est lui qui inaugura la grande réunion de cadres où la politique de la banque était exposée et expliquée, toujours à grand renfort de chiffres.

Fait remarquable, cette machine intellectuelle avait un remarquable sens de l'humain et se montrait très attentif envers de ses collaborateurs. Lorsque les agents du réseau, directeurs de succursales ou autres venaient faire leur visite rituelle au siège tous les deux ou trois ans, le président les recevait tous, ce que négligera de faire son successeur, soucieux de ne pas perdre de temps.

Une tête et un cœur : tel est le souvenir qu'a laissé M. Maurice Lauré à la Société générale, après quatorze années de présence et une mise en congé peu honorable en février 1982 par le gouvernement de l'époque, bien peu reconnaissant envers d'un tel serviteur.

F. R.

Des entreprises vers les particuliers

Une certaine avance dans la spécialisation du crédit grâce à l'action de ses dirigeants

TROISIÈME grand de la banque commerciale française derrière la BNP et le Crédit lyonnais, la Société générale a construit, en cent vingt-trois ans, un puissant groupe bancaire, avec une forte implantation domestique (quatrième rang français, en comptant le Crédit agricole), et un réseau international étendu (septième rang européen et vingt-deuxième rang mondial à fin 1986, par le total du bilan). Elle collecte 7 % des dépôts des particuliers et des entreprises en France, et jouit d'une rentabilité brute supérieure à celle de tous ses concurrents français, y compris Paribas, avec les coûts de fonctionnement les plus bas, sa productivité étant nettement supérieure à la moyenne.

Ces performances tiennent au fait que la Société générale bénéficie d'une certaine avance dans le virage amorcé par les banques de dépôt classiques vers la spécialisation, la financiarisation et la gestion d'un patrimoine diversifié (immobilier, participations industrielles et commerciales). Par ailleurs, son implantation internationale paraît moins forte que celle de ses grands concurrents – remarque également valable pour son réseau de guichets, – ce qui, en ces temps difficiles et contrairement à ce qui se passait il y a encore quelques années, représente plutôt un avantage.

Ainsi, à l'heure actuelle – et cette caractéristique n'est pas très connue du grand public, – la Société générale se situe au deuxième rang du crédit spécialisé, avec 105 milliards de francs d'encours de crédits, très proche du numéro un français et européen, la Compagnie bancaire, filiale de Paribas, et loin devant la SOVAC (39 milliards de francs) du groupe Lazard.

Elle occupe le premier rang en France pour le crédit bail immobilier, notamment par Sogebail, sa filiale à 33 %, le solde étant détenu par les clients de la banque : c'est la plus grosse SICOMI française. Dans le crédit bail mobilier, la banque est au deuxième rang (17 % du marché), avec ses filiales SOFINABAIL, CICOMI, AUXIBAIL, et détient 17 % du marché français de location de longue durée, notamment pour le matériel informatique, où elle est le numéro un, avec ses filiales DCL et ECS.

Les crédits aux particuliers se sont fortement accrus, ces dernières années, atteignant 23 % de l'encours total de crédit. Comme ses concurrentes, la banque a développé fortement ses prêts au logement (9 % des prêts aux ménages, hors prêts conventionnels), et a poussé ses pions dans le domaine du crédit à la consommation, rachetant notamment au groupe Thomson le Crédit électrique et gazier (CREG) et prenant une très forte participation dans le Crédit général industriel, important établissement du nord de la France.

Un réseau très dense

Cette orientation a également été prise à l'étranger où, avec sa filiale SOGELEASE, la Société générale dispose d'un des réseaux de crédit bail à l'équipement les plus denses du monde. Présente dans vingt-neuf pays, SOGELEASE, avec ses 8 milliards de francs d'encours, est peut-être le numéro un mondial, juste avant ou après les Américains. Enfin, la banque est le numéro un français pour la télématique d'entreprise, et estime avoir renforcé sa position de leader parmi les établissements, de plus en plus nombreux, qui ont mis en place un service facturé de banque à domicile.

Si la Société générale peut aligner, aujourd'hui, ce palmarès impressionnant, c'est en grande partie grâce à l'action de ses dirigeants depuis près de vingt ans. On mesure, ainsi, les conséquences d'un virage pris à temps, dans un secteur où les marges bénéficiaires se maintiennent encore, alors qu'elles ont presque complètement disparu pour les crédits consentis aux grandes entreprises.

C'est là une des conséquences de cette fameuse désintermédiation qui, aujourd'hui, pose tant de problèmes aux banques. A la Société générale, on avait prévu cette évolution, et les résultats en portent la trace. Certes, la banque avait en elle des facultés d'adaptation ; mais il aura fallu que des responsables, comme MM. Maurice Lauré ou Jacques Mayoux, la violentent un peu pour obtenir des résultats, preuve absolue que, dans cette industrie financière hautement informatisée, l'action des hommes demeure primordiale.

F. R.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PRIVATISÉE

Au 7e rang européen

1.	DAI-ICHI (Japon)	245
2.	FUJI BANK (Japon)	220
3.	SUMITOMO BANK (Japon)	215
4.	MITSUBISHI BANK (Japon)	210
4.	SANWA BANK (Japon)	200
6.	CITICORP (Etats-Unis)	191
7.	SUMITOMO TRUST (Japon)	175
8.	INDUST. BANK OF JAPAN (Japon)	165
9.	MITSUBISHI TRUST (Japon)	160
10.	CRÉDIT AGRICOLE (France)	150
11.	BNP (France)	140
12.	TOKAI BANK (Japon)	140
13.	MITSUI BANK (Japon)	140
14.	NORINCHUKIN (Japon)	140
15.	LONGTERM CRED. BANK (Japon)	120
16.	MITSUI TRUST (Japon)	120
17.	DEUTSCH BANK (RFA)	135
18.	CRÉDIT LYONNAIS (France)	130
19.	NAT. WESTMINSTER (G-B)	120
20.	BARCLAYS (G-B)	117
21.	TAIYO KOBE (Japon)	117
22.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (France)	116

● Total du bilan au 31-12-1986 (en milliards de dollars).

La Société générale se classe au 4e rang français, tant par le total du bilan que par l'encours de crédit, et au 2e rang en terme de capacité bénéficiaire. Au plan international, la Société générale se situait au 14e rang par le total du bilan à fin 1985, et au 22e rang à fin 1986, du fait de la forte appréciation du yen qui entraîne une avance générale des banques japonaises (14 parmi les 22 premières). Si l'on exclut les banques japonaises, la Société générale se classe au 7e rang européen, et au 8e rang mondial.

Face à la mondialisation financière

(Suite de la page 39.)

En même temps, une tradition s'instaura, celle de confier les postes de président et de directeur général à des hommes issus de la fonction publique, essentiellement l'inspection des finances, après, toutefois, une assez longue probation dans la banque, peu soucieuse d'accueillir des dirigeants fraîchement parachutés.

Il fallait d'abord être directeur général avant de parvenir à la présidence. Ce fut le cas pour Octave Homberg, président de 1922 à 1932, petit homme direct et autoritaire, de Joseph Simon, ancien collaborateur de Joseph Caillaux et grand connaisseur de l'Amérique, président de 1932 à 1940, d'Henri Ardant, entré dans la maison à vingt-neuf ans, et président de 1941 à 1944. Homme de passion, bourreau de travail, plein de cœur, mais parfois brutal, courageux, mais quelquefois imprudent – ce qui lui valut des ennuis à la Libération, – il marqua profondément l'établissement. C'est lui qui prépara les lois de 1941, instituant une première réglementation des banques.

La nationalisation le 2 décembre 1945 de la Société générale et de trois autres grandes banques de dépôt, Crédit lyonnais, Banque nationale pour le commerce et l'industrie et Comptoir national d'escompte (fusionnées en 1967 pour former la BNP), spolia les 150 000 actionnaires de l'établissement, mais ne changea pas grand-chose à sa vie quotidienne. Le président devait être agréé par l'Etat, mais il continua à être choisi dans l'établissement. En revanche, il ne fut pas possible de faire appel aux actionnaires pour augmenter le capital, ce à quoi l'Etat se refusa toujours.

A la Libération, Pierre de Mouy, issu de la Cour des comptes, succéda à Henri Ardant, jusqu'au début de 1958, date à laquelle il fit place à Maurice Lorain. Ce dernier, hautement respecté, et considéré un peu comme la « conscience » de la banque française, signa de son nom un célèbre rapport, le premier, avant celui de MM. Dominique Leca et David Dautresme, sur le financement des investissements et l'orientation de l'épargne vers les placements longs (déjà !).

Un double virage

Après lui, vint Jacques Ferronnière, auteur d'un célèbre *Manuel des opérations de banque*, puis, en 1973, M. Maurice Lauré, qui devait, au cours de ses neuf années dans la maison comme président, lui inspirer, par ses initiatives continuelles, une impulsion durable. Davantage tournée, auparavant, vers le crédit classique aux entreprises, la Société générale amorça un premier virage vers les financements spéciaux. En outre, M. Lauré, dès le premier choc pétrolier, en 1974, avait programmé, avant les autres, un ralentissement de la croissance des effectifs tout à fait prémonitoire.

Dans la course à l'expansion mondiale, la Société générale se distingua surtout, par une politique d'association poussée avec des partenaires étrangers, notamment dans l'EBIC (European Banks International Corporation), pour toutefois, s'en dégager un peu par la suite, lorsque des désillusions se manifestèrent. En Europe elle disposait déjà, depuis 1880, d'une puissante filiale, la Sogenal, implantée à Strasbourg, d'où elle rayonnait et rayonne toujours sur l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse.

Lors de la nationalisation de la fin 1981, M. Jacques Mayoux, onze ans directeur général du Crédit agricole et précédemment PDG de Sacilor, succède à M. Lauré, remercié par les socialistes sans beaucoup de délicatesse. Un deuxième virage est amorcé alors, cette fois en direction des particuliers : les entreprises, dont la situation s'améliore, vont avoir moins besoin des banques, du moins pour les crédits classiques, et la clientèle des ménages, longtemps abandonnée aux établissements spécialisés par les grandes banques de dépôts, est à reconquérir.

M. Mayoux va s'y atteler avec ardeur, rachetant plusieurs établissements, mais échouant dans la prise de contrôle de la Banque hypothécaire européenne, emportée par la MAAF (l'une des mutuelles de Niort). Après son congédiement inopiné, en juillet 1986, M. Mayoux est remplacé par le directeur général, M. Marc Viénot, dauphin de M. Lauré depuis l'origine, ce qui rétablit ainsi la continuité sacro-sainte observée dans l'établissement.

A l'automne dernier, M. Viénot annonce le premier, avant ses collègues de la BNP et du Crédit lyonnais, la création d'une direction des marchés de capitaux, couvrant le cycle complet des opérations en francs et en devises à court, moyen et long terme. C'est l'*aggiornamento* de la vieille banque classique face à la déréglementation et à la mondialisation des échanges financiers.

En très bonne position

Entre-temps, pour remédier à la faiblesse congénitale des grandes banques françaises nationalisées, peu capitalisées, la Société générale a, de 1980 à 1987, presque quadruplé ses fonds propres, passés à près de 27 milliards de francs. Ce résultat, combiné avec 33,5 milliards de francs de provisions nettes, porte à 60 millions de francs ses capitaux propres, soit 16 % de l'encours de crédit et 6,8 % du total de son bilan, en très bonne position par rapport aux concurrents anglo-saxons.

Du coup, l'influente société new-yorkaise d'analyse financière Standard and Poor's a décidé de maintenir sa cotation, favorable de AA+ au 1,4 milliard de dollars d'emprunts émis par la banque, mis sous surveillance le 5 mai dernier à l'annonce de sa privatisation. En dépit des prévisions alarmistes, la Société générale, privée pourtant du parapluie tutélaire de l'Etat, peut affronter toute seule le grand large.

FRANÇOIS RENARD.

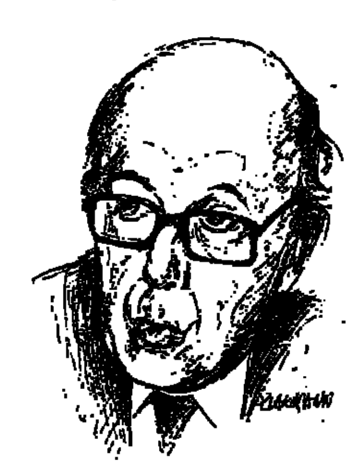
Jacques Mayoux : *priorité à la gestion*

EN succédant à M. Maurice Lauré à la présidence de la Société générale, M. Jacques Mayoux arriva précédé d'une solide et flatteuse réputation. Dans le monde financier français, il était un véritable cas. Faute de pouvoir entrer à l'Ecole navale pendant la guerre, il finit par faire HEC, dont il sort major. A la toute jeune ENA, qui le tente immédiatement, il sort également major du concours interne de l'inspection des finances, devant M. Valéry Giscard d'Estaing.

Après plusieurs postes au ministère des finances, il accède en 1963, à la direction générale du Crédit agricole. En onze années, bourreau de travail qui fait crier grâce à ses collaborateurs, impressionnante machine intellectuelle dont on entend presque cliqueter les relais, M. Mayoux va faire de la « banque verte » le premier établissement financier de France et d'Europe.

Dès cette époque, deux traits de son caractère s'affirment : une extraordinaire aptitude à analyser avec lucidité et cruauté un problème ou une situation et une tendance irrésistible à se mettre à dos une foule de gens dont les habitudes ou les modes de pensée et de travail sont bousculés sans aucun ménagement. Limogé en 1975 par M. Jacques Chirac, ministre de l'agriculture, il doit accepter de M. Raymond Barre, en novembre 1978, après trois années de traversée du désert, la présidence du groupe sidérurgique SACILOR qu'il est contraint de quitter en février 1982, lors de la grande valse des présidents, mais pour remplacer immédiatement M. Maurice Lauré à la Société générale, dans un tout autre style, toutefois.

Les maîtres mots de l'arrivant – à qui on prête cette déclaration à l'emporte-pièce : *« Il y a ici deux cents cadres qui roupillent »* – sont : contrôle de gestion, rentabilité et modernisation. L'informatique est réorganisée, les réseaux d'agences de Paris et de province sont fusionnés, et une évaluation précise de chaque poste et de chaque tâche est prescrite, afin de mieux cerner les coûts de production, qui devraient être réduits, autant que faire se peut. En même temps, M. Mayoux, qui pressent des temps nouveaux où les entreprises seront moins dépendantes de la banque, décide de réorienter vers les particuliers, clientèle plus rentable, un établissement traditionnellement tourné vers ces mêmes entreprises.



En appliquant ses réformes, peut-être par excès de rigueur intellectuelle et de sécheresse, il se crée des ennemis et fait naître des rancœurs, inévitables, certes. Mais il va aussi, et de plus en plus, se couper d'une partie de ses cadres, provoquant, parfois un véritable phénomène de rejet. On lui reprochera, en outre, un manque de chaleur humaine, peu propice à l'épanouissement de l'esprit d'équipe, dans une maison que M. Lauré avait habituée à plus de considération pour les individus.

Dans le limogeage de M. Jacques Mayoux, en juillet 1986, à la surprise générale, outre l'explication d'un règlement de comptes avec M. Marc Vienot, dauphin désigné de M. Lauré cinq ans auparavant, les frictions de caractères ont pu jouer un rôle : dans la banque, les questions de personnes sont primordiales.

F. R.

Marc Vienot : *un homme de terrain*



NOMMÉ, à l'âge de cinquante-huit ans, président de la Société générale en juillet 1986, M. Marc Vienot peut être considéré comme un homme de la maison, où il a passé quatorze ans. Auparavant, énarque, inspecteur des finances, il avait suivi la voie royale des grands commis de l'Etat. Chargé de mission au cabinet de Pierre Ramadier, ministre des affaires économiques et financières en 1957, ensuite à celui de Félix Gaillard, ministre des finances, puis président du conseil en 1957-1958, il est sous-directeur, puis chef de service à la direction du Trésor, pépinière de banquiers.

De 1970 à 1973, il effectue son expérience américaine comme conseiller financier à l'ambassade de France aux Etats-Unis, puis le 1er juillet 1973, est détaché à la Société générale, que M. Maurice Lauré préside depuis le mois de février précédent. Directeur général adjoint au début de 1974, il accède à la direction générale en avril 1977. Logiquement il aurait dû succéder en novembre 1982 à M. Lauré, dont le mandat s'achevait ; mais les nationalisations lui imposent M. Jacques Mayoux, ce qui laissera des traces.

M. Marc Vienot, sous une apparence, trompeuse, de décontraction et de faux dilettantisme, un rien pince sans rire, décide vite et bien. Il a hérité de M. Lauré un aspect plus humain, plus liant que celui de son prédécesseur, s'efforçant, depuis un an, de recréer dans l'état-major de la banque un esprit d'équipe qui s'était un peu estompé. Pour le seconder, il a rappelé M. Jean-Paul Delacour qui avait été mis au placard précédemment et a été promu directeur général.

Si les acquis de M. Mayoux demeurent sur le plan de la gestion et des grandes orientations, la parenthèse ouverte par son arrivée dans la majestueuse succession des PDG issue de la maison, paraît refermée.

F. R.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

RAYMOND CHUILON

Financer l'expansion.

Sans être inédit, le sous-titre sur la couverture *« Création monétaire, allégement fiscal, prospérité »* n'a rien pour déplaire. Peut-être vaudrait-il mieux en rester là, tant sont minces les chances de convaincre M. E. Balladur, et... les faits. Point de départ du directeur de la FIDAL (Fiduciaire, juridique et fiscale de France) : nous, Français, ne sommes pas très sûrs de nos affaires, à côté de l'Allemagne, du Japon et des Etats-Unis. Pour ce dernier pays, l'envoi du texte à l'imprimerie n'a-t-il pas été antérieur aux récents événements ?

Les prix, est-il observé, n'ont pas baissé, pendant cette crise. Peut-être le mot crise est-il impropre ou trop vague, peu importe. Nous sommes face à face avec le problème des prélèvements obligatoires, ce qui a, tout au moins, le mérite de nous rajeunir.

A l'inverse de tant d'autres, l'auteur ne se borne pas aux procédés de l'escamotage, pratiqués dans *toute* la France, excepté dans les quelques hectares qui séparent la rue de Rivoli des jardins du Palais Royal. A la condamnation succèdent des suggestions : la surprise n'est pas dans le remplacement de la taxe professionnelle par un nouvel appel à cette bonne nourrice, la TVA, mais dans la majoration de la taxe d'habitation, qui est déjà le plus bel exemple de tératologie fiscale : imposer le besoin vital qu'est le nid. En résultera-t-il, comme il est dit, une réduction des dépenses locales ? Nous touchons ici à l'humour.

Une allusion opportune aux défaillances attendues de la Caisse des retraites mais sans mention de la cause fondamentale : la chute de la natalité.

La suppression des droits de succession, proposée ici, vise surtout les entreprises. Une commission de très sages avait donné, il y a peu de temps, un avis sur cette question délicate. La réflexion est-elle si redoutable ?

Quant à la *création monétaire,* évaluée ici à 260 milliards par an, son montant devrait être affecté pour une large part, est-il dit, aux collectivités publiques ; à tout le moins est sous-estimée l'importance des échanges extérieurs.

Une brève conclusion : baissons de 280 milliards les prélèvements sur les entreprises, le chômage et la crise disparaîtront. A tout le moins, le besoin de détente est-il satisfait.

★ *Economica.* Paris, 1987, 24 cm, 365 pages, 135 F.

ANNE-MARIE GRONIER

La productivité. Progrès social ou source de chômage ?

Une source de richesse, accusée d'appauvrissement, un progrès qui fait peur, une bien vieille question qui remonte à Aristote et sans doute plus haut, tout actuelle et singulièrement négligée, du moins dans ses rapports avec l'emploi.

De John Kay à Chaptal, les économistes du dix-huitième et du dix-neuvième ont largement croisé les fers sur le sujet, notamment à l'occasion du remplacement de la quenouille et de l'épouvante créée par le métier Jacquard. Marx en avait, non sans quelque crainte intérieure, tiré sa théorie de la paupérisation, mais la discrétion est aujourd'hui exemplaire.

Professeur agrégé, que l'éditeur a oublié de nous présenter, l'auteur entreprend un éloge de la fée à baguette, précise qu'elle permet d'élever les salaires, rappelle les inévitables Taylor et Ford, honore, à juste titre, Jean Fourastié, mais plus que discrète dans le domaine macroéconomique, effleure à peine le phénomène du déversement, laissant de côté tant les matrices de Léontief que les notions élémentaires de *circuit d'emploi* et de *court-circuit d'emploi.* Un généreux acte de foi, plus qu'une analyse.

Une bibliographie contemporaine, en langue française, eût été la bienvenue.

★ *Hatier*, Paris, 1987, 19 cm, 127 pages, 28 F.

MICHEL PEBEREAU

La politique économique de la France
Les objectifs

Le maître d'industrie, parvenu à une expérience suffisante pour entrer, tant dans le domaine politique que dans celui de l'enseignement, nous livre ici des vues générales, non seulement sur les objectifs, comme l'indique le titre, mais sur les moyens de les atteindre ou, peut-être, de les manquer. Quatre chapitres, ou plus exactement quatre parties, font, de cet ouvrage fondamental, un important traité de science économique.

Dans les passages consacrés à l'analyse du passé, le manque d'indices mensuels entraîne, cette fois encore, des jugements insuffisamment assis. De façon plus générale, le globalisme, héritage malheureux du prophète Keynes, laisse les économies contemporaines en détresse. Une fois de plus, en effet, l'optique traditionnelle de la demande (au singulier, bien sûr), l'offre étant à peine évoquée, laisse dans l'ombre le facteur fondamental des besoins. En revanche, remarquable et courageuse réaction contre des illusions courantes, telles que le « partage du travail ».

Excellente présentation de la comptabilité nationale, sans allusion toutefois aux *pertes sociales* (expression du Soviétique libéral Liberman). Quant à la réfutation des, si plaisants, cycles longs de Kondratief, elle eût mérité plus de force ou, mieux encore, une totale abstention.

Consacrée à l'inflation, la seconde partie dénonce, à juste titre, la tendance contemporaine à la confondre avec la hausse des prix et présente, sur le ring, les deux poids lourds Keynes et Phillips. Plus explicite, André Maurois, dûment cité : *« L'inflation est l'œuvre du diable puisqu'elle respecte les apparences et détruit les réalités ».* Diable !

Le globalisme, lui-même diabolique, est, cette fois, dûment dénoncé : sont même citées, acte méritoire, les professions fermées, même les taxis.

Inlassable, notre pilote nous présente la torture, bienfaisante en somme, des échanges extérieurs, puis, descriptif, s'attache à la politique de la France et d'autres pays, depuis le deuxième choc pétrolier aux facilismes angéliques, générateurs de rigueurs, de Pierre Mauroy. Après avoir donné aux hommes la priorité sur les choses, il a bien fallu revenir aux données élémentaires de la science, sinon à l'étymologie : *savoir.* C'est la conclusion dernière, tant le réalisme garde une amère réputation.

★ *Armand Colin,* Paris 1987, 23 cm, 389 pages, 156 F.

JEAN-CLAUDE CHESNAIS

La revanche du tiers-monde.

Le terme *revanche* ne peut-il être contesté, puisqu'il n'y a jamais eu de *défaite ?* C'est que, en dehors même du colonialisme, il est permis de dénoncer l'attitude de suprématie européenne ou occidentale, sinon de mépris. Plus encore, au-delà de ce complexe de supériorité, l'affranchissement général a été vite suivi de prévisions noires. Cet ensemble de croyances nécessite, selon le jeune économiste démographe, un « décapage idéologique ». En particulier, au temps dit de l'explosion démographique, l'inquiétude s'est mêlée à la compassion, non sans une certaine satisfaction d'avoir échappé aux devoirs d'un pays colonisateur. Et le spécialiste de « la violence » d'entreprendre ici une révision générale des valeurs, toujours appuyée sur les données de fait et laissant bien peu de place à l'idéologie.

Les grands rivaux, Malthus et Marx ? Ils se sont tous deux trompés, chacun dans son illusion : non content d'avoir lui aussi ses trente glorieuses, le tiers-monde a poursuivi sa progression au-delà. Tout aussi contestées les idées de pillage par les pays riches que les comptes de l'historien Paul Bairoch, quelque peu sévèrement traité.

Mise au point sur la colonisation, trop durement jugée aujourd'hui, par puritanisme facile *(« le sous-développement,* est-il précisé, *n'est pas né avec la colonisation »).* Vient ensuite un panorama général, fortement documenté, assis sur les données fondamentales : PIB par habitant et espérance de vie à la naissance. Contrairement aux idées reçues et à une logique sommaire, les famines n'ont guère touché que les pays de faible densité.

Critique sérieuse des statistiques chinoises, notamment pour la longévité, qui met plus encore en valeur les remarquables réussites de l'Inde, vouée, il y a trente ans, au plus sombre destin. Les effets de la révolution verte, si décriée en son temps, sont là et même dépassés.

L'effet favorable de la pression démographique, signalé ici, a été confirmé par les recherches de l'inlassable Esther Boserup, mais les aventures financières et notamment l'endettement auraient mérité plus d'attention.

Une excellente mise au point. Ouvrage de référence.

Reproche adressé, non à l'auteur, mais à l'éditeur : le report, au lointain, des notes de bas de page rend la lecture plus difficile.

★ *Robert Laffont. Libertés 2000.* Paris 1987. 21,5 cm, 336 pages, 98 F.

HUBERT BONIN

Histoire économique de la IVe République

De ce remarquable effort, le premier de cette ampleur, semble-t-il, sur quinze années mouvementées, la première leçon qui se dégage est l'étendue des dommages causés par le refus de l'INSEE de publier une rétrospective des indices économiques mensuels, témoins indispensables, à certaines époques, tout au moins.

Contraint de rassembler une masse de documents épars, le professeur de Paris-X - Nanterre nous donne une remarquable reconstitution. Echappent cependant à l'observation, pour la raison indiquée, les effets de la semaine de 40 heures en 1936-1937. Quant à la « drôle de guerre » 1939-1940, si pleine de leçons, elle fait l'objet du délaissement habituel. Son jour viendra.

1944-1945 : A peine sortie d'épreuves d'une cruauté inédite, la France doit lutter contre elle-même, tant est étendu le contraste entre les faits mal connus et les forces, d'ailleurs divergentes.

Elle est bien là, l'éternelle oubliée, la démographie, mais quelque peu sommairement traitée : c'est en 1945, par suite de négligences successives, que la mortalité infantile a atteint le taux maximal et humiliant de 11 %.

Bien rappelée la bataille monétaire entre P. Mendès France et R. Pleven, en 1945, tranchée en faveur du second, par de Gaulle et suivie logiquement de la destruction insuffisamment soulignée du rationnement, non apprécié par les socialistes, bien que d'essence proprement socialiste (à chacun en proportion de ses besoins). Résultat non rappelé ici : en 1949, année du retour à la production d'avant-guerre, indice des prix 1650 en France, contre 200 ou 300 en Belgique, aux Pays-Bas, en Norvège.

Bien dénoncée, par contre, l'étrange domination des betteraviers pendant dix ans, arrêtée par décision de P. Mendès France en 1954.

Rappel, un peu discret, de la naissance de la Sécurité sociale, mais plus étoffé du fameux « plan » Jean Monnet. Utile eût été le rappel de l'objectif du grand libéral : *« Pas de plan ; il s'agit de réunir des ouvriers, des patrons, des cultivateurs, des fonctionnaires, autour de l'idée de modernisation et d'équipement ».*

Dans ce mélodrame, Antoine Pinay est-il grand premier rôle ou traître ? L'auteur s'exprime moins brutalement : *« Sauveur ou magicien ? ».* Et l'analyse des années 50, peu glorieuses en somme, se poursuit, incisive, semée de points d'interrogation plus percutants que des affirmations. Un films saisissant : la surchauffe, le poujadisme, le dilemme « Corrèze ou Zambèze », de Gaulle économiste et tant d'autres sujets... de débat.

Il faut souhaiter à cet ouvrage de nombreuses éditions, en raison d'abord de sa qualité, de sa richesse, ensuite du besoin de certaines remises en place. Est-il permis de parler de prototype ?

★ *Economica,* Paris, 1987, 24 cm, 447 pages, 150 F.

FLORIN AFTALION

Economie de la Révolution française

C'est un ouvrage fondamental que nous livre le professeur à l'ESSEC qui, abandonnant un moment nos misérables « misères » actuelles, nous plonge dans un monde où, plus que jamais, économique et politique s'entremêlent, et tire des trésors de ces détresses les plus poignantes. Et nous voilà à des années lumière de Michelet, qui ignore économie et assignats. N'a-t-il pas fallu Jaurès, nous est-il rappelé, pour que soit enfin franchement abordée la façon dont ont vécu les hommes ?

Et nous partons, bien sûr, du déchirant « Compte rendu au roi » de 1781. Suivent pas à pas les chocs de cette révolution « bourgeoise » sans bourgeois et le tumulte d'actions contradictoires qui font apparaître, sous un jour bien falot, les vicissitudes de notre Sécurité sociale.

La violence politique chasse-t-elle, comme il a été dit, notamment à propos de la Résistance, les questions économiques ? Elles font corps ici et se répliquent mutuellement selon un enchevêtrement impitoyable, touchant même la mortalité naturelle et jusqu'à la natalité.

Il avait fait sensation, Jacques Rueff, dans les années 20, à la *Société de statistique,* en présentant l'inflation galopante sous forme exponentielle. Nous avons ici, en annexe, une étude économétrique plus « sophistiquée » de la dépréciation des assignats.

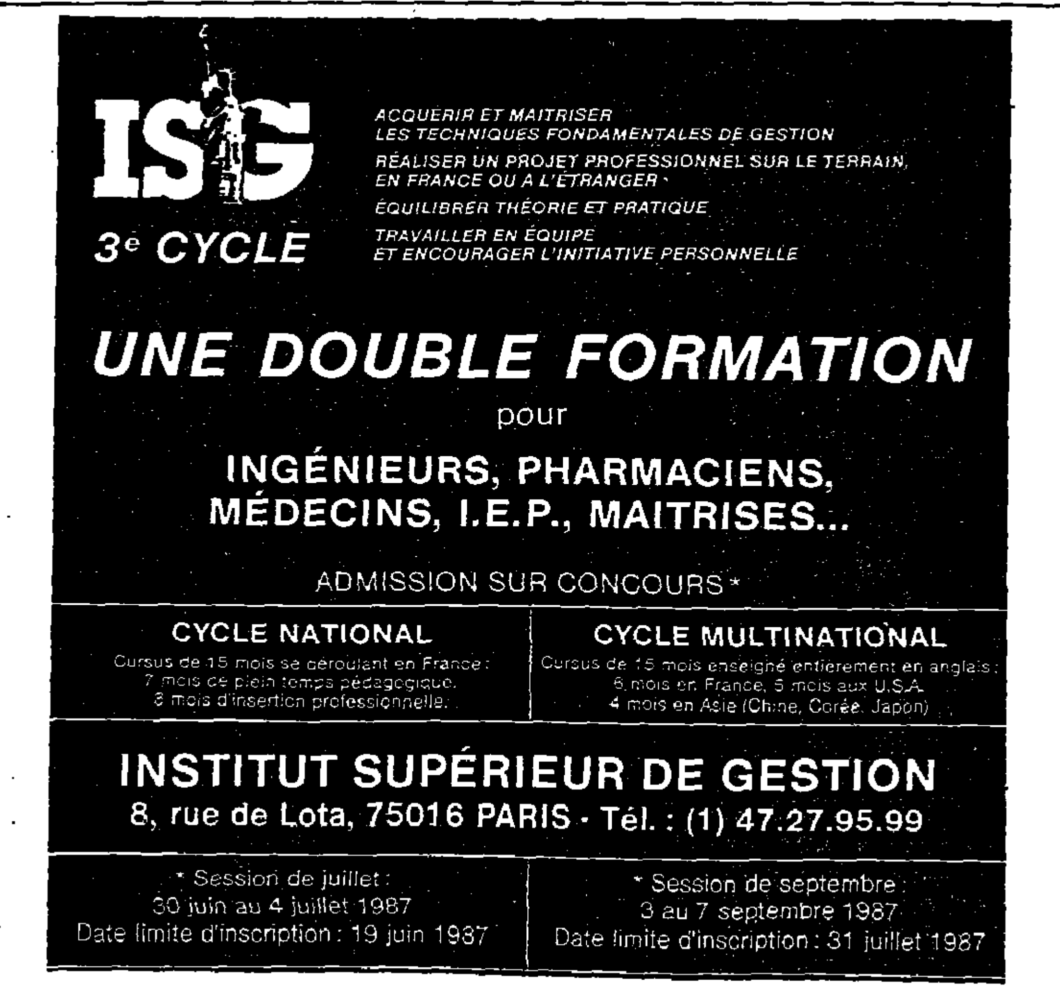
Ce texte précède une série de lectures d'une exceptionnelle saveur, grâce à un choix sévère : à l'inépuisable Arthur Young succèdent Mirabeau, dans son principal discours sur les assignats, l'ubiquiste Dupont de Nemours, Talleyrand, Hébert, Boislandry, Roland, Saint-Just, Barbaroux et jusqu'à la marquise de La Tour du Pin, le tout assaisonné de quelques décrets et d'un rapport (sans sondage, bien que d'Alembert et Bernouilli soient déjà passés) sur l'état d'esprit de la population.

Bien pauvre est le terme « richesse » à propos de ce volume, qui, loin de calmer notre faim, attise nos appétits, nous donnant notamment à espérer le calcul d'un indice des prix, à peine amorcé, jadis, par la Statistique générale.

A lire, bien sûr et plus encore à conserver.

★ *Hachette Pluriel,* Paris, 1987, 17,5 cm, 393 pages, 50 F.





La chronique de Paul Fabra

A l'Ouest rien de nouveau

PEUT-ETRE la phrase la plus éclairante du sommet de Venise fut-elle — une fois peut devenir coutume. — prononcée par un porte-parole de l'Elysée. *« Il convient de ne pas donner d'indications trop précises au marché »*, dit-il pour se justifier de ne pas répondre à la question qui lui était posée : *« Dans quelles circonstances, à quelles conditions les ministres des finances des Sept (Etats-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon) seront-ils amenés à mettre en branle leur procédure de consultation ? »*

L'idée qu'il faille laisser le marché dans le noir peut paraître étrange. Elle est pourtant dans le droit fil de la conception qu'on s'en fait aujourd'hui. Comme il arrive souvent en pareille matière, et dans quelques autres, c'est dans les pays de langue anglaise, aux Etats-Unis en tout premier lieu, que les choses sont formulées de la façon la plus systématique, ce qui ne veut pas dire que la nature du phénomène soit elle-même analysée ni même qu'on cherche à la comprendre.

« Que va faire le marché ? » « L'appréhension renouvelée de l'inflation fait monter les taux d'intérêt. Pour convaincre le marché que le dollar est appelé à se stabiliser, le déficit budgétaire américain doit diminuer. » Telles sont quelques-unes des expressions que l'on lit dans les articles spécialisés, y compris sous la plume d'économistes professionnels.

Le marché, dont on attend les réactions avec, selon les circonstances, confiance ou (plus souvent) crainte et tremblement, est ainsi gratifié d'un étrange pouvoir. C'est comme si, pour la récolte, l'important n'était pas la pluie, mais les changements d'humeur du paysan en fonction des prévisions météorologiques. Le « comportement » du marché devient celui d'une personne avec laquelle cette autre personne qu'est le pouvoir politique joue à cache-cache.

Les théoriciens modernes en sont venus à estimer que, parfaitement informé, le marché ne peut se tromper. S'il est mis en mesure d'anticiper correctement l'action du gouvernement, il rendra celle-ci inopérante. Prenez l'exemple du marché des changes (toutes ces théories, ce n'est pas tout à fait un hasard, se réfèrent implicitement au fonctionnement des marchés d'actifs financiers). Si les responsables politiques expriment le souhait de stabiliser le dollar, comme ils l'ont fait à Paris le 22 février dernier par l'accord du Louvre, ils auraient avantage à ne pas faire connaître leurs intentions dans tous leurs détails. En particulier — c'est du moins la conviction profonde des experts, — ils ne doivent pas dévoiler la marge de baisse qu'ils sont disposés à tolérer. Dans le cas contraire, le marché saurait à quels cours les banques centrales seraient prêtes à « intervenir », c'est-à-dire à acheter tous les dollars offerts mais non demandés à ce prix. Il deviendrait alors difficile, sinon impossible, de « battre » ce marché jouant à la baisse puisque tous les spéculateurs prendraient position dans le même sens.

En laissant planer une incertitude sur leur stratégie, les gouvernements et les banques centrales se donneraient un atout maître. Ne sachant pas s'il est déjà entré dans la zone dangereuse où les autorités sont décidées à stopper la baisse et donc à le priver du gain qu'il a escompté, le spéculateur agirait avec circonspection. Il ne faudrait pas beaucoup pousser les économistes pour leur faire dire que, si le dollar n'a guère bougé depuis le 22 février (exception faite du marché de Tokyo), c'est essentiellement à cause de l'indétermination que les ministres des finances ont su habilement faire peser sur l'esprit des cambistes.

Sans ouvrir ici un débat systématique sur cette interprétation inspirée notamment de la théorie des « anticipations rationnelles », faisons remarquer que celle-ci ne vaut que parce que le marché est considéré comme un « Je ». Que le sort des monnaies dépende de la subjectivité du marché ainsi personnalisé, telle est l'hypothèse qui sous-tend les projets actuellement dans l'air visant à la réforme du système monétaire international, à laquelle le président de la République et le gouvernement français paraissent si attachés.

Certes, la psychologie joue un rôle de premier plan dans l'évolution des cours. Mais faut-il y voir le moteur central ? La vérité n'est-elle pas plutôt que la psychologie des opérateurs dépend de leurs efforts d'adaptation à des conditions qu'on peut qualifier d'objectives, parce que ceux qui les subissent ne sont pas en mesure de les modifier.

SI le dollar reste fragile, c'est, en dernière analyse, parce que le montant des dettes libellées en dollars, constamment émises par l'Etat, les sociétés, les particuliers américains, dépasse la capacité d'absorption des investisseurs, nationaux ou étrangers, susceptibles d'acquérir les titres représentatifs de cet endettement (bons du Trésor, obligations et autres « papiers » de tout genre). Selon cette conception, ce qui est présenté par les partisans de l'accord du Louvre — préfiguration à leurs yeux de la création d'une zone de référence pour le dollar — comme l'arme par excellence à la disposition des banques centrales devient au contraire la cause de l'affaiblissement à terme de tout le système.

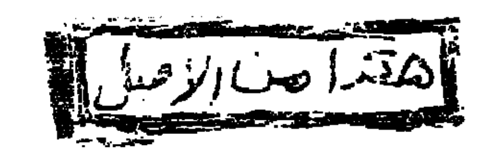
Cet arme privilégiée, c'est les fameuses interventions. Mais, comme on l'a fait plusieurs fois remarquer dans cette chronique, les banques centrales, en achetant des dollars à un cours supérieur à celui qui s'établirait spontanément sur le marché, encouragent le processus d'endettement. Les dollars en question, elles les placent en bons du Trésor américain. Si vous acceptez d'acquérir une créance à un prix plus élevé que celui qui est le sien, vous encouragez immanquablement l'emprunteur à en émettre d'autres.

A Venise, comme au Louvre au mois de février, c'est les Français et les Américains qui se sont faits, assez discrètement il est vrai, les avocats d'un système dit de stabilisation (visant à créer une zone de référence révisable à l'intérieur de laquelle les variations du dollar seraient plus ou moins enfermées). Or la France et les Etats-Unis sont, parmi les grands pays industriels, les champions, depuis une bonne quinzaine d'années, de la dévalorisation monétaire. Le monde n'a pas tellement besoin aujourd'hui de plaidoyer pour la stabilité — là-dessus on est tous d'accord, — mais du mode d'emploi pour y parvenir. Les méthodes préconisées ressemblent étrangement à celles qu'on a pratiquées sans succès jusqu'ici.

Sur le chapitre plus général de la politique économique, l'administration Reagan avait, naguère, des propositions à faire et un exemple à offrir. Elle préconisait l'allégement des impôts, surtout des impôts directs, partant de l'idée, en soi probablement justifiée, que le fardeau fiscal est devenu un obstacle à l'effort productif. Les impôts ont bien été abaissés, mais, les dépenses ayant été simultanément augmentées, le déficit s'est creusé. Les partisans de l'économie dite de l'offre soutenaient que l'activité accrue engendrerait à point nommé les recettes nécessaires pour faire face à l'augmentation des charges, militaires par exemple. Ce genre de raisonnement, qui n'est pas nouveau, fait l'impasse sur l'essentiel : un déficit n'existe que parce que l'on peut emprunter pour le financer. L'émission de la dette et son service deviennent à leur tour l'instrument de perpétuation du déficit.

DANS ces conditions, les Etats-Unis n'ont plus aucune idée nouvelle à proposer. La « déclaration économique de Venise » était, à cause de cette impuissance, condamnée à n'être qu'un texte confus et contradictoire. Au début d'un paragraphe, on y voit prônée la discipline budgétaire ; la suite du même passage préconise, à destination des pays excédentaires, la vieille recette consistant à *« renforcer la demande interne »* par la *« politique budgétaire »*, ce qui implique en réalité l'émission de nouveaux titres de la dette publique. Où est l'économie de l'offre dans tout cela ? Le même texte recommande *« l'élimination des imperfections et des restrictions sur les marchés des capitaux et l'amélioration du fonctionnement des marchés financiers internationaux. »*. Une grande partie des titres circulant étant précisément ceux de la dette publique, cet encouragement est une nouvelle façon de lever des obstacles à leur extension.

Constatant que, désormais, les fabricants nippons de semi-conducteurs vendent leurs produits sur le marché américain en moyenne à 85 % du prix considéré par l'administration des Etats-Unis comme « loyal » (fair), au lieu de 59 % auparavant, le président Reagan a levé une partie des sanctions applicables à certains articles importés du Japon. En termes clairs, cela veut dire (voir *le Monde* du 10 juin) que les producteurs japonais sont récompensés pour se conformer — enfin ! — à un accord de cartel qui leur garantit de confortables profits. Les pourcentages que nous venons de citer, complaisamment fournis par le communiqué de la Maison Blanche, permettent de mesurer l'ampleur de ces bénéfices dus à l'élimination de la concurrence. Où est dans tout cela l'économie de marché ?



M. François Périgot s'explique devant l'assemblée générale du CNPF

Le contrat et le constat

Ni entretien remarqué dans les grands journaux ni participation percutante aux émissions radiotélévisées aux heures de grande écoute. Ni discours essentiel, à l'issue d'un colloque ou d'un symposium de haut niveau. Vraiment, depuis qu'il a succédé, le 16 décembre 1986, à M. Yvon Gattaz, le nouveau président du CNPF adopte délibérément un profil bas. *« Le spectaculaire n'est pas mon fort »*, confie-t-il.

« Mais où est donc M. Perigot ? » s'interrogent les observateurs habituels du CNPF.

En fait, M. Perigot existe bien, et s'il est resté volontairement discret depuis six mois, s'il n'a pas accaparé les médias comme certains l'y poussaient, si le CNPF s'est montré évasif voire absent sur certaines questions économiques et sociales, c'est le résultat d'une volonté du patron des patrons. Lui-même devait s'en expliquer, le mardi 16 juin, devant les 530 délégués de l'assemblée générale du CNPF, «sa» première assemblée générale.

Partisan de la politique des petits pas, M. Perigot avait été élu, à la fin de l'an dernier, à la *tête* d'un CNPF déchiré par les querelles internes des barons du conseil exécutif, qui est un peu le gouvernement du patronat. Il fallait panser les plaies, remettre les directions de la rue Pierre-Ier-de-Serbie au travail (1), reprendre les rênes d'un service de presse accusé par beaucoup de prosélytisme pour M. Yvon Gattaz, *et* lui seul, relancer la concertation à l'intérieur des instances dirigeantes du CNPF, qu'elles soient parisiennes ou régionales.

Il fallait aussi renouer le dialogue avec les partenaires sociaux et les hommes politiques de tout bord, pas seulement par souci de légalité républicaine, mais dans le but d'améliorer l'efficacité du CNPF, de renforcer sa crédibilité et de bien marquer son apolitisme. *« Je dialogue avec toutes les classes politiques,* précise-t-il, *et avec tous les responsables syndicaux. »* Il n'a pourtant pas rencontré à ce jour M. Krasucki. *« S'il souhaite que nous ayons un entretien constructif, mes portes lui sont ouvertes »*. Message transmis.

Trois orientations...

Plus confidentielles mais non moins réelles sont les récentes audiences personnelles accordées à M. Perigot par M. Jacques Chirac, le 5 juin, et par le président de la République le lundi 15 juin. Il n'eût pas été convenable que le chef de l'Etat et le premier ministre apprennent par la presse les grandes lignes du message que le président du CNPF adressera mardi à ses troupes, et au-delà au pays.

Quel message ? *« Le plus élémentaire de mes devoirs est de rendre compte à ceux qui m'ont élu de ce que nous avons fait, mes vice-présidents et moi, depuis six mois. Ce sera l'examen du contrat. C'est pourquoi j'ai convoqué une assemblée générale. »*

Le président du CNPF insistera sur trois orientations. La décentralisation du dialogue social, au niveau des branches, voire des sociétés elles-mêmes, car il vaut mieux négocier sur des réalités plutôt qu'à partir de principes ; le cadre international de l'activité des entreprises, la recherche systématique de la compétitivité, *« un mot qui ennoblit le discours un peu étroit et revendicatif sur les charges »*.

Il expliquera aussi que son objectif est d'impliquer l'ensemble de l'équipe dirigeante du CNPF, ce qui l'a conduit à faire monter en ligne, lorsque l'occasion se présentait, chacun des vice-présidents exécutifs dans son domaine de compétence, le président se réservant d'intervenir sur les sujets chauds (grèves de décembre, insinuations de M. Balladur selon lesquelles le patronat aurait trop profité de la liberté des prix).

Un style nouveau

Après le contrat avec ses mandants, le constat sur la situation actuelle. Tout le monde attend le diagnostic du CNPF sur l'économie, un an après l'arrivée de M. Jacques Chirac à Matignon et un an avant la présidentielle. Et un constat clair. *« D'ailleurs,* affirme M. François Perigot, *lorsqu'on a des choses à dire, il faut les dire. Le patronat parlera peut-être moins, mais il parlera à bon escient. »*

Rien n'est tout à fait blanc, rien n'est tout à fait noir dans le constat. Sans doute la situation est-elle hypothéquée par les grands spectres de l'échec, qui ont pour nom stagnation, commerce extérieur, chômage, taux d'intérêt, atonie de l'investissement.

Mais au CNPF, on reconnaît à ce gouvernement d'avoir commencé à prendre des mesures d'organisation de la société française, *« de nature à soutenir des entreprises, non à les punir »*. On le félicite sans ambages *« d'avoir fait sauter des archaïsmes »*, en rétablissant la liberté des prix et celle de la gestion des effectifs. Les lauriers, en revanche, sont plus parcimonieusement distribués si l'on aborde le sujet de la relance de la croissance et des investissements.

L'assemblée de mardi scellera-t-elle les retrouvailles du CNPF uni, galvanisé par le message d'un président fédérateur et rassembleur, plus que vedette ?

M. René Bernasconi, le turbulent président de la CGPME, assiste à nouveau depuis le début de l'année aux réunions du conseil exécutif qu'il avait longtemps boudées. *« La tâche du CNPF consiste à intégrer des intérêts sectoriels dans une vision globale, ce qui n'est pas facile. Mais François Perigot, même s'il explique peu ce qu'il fait, le fait bien »*, remarque M. Jacques Brunier, président de la puissante fédération du bâtiment. On ne désigne plus M. Yvon Chotard comme le diviseur, ou le perdant. D'ailleurs, des négociations discrètes sont engagées pour qu'il obtienne un poste au Conseil d'Etat.

Quant à M. Jean-Louis Giral, allié indéfectible de M. Yvon Chotard, qui était la bête noire de M. Gattaz, et réciproquement, il a réintégré récemment le club des treize vice-présidents, à la demande même de M. Perigot, beau joueur. *« François Perigot exprime un style nouveau au CNPF. C'est un homme de compromis, qui recueille les avis et en tient compte. Il a mon soutien »*, reconnaît volontiers le président de la Fédération des travaux publics.

En six mois, M. Perigot a parcouru la France, visité de nombreuses unions patronales départementales, présidé des réunions de fédérations professionnelles parfois de second rôle. Il a écouté le *« patronat profond »* pour favoriser *« la lente maturation de ses convictions »*.

A partir du mois prochain, l'ancien dirigeant d'une grande multinationale franchira les frontières pour rencontrer le président de la Commission européenne et pour visiter la RFA, les Etats-Unis et l'Union soviétique. L'économie, c'est aussi les autres. Et, vu de l'étranger, tout reste à faire pour convaincre que le CNPF et son président existent.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) M. Perigot a demandé à une société spécialisée un audit sur le fonctionnement et l'organisation du CNPF.

Mme Barzach annonce un relèvement de 1 % des allocations familiales au 1er juillet

Développer les systèmes de garde des enfants, assurer que les familles reçoivent les prestations auxquelles elles ont droit, réformer les prestations liées à l'isolement (mères célibataires, divorcées, veuves ou abandonnées) : telles sont les orientations de la *« deuxième phase de la politique familiale du gouvernement »* (après la réforme votée par le Parlement en décembre 1986), a indiqué Mme Michèle Barzach, ministre délégué à la famille et à la santé, le samedi 13 juin, à Lille, devant les six cents délégués de l'assemblée générale annuelle de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). Le ministre a en outre annoncé un relèvement de 1 % des allocations familiales au 1er juillet.

Ces orientations, Mme Barzach les avait déjà évoquées le 10 mars dernier devant le conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), où l'UNAF est représentée ; ce sont elles que la Caisse a précisées (*le Monde* du 11 juin) et c'est leur application que le conseil d'administration de la CNAF a approuvée le 9 juin par 24 voix contre 4 (celles de la CGT, hostile au redéploiement prévu). Devant l'assemblée générale de l'UNAF, traditionnellement attachée à ce que la politique familiale ne se focalise pas sur les familles défavorisées, elle a précisé le sens de cette nouvelle *« action sociale familiale »*, qui ne se confond pas avec l'*« aide sociale »* (destinée aux familles démunies), mais concerne d'une façon ou de l'autre toutes les familles, par exemple pour la garde des enfants.

C'est surtout à propos des nouvelles modalités de recherche des bénéficiaires des allocations que Mme Barzach a précisé ses objectifs : *« L'effort de prospection d'administration active et de gestion moderne »* entamé par l'allocation parentale d'éducation doit s'étendre à tout le système, a-t-elle affirmé, mais *« particulièrement à certaines prestations complexes, comme les aides au logement »*. S'il *« concernera presque par définition les familles démunies,* a souligné Mme Barzach, *il ne s'agit pas d'une politique familiale catégorielle privilégiant même pour de bonnes raisons et celles-ci seraient socialement excellentes) telle ou telle catégorie-problème »*, mais simplement *« de veiller à ce que les droits soient perçus »*.

« Cette démarche, a-t-elle ajouté, *permettra de revoir les règles de rétroactivité dans le versement des prestations »* : celles-ci *« doivent compenser les charges au moment où elles apparaissent et autant qu'elles durent. Il faut donc veiller à ce que les familles demandent et obtiennent très rapidement le bénéfice des prestations auxquelles elles ont droit, de manière à éviter le plus possible les à-coups dans leurs ressources »*, ce qui nécessite *« une meilleure articulation »* entre les services sociaux et les prestations.

Pour les aides au logement, comme pour la garde des enfants, Mme Barzach a souhaité *« une bonne coopération »* entre les caisses d'allocations familiales et les offices d'HLM. De son côté, a-t-elle indiqué, le gouvernement a mobilisé 14 millions de francs pour lancer cinquante *« contrats-familles »* avec les collectivités locales et les caisses.

Pour les allocations liées à l'isolement, *« justement critiquées »*, Mme Barzach s'est montrée sévère, notamment pour l'allocation de parent isolé (API), qui avait *« de nombreux effets pervers et ne traitait pas équitablement »* les différentes situations familiales, *« dont la finalité avait été largement pervertie »* et *« l'objectif de réinsertion sociale largement manqué »*.

La réforme approuvée dans son principe par le conseil d'administration de la CNAF le 9 juin doit *« corriger les incohérences dans le mode de calcul de la prestation, infléchir »* les conditions de versement, *« faciliter l'insertion sociale et professionnelle et permettre aux bénéficiaires de sortir du régime de revenu garanti »*. D'autre part, une des dispositions du projet de loi *« portant diverses mesures d'ordre social »* (DMOS) voté par l'Assemblée nationale, vendredi dernier, doit *« permettre de faire jouer l'obligation alimentaire du père »*.

Mme Barzac a annoncé d'autre part un relèvement de 1 % de la *« base mensuelle »* des allocations familiales au 1er juillet. Ce relèvement suffira-t-il à assurer le maintien de leur pouvoir d'achat. Tout en se réjouissant de cette hausse, M. Roger Burnel, président de l'UNAF, a affirmé, nous indique notre correspondant à Lille, qu'elle *« ne correspond pas à l'évolution des charges des familles, qui voient leur pouvoir d'achat se réduire du fait de l'augmentation des cotisations sociales et du poids du chômage des jeunes »*.

Ce chiffre, compte tenu du gain enregistré en 1986 (*le Monde* du 20 décembre 1986), correspond à une hypothèse implicite de hausse des prix de l'ordre de 2,6 % en 1987. Or cette prévision pourrait bien être dépassée.

Mais en même temps, cela pose la question des modalités de revalorisation des prestations familiales en période de faible inflation : cette augmentation n'apportera que 5,38 F par mois, 65,56 f par an à une famille de deux enfants. Ne faudra-t-il pas envisager une concentration sur certaines catégories de familles, comme on l'a fait à la fin de 1985 (*le Monde* du 31 décembre 1985) en concentrant la *« remise à niveau »* des prestations sur les familles de trois enfants et plus ?

GUY HERZLICH.

La campagne des élections prud'homales

La CFTC marie modernisme et tradition

La CFTC va marier le modernisme et la tradition pour mener sa campagne électorale en vue des élections prud'homales du 9 décembre prochain. Le modernisme se retrouvera dans ses affiches orientées autour du slogan *« le plus CTFC » : « la vérité en plus », « l'indépendance en plus », « la justice en plus », « la qualité en plus », « la solidarité en plus »*, etc. Il se manifestera aussi dans la réalisation d'un sondage permettant de mesurer ce qui parmi les idées qu'elle défend correspond le mieux à ce que souhaitent les salariés.

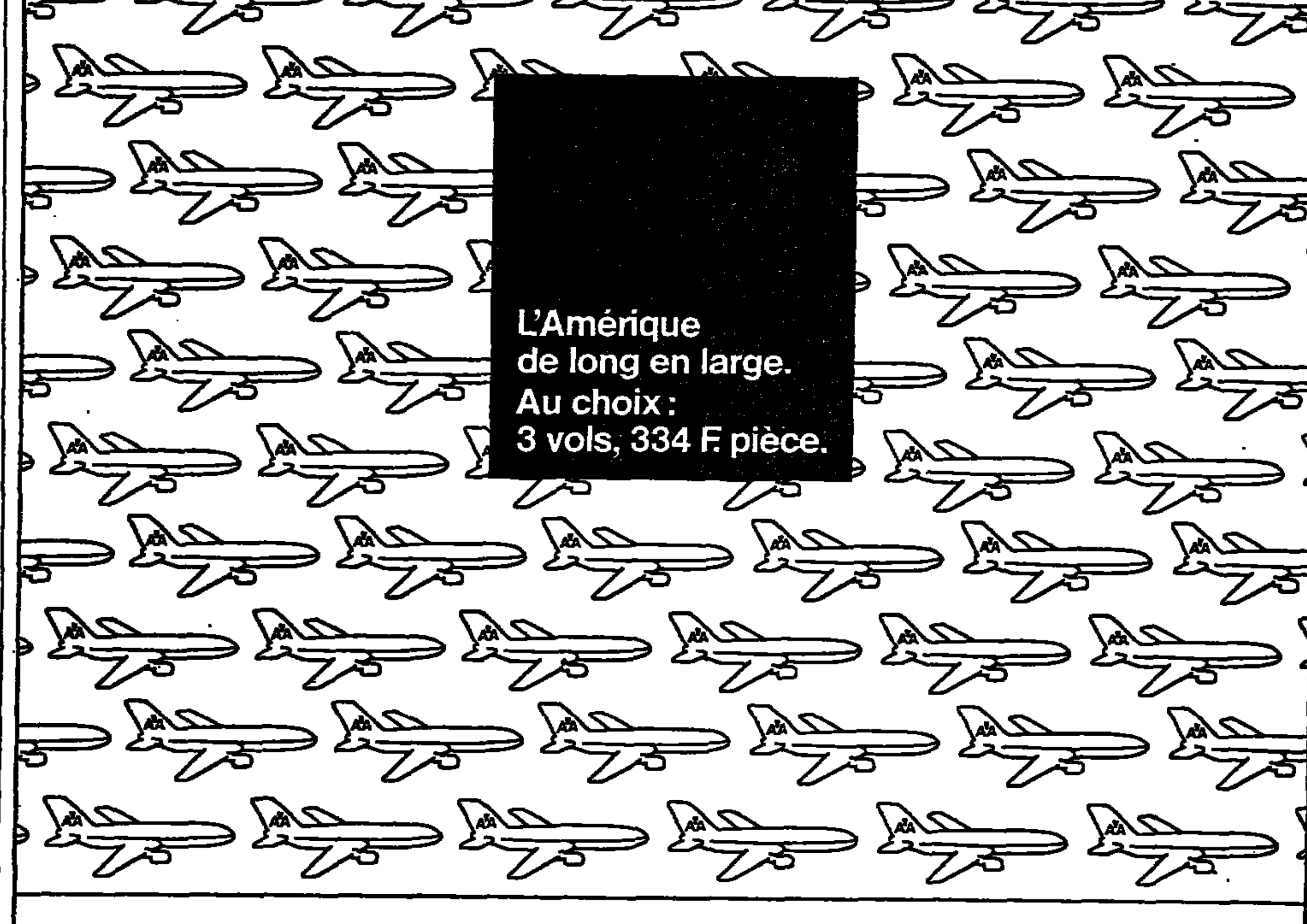
M. Jean Bornard, président de la CFTC, fait preuve d'un certain optimisme en espérant que le score de son organisation se situera entre celui des précédentes prud'homales de 1982 (8,46 %) et celui des élections à la Sécurité sociale de 1983 (12,46 %). Alors que la centrale va fêter lors de son prochain congrès — du 26 au 28 novembre à Versailles — pour lequel elle a invité M. Séguin et... M. Lech Walesa, le centenaire des premiers syndicats chrétiens, elle affirme être à l'abri de la crise du syndicalisme. Elle revendique 270 000 adhérents (retraités compris) et voit dans cette apparente bonne santé l'illustration de *« la permanence du courant syndical qu'elle représente et qui a marqué la réalité économique et sociale dans les domaines les plus variés. »*

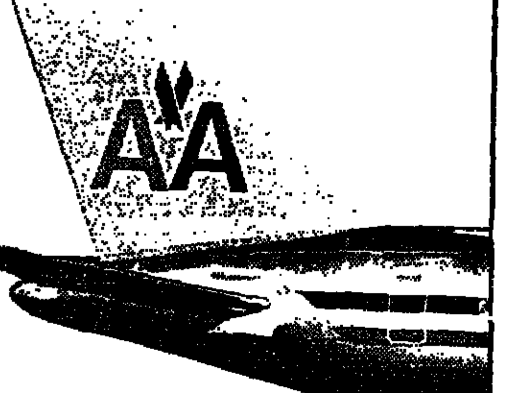
Attentive aux évolutions de la société, la CFTC va donc réaffirmer, même si c'est à travers une campagne *new look*, sa fidélité aux origines du syndicalisme chrétien. Pour M. Jean Bornard : *« Les principes sociaux chrétiens qui ont sous-tendu toutes les options de la CFTC se révèlent aujourd'hui d'une richesse et d'une actualité remarquables pour orienter une action syndicale face à tous les défis de la technologie, de la technocratie et du monde moderne. »* Une telle fidélité peut couper court aux courants plus traditionalistes qui se manifestent épisodiquement, souvent par l'intermédiaire de jeunes militants, lors des congrès.

M. Bornard a tenu également à minimiser l'influence du Front national au sein de la « base » CFTC en jugeant le phénomène limité à *« quelques sensibilités sur la couronne méditerranéenne »* et en rappelant que ses positions sur l'immigration — *« qui continuent à faire l'unanimité »* — n'avaient pas bougé d'un iota depuis le précédent congrès de 1984. M. Bornard avait cependant dû fermement rappeler à l'ordre sa fédération de l'agriculture, dont les dirigeants avaient défendu sur l'immigration des thèses proches de l'extrême droite. M. Guy Drilleand, secrétaire général, avait dû faire de même lors d'un récent congrès de l'union départementale de l'Hérault, où des responsables arboraient des insignes du Front national... Des vagues, mais pas de tempête, dit-on.

Entendant *« marquer vigoureusement ses positions »*, la CFTC mettra aussi l'accent sur *« le rôle des prud'hommes comme gardiens du droit du travail »*, en rappelant aux salariés qu'ils n'auront pas à élire des avocats mais des *« juges »*... Pour l'heure, la centrale chrétienne se plaint d'une *« recrudescence de la répression antisyndicale contre les militants de la CFTC »*. Elle fait état de licenciements de ses délégués dans des PME. Autre permanence de l'action syndicale.

MICHEL NOBLECOURT.





Economie

La préparation des états généraux de la Sécurité sociale

Les préfets disposeront d'une certaine latitude pour les réunions départementales

La préparation des états généraux de la Sécurité sociale continue, M. Jacques Chirac a réuni les préfets le lundi 15 juin, après avoir reçu les préfets de région, pour fixer l'organisation des états généraux départementaux. Une circulaire doit prochainement en préciser les modalités.

Ces états généraux départementaux auront lieu au cours de la première quinzaine de juillet. Ils seront assez brefs : on prévoit quatre réunions, d'une demi-journée chacune, placées sous la présidence des préfets : une pour chacune des trois branches du régime général, une consacrée au financement. Devraient y participer, sur invitation du préfet, outre les responsables des caisses locales de Sécurité sociale et de retraite complémentaire, des syndicats de salariés, d'employeurs, d'agriculteurs, des professions de santé, des mutuelles, les gestionnaires des établissements sanitaires et sociaux financés par la Sécurité sociale.

Toutefois, les préfets disposeront d'une certaine latitude. Ils pourront prolonger la discussion sur tel ou tel des thèmes annoncés, en fonction des situations et des demandes locales, élargir à loisir la liste des invités, le nombre d'intervenants étant cependant limité à une vingtaine par réunion, compte tenu du temps prévu pour les débats (qui seront ouverts à la presse).

Un point épineux était celui de la présence des élus (maires, conseillers généraux, députés, etc.), qui avait suscité l'opposition résolue de M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière. La solution retenue par le gouvernement, auquel les «sages» avaient laissé le choix des invités, consiste à ne convier que ceux exerçant des responsabilités dans des domaines touchant à la protection sociale, et seulement à ce titre : par exemple les maires ou les conseillers généraux qui président des conseils d'administration d'hôpitaux ou d'établissements sociaux.

Enfin, pour compenser le nombre malgré tout limité d'invitations, des *« cahiers d'observations »*, des boîtes à idées, vont être installés dans les préfectures pour recueillir toutes les observations et contributions, comme l'avait indiqué M. Séguin lorsque les «sages» avaient été reçus par le premier ministre.

De leur côté, les «sages» avaient mis au point les documents destinés à «cadrer» les discussions qui vont être envoyés bientôt dans les départements. Ils ont, d'autre part, repris leurs auditions des partenaires sociaux au sens large (y compris la mutualité, l'Union nationale des associations familiales, les professions de santé et la Fédération hospitalière de France), pour évoquer cette fois les problèmes au fond, c'est-à-dire les changements à apporter au système de sécurité sociale et en particulier au régime général.

Les comptes rendus des états généraux départementaux seront synthétisés au niveau régional et transmis aux «sages» durant le mois d'août. Il ne restera aux «sages» qu'à tirer la substantifique moelle de cette masse de documents pour leur rapport final en septembre.

Bonne exécution des contrats de plan

La lune de miel Etat-régions

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, a rendu un hommage implicite et rétrospectif, le mercredi 10 juin, à MM. Mauroy, Rocard et Le Garrec, en se félicitant de la réussite des contrats de plan (inventés en 1982-1983 par la gauche) et en annonçant officiellement que cette procédure serait reconduite pour la période 1989-1993.

« Pour les trois premières années, 1984-1986, les contrats de plan signés entre les régions et l'Etat ont été réalisés à 60 %. Tous les engagements ont été respectés et l'Etat respectera les siens en 1987 et 1988. C'est un taux tout à fait remarquable », a déclaré le ministre.

L'ensemble des crédits d'investissements dégagés par l'Etat et les régions représente une somme de 70 milliards (1984-1988), dont 42 à la charge de l'Etat et 28 pour les régions. Par rapport aux prévisions de départ, 5 milliards ont été rajoutés, qui correspondent aux programmes intégrés méditerranéens (PIM) financés par la CEE pour les régions du Sud et aux crédits dégagés en faveur des zones du Nord-Ouest (Nord-Pas-de-Calais, Picardie), dans le cadre des aménagements d'infrastructures consécutifs au tunnel sous la Manche.

Pour tenir compte des impératifs d'aménagement du territoire, l'effort relatif d'investissement de l'Etat est plus important dans certaines régions que dans d'autres : 0,8 en Ile-de-France, 1 en Haute-Normandie, 2 en Bretagne, 2,9 en Lorraine, pour un coefficient multiplicateur moyen national de 1,5.

La ventilation des dépenses selon les régions est très variable. Ainsi, la Picardie et la Franche-Comté ont privilégié la formation et l'éducation, Rhône-Alpes la recherche et l'innovation, le Limousin les actions énonomiques (notamment l'agriculture), l'Ile-de-France les transports, l'Auvergne et le Nord-Pas-de-Calais la culture et le tourisme, l'Aquitaine l'environnement, Champagne-Ardenne l'action sanitaire et sociale.

Certaines régions ont mis les bouchées doubles. En Auvergne, le contrat était réalisé à 74 % à la fin de 1986, en Champagne-Ardennes à 73 %, en Ile-de-France à 71 %. D'autres font preuve de moins de zèle : Corse (47 %), Nord-Pas-de-Calais (46 %), Languedoc-Roussillon (50 %), le « retard » relatif pouvant être attribué soit à l'Etat (Languedoc, Nord), soit à la région (Limousin, Picardie).

M. de Charette a souhaité qu'à l'avenir les contrats de plan *« se concentrent sur l'essentiel. Il y a eu trop de contrats particuliers, environ six cents, qui sont venus se greffer sur les contrats de plan et ont inutilement compliqué le dispositif »*. *« Evitons les petites opérations multiples »*, a-t-il ajouté, citant par exemple les chemins de grande randonnée en Bourgogne.

Un groupe de travail interministériel, présidé par le commissaire général au Plan, va, d'ici à la fin de l'année, élaborer un document de travail énumérant les priorités géographiques et sectorielles que se fixera l'Etat. Parallèlement, les préfets de région et les présidents des conseils régionaux feront la même recherche. En mars 1988 commencera alors la négociation proprement dite entre l'Etat et les régions – à travers la DATAR et les préfets – pour aboutir à des documents définitifs à l'aube de 1989 et de la « deuxième ère » des contrats de plan.

Toute la question est de savoir si les contrats régionaux s'intégreront dans un dispositif plus vaste et national, matérialisé par une « loi de plan ». *« Le gouvernement ne s'est toujours pas prononcé*, a précisé M. de Charette, *mais le plus tôt sera le mieux. »* Un profonde réforme du Commissariat général au plan est d'ailleurs en cours.

F. G.

Le rapport annuel de la Banque des réglements internationaux

L'Allemagne fédérale et le Japon doivent opter pour une relance budgétaire

L'heure de la relance budgétaire a sans doute sonné pour les pays disposant, comme l'Allemagne fédérale ou le Japon, d'une influence déterminante dans la recherche de moindres déséquilibres internationaux, estime la Banque des règlements internationaux (BRI) dans son rapport annuel publié le lundi 15 juin. Rédigée en termes diplomatiques, cette conclusion du directeur général de la BRI, M. Alexandre Lamfalussy, apparaît comme un pavé dans la mare.

Bonn, qui a décidé d'accélérer dès l'an prochain une part de la réforme fiscale prévue à l'horizon 1990, et Tokyo, qui vient d'annoncer un vaste plan de relance, estiment avoir été aussi loin qu'il leur était possible d'aller sans malmener leur propre économie interne. La très prudente BRI deviendrait-elle laxiste ?

En aucun cas, soulignent les auteurs du rapport. Stimuler la demande et par là même la croissance en recourant *« de façon permanente »* à l'arme budgétaire s'est révélé dangereux par le passé. Mais l'assainissment des finances publiques ne peut être considéré comme une fin en soi. Une fois son efficacité restaurée par une politique de rigueur, l'arme budgétaire doit être utilisée avec détermination lorsque les circonstances l'exigent. Tout porte à croire que tel est le cas, aujourd'hui : les perspectives économiques sont nettement moins favorables qu'il y a un an et, si la concertation des politiques monétaires entre les principaux pays indutriels a permis de *« parer au plus pressé »*, elle atteindra rapidement ses limites au cas où les politiques budgétaires ne prendraient pas le relais.

Après avoir trop espéré de la conjonction de la chute des cours du pétrole, de la baisse du dollar et des taux d'intérêt, les organisations internationales avaient attribué la modeste croissance de 1986 (2,5 % contre 3 % en 1985 pour le groupe des Dix) (1) à des délais de réponse supérieurs aux prévisions. La BRI estime plutôt que les conséquences d'amples modifications des taux de change ont largement compensé les effets positifs de ce qui fut un temps appelé la *« manne pétrolière »*.

L'exemple des deux pays les plus largement excédentaires, la RFA et le Japon, est significatif. La vive appréciation du mark et du yen vis-à-vis du dollar a conduit les industries exportatrices à réduire sensiblement leurs investissements. La vigueur de la demande interne n'a pu combler la différence, et les perspectives de croissance dans ces deux pays sont désormais compromises, alors qu'il leur faudrait connaître une expansion de 2,5 à 3 % pour offrir aux Etats-Unis une chance de réduire leur propre déficit des paiements courants à *« des proportions supportables »*.

Un lent processus d'ajustement

Tout n'est certes pas négatif dans le tableau brossé par la Banque des règlements internationaux. Un meilleur équilibre entre les comptes extérieurs américains, allemands et japonais est en cours. Les progrès réalisés en matière de concertation monétaire ont, en outre, prouvé que le «laisser-faire» cher aux Américains avait fait place à une *« préoccupation active »*. Mais le processus d'ajustement des comptes extérieurs sera lent, le rapport le rappelle en soulignant qu'une simple stabilisation du déficit commercial américain exige que les exportations augmentent une fois et demi plus vite que les importations. Quant à la coopération des politiques monétaires, elle ne peut plus répondre seule aux défis actuels.

Tant que les interventions des banques centrales ont accompagné l'attente des marchés, comme cela s'est passé au lendemain de l'accord du Plazza de février 1985 sur la baisse concertée du dollar, elles ont pu dégonfler une *« bulle spéculative »*. L'accord du Louvre, entériné un an plus tard à Paris pour stabiliser le billet vert à un niveau jugé acceptable, se révèle beaucoup plus ardu à orchestrer. La persistance de lourds déficits américains suscitant des anticipations de baisse du dollar sur les marchés, il a fallu aux banques centrales *« lutter contre le vent »*, au risque d'enlever une part de crédibilité à leurs interventions.

Un risque d'autant plus réel que le déficit extérieur des Etats-Unis n'est plus couvert par des *« entrées spontanées de capitaux »*. Insuffisantes en 1986, ces entrées se sont même contractées durant le premier trimestre 1987 et ce sont les banques centrales qui, par des achats massifs de dollars, ont financé les déficits américains. C'est ainsi que les réserves en devises du groupe des Dix ont progressé de 34,8 milliards de dollars durant les trois premiers mois de l'année, presque autant que durant l'ensemble de 1986, *« le dollar entrant pour 28,3 milliards dans cet accroissement »*. Une situation intenable.

Condamnées à n'intervenir qu'à bon escient et en calculant l'effet d'annonce de leurs opérations, les banques centrales peuvent également faciliter des flux de capitaux suffisants vers les Etats-Unis en élargissant l'écart, qui s'est déjà creusé ces derniers mois, entre les taux d'intérêt américains et ceux des autres pays industriels, RFA et Japon en tête. Là encore, les limites de l'exercice sont évidentes. Un relèvement des taux aux Etats-Unis remettrait en cause les investissements déjà faibles dans ce pays et aggraverait encore le poids de la dette de nombre de pays du tiers-monde, une autre menace pesant sur l'économie mondiale. Une nouvelle baisse du loyer de l'argent en RFA et, surtout, au Japon, où la Bourse de Tokyo connait un phénomène de *« lévitation »* selon M. Lamfalussy, pourrait accentuer les dangers nés d'une trop grande liquidité des marchés des capitaux.

Ne reste, dans ces conditions, qu'une solution, selon les auteurs du rapport : accentuer la concertation des politiques budgétaires parallèlement à la coopération monétaire : aux Etats-Unis de rendre crédible leur volonté de réduire leurs déficits et de parvenir à promouvoir une épargne privée insuffisante ; au Japon et à la RFA de jouer plus largement l'arme de l'incitation budgétaire. Les risques inhérents à l'alourdissement provisoire des déficits publics de ces deux derniers pays sont réels. Ils paraissent moins graves aux yeux des responsables de la BRI que les menaces d'une déstabilisation des marchés et de l'économie mondiale au cas où l'incertitude l'emporterait, asséchant les flux de capitaux privés nécessaires au financement des déficits extérieurs américains.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Le « groupe des Dix » comporte onze membres depuis l'adhésion de la Suisse : Belgique, Canada, Etat-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

ICI double son chiffre d'affaires dans les semences

Un an après avoir annoncé sa décision de se développer dans l'industrie des semences (*le Monde* du 4 mars 1986), le groupe chimique britannique ICI passe à l'offensive. Il vient de racheter la Société européenne de semences (SES), contrôlé par les firmes italienne Ferruzzi (50 %) et belges Raffinerie tirlemontoise (38 %) et Finasucre (8 %). Le coût de l'opération est élevé : 96 millions de livres (930 millions de francs). La SES est numéro un européen pour les semences de soja et numéro deux pour les semences de betterave à sucre, avec un chiffre d'affaires de 510 millions de francs environ et un bénéfice net compris entre 40 et 50 millions de francs.

Par cette acquisition, ICI double son propre chiffre d'affaires dans l'industrie des semences (plus de 1 milliard de francs désormais) et passe du douzième rang mondial à la cinquième place, derrière Pioneer (Etats-Unis), Sandoz (Suisse), Dekalb-Pfizer (Etats-Unis) et Upjohn (Etats-Unis). Le groupe britannique se dote ainsi des moyens de tenir sa gageure et d'atteindre, en 1990 les 500 millions de livres de chiffres d'affaires (5 milliards de francs) dans sa spécialité, un objectif très ambitieux puisqu'il dépasse déjà ce que les groupes suisse (Ciba-Geigy), allemands (Bayer, BASF, Hoechst) et français (Rhône-Poulenc) espèrent réaliser à cet horizon. La marché des semences (108 milliards de francs à l'échelle mondiale) est très convoité et, en l'espace des vingt dernières années, deux cent quatre-vingt-deux acquisitions y ont été enregistrées.

Campenon Bernard signe le contrat de la centrale chinoise de Daya-Bay

L'entreprise de bâtiment et travaux publics Campenon Bernard a signé avec la Chine le contrat définitif pour les travaux de génie civil de la centrale nucléaire de Daya-Bay. Située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Hongkong, cette usine sera la première centrale nucléaire chinoise de grande puissance. Campenon Bernard dirige le groupement d'entreprises chinoises et japonaises chargé de réaliser les travaux. Le montant du contrat s'élève à 1,4 milliard de francs. Il entrera en vigueur lorsque les autorités chinoises auront conclu avec Paris l'accord sur le financement. La centrale, dont les travaux ont commencé en vertu d'un pré-contrat signé en septembre 1986, sera équipée de deux réacteurs de 900 mégawatts chacun. 70 % de l'électricité produite sera acheminée à Hongkong, le reste étant destiné à la Chine populaire.

Le « trou noir » des statistiques internationales

En sept ans, entre 1980 et 1986, les statisticiens ont perdu la trace de... 520 milliards de dollars dans la balance mondiale des paiements courants. A l'ère de l'informatique et d'une coopération accrue entre les gouvernements, ce « trou noir » constitue plus qu'un défi... C'est une menace pour les économistes, déjà régulièrement pris en défaut dans leurs prévisions à court terme.

A défaut de pouvoir instaurer une comptabilité plus exacte et de se rapprocher du solde théoriquement nul de la balance des paiements courants de tous les pays – les excédents des uns se retrouvent dans les déficits des autres, – les sources d'erreurs ont été mieux cernées par un groupe de travail institué par le Fonds monétaire international. Elles se retrouvent essentiellement dans trois types de « services » : les revenus de placement, les pays n'étant pas en mesure d'identifier la totalité des portefeuilles d'actifs étrangers de leurs résidents, de plus en plus discrets sur leurs investissements ; les opérations de frêt maritime, les paiements des frais d'acheminement des importations étant en général totalement notifiés mais pas les recettes correspondantes dans les comptes des pays possédant d'importants intérêts maritimes ; les transferts officiel, les financements annoncés par les pays donateurs *« dépassant sensiblement les crédits déclarés par les pays bénéficiaires »*.

Autant dire que les statisticiens ne sont pas près de régler ces problèmes de fraude ou d'absence de transparence des comptes nationaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMMINDO S.A.

L'assemblée générale annuelle d'IMMINDO S.A., réunie le 4 juin 1987 sous la présidence de M. Georges Mazaud, a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui font ressortir un bénéfice de 32 959 309,67 F, dont 4 052 680,14 F de plus-values nettes de cessions. Elle a décidé la mise en distribution à chacune des 1 353 078 actions composant le capital social d'un dividende de 20,75 F contre 19,50 F au titre de l'exercice 1985. Cette progression qui s'applique à un capital augmenté suite au paiement partiel du dividende de l'exercice 1985 sous forme d'actions de la société, correspond à une augmentation de la masse distribuée de 8,87 %.

A l'issue de cette assemblée, les actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social d'IMMINDO S.A., pour le porter, en une ou plusieurs fois, jusqu'à 250 000 000 F.

Le conseil d'administration, usant partiellement de l'autorisation qui lui a été donnée, a décidé de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 27 061 500 F par l'émission de 270 615 actions nouvelles de 100 F chacune, à souscrire au prix de 470 F, soit une action nouvelle pour cinq actions anciennes. La souscription sera ouverte du 15 juin au 6 juillet 1987 inclus. Le produit de l'émission, qui représente 127 millions de francs environ, sera investi dans des immeubles d'habitation et dans des surfaces de bureaux situés à Paris ou dans la région parisienne.

BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT
21, avenue George-V – 75008 Paris

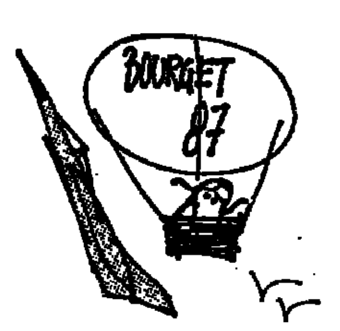
L'assemblée générale des actionnaires de la BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT réunie le 27 mai 1987 a décidé de procéder à deux augmentations de capital, l'une de 9 800 000 FF réservée aux cadres de la banque, l'autre ouverte à tous les actionnaires et s'élevant à 20 020 000 FF.

Au terme de ces opérations, clôturées le 8 juin 1987, le capital social est porté de 200 000 000 de FF à 230 020 000 FF, les fonds propres s'élevant à cette même date à 285 000 000 de FF.

Ces augmentations ont été effectuées à l'occasion de la prochaine introduction au second marché de la Bourse de Paris des actions de la BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT le 26 juin prochain au prix de 300 francs l'action.

La BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT, spécialisée dans les opérations de marché et d'ingénierie financière, se dote ainsi des moyens nécessaires pour poursuivre son développement.



Aéronautique

Un entretien avec le président de l'Aérospatiale

« Les Européens doivent accepter de se partager le travail »

nous déclare M. Henri Martre

Qu'il s'agisse de l'Airbus, des hélicoptères et de l'espace, le président de la société nationale Aérospatiale, M. Henri Martre, demande aux Européens d'accepter de se partager le travail. Sinon la compétition entre partenaires européens restera un vœu pieux.

« Etes-vous satisfait du lancement des Airbus A-330 et A-340 ? Ne connaîtrez-vous pas quelques difficultés de financement ?

– On ne peut qu'être satisfait de ce lancement. Aérospatiale, partenaire d'Airbus industrie, voit ainsi l'avenir du consortium s'éclaircir. En effet, Airbus ne pouvait rester l'un des compétiteurs mondiaux avec une gamme réduite d'avions. L'ambition d'Airbus de prendre 30 % du marché mondial des avions civils a de bonnes chances d'être réalisée avec ces deux nouveaux appareils. En ce qui concerne le financement, nous devrons trouver, entre 1987 et 1994, 12 milliards de francs sur le marché financier. Pour améliorer notre capacité d'endettement, nous accroîtrons nos fonds propres en nous tournant soit vers l'Etat, soit vers le public. 35 % des 12 milliards de francs, qui nous sont nécessaires, pourraient provenir de cette augmentation de nos fonds propres.

» Notre effort de recherche et de développement pour l'ensemble de nos activités civiles et militaires, rappelons-le, demeure très important. Il représente 27 % de notre chiffre d'affaires, c'est-à-dire 6,9 milliards de francs. Nous le finançons grâce aux contrats du ministère de la défense et aux avances remboursables du ministère des transports. Nous autofinançons 2,5 milliards de francs, soit 10 % de notre chiffre d'affaires, alors que nos concurrents atteignent en moyenne 5 %. Nous en tirons une technologie très avancée, mais qui coûte cher.

– Elargirez-vous encore la gamme d'Airbus vers des très petits avions de cent places ou des très gros de cinq cents places ?

– Pour l'instant, nous en restons là. La suite dépendra des demandes du marché. Nous travaillons sur plusieurs projets comme l'AS 100, un cent places Turbofan ; mais Boeing lancera un jour ou l'autre son 757 qui concurrencera notre A-320 et notre première préoccupation sera de riposter en étendant la famille du A-320.

Boeing souhaite la disparition de ses rivaux

– Quels sont vos concurrents les plus dangereux ?

– Sur le marché des avions commerciaux à réaction, c'est Boeing qui se trouve en position dominante avec 65 % des ventes, McDonnell Douglas et Airbus se partagent le reste. Boeing a déclaré qu'il souhaitait la disparition de ses concurrents. Avec McDonnel Douglas, nous trouverons, sans doute, des possibilités de coopération.

– Cet accord avec McDonnell représenterait-il votre réponse aux accusations américaines de concurrence déloyale ?

– L'appui financier des gouvernements européens au lancement de l'A-330 et de l'A-340 est conforme aux règles de l'accord général sur les tarifs et le commerce international, le GATT. Que les Américains soient commercialement inquiets, je le comprends, mais ce n'est pas un motif suffisant pour nous attaquer. Par ailleurs, nous coopérons à merveille avec les motoristes américains, General Electric et Pratt and Whitney, qui sont ravis que nous vendions de plus en plus d'avions équipés de leurs réacteurs.

» L'idée d'une alliance avec McDonnell Douglas repose sur le désir d'affronter Boeing à deux. Les négociations avec ce confrère ont été interrompues. Elles reprendront après le lancement de notre quadriréacteur A-340 qui gène effectivement son triréacteur MD-11.

– Les Airbus sont construits par six ou sept partenaires. En étendant encore cette coopération internationale à McDonnell Douglas et à d'autres, ne craignez-vous pas de réduire la part du gâteau attribué à chaque constructeur ?

– Entre constructeurs européens, on peut difficilement aller plus avant. Les usines de MBB, de British Aerospace, de Casa et d'Aérospatiale sont, d'ores et déjà, intégrées et nous travaillons, au point de vue commercial et industriel, comme une société unique. C'est un acquis très important.

» En revanche, nous cherchons l'extension du « club » Airbus à de nouveaux associés. Nous travaillons déjà avec Fokker et Belairbus. Nous discutons avec Canadair et Saab. La conséquence inévitable de la coopération est que les parts risquent de se réduire, mais nos programmes sont de plus en plus gros et arrivent à la limite de nos capacités. Il y a donc de la place : coopérer, ça veut dire partager.

» Mais tant que nous ne serons pas fusionnés, nous resterons concurrents sur certains produits. Cela demande une certaine souplesse...

– L'A-330 et l'A-340 seront-ils rentables ?

– Ce programme n'a été lancé qu'en raison de sa rentabilité. Son point d'équilibre est prévu vers le six centième appareil. Il fallait les deux avions ensemble, car ils ont beaucoup de parties et d'équipements en commun. C'est pour cela que nous ne pouvions parvenir à un accord avec McDonnell Douglas, car ce constructeur souhaitait nous faire abandonner l'A-340. Nous aurions vu disparaître la base économique du programme : l'A-330, à lui seul, n'étant pas viable.

– Vous dites que vous voulez faire le maximum de chiffre d'affaires avec le minimum de personnel. Avez-vous encore des gains de productivité à faire ?

– Pour vendre sur le marché mondial, nous devons être au même niveau de productivité et de compétitivité que nos concurrents américains. L'objectif est très clair. Nous sommes très proches de leurs performances et, parfois, nous leur sommes supérieurs. Mais notre but est d'être meilleurs qu'eux. Les personnels le comprennent bien. Ils conviennent qu'on ne peut arriver à des résultats qu'en augmentant les ventes et en diminuant les effectifs. Ils admettent que nous pouvons faire encore des progrès de productivité grâce à une mécanisation plus poussée et grâce à une administration faisant pleinement emploi des moyens à sa disposition. C'est dans ce dernier secteur, des services administratifs et de la conduite des programmes, qu'on peut encore faire les plus grands progrès par le recours à l'informatique.

Conserver notre capacité de dissuasion

– Que pensez-vous d'un de vos actionnaires, le ministère de la défense, lorsqu'il affirme que le recours à la technologie étrangère n'est pas une mauvaise action et qu'il pourrait très bien importer, par exemple, des avions de transport ?

– Si, en face d'un besoin militaire, les constructeurs français ne peuvent pas offrir un projet à eux, il est logique que le ministère de la défense achète le matériel là où il existe. Cela fait partie de ses responsabilités. C'est à nous, industriels, de présenter des solutions.

» J'ai cru discerner qu'il y a deux besoins différents de transport dans l'armée de l'air française. Pour le transport à longue distance, essentiellement pour l'Afrique, le Transall n'a pas été développé avec un rayon d'action suffisant pour atteindre un certain nombre de points et, actuellement, nous n'avons pas de solution à proposer. Pour le transport logistique entre les bases de l'armée de l'air, nous avons proposé une solution qui nous paraît excellente et conforme aux besoins : l'ATM-42.

– Peut-on mener de front la réalisation des missiles nucléaires S-4 à déploiement aléatoire et celle des missiles M-5 destinés au nouveau sous-marin stratégique ?

– Les deux programmes n'ont pas le même calendrier. Entre le missile M-4 des sous-marins actuels et le M-5, il y avait un creux au niveau des bureaux d'études qui aurait amené à leur dissolution. Le S-4 est venu s'intercaler dans ce creux. Dans la succession M-4, S-4 et M-5, il y a une cohérence qui permet de maintenir l'essentiel du potentiel de matière grise et, par conséquent, de conserver à notre pays sa capacité à concevoir les missiles balistiques de sa force de dissuasion.

– Gagnez-vous de l'argent avec l'espace ?

– Globalement, cette activité est à peu près équilibrée, mais nous avons quelques déceptions sur ce marché qui croît beaucoup moins que prévu. Notre activité spatiale civile est plutôt en difficultés, bien qu'en légère augmentation. »

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS
et JACQUES ISNARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CIMENTS D'ORIGNY

L'assemblée générale des actionnaires de « CIMENTS D'ORIGNY SA » réunie le 10 juin 1987 a approuvé les résolutions proposées au vote des actionnaires.

Le résultat de l'exercice Société Mère s'élève à 62,2 millions de francs, et le résultat consolidé à 87,2 millions de francs contre respectivement 28 millions et 19,5 millions en 1985.

L'assemblée a fixé le dividende à 15 francs par action net soit un revenu global avec avoir fiscal de 22,50 francs contre 6,60 et 9,90 en 1985. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 22 juin.

La société a demandé son admission au second marché de la Bourse de Paris.



elf gabon

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon s'est réunie le 11 juin 1987 dans les bureaux de la société à Libreville sous la présidence de M. André Tarallo.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice 1986, qui font apparaître un bénéfice de 238 millions de francs CFA. Elle a également accepté la proposition du conseil d'administration de la société de reporter à nouveau l'intégralité du résultat net dégagé et de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1986.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 11 % — 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1986 au 19 juin 1987 seront payables à partir du 20 juin 1987 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal contre détachement du coupon nº 10 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 81,41 F.

Il est rappelé :

● d'une part, que les intérêts concernant les titres inscrits en comptes « nominatifs purs » seront réglés aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications ;

● d'autre part, que les obligations portant :
- la lettre de la série « F » sont remboursables depuis le 20 juin 1978 ;
- la lettre de la série « D » sont remboursables depuis le 20 juin 1981 ;
- les lettres des séries « A » et « C » son remboursables depuis le 20 juin 1985.

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS
COGIFI

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 11 juin 1987, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986, qui se soldent par un bénéfice net de 75 978 399 F, dont 1 053 932 F de plus-values nettes de cessions, contre 72 243 414 F en 1985, en progression de 5,17 %.

Elle a décidé la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 73 822 410 F, soit un dividende par action de 23 F — contre 22 F au titre de l'exercice précédent — qui sera mis en paiement le 9 juillet 1987. Après affectation de 1 053 932 F à la réserve spéciale des plus-values à long terme, le report à nouveau s'établit à 12 217 326 F.

Au cours de l'assemblée, le président a indiqué que la politique de la Société tendait à la fois à rajeunir le patrimoine, à le centrer de plus en plus sur l'agglomération parisienne et à augmenter la proportion des locaux commerciaux et à usage de bureaux qui est actuellement de 16,3 %.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration a confirmé Mme Gilberte BEAUX dans ses fonctions de président du conseil d'administration et M. Jean SABATIER dans ses fonctions de vice-président directeur général.

CAP GEMINI SOGETI — CEA-INDUSTRIE — CISI

ALLIANCE ENTRE CAP GEMINI SOGETI ET CISI

Les deux premières sociétés européennes de services informatiques

CAP GEMINI SOGETI et CEA-Industrie, actionnaire à 100 % de CISI, ont conclu, le 5 juin 1987, un accord par lequel CAP GEMINI SOGETI prendra une participation dans CISI à hauteur de 36 % par voie d'augmentation de capital. Cet accord sera soumis aux consultations sociales et autorisations nécessaires.

Sous réserve qu'elle reçoive ces autorisations, cette prise de participation matérialisera une alliance entre les deux premières sociétés européennes de services informatiques décidées à coopérer étroitement à trois niveaux :

- celui des prestations offertes aux clients, notamment dans le domaine de l'informatique scientifique, technique et industrielle, de la gérance d'exploitation des systèmes informatiques et des conversions ;
- celui des efforts de recherche et développement engagés par les deux sociétés dans les secteurs de technologie avancée (Intelligence artificielle, Génie logiciel...) ;
- celui des activités internationales.

CAP GEMINI SOGETI et CISI exploiteront, dans le respect de leurs propres personnalités, l'avantage de leur forte complémentarité — qui est à la fois technique, commerciale et géographique — pour apporter à leur clientèle une palette de prestations élargie et pour renforcer leur compétitivité. Cette alliance constituera la meilleure réponse aux besoins de la clientèle dans un marché évolutif et en forte croissance.

CISI, qui a comme objectif de dégager une rentabilité comparable aux meilleures, et qui par ailleurs bénéficiera des synergies, des échanges de services et des coopérations résultant de cette alliance, sera introduite en Bourse dans les années à venir, conformément à la volonté de ses deux actionnaires.

Republic National Bank of New York (France)
RNB

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE), réunie le 21 mai 1987 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Cet exercice a été marqué par une nette progression des résultats et confirme la poursuite du développement de la société qui s'inscrit dans le cadre de l'expansion du groupe de la REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK.

L'intensification des actions commerciales s'est traduite par une sensible augmentation des concours à la clientèle.

De nouvelles activités ont été mises en place et d'autres développées (gestion des titres et placements, département des grandes entreprises, opérations financières...) laissant présager très favorablement de l'avenir.

Le total du bilan de l'exercice est de F 2 milliards, soit une augmentation de plus de 50% par rapport à 1985, et le résultat net s'est fortement accru pour s'établir à F 13 300000 contre F 5400000 en 1985.

Siège social : 20, place Vendôme - 75001 PARIS
Tél. : 42.60.38.64.



GROUPE REDOUTE

Extraits de la lettre aux actionnaires de M. Patrick Pollet, président-directeur général

J'ai le plaisir de vous confirmer que l'exercice 1986/1987 de votre société a répondu à nos objectifs.

Nous avons pu poursuivre une politique d'assainissement. C'est ainsi que nous avons accepté l'offre d'achat qui nous était faite pour le groupe Prémaman.

Cet exercice a aussi été marqué par le rapprochement avec la société au Printemps S.A.

Le chiffre d'affaires consolidé taxes comprises ressort pour 1986/1987 à 11 297 millions contre 10 274 millions, donnant une progression à données comparables de 10 %.

Le résultat courant avant impôt s'élève à 329,1 millions contre 200 millions, en très forte progression.

Le bénéfice net consolidé atteint 220,6 millions et comprend une plus-value de 84,4 millions sur cession des titres Prémaman. Sans cette plus-value, il ressortirait à 136,2 millions contre 37,9 millions l'an dernier, toujours à données comparables.

La Redoute SA a enregistré un résultat courant avant impôt de 78,7 millions (+ 2,4 %).

Après éléments exceptionnels, tels la plus-value sur cession de titres évoquée plus haut et des abandons de créances, le bénéfice net atteint 105,8 millions contre 30 millions l'exercice précédent.

L'ensemble économique **Redoute Catalogue** a réalisé un chiffre d'affaires taxes comprises de 8 977 millions (+ 10,2 %), un résultat courant avant impôt de 298 millions (+ 20,4 %) et un bénéfice net de 136 millions (+ 25,2 %).

L'ensemble Vestro-SIAD, qui regroupe l'activité vente par catalogue en Italie et boutiques spécialisées en Italie, Espagne et Allemagne, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 442 milliards de lires et un bénéfice net de 3 milliards de lires contre 111 millions pour l'exercice précédent.

L'ensemble des services financiers, qui associent les sociétés Finaref, Redoute-Assurances, et les Compagnies Le Chêne, ont connu en 1986 un développement très satisfaisant de leurs affaires. Le total des financements accordés et primes encaissées est proche de 3 milliards de francs.

Aux Editions Rombaldi, l'exercice a été marqué par le désengagement de l'activité courtage et la confirmation de la rentabilité de l'activité VPC.

Le chiffre d'affaires ressort à 230 millions (+ 4,5 %) et le bénéfice net à 2,2 millions après d'importantes provisions pour dépréciation de stocks et risques divers.

Je terminerai en vous signalant que l'assemblée générale du 22 juillet prochain aura à se prononcer sur un dividende unitaire de 52 F contre 44 F, soit une distribution globale de 43,18 millions contre 51,90 millions en 1985/1986.

Enfin, pour ce qui est de l'exercice en cours et tenant compte tant des prévisions de ralentissement de la consommation des ménages que d'un environnement commercial de forte concurrence, nous espérons réaliser une progression du chiffre d'affaires de 8 % assortie d'une augmentation supérieure des résultats.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 24 juin
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	419 371
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	123 485
ECU	58 518
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 061
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 623
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	133 347
dont :	
Effets escomptés	71 663
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 083
5) DIVERS	11 927
Total	680 352

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	214 984
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 107
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	20 191
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	95 325
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	48 807
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 881
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	10 708
Total	680 352

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1986

	5 juin	12 juin
Valeurs franç. à rev. variable	103,5	102,7
Valeurs industrielles	107,7	107,5
Valeurs étrangères	116,9	118,4
Pétroles-Energie	116	114,2
Chimie	105,2	104,8
Métallurgie, mécanique	110,3	111,5
Electricité, électronique	98,4	97,8
Bâtiment et matériaux	111,6	112,7
Ind. de consommat. non alim.	105,2	104
Agro-alimentaire	108,2	108,3
Distribution	100	99
Transports, loisirs, services	99	97,3
Assurances	96,3	95,5
Crédit banque	101	99,8
Sicomi	88,4	87,5
Immobilier et foncier	101,2	100,7
Investissement et portefeuille	100,7	99,1
Base 100 : 31 décembre 1986		
Valeurs franç. à revenu fixe	91,1	98,7
Emprunts d'Etat	99,5	99,2
Emprunts garantis et assimilés	98,9	98,6
Sociétés	98,7	98,2
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	3 489,3	3 442,5
Valeurs étrangères	4 223,5	4 277,7
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	500,5	496,7
Valeurs étrangères	571,2	578,6
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	108,6	117,7
Emprunt d'Etat	115,1	114,7
Emprunts garantis et assimilés	118,8	118,3
Sociétés	120,1	119,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	413,4	408,7
Produits de base	277,3	274,7
Construction	440,1	437,6
Biens d'équipement	334,8	333,5
Biens de consom. durables	590,4	592,7
Biens de consom. non durables	524,1	512,6
Biens de consom. alimentaires	441,7	442,6
Services	381,4	377,4
Sociétés financières	556,5	545,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	424,2	425,8
Valeurs industrielles	392,6	390,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	371,7	364,8

CHANGES

Dollar : 6,09 F ↑

Dopé par les signes encourageants d'amélioration apparus sur le front économique américain (contraction du déficit commercial et ralentissement de la hausse des prix à la production), le dollar s'est redressé lundi sur tous les marchés. Il a coté près de 6,09 F (contre 6,006 F vendredi) et 1,8240 DM (contre 1,7973 DM).

FRANCFORT	12 juin	15 juin
Dollar (en DM)	1,7973	1,8240
TOKYO	**12 juin**	**15 juin**
Dollar (en yens)	142,78	144,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 juin) . . . 8 3/16 %-8 5/16 %
New-York (12 juin) . . . 6 11/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	11 juin	12 juin
Valeurs françaises	101	
Valeurs étrangères	117,4	
Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	102,7	102,4

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	11 juin	12 juin
Industrielles	2 360,13	2 377,73

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	11 juin	12 juin
Industrielles	1 740,8	1 767,9
Mines d'or	399,2	409,3
Fonds d'Etat	92,64	92,70

TOKYO

	12 juin	15 juin
Nikkei Dow Jones	25 394,27	25 756,44
Indice général	2 255,67	2 241,88

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 12 juin
Nombre de contrats : 40 993

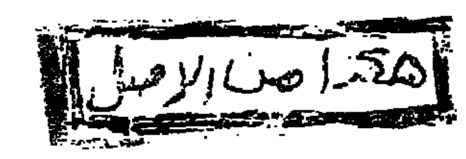
COURS	ÉCHÉANCES Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	103,30	103,75	103,70	103,50
Précédent	102,95	103,45	103,35	103,35

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PARIBAS ENTRE DANS LE CAPITAL DE LORILLEUX-LEFRANC. — Deux sociétés du groupe Paribas, Nord-Est et la Financière Saulnes, vont souscrire à une augmentation de capital de cet important producteur d'encres européen (1 milliard de francs de chiffre d'affaires), d'un montant de 120 millions de francs, sous forme d'obligations convertibles et d'obligations remboursables. En convertissant leurs titres, Nord-Est et Saulnes deviendront actionnaires de Lorilleux-Lefranc à hauteur chacun de 10 %.

Jusqu'ici, Lorilleux-Lefranc était filiale à 100 % de CdF-Chimie. Cette opération financière s'inscrit dans le cadre de la stratégie mise en place par le nouveau PDG du groupe chimique d'Etat visant à trouver des capitaux privés pour prendre le relais des capitaux publics.

De la même façon, CdF-Chimie va racheter probablement très bientôt la Société chimique de la Grande Paroisse, contrôlée jusqu'ici par L'air Liquide. Cette affaire est cotée en Bourse et, par ce biais, son nouveau propriétaire pourra lever des capitaux.



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 12 JUIN

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1923	4,5 % 1973	1909	1931	1931	+ 1 15
4330	C.N.E. 3%	4240	4232	4232	- 0 19
....	B.N.P. C.I.	540	545	547	+ 1 30
1253	B.N.P. T.P.	1264	1269	1270	+ 0 47
1170	C.C.F. T.P.	1100	1112	1112	+ 1 09
1240	Créd. Lyon. T.P.	1250	1255	1255	+ 0 40
....	Electricité T.P.	2920	2920	2920	....
2173	Renault T.P.	2100	2025	2030	- 3 32
2380	Rhône-Poul. T.P.	2290	2300	2300	+ 0 44
1375	St-Gobain T.P.	1368	1362	1362	- 0 43
1410	Thomson T.P.	1390	1368	1368	- 1 57
475	Accor	463	466	466	+ 0 65
....	Agence Havas	....	....	....	....
2263	Ag. Havas C. I.	512	512	512	....
700	Air Liquide	660	671	671	+ 1 67
2660	Alcatel	2320	2320	2348	+ 1 21
1980	Als. Superm.	2080	2075	2075	- 0 24
495	A.L.S.P.I.	455	460	461	+ 1 32
440	Alsthom ★	405	400	411	+ 1 48
2770	Arjom. Prioux	2440	2412	2445	+ 0 20
585	Amrep-Ray	563	557	566	+ 0 53
1600	Aux. Entrepr. ★	1360	1360	1377	+ 1 25
1220	Avions Dassault	1160	1206	1230	+ 6 03
675	BAFIP	615	621	629	+ 2 28
410	Bail-Equipem. ★	409	400 30	400	- 2 20
840	Bail-Investiss.	928	940	950	+ 2 59
710	Cie Bancaire	680	691	693	+ 1 91
570	Bazar H.-V.	535	538	542	+ 1 30
630	Béghin-Say ★	494 50	497	502	+ 1 51
815	Berger (Ma)	820	825	825	+ 0 61
720	Bic ★	667	672	692	+ 3 74
1300	B.I.S.	1360	1359	1359	- 0 07
....	Biscuit (Géné.)	....	....	....	....
2700	Bongrain S.A.	2650	2720	2720	+ 2 64
1190	Bouygues	1021	1020	1030	+ 0 88
133	B.P. France	105	104	105	....
4980	B.S.N.	4945	4945	4960	+ 0 30
1340	Carnaud	1295	1300	1311	+ 1 24
3300	Carrefour	3170	3240	3225	+ 1 74
2010	Casino	1960	1961	1970	+ 0 51
1420	Casino A.D.P.	1460	1500	1500	+ 2 73
1110	C.C.M.C.	1195	1195	1205	+ 0 84
840	Cetelem	825	840	830	+ 0 60
830	Cerus	839	839	839	....
1880	C.F.A.O.	1881	1860	1862	- 1 01
1480	C.G.I.P.	1380	1430	1429	+ 3 55
1500	Chargeurs S.A.	1397	1375	1370 c	- 1 54
85	Chiers-Châtil.	82 50	81	81 20	- 1 58
1070	Ciments franç. ★	1027	1029	1053	+ 2 53
620	Club Méditerr.	608	585	594	- 2 30
210	Codetel	208	206	206	- 0 96
370	Cofimeg	388	385	385	- 0 81
2190	Colas	2015	2030	2050	+ 1 74
285	Compt. Entrepr.	225	235	236	+ 4 89
765	Compt. Mod.	679	689	689	+ 1 47
1190	Créd. Foncier	1142	1150	1160	+ 1 58
600	Crédit F. Imm.	576	581	581	+ 0 87
....	C.C.F.	127	128	128	+ 0 79

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
800	Créd. Lyon. (CI)	785	780	785	....
1210	Crédit Nat. ★	1180	1170	1189	+ 0 76
320	Crouzet ★	295	299	303 70	+ 2 94
2880	Damart S.A.	2825	2800	2820	- 0 18
440	Darty ★	411	415	420	+ 2 18
400	Darty (DP)	370	372	368 10	- 0 51
2400	De Dietrich	2350	2310	2310	- 1 70
395	Dév. P.d.C. (Li)	367	370	370	+ 0 82
615	D.M.C.	560	575	590	+ 5 35
2530	Docks France ★	2402	2429	2445	+ 1 79
2310	Dumez ★	2159	2171	2171	+ 0 56
1330	Eaux (Gén.)	1255	1251	1230	- 1 99
2450	Ecco ★	2405	2410	2469	+ 2 66
....	Electric. (Cie G.)	326	326	326	....
1260	Electro-Finan.	1089	1100	1110	+ 1 93
385	Elf-Aquitaine	371	372	371 50	+ 0 13
345	— (certific.)	331 80	335	335	+ 0 96
2950	Epeda-B-Faure	2819	2845	2850	+ 1 10
3400	Essilor	3490	3610	3520	+ 0 86
2580	Essilor Int. (DP)	2570	2570	2570	....
530	Esso S.A.F. ★	495	490	500	+ 1 01
2650	Eurafrance	2510	2450	2455	- 2 19
1570	Eurocom ★	1550	1510	1505	- 2 90
3730	Euromarché	3700	3640	3640	- 1 62
755	Europe n° 1 ★	681	695	720	+ 5 72
1090	Exor	1095	1125	1125	+ 2 74
1730	Facom	1545	1510	1560	+ 0 97
1200	Fichet-Bauche	1020	950	950	- 6 86
240	Finextel	240	237 10	242	+ 0 83
195	Fives-Lille	195	195	196	+ 0 51
1240	Fromageries Bel	1195	1158	1155	- 3 35
1300	Gal. Lafayette	1243	1300	1285	+ 3 38
415	Gascogne	410	405	405	- 1 22
2500	Gaz et Eaux	2310	2300	2290	- 0 87
850	Géophysique★	577	575	563	- 2 42
2670	Gerland	2450	2455	2455	+ 0 20
700	GTM-Entrepose	650	630	660	+ 1 53
700	Guyenne-Gas. ★	692	695	730	+ 5 49
3030	Hachette ★	2834	2832	2899	+ 2 29
805	Hénin (La)	758	756	758	....
1340	Hutchinson	1261	1280	1275	+ 1 11
120	Imétal	120	120	123	+ 2 50
450	Imm. Plaine-M.	425	450	448	+ 5 41
5070	Inst. Mérieux	4950	4950	4940	- 0 20
585	Interbail	570	600	605	+ 6 14
1610	Intertechnique	1310	1380	1380	+ 5 34
2580	J. Lefebvre	2651	2653	2680	+ 1 09
2100	Lab. Bellon	1836	1843	1843	+ 0 38
1540	Lafarge-Coppée	1507	1525	1525	+ 1 19
1710	Lebon ★	1670	1650	1783	+ 6 76
5360	Legrand	5330	5300	5290	- 0 75
5150	Legrand (DP)	4940	4950	4960	+ 0 40
800	Leroy-Somer ★	729	727	730	+ 0 13
1840	Lesieur	1788	1805	1800	+ 0 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
825	Locabail Immob.	813	815	818	+ 0 62
705	Locafrance ★	628	627	636	+ 1 27
905	Locindus	877	878	878	+ 0 11
1110	L. Vuitton S.A ★	1026	1030	1060	+ 3 31
....	Luchaire	556	550	560	+ 0 71
1580	Lyonn. Eaux ★	1451	1456	1480	+ 1 99
125	Mais. Phénix	100 80	85	85	- 15 67
800	Majorette (Ly)	765	789	789	+ 3 14
490	Mar. Wendel	460	474	479	+ 4 13
1950	Martell	2080	2140	2140	+ 2 88
2490	Matra	2239	2350	2345	+ 4 73
2540	Merlin-Gerin ★	2268	2270	2280	+ 0 52
3250	Michelin	3150	3199	3199	+ 1 56
1500	Midi (Cie)	1430	1415	1411	- 1 33
410	Midland Bk S.A.	385	379 30	379 30	- 1 48
1000	Min. Salsig. (Ma)	1020	1030	1035	+ 1 47
53	M.M. Penarroya	50	50 10	49 20	- 1 60
2300	Moët-Hennessy	2465	2540	2540	+ 3 04
108	Moulinex	106 50	106 50	106	- 0 46
1030	Navig. Mixtes	1000	990	993	- 0 70
177	Nord-Est	176	174 50	174 10	- 1 08
460	Nordon (Ny)	460	463	463	+ 0 65
700	Nouvelles Gal.	590	590	598	+ 1 36
1100	Occident. (Gén.)	1155	1154	1150	- 0 43
1770	Omn.F.Paris	1635	1660	1660	+ 1 53
190	Olida-Caby	209	211	211	+ 0 96
500	Opf-Paribas	455	461	461	+ 1 31
4110	Oréal (L')	4040	4040	4060	+ 0 49
475	Paribas	480	477	477	- 0 63
750	Paris-Réesc. ★	840	839	849	+ 1 40
1650	Pechelbronn ★	1552	1580	1578	+ 1 67
1500	Penhoët	1435	1415	1425	- 0 70
1020	Pernod-Ricard	1015	1002	1014	- 0 10
1630	Peugeot S.A.	1495	1501	1501	+ 0 40
15 60	Poclain	16 85	17 20	17 20	+ 2 08
2180	Poliet	2160	2210	2215	+ 2 55
770	P.M. Labinal	701	720	729	+ 3 99
3520	Presses Cité	3380	3340	3340	- 1 18
1360	Prétabail Sic.	1320	1320	1315	- 0 37
760	Primagaz	793	781	790	- 0 38
785	Printemps★	734	738	735	+ 0 13
2140	Promodès	2000	2032	2025	+ 1 25
270	Prouvost S.A ★	245	242	245	....
1470	Radiotechn.	1475	1450	1470	- 0 34
142	Raff. Dist. Total	118	115	115	- 2 54
3320	Redoute (La) ★	3020	3015	3025	+ 0 16
480	Robur financière	450 50	450 50	450 50	....
1540	Roussel-Uclaf	1493	1485	1486	- 0 47
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
6300	R. Impériale (Ly)	6000	6050	6050	+ 0 83
280	Sade	250	250	250 c	+ 2 87
3880	Sagem	3505	3500	3501	- 0 11
415	Saint-Gobain	420 20	426	426 40	+ 1 48

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1060	St-Louis B.	1142	1150	1158	+ 1 40
1810	Salomon	1912	1940	1940	+ 1 46
1800	Salvepar	1799	1751	1751	- 2 67
805	Sanofi	725	728	730	+ 0 69
780	S.A.T.	768	775	776	+ 1 04
1290	Saupiquet (Ns)	1300	1334	1334	+ 2 61
600	Schneider ★	485	485	490	+ 1 03
120	S.C.O.A.	123 50	130	130	+ 5 26
750	S.C.R.E.G.	726	720	720	- 0 83
815	Seb ★	830	830	868	+ 4 57
475	Sefimeg	481	481	481	....
1680	S.F.I.M.	1465	1465	1464	- 0 07
80	S.G.E.	73 20	73 10	70 90	- 3 14
535	Sign. Ent. El. ★	495	502	520	+ 5 05
1170	Silic	1070	1050	1050	- 1 87
635	Simco-U.P.H. ★	615	617	627	+ 1 95
440	Simnor (Li)	450	450	450	....
1250	Skis Rossignol	1210	1210	1211	+ 0 08
710	Siminco	750	750	750	....
230	Sodecco	255	240	241	- 5 49
265	Sodero (Na)	250	250	250	....
2640	Sodexho	2600	2700	2690	+ 3 46
....	Sogenal (Ny)	151	150	150	- 0 66
480	Sogerap	445	445	432	- 2 92
2250	Somm.-Allib. ★	2205	2200	2270	+ 2 94
750	Source Perrier	760	768	770	+ 1 32
1090	Sovac ★	1000	1025	1015	+ 1 50
620	Spie-Batignol.	599	610	618	+ 3 17
665	Strafor	665	669	665	....
370	Synthelabo ★	341	336	342 90	+ 0 55
680	Talcs Luzenac	687	674	674	- 1 89
2950	Tél. Elect.	2910	2905	2920	+ 0 34
1480	Thomson-C.S.F.	1409	1408	1408	- 0 07
540	Total (CFP) ★	501	498	493 40	- 1 51
111	— (certific.)	106 20	104	104	- 2 07
2460	T.R.T.	2350	2335	2350	- 0 42
705	U.F.B.	653	653	656	+ 0 46
1300	U.I.C.	1255	1272	1272	+ 1 35
680	U.I.F.	669	670	670	+ 0 15
920	U.I.S.	902	920	920	+ 2
315	U.C.B. ★	311 60	315	317 50	+ 1 89
800	Unibail	762	765	765	+ 0 39
560	Valéo	556	565	565	+ 1 62
102	Vallourec	78	71	70	- 10 26
520	Vie Banque	500	500	500	....
840	Elf-Gabon	843	835	835	- 0 95
129	Amax Inc.	128	130 40	130 40	+ 1 88
360	Amer. Express	421	418	418	- 0 71
145	Amer. Teleph.	158 80	159 50	157 10	- 1 07
162	Anglo Amer. C.	147	149 80	150 30	+ 2 24
715	Amgold	661	683	678	+ 2 57
900	BASF (Akt)	960	976	976	+ 1 67
996	Bayer	1045	1051	1051	+ 0 57

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
144	Buffelsfont.	135 50	135	135 10	- 0 30
205	Chase Manh.	243 50	248 50	247 50	+ 1 64
78	De Beers	71 10	71 80	69 90	- 1 69
1960	Deutsche Bank	1875	1880	1890	+ 0 80
99	Dome Mines	87	88 85	87 50	+ 0 57
1050	Dresdner Bank	980	1000	990	+ 1 02
163	Driefontein Ctd	146	149	145	- 0 68
655	Du Pont-Nem.	699	698	698 c	- 0 14
455	Eastman Kodak	499 60	498	498	- 0 32
78	East Rand	73 65	73 60	73	- 0 88
295	Electrolux	272	268	269 50	- 0 92
250	Ericsson	250 10	250 70	250 70	+ 0 24
515	Exxon Corp.	522	533	530	+ 1 53
520	Ford Motors	559	558	558	- 0 18
116	Freegold	102 30	99 20	98 90 c	- 3 32
115	Gencor	103	105 40	105 10	+ 2 04
590	Gén. Electr.	639	645	645	+ 0 94
585	Gén. Belgique	545	546	546	+ 0 18
505	Gen. Motors	510	504	504	- 1 18
114	Goldfields	106	105 30	105 30	- 0 66
51	GdMetropolitain	57	57	56 20	- 1 40
89	Harmony	93	93 70	91 50	- 1 61
39	Hitachi	44 90	45 30	45 50	+ 1 34
895	Hoechst Akt.	906	908	908	+ 0 22
143	Imp. Chemical	144 10	144 50	144 50	+ 0 28
925	IBM	945	952	959	+ 1 48
305	ITT	351	357	353	+ 0 57
153	Ito-Yokado	165 60	165 10	162	- 2 17
71	Matsushita	79 90	81	82 50	+ 3 25
870	Merck	997	1000	985	- 1 20
730	Minnesota M.	799	803	805	+ 0 75
280	Mobil Corp.	291 20	292 50	292 10	+ 0 31
235	Morgan J.P.	300	296 90	296 90	- 1 03
38100	Nestlé	35510	35210	35210	- 0 84
184	Norsk Hydro	177 60	177 80	177	- 0 34
285	Ofsil	251 50	248	241 50 c	- 3 98
1750	Petrofina	1797	1800	1800	+ 0 17
470	Philip Morris	528	520	522	- 1 14
139	Philips	141 10	141 50	141 50	+ 0 28
600	Quilmès	578	580	585	+ 1 21
935	Randfontein	802	800	780	- 2 74
765	Royal Dutch	774	780	780	+ 0 78
112	Rio Tinto Zinc	101 20	101	100 60	- 0 59
128	St Helena Co	108	107 90	102	- 5 56
250	Schlumberger	269 50	270	270	+ 0 19
134	Shell transp.	133 10	134 10	134 10	+ 0 75
2260	Siemens A.G.	2318	2295	2295	- 0 99
121	Sony	140	151 60	146	+ 4 29
131	T.D.K.	148 80	154 40	154 c	+ 3 49
30	Toshiba Corp.	30 45	31 30	32 50	+ 6 73
1840	Unilever	1988	1982	1982	- 0 30
275	Unit. Techn.	290	298 20	297 50	+ 2 59
845	Vaal Reefs	753	765	760	+ 0 93
265	Volvo	288	291 50	290	+ 0 69
420	West Deep	369	376	373	+ 1 08
430	Xerox Corp.	473	475	475	+ 0 42
1 28	Zambia Corp.	1 26	1 27	1 28	+ 1 59

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8930	..
Emp. 8,80 % 77	126 03	0 505
9,80 % 78/93	101 30	9 021
10,80 % 79/94	103 68	8 344
13,25 % 80/90	106 75	0 382
13,80 % 80/87	101 70	9 074
13,80 % 81/89	107 11	5 633
16,75 % 81/87	101 83	12 686
16,20 % 82/90	115 96	6 702
16 % juin 82	117 98	0 176
14,60 % fév. 83	116 50	4 490
13,40 % déc. 83	119	6 388
12,20 % oct. 84	111 46	8 289
11 % fév. 85	110 09	3 375
10,26 % mars 86	105 55	2 607
ORT 12,75 % 83	1744 50	..
OAT 10 % 2000	104 65	0 464
OAT 9,90 % 1997	105 15	4 936
OAT 9,80 % 1996	103 46	3 598
Ch. France 3 %	184	..
CNB Bques janv. 82	101 80	3 669
CNB Paribas	102 06	3 669
CNB Suez	102 10	3 669
CNI janv. 82	101 57	3 669
PTT 11,20% 85	108 06	5 523
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	106 30	0 283
CNT 9% 86	98 60	1 483
CRH 10,90% déc. 85	104 60	4 435

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	1175	1140
Agache (Sté. Fin.)	1857	1900
A.G.F. (St Cent.)	800	800
Applic. Hydraul.	785	789
Arbel	244	241
Astorg	375	371
Avenir Publicité	2698	2695
Bain C. Monaco	350	350
Banque Hypoth. Eur.	445	449
Béghin-Say (C.I.)	368	385
B.G.I.	600	600
Blanzy-Ouest	600	600
B.N.P. Intercontin.	419	415
Bénédictine	6000	5900
Bon-Marché	805	802
B.T.P.	146	145
Calif	878	878
Cambodge	820	830
C.A.M.E.	570	570
Campenon Bern.	529	508 o
Carbone-Lorraine	885	895
C.E.G.Frig.	730	730
Centen. Blanzy	2810	2841
Centrest (Ny)	257	287 30 d
Cerabati	100	100
C.F.D.E.	....	....
Chambourcy (M.)	1045	....
Champex (Ny)	183 90	185 90
C.I.C. (Financ. de)	350	329
C.I. Maritime	750	711
Cimes-Sintra	1000	912 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Citram (B)	650	670
Clause	640	625
Cofradel (Ly)	1924	1900
Cogifi	450	450
Comiphos	655	616
Cie Industrielle	3860	3830
Comp. Lyon-Alem.	760	765
Concorde (La)	1030	1000
C.M.P.	65 10	65 60
Créd. Gén. Ind.	866	840
Cr. Universel (Cie)	801	800
Créditel	166	169 50
Darblay S.A.	758	785
Delalande S.A.	1425	1311 o
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1360	1310
Didot-Bottin	1090	1090
Eaux Bass. Vichy	1421	1436
Eaux Vittel	3028	2850
Economies Centre	681	640
Electro-Banque	419	415
Eli-Antargaz	900	....
E.L.M. Leblanc	939	970
Ensifi-Bretagne	320	307 o
Entrepôts Paris	585	585
Epargne (B)	3100	3010
Europ. Accumul.	81 30	81 40
Eternit	3072	3075
Finalens	262	262
FIPP	437	437
Fonc	1040	1080
Foncière (Cie)	629	620
Fonc. Lyonnaise	6000	6020
Foncina	585	590
Forinter	1110	1110
Fougerolle	429	377 10
France I.A.R.D.	371	374
France (La)	6000	6240
From. Paul Renard	536	568
GAN	1235	1240
Gaumont	519	434 o
Gévelot	927	802 o
Gr. Fin. Constr.	480	486
Gds Moul. Paris	391	390
Groupe Victoire	3670	3660
G. Transp. Ind.	580	580
H.E.F.	157	....
Immindo S.A.	572	574
Imminvest	320	330
Immobail	435	483
Immobanque	758	755
Immob. Marseille	9410	9790 d
Immofice	578	579
Invest. (Sté Cent.)	3300	3300
Jaeger	205	200
Lafitte-Bail	554	555
Lambert Frères	232	235
Lille-Bonnières	1372	1400
Loca-Expansion	302	310
Locafinancière	410	402
Locatel	700	725
Louvre (Sté)	1750	1780
Machines Bull	46	47 10
Magasins Uniprix	238	238
Magnant S.A.	139	122 o
Maritimes Part.	456	466
Métal Déployé	483	482
Mors	175	175
Navel Worms	100 20	100 10
Navig. (Nat. de)	196	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
OPB Paribas	375	375
Optorg	280	270
Oréal (L') C.I.	3000	2900
Origny-Desvroise	1210	1210
Palais Nouveauté	931	930
Paribas-CIP	432	417
Paris France	303	300 10
Paris-Orléans	385	372
Parisienne	840	840
Pass. Risq. Div.	1400	1400
Pathé-Cinéma	751	730
Pechiney (cert. inv.)	283 50	284
Piles Wonder	1005	976
Piper-Heidsieck	990	990
P.L.M.	185	184 50
Porcher	700	720
Promodès	1500	1475
Providence S.A.	1780	1668 o
Publicis	2760	2800
Raff. Souf. R.	155	156
Rhône-Poul. (c. inv.)	398	403
Ricqlès-Zan	324	315
Rochefortaise S.A.	378 60	345 70 o
Rochette-Cenpa	102	....
Rosario (Fin.)	950	885 o
Roudière	319	329
Rougier et Fils	109	....
Sacer	455	445
SAFAA	1500	1500
Safic-Alcan	980	957
SAFT	2090	2080
Saga	363	353
St-Gobain C.I.	395	410 80 d
Salins du Midi	536	538
Sanofi	....	....
Santa-Fé	174	177
Satam	221 20	201
Saulnes	68	68
Savoisienne (M)	250 50	....
SCAC	786	790
Senelle Maubeuge	675	648 o
S.E.P. (M)	225	225
Serv. Equip. Véh.	91	98 45
Sicl	290	279
Sicotel	366	380
Simin	271	279
Siph (Plant. Hévéas)	378	372
Sté Générale-CIP	1900	....
Sofal financière	1865	1851
Sofio	535	539
Soficomi	840	830
S.O.F.I.P. (M)	176	155 o
Sofragi	1225	1185
Soudure Autog.	511	511
Sovabail	680	680
Speichim	34	34
S.P.I.	756	726
Suez (Fin. de)-CIP	1645	1665
Sernoi	1113	1050
Taittinger	2030	2070
Testut-Aequitas	658	558
Tour Eiffel	565	544
Ufiner S.M.D.	725	731
U.A.P.	2280	2280
U.T.A.	1999	2010
Veuve Clicquot	3640	....
Vicat	1610	1610
Viniprix	1750	1755
Virax	189 50	180
Waterman S.A.	602	602
Brass. du Maroc	136	148

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	972	920
Akzo	370	370 10
Alcan Alum	220	225
Algemeine Bank	1350	1350
American Brands	289 90	288
Am. Petrofina	320	....
Arbed	240	....
Asturienne Mines	186	184
Bco Pop Espanol	362	360
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1420	....
B. Régl. Internat.	59900	57500
Br. Lambert	585	600
Canadian-Pacific	102 90	104 10
CIR	28 30	28 80
Commerzbank	850	830
Dart. and Kraft	360 10	360 50
De Beers (port.)	78 40	....
Dow Chemical	500	510
Gén. Belgique	545	546
Gevaert	1047	....
Glaxo	170	170 60
Goodyear	405	400
Grace and Co	367	380
Gulf Canada Corp.	134	134
Honeywell Inc.	480	478
I. C. Industries	205 50	202
Johannesburg	978	....
Kubota	25	25
Latonia	280	280
Mannesmann	....	....
Midland Bank Plc	63	63 90
Mineral-Ressourc.	71	....
Nixdorf	2680	2640
Noranda	136 40	135 90 c
Olivetti	34 60	36
Pakhoed Holding	206	215
Pfizer Inc.	428	433
Procter Gamble	536	541
Ricoh Cy Ltd	36	38 50
Rolinco	286 60	287 50
Robeco	303 80	310
Rodamco	441 30	437 50
Saipem	18 60	19 80
Shell fr. (port.)	127	....
S.K.F. Aktiebolag	325	320
Steel Cy of Can.	108 70	....
Tenneco	288 30	285
Thorn EMI	71 50	71
Toray indust. inc	30 80	30 60
Vieille Montagne	870	831
Wagons-Lits	810	....
West Rand	26 50	28 40

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Asarep	6 05	6 15
Calciphos	465	456
C.E.M.	....	....
Cochery	185	....
C. Occid. Forestière	180	190
Coparex	388	395
Dubois Inv. (Casto.)	1074	1074
Gechot	281	....
Hydro-Energie	325	....
Hoogovens	250	....
Mecs Hort. (échan.)	....	....
Nicolas	1055	1046
Paternelle-R.D.	3400	....
Révillon	419	420
Rorento N.V.	154 10	154 20
Sopalem	85 70	0 10 o
S.P.R.	444	490
Ufinex	380	....
Union Brasseries	131	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1165	1165	Drouot-Assurances	508	508	M.M.B.	670	660
Alain Manoukian	851	880	Drouot-Obl. convert.	3530	3400	Molex	261	279 90
Asystel	681	696	Editions Belfond	344	345	Navale-Delmas	702	702
B.I.C.M.	980	980	Elect. S. Dassault	720	720	Olivetti-Logabax	500	510
B.I.P.	765	750	Elysées Investiss.	43	43	Om. Gest. Fin.	476 10	500
Bolloré Technologies	1205	1205	Expand	860	858	Petit Bateau	250	250
Buitoni	751	741	Filipacchi	700	700	Petrofigaz	661	630
Cables de Lyon	1300	1250	Guintoli	1045	1090	Pier Import	376	388
Calberson	1080	1100	Guy Degrenne	950	940	Razel	1585	1574
Cardif	2320	2350	I.C.C.	270	265	St-Gobain Emballage	1500	....
Cap Gemini Sogeti	2695	2710	IDIA	237	239	St-Honoré Matignon	231	231
C.D.M.E.	1030	1016	I.G.F.	228	228	S.C.G.P.M.	280	287
C. Equip. Elect.	320	320	IN Informatique	329	330	Sema-Metra	1574	1575
C.E.G.I.D.	2700	2700	La Commande Electro.	901	850	S.E.P.	1345	1345
C.E.G.E.P.	250	248	Le gd livre du mois	447	440	S.E.P.R.	1920	1920
C.E.P.-Communication	1579	1580	Loca-Investissement	320	319	S.M.T. Goupil	395	389
C.G.I. Informatique	942	932	Locamic	490	480	Sodinforg	1500	1500
Delsa	290	290	Marstan	480	470	Sofibus	442	450
Dauphin O.T.A.	3300	3200	Martin Immobilier	395	....	Supra	1090	1100
Devanlay	2790	2750	Métallurg. Minière	184 80	182 30	Valeurs de France	370	370
Deville	985	985	Mécalogie Internat.	620	630			

SICAV (sélection) — 12/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	818 58	798 61
Actions France	474 40	457 25
Action Invest.	375 96	358 91
Actions sélectives	603 20	581 40
Aedificandi	538 08	515 02
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1245 99	1215 60
A.G.F. 5000	611 21	598 30
A.G.F. ECU	1102 18	1081 27
A.G.F. Interfonds	450 96	439 96
A.G.F. Invest	103 74	101 21
A.G.F. OBLIG.	1088 86	1083 44
A.G.F. Sécurité	10066 23	10066 23
Agfimo	689 27	672 46
Altefi	214 03	205 29
A.L.T.O.	185 09	178 40
Amei-Gan	5812 18	5357 69
America-Valor	747 30	713 41
Amérique Gestion	379 20	362
Amplitude	570 63	554 01
Arbitrages court terme	5378 76	5369 07
Argonautes	441 78	421 75
Associc	1145 80	1145 80
Aurecic	1368 64	1328 78
Axa Europe	114 41	109 22
Axa Investissements	123 41	117 81
Bourse-Investiss.	471 33	449 96
Bred Associations	2624 81	2616 96
Bred International	97 03	95 13
Capital Plus	1626 26	1626 26
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convertimmo	410 12	394 35
Cortal court terme	1240 80	1240 80
Cortexa	946 41	902 54
Crediter	508 02	494 19
Croiss. Finance	283 55	271 34
Croiss. Mercure	2679 83	2504 69
Croiss. Immobil.	677 36	646 64
Croiss. Prestige	377 69	360 56
Drouot-France	705 07	673 10
Drouot-Investiss.	1160 45	1107 83
Drouot-Sécurité	255 27	243 69
Drouot-Sélection	146 95	140 29
Ecuric	1178 59	1161 17
Elicoop Sicav	11492 98	11492 98
Eli-Valeurs	9451 88	9221 35
Energia	284 48	271 58
Eparcic	2778 58	2773 03
Eparcourt Sicav	4028 51	4018 46
Epargne Associations	23902 90	23867 10
Epargne-Capital	7819 14	7741 72
Epargne-Croiss.	1567 23	1525 28
Epargne-Industr.	797 34	761 18
Epargne-Inter	691 70	673 19
Epargne J	52129 83	52129 83
Epargne-Long-Terme	1745 33	1698 56
Epargne-Oblig.	188 90	183 84
Epargne-Unie	1298 07	1237 30
Epargne-Valeur	432 71	421 13
Eparoblig	1264 46	1251 95
Epsilon	1016 55	1006 49
Euracic	9719 89	9576 25
Euro-Croissance	556 89	540 67
Eurodyn	1097 19	1081 11
Euro-Gan	5152 68	4919 03
Extrême Orient Sicav	604 90	587 28
Financière Plus	26541 49	26278 70
Finord Placement	59313 15	59135 74
Finord Trimestriel	1112 07	1095 58
Finord Valorisation	13180 28	12921 84
Fonsicav (div. par 10)	10585 58	10590 28
Foncier Investiss.	1131 36	1103 77
Foncival	275 72	263 22
France Ecu Plus	10615 88	10510 77
France-Gan	6380 86	6072 41 ◆
France-Garantie	281 62	281 06 ◆
France-Investiss.	541 48	516 93
France-Net	119 15	117 97
France-Obligations	447 13	442 70

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic	422 28	409 98
Francic Régions	1164 08	1130 17
Fructi-Associations	1343 25	1343 25
Fructicapi	298 79	294 37
Fructidor	251 04	247 33
Fructifrance	828 97	808 75
Fructivar	80633 52	80432 44
Fructi ECU	570 81	562 37
Fruco-Première	12047 90	11869 85
Futuroblig	1107 28	1106 15
Gestilion	61261 56	61108 79
Gestion Associations	155 16	151 75
Gestion Mobilière	732 52	699 30
Gest. Rendement	473	451 55
Gest. Sél. France	755 44	721 18
Haussmann Associat.	1192 97	1192 97
Haussmann court terme	1177 15	1177 15
Haussmann Epargne	1349 13	1349 13
Haussmann Europe	2087 38	2011 93
Haussmann France	1057 32	1019 10
Haussmann Oblicrois.	1275 24	1275 24
Haussmann Obligation	1497 78	1443 64
Horizon	1206 47	1171 33
I.M.S.I.	627 15	598 71
Indo-Suez Valeurs	782 29	746 82
Ind. française	13348 43	13086 70
Interoblig.	12183 36	11714 77
Intersélect France	474 14	452 64
Intervaleurs Indust.	678 39	647 63
Invest. net	14166 56	14138 27
Invest. Obligataire	17638 25	17603 04
Japacic	189 89	184 38
Jeune épargne	245 07	241 45
Laffitte-Amérique	265 63	253 58
Laffitte-crt-terme	57965 89	57965 89
Laffitte-Expansion	864 99	816 22 ◆
Laffitte-France	340 12	324 70
Laffitte-Immobilière	261 53	249 67
Laffitte-Japon	357 49	341 28
Laffitte-Oblig.	146 26	139 63
Laffitte-Placements	65143 78	65143 78
Laffitte-Rend.	215 92	206 13
Laffitte-Tokyo	1361 85	1300 10
Lion-Associations	11204 26	11204 26
Lion-Institutionnels	22981 50	22924 19
Lionplus	70815 55	70114 41
Livret portefeuille	655 62	636 52
Méditerranée	174 31	166 41
Mondiale Investissem.	450 78	430 32
Monecic	5909 35	5909 35
Moné J.	53837 69	53837 69
Monelaffitte	262332 58	262332 58
Multi-Obligations	429 99	410 48
Mutuelle Unie Sél.	160 84	153 55
Natio.-Assoc.	6514 77	6501 77
Natio.-Epargne	13319 86	13187 09
Natio.-Immobilier	1040 29	1012 45
Natio.-Inter.	1153 85	1122 77
Natio.-Obligations	545 13	530 54
Natio.-Patrimoine	1467 76	1428 48
Natio.-Placements	62984 54	62984 54
Natio.-Revenu	1046 84	1035 48
Natio.-Sécurité	55330 69	55330 69
Natio.-Valeurs	746 92	726 93
Nippon-Gan	5815 95	5552 22
Nord-Sud Développ.	1176 83	1174 48
Oblicic Régions	1045 44	1029 99
Oblicoop Sicav	1390 81	1383 54
Obligations Convert.	456 72	436 01
Oblilion	1110 82	1081 09
Optimavalor	646 89	617 56
Options et Rendement	53711 23	52817 47
Orient-Gestion	189 89	181 09
Paraméricque	540 10	515 61
Pareurope	845 59	807 25 ◆
Paribas Epargne	15246 67	15216 24
Paribas France	105 51	102 44
Paribas Gestion	633 29	607 47

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Opportunités	102 97	99 97
Paribas Patrimoine	551	528 54
Parnasse-Valor	1066 65	1065 58
Patrimoine-Retraite	1613 98	1582 33
Phénix Placements	250 47	249 22
Pierre Investiss.	756 04	721 76
Placement A	1083 02	1083 02
Placement crt-terme	89292 50	89292 50
Placement J	54223 44	54223 44
Placement Premier	51141 78	51141 78
Placements Rendement	11507 07	11507 07
Placements Sécurité	110936 50	110936 50
Première Obligations	10295 28	10274 73
Priv'Association	22981 89	22981 89
Province Investiss.	598 45	571 31
Quartz	114 12	111 31
Rentacic	166 79	164 33
Revenus Trimestriels	5718 99	5662 37
Revenu Vert	1158 89	1157 73
Rivoli Plus	1053 33	1005 57
St-Honoré Assoc.	13333 34	13864 02
St-Honoré Bio-aliment.	865 74	826 48
St-Honoré Pacifique	582 29	555 89
St-Honoré P.M.E.	491 47	469 18
St-Honoré Real	11646 61	11600 21
St-Honoré Rendement	11358 08	11301 57
St-Honoré Services	519 22	489 25
St-Honoré Technol.	773 68	738 60
St-Honoré Valor	12109 99	12013 88
Sécuricic	11365 70	11364 35
Sécur. Mobilière	403	384 73
Sécuri Taux	10308 66	10308 66
Sél.court terme	11679 95	11593
Sélection Croissance	543 66	527 83
Sacaden (Casden BP)	743 02	732 04
Sicav-Associations	1379 74	1377 67 ◆
S.F.I. fr. et étr.	634 42	615 94
Sicavimmo	816 76	779 72
Sicav 5000	357 08	347 52
Slivafrance	576 09	560 67
Slivam	431 91	420 35
Slivarente	222 93	220 72
Slivinter	434 19	422 57
S.I.—Est	1304 47	1245 32
S.I.G.	880 70	849 92
S.N.I.	1290 57	1252 98
Sogepargne	387 09	373 10
Sogerac	51475 12	49975 84
Sogevar	1088 16	1038 82
Sogiter	1328 52	1268 28
Soleil Investiss.	483 84	461 90
Technocic	1210 77	1175 50
Techno-Gan	6048 30	5774 03
Trilion	......	......
U.A.P. Investiss.	423 86	408 35
Uni-Associations	109 50	109 50
Unifrance	487 11	465 02
Unifoncier	1302 39	1243 33
Uni-Garantie	1306 31	1280 67
Unigestion	915 67	874 15
Uni-Japon	1576 34	1604 86
Uni-Régions	3277 80	3128 97
Unirente	2189 31	2087 98
Univer	177 01	177 01
Univers-Obligations	1651 28	1596 98
Valorem	534 10	521 07
Valoblig	60063 11	59468 43
Valorg	1496 29	1494 80
Valrel	78550 57	78511 31

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	....	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	....	....
Pernod Ricard	....	....
Total	6 40	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/6	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 006	6 006	5 750	6 250
ECU	6 941	6 937	....	....
Allemagne (100 DM)	334 320	334 170	324	342
Belgique (100 F)	16 124	16 115	15 750	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	296 880	296 630	287 500	305 500
Danemark (100 krd)	88 870	88 880	86	93
Norvège (100 k)	90 160	90 400	87 500	94
Grande-Bretagne (£ 1)	9 979	9 984	9 700	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 470	4 460	4 200	5 200
Italie (1 000 lires)	4 612	4 611	4 350	4 850
Suisse (100 fr.)	404	403 750	391 500	411 500
Suède (100 krs)	95 810	95 850	93	98 500
Autriche (100 sch)	47 575	47 570	46 350	48 700
Espagne (100 pes.)	4 795	4 802	4 600	5 100
Portugal (100 esc.)	4 280	4 282	3 700	4 700
Canada ($ can 1)	4 475	4 482	4 300	4 700
Japon (100 yens)	4 207	4 196	4 050	4 240

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/6
Or fin (kilo en barre)	88100	88700
Or fin (en lingot)	87950	88850
Pièce française (20 fr)	521	523
Pièce française (10 fr)	351	.....
Pièce suisse (20 fr)	611	618
Pièce latine (20 fr)	506	520
Souverain	632	641
Pièce de 20 dollars	3040	3030
Pièce de 10 dollars	1425	1440
Pièce de 5 dollars	960	.....
Pièce de 50 pesos	3295	3395
Pièce de 10 florins	523	530
Or Londres	456 40	460 80
Or Zurich	458 75	455 50
Or Hongkong	456 35	462 35
Argent Londres	7 79	7 90

Le Monde

CORÉE DU SUD : retour au calme

La médiation de l'Eglise a permis l'évacuation d'une cathédrale de Séoul occupée par des étudiants

Séoul *(AFP, Reuter)*. — Les manifestants antigouvernementaux retranchés depuis le 10 juin dans la cathédrale catholique de Myongdong, en plein cœur de Séoul, après de violents heurts avec la police, ont quitté les lieux, lundi 15 juin. La majeure partie des 220 protestataires sont partis à bord d'autobus fournis par l'Eglise catholique, dont la médiation a permis de débloquer la situation. Les manifestants ont quitté la cathédrale en criant « *A bas la dictature !* » et en levant le poing, en présence d'une foule qui les a applaudis. Les quelque 1 500 policiers antiémeute qui avaient pris position aux abords de la cathédrale s'étaient préalablement retirés et ne sont pas intervenus pendant l'évacuation des lieux.

Les douze chefs du mouvement sont cependant restés sur place, annonçant une grève de la faim.

Quelques affrontements ont cependant eu lieu, plus tard dans la matinée, entre une dizaine de milliers de manifestants antigouvernementaux et un millier de policiers antiémeute qui ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule rassemblée autour de la cathédrale.

Les étudiants ont annoncé qu'ils avaient cessé l'occupation de la cathédrale « *pour élever la lutte et l'unifier en vue de mettre fin à la dictature militaire et réaliser la démocratie et la réunification* » avec la Corée du Nord. Ils ont aussi dénoncé la décision du président Chun, annoncée le 13 avril, de suspendre les négociations sur la réforme électorale, et demandé la libération de ceux qui ont été arrêtés depuis mercredi au cours des manifestations antigouvernementales. Ils ont enfin exigé que les Etats-Unis cessent de soutenir le régime.

Les douze dirigeants, qui sont restés dans la cathédrale, ont affiché une déclaration proclamant : « *Nous nous battrons jusqu'au bout pour la démocratie.* » Selon la radio nationale, le ministère de l'éducation envisage de fermer toutes les universités du pays jusqu'à nouvel ordre pour mettre un terme au mouvement de protestation. Les vacances d'été ne commencent qu'à la fin du mois. A l'université Yonsei de Séoul, la tension est entretenue par le cas de l'étudiant Lee Han Yol, atteint à la tête par une grenade lacrymogène et qui se trouve depuis dans le coma. Les médecins disent qu'il est trop gravement atteint pour survivre.

La police a annoncé avoir interpellé, entre mercredi et dimanche soir, dans l'ensemble du pays, 6 094 personnes. Quelques centaines d'entre elles risquent d'être inculpées, mais beaucoup d'autres pourraient être placées en détention pour une période atteignant vingt-neuf jours.

Dimanche, le vice-ministre de l'intérieur, M. Lee Sang Hee, a, selon des témoins, été traîné sur 50 mètres le long de la rue qui monte vers la cathédrale catholique de Myongdong, où il voulait pénétrer secrètement, et roué de coups pendant près de 5 minutes, tandis que certains criaient « *Tuez-le, tuez-le.* »

Des dirigeants étudiants ont finalement obtenu sa libération. Le ministre de la culture et de l'information, M. Lee Woong Hee, qui, vendredi, avait menacé les dissidents de mesures sévères, a été lui aussi repéré par des manifestants qui l'ont pris en chasse, mais il a réussi à s'enfuir.

Le droit de grève dans la fonction publique

Réactions syndicales en ordre dispersé

Après le vote par l'Assemblée nationale de l'amendement Lamassoure revenant aux règles antérieures à 1982 pour les retenues de salaires des fonctionnaires en cas de grève, la CFDT, la FEN et la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) ont appelé « *l'ensemble des travailleurs des services publics* » à un « *puissant mouvement de protestation* » le lundi 15 juin avec des arrêts de travail d'une heure et des manifestations en province. A Paris, la CFDT et la FGAF organisent une manifestation à 17 h à l'esplanade des Invalides pour se rendre devant l'Hôtel Matignon à laquelle s'est associée la Fédération FO des finances. Quant à la CGT, elle a décidé une journée de grèves et manifestations le jeudi 18 juin.

Du côté des pouvoirs publics, le ton est à la fermeté. Dans une interview publiée par *le Figaro* du 15 juin, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, affirme qu'« *il ne faut ps compter que le gouvernement renonce à ses intentions. D'autant que c'est une mesure de portée limitée et qui ne remet nullement en question le principe du droit de grève* ». A première vue, cette fermeté semble payante puisque les syndicats réagissent en ordre dispersé et en recourant à des moyens d'action de portée limitée. Dans la fonction publique le « *front* » des six (CFDT, FEN, FO, FGAF, CGC, CFTC) qui avait tenu avant et après les négociations salariales a volé en éclats puisque seules trois fédérations ont décidé de mobiliser leurs troupes. Mais même si la riposte syndicale ne revêt pas des formes spectaculaires, elle a dans l'immédiat deux effets graves. En premier lieu, l'épisode Lamassoure porte un coup sérieux aux relations, déjà dégradées, entre le gouvernement et la CFDT. M. Edmond Maire a ainsi donné, le dimanche 14 juin, un aspect solennel à sa protestation en soulignant, devant la presse, qu'« *aucun gouvernement n'a le droit de mettre en cause l'équilibre social pour des raisons d'intérêt électoral* ». Appelant les salariés « *de tous secteurs et de toutes opinions* » à manifester le 15 juin, M. Maire a piqué un coup de colère en parlant d'atteintes à la démocratie et à « *l'Etat de droit* ».

L'autre effet est de conforter la CGT dans sa stratégie de harcèlement alors qu'elle lance, à partir du licenciement de délégués cégétistes chez Renault une campagne « *droits de l'homme* ». « *La CGT*, a déclaré M. Krasucki, le 13 juin, en appelle au monde du travail, à tous les démocrates : les droits de l'homme sont nés en France : c'est en France qu'ils sont attaqués ; c'est en France qu'ils doivent être défendus. »

M. N.

Sur le vif

Enfants sages

Alors, les gamins, ça plane pour vous ? Ah ! Ne venez pas me dire le contraire ! Essayez pas de faire les intéressants, les révoltés, les enfants de mai 68. Vous êtes complètement récupérés, mes pauvres chéris. En tout cas, c'est ce qui ressort d'un sondage IFOP-*le Point*. 76 % des seize-vingt ans se trouvent bien ou plutôt bien en France. En plus, vous nous adorez, nous les parents. Famille, je vous aime à 88 %.

Le fameux fossé entre les générations, fini, terminé. Il est bouché, colmaté, on n'en parle plus. Vous pensez tout comme nous sur tout. L'école c'est super. La justice, ça va, rien à redire. La police, idem à 52 %. Ce qui est resoir, ça on est bien d'accord, c'est les syndicats et les partis politiques. Mauvaise note aussi pour le gouvernement. Vous le trouvez nul à 55 %. L'Eglise, vous vous en battez l'œil, nous pareil.

Voici mieux. On vous a demandé si vous vouliez plus de liberté. Réponse : non (70 %). Et plus de sécurité ? Réponse : oui (64 %). Et la drogue ? Pour ou contre ? Contre. A fond. Contre le fait d'en avoir sur soi, c'est pas bien. Contre le fait d'en refiler à un copain, c'est très mal. Et c'est aussi moche, sinon plus, de ne pas porter secours à un blessé ou simplement à un mec qu'on menace sous vos yeux.

Il avait bien raison, le père Brassens, il n'y a pas d'âge pour la connerie. Pas d'âge non plus pour la sagesse. La vieille sagesse populaire : ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse à toi-même. C'est votre règle de vie. La mienne aussi. Résultat : se faire avorter, oui ; voler une bagnole, non ; frapper un manifestant, non ; frapper un policier, non plus ; refuser de vendre quelque chose à un homme de couleur, non et non !

Entre nous, il y a un truc que je ne m'explique pas, c'est votre passion pour les avocats. Vous êtes 70 % à baver devant. Comme c'est eux qui ont commandé ce sondage, je me dis que vous n'avez peut-être pas voulu leur faire de la peine. Circonspects, mesurés, réfléchis, raisonnables et polis... Qu'est-ce qu'on vous a bien élevés, dites donc, les gosses ! Pas étonnant que vous soyez éperdus de reconnaissance émue !

CLAUDE SARRAUTE.

Au Grand Jury RTL — « Le Monde »

M. Delors : nous n'avons pas assez la passion de vendre

Interrogé lors de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* », le dimanche 14 juin, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, n'a pas caché son inquiétude de voir « *le moteur du marché unique ronronner* ». Pour lui « *le marché unique, et surtout l'Europe, c'est un espace, une chance, un marchepied pour la France pour qu'elle épouse enfin son temps, ce qu'elle n'a pas fait sur le plan économique* ».

Interrogé sur la situation française et la multiplication des mauvais indices, le président de la Commission a tiré deux leçons de la situation : « *Il ne suffisait pas de changer de majorité (...) pour résoudre comme par miracle* » les problèmes de la France. Des problèmes structurels : « *Nous n'avons pas assez la passion de vendre (...) et de nous installer à l'étranger. Le monde, c'est notre province aujourd'hui pour l'économie* » ; en outre, « *la diversification actuelle de l'économie française n'est pas bonne. Dans les secteurs d'avenir, les Etats-Unis sont sept fois en position dominante, les Japonais six fois, les Français deux fois seulement. Autrement dit, nous vendons trop aux pays pétroliers, aux pays du tiers-monde, qui ont peu de pouvoir d'achat actuellement. Nous ne vendons pas assez en Europe et aux Etats-Unis* ».

« *Changer de mentalité* » ne se fera pas rapidement. Mais, pour les Français, « *le mot-clé, c'est le mot effort* ». La réduction du temps de travail est un moyen de lutter contre le chômage « *à condition qu'elle ne donne pas un signe dans le sens du non-effort* ». Quant aux prélèvements obligatoires, ils semblent difficiles à baisser, selon l'ancien ministre français des finances. Et M. Delors d'interroger les Français : « *A taux de prélèvement obligatoire égal, que vaut-il mieux payer ? De l'impôt sur le revenu ou des cotisations sociales plafonnées, donc injustes, et qui viennent alourdir le coût du travail ?* »

M. Delors, qui « *pour l'instant* » n'envisage pas de faire acte de candidature lors de l'élection présidentielle de 1988 et qui souhaite que M. François Mitterrand se représente, a malgré tout posé les trois principes d'une vie politique à la mesure des ambitions de la France : « *l'efficacité (...), la lisibilité (...), la médiation* », en redonnant « *au Parlement son rôle normal de législateur* ».

Trois principes pour répondre à quatre questions majeures : « *Comment assurer l'indépendance et la sécurité de la France* » alors que les propositions de M. Gorbatchev doivent susciter la « *vigilance* » ; « *comment jouer un rôle moteur dans la construction européenne, élément vital de notre destin* » ; « *comment rendre compétitive l'économie française* » ; comment s'éloigner « *de la politique spectacle ou de la politique politicaille* » ?

La liquidation du « Matin de Paris » est repoussée de vingt-quatre heures

Le Matin de Paris dispose de vingt-quatre heures de répit. Le tribunal de commerce de Paris a en effet décidé, lundi 15 juin de repousser son jugement de vingt-quatre heures. Me Claude Levet, administrateur judiciaire du *Matin* depuis le dépôt de bilan le 7 mai, avait pourtant défendu la thèse de la liquidation devant les 163 salariés du quotidien réunis dimanche 14 juin en assemblée générale.

Le point de vue de Me Levet avait été âprement discuté par un groupe de dix salariés. Après le retrait théâtral, vendredi dernier, de M. Giancarlo Paretti, l'un des principaux actionnaires de la société destinée à reprendre le *Matin*, constitué autour de l'ancien ministre socialiste de la défense, M. Paul Quilès (*le Monde* daté 14-15 juin), ces « dix » avait décidé de rassembler un tour de table susceptible de reprendre *le Matin*.

M. Jean-Pierre Gonquet (chef du service social), Bertrand Pellegrin (chef du service politique), Pierre Morville (chef du service économique), Régine Berlinge (chef de la comptabilité), Pierre Feydel (directeur de la rédaction), Gilles Suze, Marie-Béatrice Coulon, Jean-François Alessandrini, Eric Walter (journalistes) ainsi que Renaud Revel (chef du service médias et président de la Société des rédacteurs du Matin) avaient en effet annoncé, dimanche 14 juin au personnel du journal, qu'ils relançaient les négociations entamées il y a un mois avec des banques et des groupes industriels intéressés.

Les « dix », *dont* la plupart étaient membres du comité d'entreprise avant de remettre leur mandat, souhaiteraient réunir rapidement 1,5 million de francs représentant le paiement des salaires de mai. Cette mesure permettrait de retarder la liquidation du titre et de garantir son avenir, les dix salariés se portant caution des dépenses engagées.

Contestée par une partie des salariés mais encouragée par d'autres, cette initiative ne peut cependant être concrétisée qu'en milieu de semaine, les partenaires intéressés par *le Matin* souhaitant s'octroyer un délai de réflexion.

Me Levet, après discussions avec les « dix » avait pourtant préféré la liquidation. Cette dernière si elle se concrétisait signifierait la fin prochaine de la parution du *Matin*. Mais le licenciement des salariés n'interviendrait que dans dix jours.

Deux hypothèses demeurent : l'arrivée d'un repreneur (M. Robert Maxwell ? M. Francis Bouygues ? Le holding italo-luxembourgeois Interpart de M. Paretti ?) qui profiterait, demain, de la liquidation puis de la vente aux enchères du titre pour acquérir *le Matin*, à moins que le groupe des « dix » ne réussisse.

YVES-MARIE LABÉ.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 juin

Forte reprise

Une fois n'est pas coutume : la semaine a bien commencé à la Bourse de Paris. Au cours de la séance préliminaire du matin, une assez forte reprise s'est produite. Le mouvement est allé en s'accentuant et en progrès de 0,68 % dès l'ouverture, l'indicateur instantané enregistrait à la clôture une avance voisine du 1 %. Via Banque, Guyenne, Navigation Mixte, Valeo et Bouygues ont tenu la vedette avec des gains compris entre 3 % et 7,6 %.

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	
Accor	466	466	466	
Agence Havas	....	....	....	
Air Liquide (L')	671	665	671	c
Bancaire (Cie)	693	695	704	
Bongrain	2720	2730	2733	
Bouygues	1030	1050	1060	
B.S.N.	4960	4950	4970	c
Carrefour	3225	3240	3240	
Chargeurs S.A.	1370	1380	1386	
Club Méditerranée	594	603	604	
Eaux (Gén.)	1230	1237	1234	
ELF-Aquitaine	371 50	374	376 20	
Essilor	3520	3520	3550	
Lafarge-Coppée	1525	1560	1560	
Lyonn. des Eaux	1480	1473	1478	
Michelin	3199	3233	3235	
Midi (Cie)	1411	1419	1419	
Moët-Hennessy	2540	2560	2570	c
Navig. Mixtes	993	1017	1028	
Oréal (L')	4060	4104	4130	
Pernod-Ricard	1014	1019	1021	
Peugeot S.A.	1501	1515	1530	
Saint-Gobain	426 40	431	433	
Sanofi	730	728	728	
Source Perrier	770	....	....	
Télémécanique	2920	2920	2930	
Thomson-C.S.F.	1408	1423	1425	
Total-C.F.P.	493 40	489	491 10	
T.R.T.	2360	2350	2350	
Valéo	565	580	583	

A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 14-15 juin 1987 a été tiré à 454 594 exemplaires



